



Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE N° 14000 - 4,50 F

MERCREDI 31 JANVIER 1990

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

L'instabilité à l'Est et la bataille pour le pouvoir en URSS

La Roumanie dans la tourmente

DE tous les bouleversements qui ont secoué les pays d'Europe de l'Est, la révolution roumaine est celle qui reste à l'heure actuelle la plus chargée d'incertitude et la plus lourde de contestation.

Rien ne se déroule, ailleurs, dans un ordre parfait, pas plus à Berlin-Est qu'à Sofia, voire à Prague et à Varsovie, le point commun à chacune de ces capitales étant que le Parti communiste y est l'objet d'une réaction de rejet qui, si un processus de démocratisation s'engage, risque de le marginaliser dans l'éventail de forces politiques dont la plupart manquent de l'expérience du pouvoir.

MAIS le cas roumain est spécifique en ce que les hommes qui ont hérité le pouvoir dictatorial de Ceausescu sont eux-mêmes à la fois divisés et objets d'une contestation croissante dans l'opinion. Divisés, on vient de le voir avec les démissions de personnalités qui avaient pris des postes de premier plan dans le Conseil du Front de salut national (CFSN) et qui aujourd'hui le critiquent dans les termes les plus sévères. A les en croire, les nouveaux dirigeants ne seraient que d'anciens stalinistes, reconvertis pour la circonstance.

Les chefs de file du Front ont pu mesurer à quel point ils étaient contestés en contemplant dimanche dernier le flot de manifestants qui réclament leur droit à gouverner un pays ruiné par quarante-cinq ans d'une dictature dont on ne fait encore que commencer à découvrir tous les méfaits.

Vide politique ? Anarchie ? Un quart de siècle de règne de plus en plus intolérant du « Conducator » a laissé la Roumanie orpheline non seulement d'une opinion sensible à la raison mais aussi d'une classe politique suffisamment structurée pour prendre la relève. Le résultat est que le Front de salut national se place lui-même dans une position paradoxale. D'un côté il encourage ses partisans à manifester de manière musclée (comme ce fut le cas lundi contre l'opposition) ; de l'autre il fait à cette dernière des offres de « dialogue » que les affrontements de ces derniers jours préparent bien mal.

L'Histoire, ici, pèse de tout son poids. De tous les pays de l'Est, l'URSS exclue, la Roumanie est sans doute celle qui a eu le moins d'expérience d'une démocratie digne de ce nom. On retiendra, dans ce contexte, l'avertissement du pasteur Tokos - celui-là même par qui tout a commencé à Timisoara - selon lequel le choix risque de se poser aujourd'hui entre la consolidation d'un Front de salut national rénové, et la prise du pouvoir par l'armée.

Moscou et l'unité allemande

Selon M. Gorbatchev, qui recevra M. Mitterrand à Moscou, « personne ne doute de l'unité allemande ».

page 44 - section C

M 0147 - 131 D - 4,50 F



Des conseillers de M. Gorbatchev le pressent de rompre avec les conservateurs

Une session plénière du comité central du PC soviétique convoquée à Moscou lundi prochain 5 février doit se prononcer à la fois sur les problèmes du nationalisme - notamment sur la proclamation d'indépendance du PC lituanien, déjà examinée en décembre - et sur la plate-forme que le parti défendra à son prochain congrès. A la veille de cette

MOSCOU

de notre correspondant

Dans moins d'une semaine, M. Gorbatchev aura brillé ses vaisseaux et il ne disposera que de quelques mois pour regagner ou totalement perdre le contrôle de la situation. Avec en tête une longue note politique préparée par ses plus proches collaborateurs et dont le Monde publie aujourd'hui de larges extraits, c'est en effet, lundi 5 février, qu'il engage devant le comité central une offensive dont l'URSS sortira, en tout état de cause, transformée.

Que M. Gorbatchev l'emporte, qu'il parvienne à imposer un régime présidentiel et à faire du parti un « autre parti » ouvert au dialogue avec des organisations concurrentes, et il aura peut-être évité le chaos à son pays. Qu'il échoue, et il n'y aura plus en URSS aucune institution, ni politique ni statique, capable de canaliser la violence des aspirations aux changements, de tempérer les affrontements nationalistes et de proposer d'autres voies que l'explosion révolutionnaire.

Car ce qui frappe dans cette note, pourtant élaborée avant

même que le Caucase n'ait basculé dans le sang, c'est à quel point, vu du Kremlin, l'abîme de la violence généralisée semble proche. Le problème, aux yeux des collaborateurs de M. Gorbatchev, est que les conservateurs de l'appareil ont non seulement réussi à freiner l'introduction des réformes mais qu'ils parviennent maintenant aussi à se constituer une base populaire en jouant du mécontentement social, du nationalisme russe, du racisme et de l'égalitarisme qui imprègne l'ensemble de la société soviétique.

BERNARD GUETTA

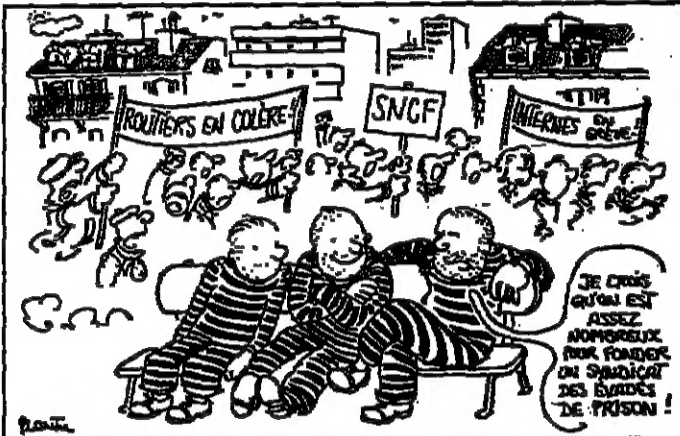
Lire la suite et nos informations page 2

Alourdissement du climat social

Les grèves se multiplient dans le secteur des transports

Grève contre le contrat de plan à la SNCF, arrêt de travail sauvage sur la ligne A du RER parisien, bouchons créés aux approches des grandes villes par les petits transporteurs routiers : la journée du mercredi 31 janvier s'annonce particulièrement difficile pour tous ceux qui doivent se déplacer en France.

Seul Air Inter indique que la grève de son personnel au sol n'aura pas de conséquences pour les usagers.



Lire nos informations pages 25 et 26 - section C

Veillée d'armes budgétaire aux Etats-Unis

Le Congrès se prépare à tailler en pièces un projet que le président Bush fera tout pour imposer

Le président George Bush a transmis, lundi 29 janvier, au Congrès américain un projet de budget pour 1991 prévoyant une forte réduction du déficit fédéral. L'essentiel des ressources supplémentaires serait obtenu par la poursuite de la croissance économique, alors que les dépenses n'augmenteraient que très faiblement.

WASHINGTON

de notre correspondant

Présenter un projet de budget dont on sait qu'il sera allégrement taillé en pièces par le Congrès pourrait passer pour un exercice certes obligé mais assez vain : le budget, répètent depuis plusieurs années les adversaires de M. Reagan puis de M. Bush, est « dead on arrival », mort à l'arrivée, comme on dit dans les hôpitaux. Mais c'est au moins le moyen de fixer un point de

départ, une référence obligée. Et aussi de faire apparaître ses priorités et ses choix idéologiques.

La Maison Blanche a donc présenté, lundi 29 janvier et deux jours seulement avant que le président Bush ne délivre son « message sur l'état de l'Union », un projet de budget qui, comme la loi l'y oblige, prévoit une réduction du déficit fédéral à moins de 64 milliards de dollars (63,1 milliards, soit presque deux fois moins que le déficit

réel cette année), sans qu'il soit pour autant recouru à des augmentations d'impôt (la « vieille » promesse électorale tient toujours).

Rarement, pourtant, projet de budget s'aura à ce point ressemblé à un paysage avant la bataille, plaisant à l'œil et logiquement ordonné, mais qu'un pilonnage d'artillerie devrait rendre sous peu méconnaissable.

JAN KRAUZE

Lire la suite page 6

Un entretien avec le patron des services secrets

M. Claude Silberzahn propose un plan de renforcement de la DGSE

Dans un entretien au « Monde », le « patron » des services secrets, M. Claude Silberzahn, annonce qu'il proposera dans quelques jours au gouvernement un plan 1991-1996 de renforcement des effectifs de la Direction générale de la sécurité extérieure (de quatre cents à cinq cents agents de plus), dont les deux tiers pour des postes extérieurs.

« Dans quel état avez-vous trouvé la DGSE ? »

« C'est une question difficile. Le diagnostic extérieur était assez négatif, c'est indéniable. Avant que j'arrive ici, on m'avait souvent dit : « la DGSE est inefficace, parfois perverse ». Neuf mois après, je fais plus que nuancer ce diagnostic. En fait, quelle est la mission du service ? Fournir au pouvoir politique, et au premier chef au président de la République, le renseignement permettant d'éclairer ses déci-

sions de politique étrangère. De ce point de vue, la maison est sans doute inégale. Elle est bonne en Afrique, très correcte autour de la Méditerranée, honnête sur l'Europe, y compris et malgré ce qu'on dit l'Europe de l'Est. Nettement moins bonne sur l'Asie, et parfois carrément médiocre sur les Amériques.

« Et le diagnostic par secteurs ? »

« Cette maison fait trois types de renseignement : diplomatique, militaire et économique. La moitié du « chiffre

d'affaires » de la DGSE est constitué par le diplomatique : l'analyse de la politique de tel ou tel pays, de ses évolutions internes, de sa politique extérieure, la prévision des crises qui peuvent y surgir, les hommes qui montent, les partis... »

« Le renseignement militaire et l'économique se partagent à égalité l'autre moitié de l'activité du service. »

Propos recueillis par

JACQUES ISNARD

et EDWY PLENEL

Lire la suite page 15 - section B



Jean-François Brisson Fils de Quelqu'un

Pierre Brisson et les «trente glorieuses» du Figaro

Éditions de Fallois

PARIS

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 5 dr. ; Tunisie, 500 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 20 fr. ; Canada, 1,35 \$; Australie, 2,20 F ; Chine, 425 F CFA ; Danemark, 11 kr. ; Espagne, 160 pes. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 30 p. ; Italie, 1.800 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 32 F. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 140 esc. ; Suède, 955 F CFA ; Suisse, 12,50 fr. ; Tchécoslovaquie, 1,50 S. ; USA (NY), 1,50 \$; USA (autres), 2 \$.

10 milliards de francs de bénéfices pour Elf

Une augmentation de 40 % par rapport à 1989

page 25 - section C

La Nouvelle-Calédonie sur les sentiers de la paix

Le désert des dirigeants du FLNKS

page 8

M. Longuet et l'ouverture

Un entretien avec le secrétaire général du PR

page 7

La Cinq :

rapprochement

Hersant-Berlusconi

Le départ de M. Philippe Ramond ouvre la voie à un accord entre les actionnaires

page 24 - section B

SCIENCES ♦ MÉDECINE

● Potions informatiques. ● Les clés d'or de la sérotonine. ● La division du travail des fourmis.

pages 11 à 13 - section B

La réforme de la grille de la fonction publique

M. Durafour propose 35 milliards de francs sur sept ans

page 44 - section C

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 44 - section C

ÉTRANGER

URSS : la note politique des collaborateurs de M. Gorbatchev

La logique de la perestroïka « conduit à un autre parti que le parti actuel »

Après avoir dénoncé « l'exceptionnel potentiel de conservatisme de la société (soviétique) contaminée par une psychologie égalitariste, par un rejet agressif de toute manifestation d'individualisme, d'indépendance, d'initiative personnelle et des succès qui y sont liés », le texte analysé par notre correspondant explique qu'il faut « stimuler par tous les moyens les couches de la population qui n'ont pas peur de vivre de leur travail », et pour cela « transformer ces individus en masse, c'est-à-dire en groupe social ». Il poursuit :

« L'union de l'intelligentsia et des dirigeants du parti et de l'Etat constitue réellement une conquête unique et précieuse. Nous sommes cependant prêts à la voir se défaire, par conséquent à commencer à céder au chantage anti-intellectuel des conservateurs qui mettent en avant les « masses prolétaires » (...). Sans parler du fait que perdre le soutien de l'intelligentsia signifierait pour le parti et pour la perestroïka perdre un allié, quasiment le plus dévoué, un autre danger apparaît là.

« A la fin du XXe siècle, il est temps de se débarrasser de la mystification du concept de classe ouvrière, car elle signifie au bout du compte la prolongation, sous une autre forme, de cette même « dictature du prolétariat ». Finalement, nous sommes plus proches du XXe siècle que du XIXe siècle où ce type de raisonnement était historiquement justifié.

« Ne vaudrait-il pas la peine de réfléchir aux formes que prennent

et prendront surtout, dans un futur proche, les structures sociales des sociétés contemporaines post-industrialisées et informatisées ? Ne vaudrait-il pas la peine de réfléchir également aux raisons pour lesquelles ce sont surtout, comme chacun le sait, les couches moyennes de travailleurs qui constituent les si puissants et conservateurs mouvements syndicaux de l'Ouest, au sein desquels se recrute pour l'essentiel la masse des militants des forces de la gauche de l'Europe occidentale ?

« Pire que Tienanmen ou la Roumanie »

« Cela ne signifie pas du tout, dans notre situation concrète, la direction du parti doit se démanteler de quelque manière que ce soit de la classe ouvrière. Cela ne serait pas justifié et ne serait ni compris ni accepté, ni par notre société, ni par la masse des membres du parti. Il suffit de ne pas se distancer de l'intelligentsia, de ne pas cacher que l'on considère son soutien comme un appui et donc de l'accepter (tant qu'elle est prête à y entrer) dans les rangs du Parti et, au lieu de jouer la carte du « populisme prolétaire », d'insister sur la nécessité de consolider l'union entre l'intelligentsia (...) et la classe ouvrière. Sinon cette union (pour laquelle existe une base objective) se fera ailleurs, et même contre les instances du Parti (...).

« Tout cela (...) conduit à la nécessité d'expliquer publiquement la situation au parti et à l'ensemble de la société ainsi que de

se démarquer, au sein comme en dehors du parti, de ces forces qui ne se contentent plus désormais de se mettre en travers du chemin de la perestroïka, mais se prononcent aussi ouvertement et activement contre le cours politique de M. Gorbatchev.

« Refuser plus longtemps de se démarquer politiquement (de ces forces) ne fait pas seulement l'affaire des courants antiperestroïkistes (...). Cela a des conséquences plus graves encore, [puisque] dans toute la société ne font que croître la fatigue, l'apathie et de plus en plus souvent l'agressivité vis-à-vis du parti, y compris de sa direction. Ce faisant, de nos propres mains et au mépris des leçons d'Europe de l'Est et de Chine, nous approfondissons le conflit réel qui existe entre la société et le parti. Et ce conflit peut prendre, compte tenu de la taille du pays, de sa composition multinationale et des spécificités russes, des formes auprès desquelles Tienanmen et la Roumanie n'auront rien été.

Le « centrisme » n'est pas payant

« Si elle est acceptable en général pour la société qui a besoin d'un centre stable, la tactique qui consiste à tenir à égale distance la droite et la gauche, les conservateurs et les radicaux n'est visiblement pas payante pour le travail au sein du parti. Où, la société a besoin d'un centre qui se consolide. Mais à l'époque d'une restructuration révolutionnaire, elle a besoin d'une avant-garde qui la pousse en avant. Pour être efficace, cette

avant-garde, c'est-à-dire le parti, doit cependant être suffisamment homogène, au moins sur ses positions de principe.

N'importe quel parti constitue, au bout du compte, un rassemblement de gens partageant les mêmes idées. La situation des derniers mois fait voir un tout autre tableau, et la société en a pleinement conscience.

L'alliance de l'appareil et des « éléments fascisants »

« Le refus, qui s'est accentué ces derniers mois, de qualifier les forces conservatrices de principal obstacle à la réalisation du rôle dirigeant du parti dans une société en changement radical a clairement perdu toute signification, s'il en est jamais une qui fut justifiée. Les conservateurs ont profité du thème de la consolidation à n'importe quel prix, y compris au prix de la perestroïka, et ils ne se sont guère préoccupés de ce que ce prix pouvait être un choc frontal entre le parti et la société, dont l'issue serait la même pour les progressistes et pour les conservateurs.

« Devant la perspective de perdre ses privilèges et son pouvoir, l'appareil, effrayé, n'hésite pas (...) à conclure, abandonnant tous les principes, des alliances avec les forces nationalistes et chauvines. Il commence à jouer des idées d'impérialisme et d'autocratie, à se mêler aux éléments fascisants dans l'espoir de prolonger ainsi son existence. Le résultat est qu'au sein du parti (...) s'est créée une situation paradoxale. Dernière la façade (...) de l'unité

coexistent, et cela d'une manière qui n'est déjà plus pacifique, aussi bien les partisans conséquents d'un développement intensif des processus de restructuration que les forces les plus conservatrices (...).

« La perestroïka a réussi l'essentiel. Elle a démantelé la société, l'a mise sur ses jambes et poussée en avant. Sa tentation désormais n'est plus de se contenter d'une succette et de berceuses. Elle exige le droit de disposer de son destin - c'est-à-dire du pouvoir.

« La première étape du passage du parti-Etat à une société civile a été accueillie avec espoir par la société et a renforcé la position du Parti lorsqu'elle a pris la forme (de la première session) du Congrès (des députés du peuple) et du Soviet suprême. Notable au cours de la deuxième (session de ce) congrès, où toutes les décisions adoptées correspondaient à celles qu'étaient élaborées à l'avance les instances du Parti, l'essoufflement de ce processus a fait naître un doute sur la sincérité de la direction (...). Un antagonisme sérieux peut, sur cette base, (...) mettre le feu aux poudres entre le parti et une société désormais plus exigeante (...) et attentive à l'expérience de nos voisins d'Europe de l'Est.

« On peut espérer pour l'instant que la société est prête à partager le pouvoir avec le parti, à la condition que l'accord conclu soit honnête et franc. Cet accord peut prendre des formes différentes. Il peut aller ? d'une intensification du travail du Soviet suprême

et de la transmission du pouvoir réel aux organes locaux d'auto-gestion à l'organisation de tables rondes, une voie qu'ont été obligés de suivre tous les pays socialistes, à l'exception de la Roumanie, où le parti a purement et simplement été balayé.

Un accord entre le parti et la société

« La conclusion d'un tel accord, qui verrait la transmission par étapes, du pouvoir du parti-Etat à la société civile tout en conservant au parti un rôle de force politique privilégiée, n'est cependant possible que si la société n'a aucun doute sur le parti qui est en face d'elle - celui de Gorbatchev, qui a entamé la perestroïka - ou celui, de moins en moins anonyme d'ailleurs, de la toute-puissance de l'appareil (...), auquel elle ne risque guère de vouloir se séparer.

« La propos renvoie donc ici à un autre parti que le parti actuel, ce qui n'empêche pas du tout que la majorité de ses membres restent en son sein. La voie pour le construire peut être la préparation du XXVII^e congrès et l'élection de ses députés. Le point de départ en est le prochain plénum du CC qui doit se dérouler publiquement (le mieux étant qu'il soit retransmis par la télévision) et donner la possibilité à la direction (...) de s'adresser non seulement aux membres du Comité central mais aussi à l'ensemble du PCUS et de la société avec une plateforme d'accélération de la perestroïka et un appel à lui confier le mandat de fondamentalement restructurer le parti ».

Rompre avec les conservateurs

Suite de la première page

Jusqu'à il y a quelques mois encore, l'intérêt de l'équipe Gorbatchev était de faire l'économie d'un difficile affrontement direct avec l'appareil, puisque la structure du parti, la force de l'habitude et la lâcheté lui faisaient, de toute façon, opter pour aux volontés du secrétaire général.

Puis le recul de la peur, celui-là même qui faisait s'ouvrir les bouches dans tout le pays, a également profité à l'appareil. Il s'est enflé, et plus il s'affaiblissait de la peur générale, plus il a compris qu'il avait des alliances à nouer (avec l'extrême droite russe) et qu'il pouvait se faire, au nom de la justice sociale, l'avocat des plus démunis. C'est ainsi que M. Gorbatchev, écrivant ses collaborateurs, se retrouve menacé, comme Salvador Allende au Chili, d'une « révolte des casseroles » attisée par les partisans du statu quo.

Dès cet instant, la volonté du secrétaire général de faire endosser la politique de réforme par l'ensemble du parti s'est retournée contre lui. Dès lors qu'il continuait à vouloir l'apparence du consensus et que ce consensus n'était plus automatique mais à négocier, non seulement la perestroïka à « fait du sur-place », mais M. Gorbatchev en est apparu responsable aux yeux de

ses seuls alliés - les partisans du changement. Car ce changement - faute de trouver un second souffle - a marqué le pas et la déception des radicaux n'a eu d'égal que le regain d'audace des conservateurs.

La préparation du congrès

C'est la raison pour laquelle, assuré depuis Maître de l'unanimité du soutien occidental, M. Gorbatchev avait décidé, dès le plénum du 9 décembre dernier, d'accélérer la préparation du congrès du parti qu'il avait pourtant déjà fait avancer de six mois en le convoquant pour octobre 1990. Il avait pour cela fait voter par un comité central majoritairement conservateur, boueux mais, au pied du mur, soumis, une résolution donnant mandat au bureau politique de préparer un projet de programme qu'un nouveau plénum aurait dû entériner fin janvier.

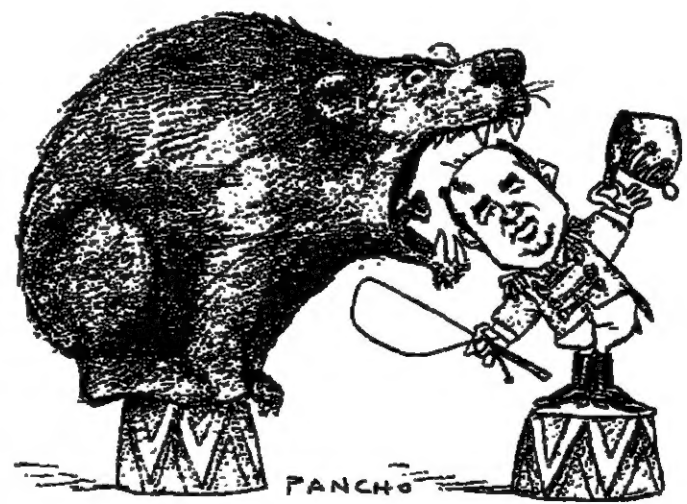
Tout semblait parfaitement huilé lorsqu'il s'est avéré, à la consternation du secrétaire général et de ses collaborateurs, que le Parti communiste lituanien ne voulait rien entendre et maintenait son projet de sortir du Parti soviétique.

M. Gorbatchev avait cru que la limpidité de sa manœuvre suf-

frait à donner assez de gages de sa bonne foi pour que les communistes lituaniens lui laissent six mois de répit. Il avait sous-estimé la force de la pression nationaliste qui ne leur laissait d'autre alternative que la rupture ou le suicide politique. Le PC lituanien a donc rompu avec Moscou et, contraint, par ricochet, M. Gorbatchev a convo-

qué le parti et de l'Etat tout court.

Provocation ? Peut-être, et même sans doute, mais provocation sur un terrain qui s'y prêtait à merveille. Pour ne pas courir à l'hallali en réunissant à la date prévue, le 29 janvier, le plénum en pleine guerre civile caucasienne, il a donc fallu prétexter de retouches au projet de pro-



gramme demandées par le bureau politique. M. Gorbatchev a ainsi gagné une semaine, le temps que l'instauration de l'état d'urgence à Bakou y permette un relatif semblant d'accalmie.

Comme tout aujourd'hui en URSS, ce faux-semblant est précaire. Dans trois jours, trois semaines ou trois mois, le problème se reposera avec plus de violence que jamais. Mais l'espoir de M. Gorbatchev est d'avoir, avant les prochaines élections, cimenté derrière lui un front du changement et obtenu du Parlement un renforcement de ses pouvoirs présidentiels lui permettant de faire face mieux et plus vite aux situations insurrectionnelles.

De Vilnius à Bakou

Le rapport de forces s'était alors suffisamment amélioré en sa faveur pour qu'il puisse décider de fonder en une seule réunion la suite du plénum lituanien et le plénum sur la préparation du congrès. De nouveau, les conservateurs étaient pris à revers. C'est alors qu'éclatèrent les pogroms de Bakou et l'enchaînement que l'on sait. A Vilnius, c'était l'autorité du secrétaire général du parti qui était bafouée. En Azerbaïdjan, plus grave encore, c'étaient celles du

chef de l'Etat et de l'Etat tout court. Autrement dit, si M. Gorbatchev ne court pas le risque d'être éliminé lundi, c'est que ses adversaires considèrent qu'ils pourront, dans quelques mois, y parvenir à moindre péril.

Il est des positions plus solides, mais le fait est que si le projet de programme qui sera présenté lundi est aussi novateur qu'on le dit, le secrétaire général aura là le moyen, non seulement d'opposer un véritable front aux conservateurs, mais aussi de les balayer au congrès. Car si les propositions de nouveaux statuts prévoient réellement de donner au parti une structure fédérale, d'y instaurer l'élection directe des directions par la base, d'y reconnaître l'existence de tendances, d'accroître le désengagement, au profit des assemblées élues, de la gestion étatique et de prôner enfin le dialogue et la négociation avec les autres forces politiques du pays - alors, tout change. A tout point de vue, le parti qui sortirait du congrès serait alors, en effet, un « autre parti » capable de prendre, avec d'autres forces, le relais de l'actuel PCUS.

Il est, à cet égard, significatif que la note des collaborateurs de M. Gorbatchev envisage déjà la possibilité d'une « table ronde » entre ce futur parti et d'autres forces, un « accord » entre lui et cette société qui, écrivent-ils, « exige » désormais « le droit de disposer de son destin - c'est-à-dire le pouvoir ».

On a peine à croire ce qu'on lit, mais ce qu'on lit et entend est après tout infiniment moins invraisemblable que ce qui se passe dans le Caucase, que la proclamation, dimanche, de l'« autonomie territoriale » de Tiraspol, cette ville de Moldavie, ou que la multiplication accélérée des démissions de directions

locales du parti sous la pression de meetings populaires.

Au regard de la réalité du pays, et si radicale soit-elle sur le fond, la contre-offensive de M. Gorbatchev risque au contraire de ne pas être, dans sa forme, assez spectaculaire pour être crédible. Il faudra frapper fort, frapper les imaginations car les mots ne suffisent aujourd'hui plus dans un pays dont, peu ou prou, pas une seule région ne frémisse désormais.

Vers un régime présidentiel ?

Et comme ce n'est pas - même s'ils sont télévisés - ce plénum et la présentation de ce programme qui pourraient calmer ce frémissement, c'est devant la prochaine session du Soviet suprême, dès la mi-février, que M. Gorbatchev devrait pousser son second pion. Soit de lui-même, soit en suscitant une initiative d'élus. Il devrait alors proposer d'introduire dans la Constitution l'élection du chef de l'Etat au suffrage universel et l'extension de ses pouvoirs d'exception.

L'idée serait que cette extension soit immédiate mais que M. Gorbatchev achève, sans réélection, le mandat qu'il tient, depuis le printemps dernier, du Congrès des députés. L'avantage de la formule est que les députés réformateurs pourraient difficilement refuser l'élection présidentielle directe à laquelle ils sont favorables, que les conservateurs se contrediraient en refusant des mesures d'ordre et qu'E, au bout du compte, le pouvoir d'Etat continuerait de s'affirmer au détriment de celui du parti - d'un parti de moins en moins unique et qu'il faut, dit un haut responsable, « cantonner au spirituel dans un Etat laïcisé ».

Tout cela à sa logique, se tient même - à condition que, d'ici lundi...

BERNARD GUETTA

Le Monde

Edité par la SARL le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beau-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Administrateur général : Bernard Wouss

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet

Rédacteur en chef : Bruno Frappat, Claude Sales

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-87-27

Télécopieur : (1) 45-23-06-91 ; Telex 650572 F MONDPAIR

ADMINISTRATION :

11, RUE JEAN-MAZET, 94352 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 49-80-30-00

Télécopieur : (1) 49-80-30-10 ; Telex 261311 F MONDSIR

SPORTS D'HIVER

L'enneigement des stations
hébergement, locations, crèches et hôtels
Service télématique du MONDE

36.15 Tapez LM

Code CORUS

SPORTS D'HIVER
l'enseignement des stations
ment locations crèches et hôtels
vice téléphonique du MONDE
No.15 Tapez LM
Code CORUS

URSS

« *nienne* » a été tué et deux autres ont été blessés dimanche lors d'une opération de l'armée soviétique pour reprendre du matériel militaire à cette organisation, le mouvement national arménien. « *Les soldats se sont emparés de tout le matériel militaire qui se trouvait dans le fort. Ils ont tué deux notables arméniens et ont blessé deux autres. Les soldats et des blindés, mais personne n'a été arrêté* », a indiqué un porte-parole du mouvement national arménien joint par téléphone à Erzerav.

À Paris, l'association humanitaire Reporters sans frontières a adressé à M. Gorbatchev une lettre de protestation et une demande immédiate du journaliste arménien Arakot Ghoussian, arrêté selon elle le 19 janvier à Stepanakert, capitale du Haut-Karabach.

S. SH

La Moldavie, qui fut alternativement russe et roumaine et a été annexée en 1944 par l'URSS, est peuplée à 64 % seulement de Moldaves. La communauté russeophone, qui comprend, outre les Russes, des Ukrainiens et des Bulgares, s'était mise en grève en septembre dernier pour protester contre la loi sur les langues. —

En réalité, le « ticket » Kwasi-
Akwasi-Miller traduit toute l'ambi-
guïté de ce nouveau parti m.
Kwasiwasi est l'image du jeune
coup réformatrice, celui qui son-
ne à l'après POUP depuis déjà
des mal de temps : « Je crois,
dit-il, que nous allons voir la
formation du gouvernement
Mazowicki (Le Monde du
26 août), que le prochain congrès
du POUP sera le dernier. Les
forces liées à la gauche socialiste
ont cherché une autre formule,
une autre manière de participer
à la lutte parlementaire ».

Miller, lui, est le pur produit de
l'appareil : secrétaire du POUP
dans une usine, élué à l'école
du parti, qui a assumé diverses

La recomposition du paysage politique polonais, prévue depuis les élections de juin, est donc entamée, bien que de manière encore assez confuse. Il est difficile d'évaluer les chances électorales de la SDRP par rapport à la formation de M. Fiszbach - qui ne

A trente-cinq ans, il n'est associé à aucune des tares historiques du défunt POUP et ne se prive pas de préciser qu'il a appris l'insurrection de l'état de siège en 1944, qu'il n'est pas chez lui à la radio, il était alors rédacteur en chef d'un hebdomadaire de la jeunesse, *ITD*, qui fut l'une des rares publications officielles à peu près saines dans la capitale de la « normalisation » polonaise. Issu d'une famille de médecins, diplômé d'économie des transports de l'université de Gdansk où il fit ses classes politiques à la tête de l'association des étudiants communistes, il fut nommé à la rédaction en chef du quotidien des jeunes, *Szalandar Młodych*, avant d'entrer au gouvernement en novembre 1985 comme ministre chargé de la jeunesse et des sports, qu'il a occupé jusqu'à ce jour. Ces fonctions lui permettent de se faire connaître du grand public,

Les nationalistes réclament notamment l'arrêt des procès politiques et la libération des prisonniers politiques, en majorité albanais, accusés de « menées contre-révolutionnaires visant à renverser l'ordre constitutionnel yougoslave ».

Le Kosovo, fort de quelque deux millions d'habitants, à 90 % de souche albanaise et de confession musulmane, est une province située à la frontière avec l'Alba-

Hassan II, Roi du Maroc.

**Des témoignages inédits et des révélations
sur une épopée qui a mobilisé 350.000 marocains.
Un ouvrage exceptionnel sur un événement exceptionnel**

COLLECTION EDIFICATION D'UN ETAT MODERNE

mat 14 x 22,5 cm
488 pages
Prix TTC 140 F

Le Front est tiraillé entre son opposition « de droite » et ses partisans « de gauche »

numéro trois du régime, a regretté ces incidents tout en estimant que les actions menées la veille par « les troupes de choc » des partis de l'opposition, qui voulaient pénétrer dans les locaux du Front étaient « un petit coup d'Etat qui a échoué lamentablement ». M. Brucan a néanmoins confirmé que les négociations commencées dimanche en vue de la formation d'un gouvernement de coalition, qui dirigerait le pays jusqu'aux élections, reprendraient lundi 1^{er} février.

**Ne commandez pas votre PEUGEOT
205, 309, 405, 605
sans nous avoir rendu visite !**

*stock permanent de 1000 véhicules
en livraison immédiate**

toujours plus avec la griffe

NEUBAUER
PEUGEOT

*en fonction des commandes enregistrées

8, rue du 4 septembre 75002 PARIS ☎42.61.15.68
4, rue de Châteaudun 75009 PARIS ☎42.85.54.34
227, bd. Anatole-France 93200 ST-DENIS ☎48.21.60.21

*Plus vite,
moins cher !*

DIPLOMATIE

La réunification allemande devrait se faire dans le cadre de l'OTAN

estime le directeur de l'Institut d'études stratégiques de Londres

C'est un discours très tonique qu'a prononcé, lundi 29 janvier à Paris, M. François Heisbourg, directeur de l'Institut international d'études stratégiques (IIES) de Londres. M. Heisbourg, qui fut membre du cabinet de Charles de Gaulle au ministère de la Défense, invité par l'Institut français des relations internationales (IFRI), s'exprimait en chercheur et, a-t-il précisé, à titre personnel. Mais il est rare d'entendre un Français parler avec une telle liberté des conséquences qu'il faut tirer, en matière de politique de sécurité et de défense, de ce qu'il appelle « la révolution de l'ordre stratégique européen ».

Le pacte de Varsovie, estime François Heisbourg, « a cessé d'être un organisme militairement efficace. Si l'URSS peut encore envisager de recourir à la force militaire hors de ses frontières, il est devenu impossible d'imaginer un scénario où le pacte agisse collectivement en tant que tel. (...) Ainsi les Européens de l'Ouest, pour la première fois depuis 1947, disposent d'une certaine profondeur stratégique par rapport à l'URSS (...) Mais s'il est concevable qu'une Russie revancharde finisse par émerger des événements actuels, celle-ci mettrait du temps à réajuster les moyens nécessaires à la revanche et à se replacer sur un glacis est-européen ».

Vent de liberté à la commission des droits de l'homme de l'ONU

GENEVE

de notre correspondants

Les récents bouleversements survenus à l'Est ont induit, dès son ouverture, le 29 janvier, sur la quarante-sixième session de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies, qui, du coup, bénéficie d'un souffle de liberté et d'un style nouveau. C'est ainsi que deux vibrants hommages rendus l'un par M. Marc Bossuyt (Belgique), président sortant, l'autre par M. Jan Martensson, Sous-Secrétaire général de l'ONU et directeur du Centre des droits de l'homme de cette organisation, à la gloire d'André Sakharov, ont été écoutés dans un silence respectueux et chargé d'émotion. Lorsque le Prix Nobel de la Paix avait été exilé à Gorki et que la France avait demandé à la Commission de manifester sa solidarité par l'envoi d'un télégramme tous les pays de l'Est et leurs amis d'ailleurs avaient répliqué par un flot d'insultes et de menaces.

L'an passé, la Commission ne pouvait que condamner la Roumanie sans avoir été autorisée à envoyer un rapporteur sur place. Or, ces jours-ci, le nouveau régime de Bucarest a invité ce même rapporteur, M. Joseph Voyame (Suisse), à se rendre en Roumanie. Au programme de son enquête figure une rencontre avec M. Dolina Cometa.

On s'est félicité également des quelques progrès enregistrés récemment en Afrique du Sud et en Amérique latine, en particulier au Chili. Mais il reste un point noir qui inquiète fortement les États-Unis : Cuba, non inscrit à l'ordre du jour. Ceci paraît d'autant plus choquant que des personnes interrogées dans le cadre de l'enquête menée l'an dernier par une mission des Nations Unies, ont subi ensuite des sanctions au mépris des assurances d'impunité qui leur avaient été données par les autorités cubaines.

La Chine, elle, est inscrite à l'ordre du jour. M. Perez de Cuellar avait établi en effet un rapport concernant la situation des droits de l'homme dans ce pays, sur la foi de divers témoignages de bonne source émanant notamment d'Amnesty International. Cela étant, aucun pays ne semble, jusqu'à présent, décidé à faire du zèle pour que soit adoptée, sous une forme quelconque, une résolution condamnant Pékin. L'Albanie est prévue au programme des discussions. Par ailleurs, et comme tous les ans continue à figurer rituellement en tête de l'ordre du jour en tant que « priorité élevée », le point intitulé « Question de la violation des droits de l'homme dans les territoires arabes occupés y compris la Palestine ».

Mme Purification Quinsambing (Philippines) a été élue à la présidence de cette session à laquelle participent les délégués de quarante-trois pays et dont les travaux dureront jusqu'au 9 mars. Deux de ses discours d'ouverture, elle a fait remarquer que les femmes n'étaient pas gérées à la Commission. Avant elle, seules Eleanor Roosevelt (États-Unis) et la princesse Ashraf Pahlavi (Iran) avaient accédé à la présidence de cette instance.

ISABELLE VICHNIAC

perdu d'entretemps ». La Russie, cependant, rappelle François Heisbourg, « demeure une grande puissance ».

Nous sommes entrés dans une période d'incertitudes qui ne dispense pas, estime-t-il, de prendre des décisions à brève échéance dont le but doit être « d'établir un système européen — un système caractérisé par l'adaptabilité, contrairement à un ordre statique — assurant la liberté de choix politique et économique, la sécurité et la prospérité à l'échelle européenne ».

Parmi les éléments de ce futur système, François Heisbourg cite le règlement de la question allemande, en vertu d'un droit réel et non théorique à l'unité, le respect des frontières, le renforcement de l'intégration de la Communauté européenne et le maintien de l'alliance atlantique.

Autrement dit, M. Heisbourg ose imaginer une réunification allemande dans le cadre de l'OTAN, ce qu'on a aussi imaginé tout haut les dirigeants américains, mais contre quoi se sont élevés les responsables français. M. Heisbourg paraît ainsi penser qu'entre une Allemagne réunifiée affiliée de droit au système de sécurité collectif et une Allemagne réunifiée dans le cadre de l'OTAN, moyennant une période transitoire de la fin de l'après-guerre, il n'y a pas de différence.

C'est autour de la CEE et d'un lien stratégique maintenu avec les États-Unis que s'organiserait la future Europe.

Dans cette période d'incertitude, il estime qu'il ne faut pas accroître l'instabilité stratégique, et par conséquent qu'il faut maintenir, fût-ce avec des adaptations, une dissuasion nucléaire, le couplage euro-atlantique, le stationnement de forces en Allemagne (contrairement à l'exemple belge). Mais les événements, ajoute-t-il, n'en obligent pas moins à un

« agencement en profondeur » de la politique de défense.

Un agencement de la politique de défense

La répartition entre missions européennes et missions d'entraide des forces françaises devra être revue. Enfin, dans l'hypothèse probable où le désarmement en matière conventionnelle irait au-delà des objectifs pour l'ins- tant assignés aux négociations de Vienne (une réduction de 5 % à 15 %), la question : armée de conscription ou armée de métier, pourrait se poser. M. Heisbourg critique au passage la position de la France, partagée par la Grande Bretagne, préconisant une « pause » dans les négociations conventionnelles une fois conclu un premier accord à Vienne. Une position à laquelle la France est d'ailleurs restée en retrait de renouer si l'on en croit M. Dumas qui parlait jeudi dernier à Vienne de l'engagement « immédiat » d'autres négociations après un premier accord.

C. T.

An Conseil de l'Europe

M. Nemeth plaide pour l'intégration de la Hongrie dans l'Europe

Le premier ministre hongrois, M. Miklós Nemeth, a fait part, lundi 29 janvier, du souhait de son pays d'adhérer ou de s'associer à toutes les organisations européennes existantes : Conseil de l'Europe (1), Communauté européenne (2), ALE (3).

En visite au Conseil de l'Europe, à Strasbourg, M. Nemeth a plaidé, au cours d'une conférence de presse, en faveur « de liens plus étroits avec l'Europe », en précisant que si la Hongrie adhère à l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), comme elle le souhaite, cela lui « permettrait de mieux intégrer les liens de son pays avec la CEE en vue d'un statut d'association spéciale, et avec l'ALE ».

La Hongrie est le premier pays d'Europe à avoir demandé son adhésion — le 16 novembre dernier — à l'Europe des 23. Depuis mai 1989 elle

bénéficie d'un statut d'invité spécial qu'elle partage avec l'URSS, la Yougoslavie et la Pologne (le premier ministre polonais, M. Tadeusz Mazowiecki, devait également intervenir devant l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe mardi). Ce statut leur permet de participer aux assemblées plénières, sans bénéficier du droit de vote.

Selon des sources diplomatiques au Conseil de l'Europe, la requête hongroise pourrait aboutir à l'organisation de l'autonomie prochain. Dès lundi, la Hongrie a signé deux conventions du Conseil, portant sur la télévision transfrontière et sur le dopage dans le sport.

(1) Le Conseil de l'Europe réunit les douze membres de la CEE ainsi que l'Espagne, l'Irlande, la Grèce, le Portugal, la Turquie, la Suède, la Finlande, la Norvège, la Suisse, la Belgique, la France, l'Allemagne, l'Italie, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, l'Autriche, la Danemark, la Suède, la Finlande, la Norvège, la Suisse, la Belgique, la France, l'Allemagne, l'Italie, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, l'Autriche, la Danemark.

(2) L'ALE, Association européenne de libre échange, compte sept membres : l'Autriche, l'Islande, la Finlande, la Norvège, la Suède, la Suisse.

La visite en France du président italien

« Il ne faut pas tenter de reconstruire le passé »

a déclaré M. Mitterrand à propos de l'Europe de l'Est

Les questions européennes ont été au centre des premiers entretiens qu'ont eus lundi 29 janvier à l'Élysée M. François Mitterrand et le président de la République italienne, M. Francesco Cossiga. M. Cossiga effectuait en France une visite d'État de quatre jours.

Lors du dîner qu'il offrait en son honneur, M. Mitterrand a déclaré que les deux pays partageaient la conviction qu'il faut « impérativement renforcer la construction européenne et accélérer l'action en faveur de l'union politique » : « une sorte de relais s'est établi entre nous », a ajouté le président de la République faisant allusion au fait que l'Italie se prépare à assumer la présidence de la Communauté européenne au deuxième semestre de cette année.

A propos de l'Europe de l'Est, M. Mitterrand a noté : « ces évolutions rapides et profondes susci-

tent aussi interrogations et incertitudes ». Il a cité « le réveil des nationalités » et « la légitime aspiration du peuple allemand à retrouver son unité » qui doit tenir compte, a-t-il dit, « de l'environnement européen ». « Tenter de reconstruire le passé, a encore déclaré M. Mitterrand, « n'apporterait qu'un lot de nouvelles injustices ».

M. Cossiga a répondu en soulignant que les structures communautaires pouvaient être un modèle pour organiser l'Europe future et que l'idée d'une confédération européenne était « une contribution de grand intérêt et de haute importance ». M. Cossiga a aussi souligné que 1990 soit l'année de la relance nord-sud.

M. Cossiga devait s'entretenir mardi et mercredi avec plusieurs responsables français dont le premier ministre, M. Michel Rocard.

Le voyage du pape au Sahel

Jean-Paul II invite les « peuples du Nord » à un « examen de conscience » devant la misère du tiers-monde

Jean-Paul II était attendu dans l'après-midi du mardi 30 janvier au Tchad, dernière étape de son itinéraire tourné en Afrique, commencée le 25. Une rencontre avec les chefs religieux musulmans est prévue à N'Djaména.

OUAGADOUGOU

de notre envoyé spécial

« Au nom de la justice, l'évêque de Rome, le successeur de Pierre, adresse ses vœux à la humanité de ne pas mépriser les affamés de ce continent », a déclaré le pape, le 29 janvier, dans la pousière capitale du Burkina-Faso. Il y a dix ans, en mai 1980 et au même endroit, le vicaire du Christ avait lancé une vibrante « supplique » en faveur des pays du Sahel.

Depuis lors, toutes les organisations internationales ont été d'accord : la situation du continent dans son ensemble s'est encore détériorée et Jean-Paul II, « au nom de l'humanité », renouvelle d'une voix forte et tremblante d'émotion son « appel angoissé ».

Dans la grande salle de la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest (CEAO) (1), devant le corps diplomatique tout entier et une partie du gouvernement local, le pape, « humblement mais avec audace », s'adresse « à tous les peuples du monde, et spécialement à ceux du Nord qui disposent de plus de ressources humaines et économiques ». Il estime, certes, que son premier appel « a été entendu », qu'il a « suscité de nouveaux liens de solidarité » et que « des actions généreuses » ont été entreprises. Mais, ajoute-t-il, « les actions de solidarité » sont, en fait, insuffisantes et « les peuples du Nord » doivent « se consacrer à la création de cette organisation en 1984. Reste que les moyens de la Fondation Jean-Paul II sont encore modestes (21 millions de francs de projets financiers jusqu'ici) par rapport aux besoins colossaux qui sont en cause ».

Un véritable réquisitoire

Bref, « un sursaut de l'opinion est plus que jamais nécessaire ». Et là encore, ce sont les « peuples du Nord » — Est et Ouest confondus — qui sont invités à un « examen de conscience ». Les sociétés développées, demande le pape,

« pour que reculent les spectres de la famine et de la soif ».

« Il faut que, le monde sache, à travers le Saint-Père, que l'Afrique connaît une profonde pauvreté : les ressources sont en déclin, la terre devient stérile (...). C'est la malnutrition chronique pour des dizaines de millions d'êtres humains, la mort emporte trop d'enfants (...). Est-il possible qu'un tel dévouement ne soit pas ressenti comme une blessure au flanc de l'humanité tout entière ? (...) Comment l'histoire jugerait-elle une génération qui a tous les moyens de nourrir la population de la planète et qui, dans un aveuglement fratricide, refuserait de le faire ? »

Dénonçant, dans un passage consacré à l'action publique des élites locales, « toutes les formes de corruption, d'exploitation », le chef de l'Eglise, en revanche, ne paraît pas considérer que l'explosion démographique puisse conduire, elle aussi, à aggraver le sort de l'Afrique. Au cours de l'hommage prononcé au centre de pèlerinage national de Yamga, à 15 kilomètres de Ouagadougou, il a appelé « au respect de la personne humaine et de la famille ».

Renouvelant indirectement sa condamnation des moyens contraceptifs dans un pays qui compte 9 millions d'habitants et dont le taux de croissance démographique est à peu près maîtrisé grâce à une politique d'étalement des naissances, le pape a invité la foule « à respecter et à faire respecter le vie humain depuis sa conception jusqu'à la mort naturelle ». « Il faut, a-t-il poursuivi, sur ce chapitre, résister à l'invasion des méthodes qui vont à l'encontre de la dignité de la femme ».

« Il faut, a-t-il poursuivi, sur ce chapitre, résister à l'invasion des méthodes qui vont à l'encontre de la dignité de la femme ».

« Il faut, a-t-il poursuivi, sur ce chapitre, résister à l'invasion des méthodes qui vont à l'encontre de la dignité de la femme ».

« Il faut, a-t-il poursuivi, sur ce chapitre, résister à l'invasion des méthodes qui vont à l'encontre de la dignité de la femme ».

« Il faut, a-t-il poursuivi, sur ce chapitre, résister à l'invasion des méthodes qui vont à l'encontre de la dignité de la femme ».

« Il faut, a-t-il poursuivi, sur ce chapitre, résister à l'invasion des méthodes qui vont à l'encontre de la dignité de la femme ».

« Il faut, a-t-il poursuivi, sur ce chapitre, résister à l'invasion des méthodes qui vont à l'encontre de la dignité de la femme ».

« Il faut, a-t-il poursuivi, sur ce chapitre, résister à l'invasion des méthodes qui vont à l'encontre de la dignité de la femme ».

« Il faut, a-t-il poursuivi, sur ce chapitre, résister à l'invasion des méthodes qui vont à l'encontre de la dignité de la femme ».

« Il faut, a-t-il poursuivi, sur ce chapitre, résister à l'invasion des méthodes qui vont à l'encontre de la dignité de la femme ».

« Il faut, a-t-il poursuivi, sur ce chapitre, résister à l'invasion des méthodes qui vont à l'encontre de la dignité de la femme ».

« Il faut, a-t-il poursuivi, sur ce chapitre, résister à l'invasion des méthodes qui vont à l'encontre de la dignité de la femme ».

« Il faut, a-t-il poursuivi, sur ce chapitre, résister à l'invasion des méthodes qui vont à l'encontre de la dignité de la femme ».

« Il faut, a-t-il poursuivi, sur ce chapitre, résister à l'invasion des méthodes qui vont à l'encontre de la dignité de la femme ».

« Il faut, a-t-il poursuivi, sur ce chapitre, résister à l'invasion des méthodes qui vont à l'encontre de la dignité de la femme ».

« Il faut, a-t-il poursuivi, sur ce chapitre, résister à l'invasion des méthodes qui vont à l'encontre de la dignité de la femme ».

« Il faut, a-t-il poursuivi, sur ce chapitre, résister à l'invasion des méthodes qui vont à l'encontre de la dignité de la femme ».

« Il faut, a-t-il poursuivi, sur ce chapitre, résister à l'invasion des méthodes qui vont à l'encontre de la dignité de la femme ».

« Il faut, a-t-il poursuivi, sur ce chapitre, résister à l'invasion des méthodes qui vont à l'encontre de la dignité de la femme ».

« Il faut, a-t-il poursuivi, sur ce chapitre, résister à l'invasion des méthodes qui vont à l'encontre de la dignité de la femme ».

« Il faut, a-t-il poursuivi, sur ce chapitre, résister à l'invasion des méthodes qui vont à l'encontre de la dignité de la femme ».

« Il faut, a-t-il poursuivi, sur ce chapitre, résister à l'invasion des méthodes qui vont à l'encontre de la dignité de la femme ».

« Il faut, a-t-il poursuivi, sur ce chapitre, résister à l'invasion des méthodes qui vont à l'encontre de la dignité de la femme ».

« Il faut, a-t-il poursuivi, sur ce chapitre, résister à l'invasion des méthodes qui vont à l'encontre de la dignité de la femme ».

« Il faut, a-t-il poursuivi, sur ce chapitre, résister à l'invasion des méthodes qui vont à l'encontre de la dignité de la femme ».

« Il faut, a-t-il poursuivi, sur ce chapitre, résister à l'invasion des méthodes qui vont à l'encontre de la dignité de la femme ».

« Il faut, a-t-il poursuivi, sur ce chapitre, résister à l'invasion des méthodes qui vont à l'encontre de la dignité de la femme ».

« Il faut, a-t-il poursuivi, sur ce chapitre, résister à l'invasion des méthodes qui vont à l'encontre de la dignité de la femme ».

« Il faut, a-t-il poursuivi, sur ce chapitre, résister à l'invasion des méthodes qui vont à l'encontre de la dignité de la femme ».

« Il faut, a-t-il poursuivi, sur ce chapitre, résister à l'invasion des méthodes qui vont à l'encontre de la dignité de la femme ».

« Il faut, a-t-il poursuivi, sur ce chapitre, résister à l'invasion des méthodes qui vont à l'encontre de la dignité de la femme ».

« Il faut, a-t-il poursuivi, sur ce chapitre, résister à l'invasion des méthodes qui vont à l'encontre de la dignité de la femme ».

« Il faut, a-t-il poursuivi, sur ce chapitre, résister à l'invasion des méthodes qui vont à l'encontre de la dignité de la femme ».

« Il faut, a-t-il poursuivi, sur ce chapitre, résister à l'invasion des méthodes qui vont à l'encontre de la dignité de la femme ».

« Il faut, a-t-il poursuivi, sur ce chapitre, résister à l'invasion des méthodes qui vont à l'encontre de la dignité de la femme ».

« Il faut, a-t-il poursuivi, sur ce chapitre, résister à l'invasion des méthodes qui vont à l'encontre de la dignité de la femme ».

« Il faut, a-t-il poursuivi, sur ce chapitre, résister à l'invasion des méthodes qui vont à l'encontre de la dignité de la femme ».

« Il faut, a-t-il poursuivi, sur ce chapitre, résister à l'invasion des méthodes qui vont à l'encontre de la dignité de la femme ».

« Il faut, a-t-il poursuivi, sur ce chapitre, résister à l'invasion des méthodes qui vont à l'encontre de la dignité de la femme ».

« Il faut, a-t-il poursuivi, sur ce chapitre, résister à l'invasion des méthodes qui vont à l'encontre de la dignité de la femme ».

« Il faut, a-t-il poursuivi, sur ce chapitre, résister à l'invasion des méthodes qui vont à l'encontre de la dignité de la femme ».

« Il faut, a-t-il poursuivi, sur ce chapitre, résister à l'invasion des méthodes qui vont à l'encontre de la dignité de la femme ».

« Il faut, a-t-il poursuivi, sur ce chapitre, résister à l'invasion des méthodes qui vont à l'encontre de la dignité de la femme ».

« Il faut, a-t-il poursuivi, sur ce chapitre, résister à l'invasion des méthodes qui vont à l'encontre de la dignité de la femme ».

« Il faut, a-t-il poursuivi, sur ce chapitre, résister à l'invasion des méthodes qui vont à l'encontre de la dignité de la femme ».

« Il faut, a-t-il poursuivi, sur ce chapitre, résister à l'invasion des méthodes qui vont à l'encontre de la dignité de la femme ».

« Il faut, a-t-il poursuivi, sur ce chapitre, résister à l'invasion des méthodes qui vont à l'encontre de la dignité de la femme ».

« Il faut, a-t-il poursuivi, sur ce chapitre, résister à l'invasion des méthodes qui vont à l'encontre de la dignité de la femme ».

« Il faut, a-t-il poursuivi, sur ce chapitre, résister à l'invasion des méthodes qui vont à l'encontre de la dignité de la femme ».

« Il faut, a-t-il poursuivi, sur ce chapitre, résister à l'invasion des méthodes qui vont à l'encontre de la dignité de la femme ».

« Il faut, a-t-il poursuivi, sur ce chapitre, résister à l'invasion des méthodes qui vont à l'encontre de la dignité de la femme ».

« Il faut, a-t-il poursuivi, sur ce chapitre, résister à l'invasion des méthodes qui vont à l'encontre de la dignité de la femme ».

« Il faut, a-t-il poursuivi, sur ce chapitre, résister à l'invasion des méthodes qui vont à l'encontre de la dignité de la femme ».

« Il faut, a-t-il poursuivi, sur ce chapitre, résister à l'invasion des méthodes qui vont à l'encontre de la dignité de la femme ».

« Il faut, a-t-il poursuivi, sur ce chapitre, résister à l'invasion des méthodes qui vont à l'encontre de la dignité de la femme ».

« Il faut, a-t-il poursuivi, sur ce chapitre, résister à l'invasion des méthodes qui vont à l'encontre de la dignité de la femme ».

« Il faut, a-t-il poursuivi, sur ce chapitre, résister à l'invasion des méthodes qui vont à l'encontre de la dignité de la femme ».

« Il faut, a-t-il poursuivi, sur ce chapitre, résister à l'invasion des méthodes qui vont à l'encontre de la dignité de la femme ».

« Il faut, a-t-il poursuivi, sur ce chapitre, résister à l'invasion des méthodes qui vont à l'encontre de la dignité de la femme ».

« Il faut, a-t-il poursuivi, sur ce chapitre, résister à l'invasion des méthodes qui vont à l'encontre de la dignité de la femme ».

« Il faut, a-t-il poursuivi, sur ce chapitre, résister à l'invasion des méthodes qui vont à l'encontre de la dignité de la femme ».

« Il faut, a-t-il poursuivi, sur ce chapitre, résister à l'invasion des méthodes qui vont à l'encontre de la dignité de la femme ».

« Il faut, a-t-il poursuivi, sur ce chapitre, résister à l'invasion des méthodes qui vont à l'encontre de la dignité de la femme ».

« Il faut, a-t-il poursuivi, sur ce chapitre, résister à l'invasion des méthodes qui vont à l'encontre de la dignité de la femme ».

« Il faut, a-t-il poursuivi, sur ce chapitre, résister à l'invasion des méthodes qui vont à l'encontre de la dignité de la femme ».

« Il faut, a-t-il poursuivi, sur ce chapitre, résister à l'invasion des méthodes qui vont à l'encontre de la dignité de la femme ».

« Il faut, a-t-il poursuivi, sur ce chapitre, résister à l'invasion des méthodes qui vont à l'encontre de la dignité de la femme ».

« Il faut, a-t-il poursuivi, sur ce chapitre, résister à l'invasion des méthodes qui vont à l'encontre de la dignité de la femme ».

« Il faut, a-t-il poursuivi, sur ce chapitre, résister à l'invasion des méthodes qui vont à l'encontre de la dignité de la femme ».

« Il faut, a-t-il poursuivi, sur ce chapitre, résister à l'invasion des méthodes qui vont à l'encontre de la dignité de la femme ».

« Il faut, a-t-il poursuivi, sur ce chapitre, résister à l'invasion des méthodes qui vont à l'encontre de la dignité de la femme ».

« Il faut, a-t-il poursuivi, sur ce chapitre, résister à l'invasion des méthodes qui vont à l'encontre de la dignité de la femme ».

« Il faut, a-t-il poursuivi, sur ce chapitre, résister à l'invasion des méthodes qui vont à l'encontre de la dignité de la femme ».

« Il faut, a-t-il poursuivi, sur ce chapitre, résister à l'invasion des méthodes qui vont à l'encontre de la dignité de la femme ».

« Il faut, a-t-il poursuivi, sur ce chapitre, résister à l'invasion des méthodes qui vont à l'encontre de la dignité de la femme ».

« Il faut, a-t-il poursuivi, sur ce chapitre, résister à l'invasion des méthodes qui vont à l'encontre de la dignité de la femme ».

« Il faut, a-t-il poursuivi, sur ce chapitre, résister à l'invasion des méthodes qui vont à l'encontre de la dignité de la femme ».

« Il faut, a-t-il poursuivi, sur ce chapitre, résister à l'invasion des méthodes qui vont à l'encontre de la dignité de la femme ».

« Il faut, a-t-il poursuivi, sur ce chapitre, résister à l'invasion des méthodes qui vont à l'encontre de la dignité de la femme ».

« Il faut, a-t-il poursuivi, sur ce chapitre, résister à l'invasion des méthodes qui vont à l'encontre de la dignité de la femme ».

« Il faut, a-t-il poursuivi, sur ce chapitre, résister à l'invasion des méthodes qui vont à l'encontre de la dignité de la femme ».

« Il faut, a-t-il poursuivi, sur ce chapitre, résister à l'invasion des méthodes qui vont à l'encontre de la dignité de la femme ».

« Il faut, a-t-il poursuivi, sur ce chapitre, résister à l'invasion des méthodes qui vont à l'encontre de la dignité de la femme ».

« Il faut, a-t-il poursuivi, sur ce chapitre, résister à l'invasion des méthodes qui vont à l'encontre de la dignité de la femme ».

« Il faut, a-t-il poursuivi, sur ce chapitre, résister à l'invasion des méthodes qui vont à l'encontre de la dignité de la femme ».

« Il faut, a-t-il poursuivi, sur ce chapitre, résister à l'invasion des méthodes qui vont à l'encontre de la dignité de la femme ».

« Il faut, a-t-il poursuivi, sur ce chapitre, résister à l'invasion des méthodes qui vont à l'encontre de la dignité de la femme ».

« Il faut, a-t-il poursuivi, sur ce chapitre, résister à l'invasion des méthodes qui vont à l'encontre de la dignité de la femme ».

« Il faut, a-t-il poursuivi, sur ce chapitre, résister à l'invasion des méthodes qui vont à l'encontre de la dignité de la femme ».

« Il faut, a-t-il poursuivi, sur ce chapitre, résister à l'invasion des méthodes qui vont à l'encontre de la dignité de la femme ».

« Il faut, a-t-il poursuivi, sur ce chapitre, résister à l'invasion des méthodes qui vont à l'encontre de la dignité de la femme ».

« Il faut, a-t-il poursuivi, sur ce chapitre, résister à l'invasion des méthodes qui vont à l'encontre de la dignité de la femme

POLITIQUE

Un entretien avec M. Gérard Longuet

« M. Mitterrand doit être l'arbitre et l'animateur d'un dialogue avec l'opposition »

nous déclare le secrétaire général du PR



A l'occasion de la relance du débat sur l'ouverture, M. Gérard Longuet, secrétaire général du PR, exprime ses vues sur le sujet et notamment sur le rôle que devrait jouer le président de la République.

« Quand vous entendez parler de nouvelle ouverture, comment réagissez-vous ? »

« En fait d'ouverture, je vois un réel raidissement dans l'attitude du gouvernement. Un retour à des positions que nous avions oubliées et qui évoquent de mauvais souvenirs. Les nominations partisans dans le secteur de l'audiovisuel public, l'affichage systématique du « si-ti », la privatisation, la nationalisation, la crise de la médecine, où l'on voit M. Claude Lévin rechercher des solutions d'un type socialiste traditionnel. Je ne vois pas dans l'action gouvernementale une quelconque ouverture, de remise en cause de ses certitudes. »

« Les bouleversements à l'Est, l'urgence de renforcer l'Europe, des problèmes tels que celui de l'immigration : les responsables politiques français ne sont-ils pas naturellement conduits à une réflexion, voire à un travail commun ? »

« Il est vrai que sur tous ces sujets, ce serait un grand service à rendre au pays que d'élever un peu le débat et de pouvoir en parler différemment. Le Parti républicain est complètement disposé au dialogue. Ce dialogue passe par les formations politiques qui ont reçu mandat des électeurs en mai par de petites opérations d'ouverture. Si M. Mitterrand veut faire quelque chose d'utile, et je pense qu'il a le souci de le faire, qu'il prenne l'initiative de convoquer les responsables de ces partis, de leur poser des questions et de leur demander des réponses. Nous sommes d'accord pour qu'il soit l'arbitre, l'animateur dans un dialogue public qui exige la clarté plutôt que la confusion. Mais nous n'avons pas besoin pour cela de médiateur artificiel. »

« M. Jean-Pierre Soisson appartient-il à cette catégorie des « médiateurs artificiels » ? »

« Oui, malgré toute la sym- »

patie personnelle que je conserve pour lui, sa démarche est sans intérêt pour nous. Il appartient au président Mitterrand, élu et largement réélu en 1988 de s'adresser à l'opposition en disant : « Moi je dirige la France et je tiens à savoir ce que vous pensez. » Nous ne voulons pas avoir à faire au télégraphiste, pour reprendre une formule que François Mitterrand peut comprendre. »

« L'interlocuteur pour vous, c'est l'Elysée ? »

« C'est l'Elysée pour les grands projets présidentiels et c'est le gouvernement pour le quotidien. Prenons par exemple le débat sur l'immigration, celui de l'analyse quantitative. Personne ne sait quel est aujourd'hui le chiffre exact du nombre d'immigrés dans notre pays. Que l'opposition et la majorité disent : On met en place un observatoire national et indépendant pour faire ce travail là », pour quoi ? »

« Pour une évolution présidentielle du régime »

« Le Parlement ne doit-il pas donner le cadre privilégié de ce dialogue entre majorité et opposition ? »

« Depuis bientôt deux ans, nous avons été amenés à voter des textes du gouvernement, ce que les socialistes avaient rare- »

ment fait précédemment. Nous sommes encore prêts à le faire à condition que l'opposition puisse réellement s'exprimer. Il suffit, comme le président de la République l'a lui-même souhaité, que le premier ministre accepte de ne pas employer le 49-3 en toute circonstance. Qu'il accepte de tel sujet à imposer son point de vue faute de majorité positive ! »

« Personnellement, je suis d'ailleurs partisan d'une évolution présidentielle du régime qui permettrait d'avoir un parlement plus législatif et moins lié à l'exécutif. Actuellement nous sommes dans un régime de confusion. Toute autonomie du législatif risque d'affaiblir l'exécutif. »

« Comme l'a dit Jacques Barrot, il faut gèler progressivement les liens de dépendance du gouvernement face au Parlement en utilisant dissolution, censure et 49-3 que sur des sujets majeurs. »

« En attendant, la mission que s'est assignée M. Soisson de faire émerger un centre gauche conquérant vous paraît-elle vouée à l'échec ? »

« Si on désire un grand débat de tous les Français sur leur avenir, ce n'est certainement ni le lieu ni la modalité. Si M. Mitterrand veut diriger la majorité vers la droite, qu'il assigne à M. Soisson toutes les missions qu'il veut, c'est de bonne guerre, mais c'est perdu d'avance. C'est le contraire du dialogue, c'est de l'OPA avec des défilés. »

« Le PR se sent-il irrémédiablement attaché à l'opposition ? »

« Les élections européennes ont montré que l'union de l'opposition était la première force politique de la France. Nous avons des difficultés, c'est évident, mais il y en a au moins tout autant dans le Parti socialiste. La démocratie exige que l'on donne aux électeurs la possibilité de choisir la France qu'ils souhaitent. Une société socialiste n'est pas une société libérale. Il est plus agréable d'être ministre dans l'opposition. Mais mes électeurs ne m'ont pas élu pour être au gouvernement, ils m'ont élu pour être dans l'opposition. »

« L'expérience de l'union du centre a prouvé que toute discussion fondée sur la détermination des socialistes aboutit à décevoir ceux qui acceptent de discuter en »

situation de faiblesse. S'il s'agit de discussion entre toute l'opposition et toute la majorité gouvernementale, c'est-à-dire hors Parti communiste et hors Front national, nous pouvons faire œuvre utile pour le pays restant dans le jeu dialectique de la démocratie. »

Accélérer la fusion

« Quel serait néanmoins votre comportement si d'aujourd'hui, et pour servir une célèbre formule, entre le Front national et les socialistes, il n'y avait plus rien ? »

« J'ai soutenu précisément la liste orthodoxe de M. Giscard d'Estaing aux élections européennes parce que nous voulions apporter cette démonstration que l'opposition était la première force politique en France. Nous n'avons pas aujourd'hui à être nerveux ni anxieux. La question se pose si une fraction significative de l'opposition prétendait gouverner avec le Front national. Tel n'est pas le cas. »

« Mais si ce problème se pose... »

« Il ne se pose pas : à ma connaissance, personne au RPR ou ailleurs ne déclare : « Nous voulons faire un programme commun avec le Front national » à l'image de ce que François Mitterrand a fait avec le Parti communiste en 1972. Si une fraction de l'opposition souhaitait cet accord, je trouverais une raison supplémentaire d'accélérer la fusion de l'opposition. Je suis favorable à l'organisation politique unique de l'opposition. Fortifier un parti de gouvernement ou les familles libérales, conservatrices, gaullistes et centristes aient la possibilité de trancher entre elles leurs divergences avant de proposer une ligne et un label commun à l'opposition. L'opposition ne manque ni d'hommes ni de projets. Elle manque de crédibilité car elle ne peut pas faire le moindre chemin. L'union, fondée sur la transparence et la démocratie interne, me paraît être la réponse utile à la bonne santé politique de la France. »

Propos recueillis par DANIEL CARTON

Les débats au RPR

M. Chirac demande

« une reconfirmation de sa légitimité »

M. Jacques Chirac, après s'être rendu à Colmar lundi soir 29 janvier, ne devrait pas effectuer d'autre déplacement en province au cours de la semaine, tandis que M. Juppé, secrétaire général, visitera plusieurs fédérations départementales du mouvement. M. Pasqua et Séguin devraient également effectuer plusieurs déplacements, après celui de lundi qui les a conduits à Montpellier et à Marseille. M. Chirac sera l'invité, le dimanche 4 février, de l'émission « 7 sur 7 » de TF 1. Le lendemain, il se rendra à Bordeaux, où l'accueillera M. Jacques Chaban-Delmas qui lui a apporté son soutien, ainsi qu'à M. Juppé, dès la mi-janvier.

isolément. Nous ne voulons pas de fusion en un parti unique parce que le Mouvement gaulliste a sa personnalité et doit la garder. »

Pour leur part, MM. Pasqua et Séguin ne sont rendus lundi à Marseille où ils ont expliqué pourquoi leur démarche se distingue de celle des « rénovateurs » de l'opposition. « Certains rénovateurs pensaient que le RPR était un obstacle à l'union de l'opposition, alors que nous voulons aujourd'hui qu'il devienne au contraire le creuset d'une opposition nouvelle à vocation majoritaire », a déclaré M. Séguin.

Polemiques sur l'organisation des votes

La polémique sur la manière dont seront organisés les votes du 11 février continue. A M. Pasqua, qui avait demandé dimanche que soit organisée une consultation de tous les militants du RPR, afin qu'ils choisissent entre les motions en présence, M. Juppé a répondu lundi : « Non à la manipulation électorale. On ne change pas la loi électorale à quatre jours du vote. » M. Chirac a confirmé, pour sa part, que seuls quatre mille mandataires prendront part au vote. Les statuts du RPR, « modifiés et adoptés à l'unanimité » en 1989 et qui prévoient le vote par mandataires, « seront respectés », a-t-il dit.

Dans sa lettre aux mandataires, M. Chirac écrit notamment : « Les idées qui sont exprimées dans le rapport de synthèse sont les miennes. Ce sont elles que je défendrai devant les assemblées. C'est ce rapport que je vous demanderai d'approuver. Le 11 février, il ne s'agit pas seulement de me réélire à la présidence de notre rassemblement. Il faudra surtout me donner les moyens de conduire le mouvement conformément à la ligne politique que je vous propose et avec l'équipe qu'il m'appartient de choisir. C'est en fonction des résultats du vote que vous émettrez sur mon rapport que j'apprécierai si j'ai vraiment les moyens de poursuivre ma tâche. »

A la lettre que M. Chirac a adressée aux mandataires est joint le rapport de synthèse de quatre pages, « préparé par le secrétaire général » et « approuvé par Jacques Chirac », qui a pour titre « L'union des gaullistes pour la France ». Ce rapport, sans faire référence nominalement à la motion Pasqua-Séguin, évoque à plusieurs reprises le nom du général de Gaulle et place en priorité « le rassemblement d'abord ». Il insiste sur la nécessité d'« un rassemblement démocratique », « un rassemblement populaire », « un rassemblement à l'échelle des Français », « un rassemblement élargi ». A ce dernier propos, le document ajoute : « Ni fusion ni »

La préparation du congrès socialiste de Rennes

MM. Mauroy, Mermaz et Jospin reprochent aux fabiusiens de provoquer une crise artificielle

L'agenda du président

par Patrick Jarreau

M. Pierre Mauroy, Louis Mermaz et Lionel Jospin ont réuni leurs partisans de la région parisienne, lundi 29 janvier, dans la salle de la Mutualité à Paris, au nombre d'environ mille cinq cents, pour expliquer leur position dans la préparation du congrès socialiste de Rennes. Tous trois ont regretté que M. Laurent Fabius ait décidé de présenter sa propre motion et que les mitterrandistes soient, de ce fait, divisés. Ils ont souhaité leur rassemblement. M. Mauroy proposant qu'ils respectent, dans le débat, un « code de bonne conduite ».

Pas de palais des sports de Créteil, comme M. Fabius il y a trois semaines, ni de CNIT de La Défense, comme M. Rocard le 27 janvier, mais la spartiate « Mutu », qui avait déjà reçu la visite de M. Poperen au début du mois : M. M. Mauroy, Mermaz et Jospin ne cessent de répéter qu'ils veulent, eux, un parti de militants, pas un parti de supporters, et ils le prouvent. Pas de tribune, non plus, mais un podium installé au niveau de la salle et sur lequel ont pris place une douzaine de dirigeants (M. M. Mauroy, Henri Emmanuelli, Daniel Vaillant, Jean-Marie Le Guez, de membres du gouvernement (M. M. Jospin, Henri Nallet, André Laignel et M. Véronique Nègre) et de parlementaires (M. M. Mermaz, Claude Estier, Dominique Strauss-Kahn), sans oublier d'une pierre, trois coups — une femme, jeune, d'origine immigrée, M. Yasmine Ali Ouali, étudiante à Nanterre. Pas de médias, surtout, puisqu'on était, ici, entre militants : les caméras ont été priées de sortir.

Le décor, c'était déjà la moitié du message. Pour le reste, les jos-

pinistes, qu'on devinait plus nombreux dans la salle que les mauroyistes et les mermaziens, ont joué au jeu des « questions simples et vraies » que se posent les militants, telles que : comment faire reculer les inégalités ? que faire pour le chômage ? et l'environnement ? et l'Europe ? etc. M. Emmanuelli, émettant au passage la proposition de « contrat » de M. Poperen, a expliqué qu'il ne s'agit pas de mettre en place une procédure pour faire reculer les inégalités. « Nous n'avons pas le droit d'imaginer que nous sommes le grand soir », a souligné aussi l'ancien ministre délégué au budget, maintenant ainsi le propos de M. Mermaz, qui réclame, lui, « une vraie réforme fiscale ». M. Emmanuelli souhaite l'instauration du pré-

vement à la source pour l'impôt sur le revenu et celle d'une contribution sociale.

Une image de gestion

M. Strauss-Kahn, observant que le PS « a une image de gestion », mais « n'a pas une image d'espoir », s'est montré rude pour M. Michel Rocard. « Ce n'est pas un tiers du surplus dégagé par la croissance qu'il faut consacrer à la réduction des inégalités, mais les trois tiers », a affirmé le président de la commission des finances de l'Assemblée nationale.

Il souhaite que priorité soit donnée aux bas salaires, « particulièrement dans la fonction publique », et, faisant allusion à la grève des agents des finances et

Quand MM. Dray et Mélenchon apprennent à lire

Le 13 janvier, au comité directeur du PS, MM. Julien Dray et Jean-Luc Mélenchon révisaient, entre autres, d'une alliance avec M. Jean Poperen pour le congrès de Rennes.

Econduits, les deux complices et leurs amis de la Nouvelle École socialiste (NES) ont décidé de lire la motion déposée par M. Poperen.

Leur bulletin, A gauche, renvoie, dans son numéro du 25 janvier, les horreurs qu'ils y ont découvertes. Par exemple : « La prise en considération de la durée du service militaire imposé, en fait, un choix vers l'armée de métier. » Ou bien : « C'est un fait que, à partir d'un certain nombre de migrants, la »

points est au ghetto plutôt qu'à l'intégration. » Les militants de la NES, qui se réunissent mardi 30 janvier dans la salle de la Mutualité, à Paris, doivent frissonner en découvrant ce qu'ils auraient dû défendre si l'accord s'était fait avec M. Poperen ! La concurrence avec ce dernier est, à présent, d'autant plus rude que le ministre des relations avec le Parlement occupe le créneau qu'espèrent grignoter la NES. C'est la loi du marché.

On attend avec impatience la lecture, par MM. Dray et Mélenchon, de la motion de M. Jean-Pierre Chevènement de celle de M. Marie-Noëlle Lignerot, avec lesquels ils avaient aussi tenté de s'allier.

P. J.

celle des usines Peugeot, à l'automne dernier, M. Strauss-Kahn a déclaré : « Poperen admettait qu'un ministre socialiste, dans la fonction publique, ce ne soit pas différent d'un patron de droite dans l'automobile ! »

M. Jospin a expliqué que, s'il est compréhensible que le Parti communiste ou le RPR soient en crise, « il n'y a pas de raison fondamentale pour qu'il y ait crise au Parti socialiste ». Des propos du ministre de l'Éducation nationale, il ressort que, en cherchant à prendre le vent de la « rénovation » des partis, M. Laurent Fabius crée de toutes pièces, au PS, une crise qui ne repose sur aucun fondement objectif.

C'est pourquoi, selon M. Jospin, le congrès de Rennes se présente comme « un congrès important, mais atypique », pour lequel « on entend peu parler des problèmes de fond et beaucoup des problèmes de personnes ». L'ancien premier secrétaire, rappelant le soutien apporté par le PS au gouvernement dans des moments difficiles, a mis en cause M. Pierre Joxe en déclarant : « Il ne faudrait pas pousser le bouchon trop loin et que ce soient, maintenant, des membres du gouvernement qui se fassent un jeu de critiquer le parti. »

EN BREF

PRÉCISION : Le président et les lycéens. — Une coupe malencontreuse a rendu difficile la lecture de l'article consacré au dialogue entre le président de la République et des lycéens à l'université d'Orsay (Le Monde du 30 janvier). M. Mitterrand ne s'est pas interrogé sur l'effacement des partis politiques en général, mais des partis communistes dans les pays de l'Est.

Quant aux différents problèmes à société évoqués, il s'agit surtout de la société (ce sont

MERCREDI, le président est allé à la pêche avec M. Fabius. Jeudi, il a dîné avec M. Rocard. Samedi, il a téléphoné à M. Jospin, qu'il a invité à déjeuner lundi. Mardi, il prend le thé avec M. Mauroy (jusqu'à 11 heures, il a dîné avec M. Rocard, samedi, mercredi pour le moment. Comme c'est intéressant !

Certes, le congrès du Parti socialiste n'est pas l'affaire du chef de l'État, même s'il lui importe de mettre de l'ordre dans ce qui sur et reste sa maison. Ce M. Mitterrand avait fait l'analyse de son agenda tient lieu de débat d'orientation. D'ailleurs, M. François Mitterrand semble souhaiter que cette page-là soit bientôt tournée et, après avoir compensé par des gestes en direction de MM. Jospin et Mauroy ceux dont il avait favorisé M. Fabius, s'en retourne à son travail. Cette félicité pour l'opération présidentielle n'en est pas moins dérisoire, et le fait est que le chef de l'État s'y est prêt.

Est-ce là tout ce que les socialistes ont à proposer en guise de congrès ? M. Jospin, qui avait prévenu que Rennes, à ses yeux, ne pouvait être « décisif », confirme son analyse. Faute de grives d'un vrai débat politique, il

faute sans contempler des merles d'une bataille d'« images ». Le ministre de l'Éducation nationale, tout en affirmant la refuser, se pèle à la règle d'un jeu qu'il n'a pas voulu : parti de « militants » contre parti de « supporters », le parti socialiste et non pas le parti socialiste, engagement collectif contre aventure personnelle, bref, « parti socialiste » contre « parti démocrate » à l'américaine. A les entendre, ses amis et lui, M. Fabius se serait lancé dans une entreprise comparable à celle de M. Rocard à Metz, il y a onze ans, lorsque le rival de M. Mitterrand avait, selon eux, tenté de conquérir le PS de l'extérieur, en prenant appui sur l'opinion et sur les médias.

Toute la tactique des jospho-mauroyo-mernaziens consiste, dans un premier temps, à dénoncer l'absence de débat de fond pour mieux le refuser, en affirmant que rien ne les sépare vraiment des fabiusiens. Ceux-ci, faute de divergences, n'auraient à offrir que la division. L'argument tient, à condition d'admettre que le débat sur le parti soit, en lui-même, illégitime ou vain. Il est vrai que, pour le moment, M. Fabius peine à en démontrer la pertinence.

M. Jospin commence, dans un second temps, à suggérer un autre thème de discussion possible. Alors que les fabiusiens ont repris la proposition de M. Poperen d'« assises » visant à réunir dans le PS les anciens communistes, les ministres de l'Éducation nationale refuse, quant à lui, de « faire l'impasse » sur le PCF et envisage la possibilité de voir la direction de ce parti, privée de ses références idéologiques, choisir de concrétiser avec le PS la majorité de gauche qui, arithmétiquement, existe à l'Assemblée nationale. Si le débat s'orientait dans cette direction, il pourrait prendre forme, et le congrès de Rennes y trouverait un sens.

C'est M. Rocard, alors, qui serait content.

Les douze bases militaires fermées

Douze bases militaires américaines à l'étranger, dont neuf en Europe occidentale, seront fermées d'ici 1991 et 1994, selon le projet de budget. Les installations d'autre part sont situées à de Saint-Miguel, aux Philippines (communications), à Navale, et à la station spatiale de Bermudez, à l'océan Pacifique.

Les bases sur lesquelles il y a une aviation américaine vont cesser leur activité soit les suivantes : à Grèce, la base aérienne de Halonikion et la station de communication de Navale de Nes-Mari en Turquie, la base aérienne d'Erinc et la base de munitions d'Erinc en Allemagne, la base aérienne de Zweibrücken, en Italie, la base aérienne de Capri, en Grèce-Breagne, la base aérienne de Farnborough, en Angleterre, la base aérienne de Wiesbaden, en Allemagne, la base aérienne de Torre del Sud, les bases aériennes de Kiewit, Suwon et Taegu.

Les bases de Combe et de Greenham-Common, en Angleterre, les bases aériennes de Cruse, en Italie, et de Farnborough, en Angleterre, seront fermées d'ici 1991. L'installation de Farnborough, qui dispose de 20 000 militaires américains, sera fermée d'ici 1991. L'installation de Farnborough, qui dispose de 20 000 militaires américains, sera fermée d'ici 1991. L'installation de Farnborough, qui dispose de 20 000 militaires américains, sera fermée d'ici 1991.

Nicaragua

Prochaine libération des prisonniers politiques

Le président nicaraguayen, Daniel Ortega, a annoncé lundi 29 janvier, dans un discours à la radio, qu'il avait décidé de libérer les prisonniers politiques. Il a également annoncé qu'il avait décidé de libérer les prisonniers politiques. Il a également annoncé qu'il avait décidé de libérer les prisonniers politiques.

Argentine

Le président argentin, Carlos Menem, a annoncé lundi 29 janvier, dans un discours à la radio, qu'il avait décidé de libérer les prisonniers politiques. Il a également annoncé qu'il avait décidé de libérer les prisonniers politiques. Il a également annoncé qu'il avait décidé de libérer les prisonniers politiques.

de l'hôpital,

SOCIÉTÉ

MÉDECINE

Les premières discussions sur la convention médicale n'ayant pas abouti

Le conflit des internes et des chefs de clinique est bloqué

Le conflit des internes et des chefs de clinique des hôpitaux publics semble dans l'impasse. Une manifestation nationale a réuni, lundi 29 janvier, près de 4 000 gré-

vistes à Paris. La première réunion des partenaires conventionnels depuis le début de la grève n'a débouché sur aucune proposition. La grève des soins demeure très

suivie dans la plupart des centres hospitaliers. L'Assistance publique de Paris annonce une baisse d'activité de 5 à 10 %, les urgences restant assurées.

« Dynamiser les troupes »

C'est à la Pyramide du Louvre qu'internes chefs de clinique et internes en médecine générale, soutenus par de nombreux étudiants, s'étaient donné rendez-vous. Ils sont 3 500 à 4 000 selon la police pour une longue marche vers le ministère de la Santé via la CNAM où débute, à 17 heures, la première réunion plénière groupant l'ensemble des parties signataires de la convention. « Evin t'es foutu. Les médecins sont dans la rue », « Evin t'es rien, Tonton sois bon », « Evin, démission », proclament banderoles et slogans.

En tête du cortège, les vingt-six CHU de province arrivés le matin même en car, suivis des onze autres CHU parisiens et de quelques petits hôpitaux. « Depuis quelques jours le mouvement s'essouffait un peu, explique un interne. Cette manifestation va dynamiser les troupes. » Derrière, on entend des refrains inspirés de la plus pure style carabin. Des manifestants en gants et masque de chirurgien brandissent des mannequins épouvantés, symboles de la médecine assassinée. D'autres tentent d'expliquer les motifs de la grève aux passants : « Le message n'est pas du tout passé auprès de l'opinion publique, soupire l'un d'eux. Les gens pensent qu'on veut être plus payés mais c'est le système de santé en entier qui est en cause. »

A 17 h 30 les manifestants arrivent avenue du Maine, devant le siège de la CNAM. Certains s'arrêtent tandis que d'autres continuent vers le ministère de la Santé, où ils seront rapidement bloqués par une rangée de CRS. Avenue du Maine, on dresse une tente et on entame un sit-in à l'intérieur des locaux. Vers 19 h 15, les représentants des trois syndicats de médecins redescendent et font un compte-rendu de la réunion : une lettre-clé pour les chefs de clinique qui correspond à deux fois le tarif appliqué par les généralistes et la reconduction de la précédente convention jusqu'à l'adoption de la prochaine. « Ça ne sont que des prises de position orales qui ne correspondent à aucune de nos revendications », s'exclame un chef de clinique. La prochaine réunion n'est pas prévue avant vendredi. On se paie notre tête. On nous méprise. » Quelques-uns voudraient empêcher les négociateurs de sortir. Mais Maurice Derlin a déjà quitté les locaux par une porte dérobée. « Nous ne sommes pas des « pro » du syndicalisme. Ils nous ont eus », soupire un membre du comité de grève. Les portes de la CNAM se ferment, on repile la tente. « Dès le départ nous ne voulions pas comme en 1983, conclut un manifestant. Eh bien, c'est fait. »

Autoriser des dépassements d'honoraires

Les syndicats CSMF et FMF ont proposé, lundi 29 janvier, aux Caisses d'assurance-maladie un nouvel édifice conventionnel fondé sur la possibilité de multiplier les dépassements d'honoraires remboursés par la Sécurité sociale. Lors de la reprise des négociations depuis trois mois, les deux organisations ont fait cause commune pour mettre en avant un schéma que le troisième syndicat, MG France, qui ne regroupe que des généralistes, a qualifié d'« ultra-libéral ».

CSMF et FMF proposent un « gel » de l'actuel secteur 2 - honoraires libres - la création d'un secteur « promotionnel » ouvert aux médecins les plus titrés pouvant appliquer aussi des dépassements d'honoraires. En outre, ils sont favorables à ce que les praticiens du secteur 1, qui appliquent des tarifs de la Sécurité sociale, puissent réaliser une certaine part de leur activité, à négocier, en honoraires libres. La Caisse natio-

nale d'assurance-maladie n'a pas commenté ces propositions.

Le docteur Richard Bouton, président de MG France, a confirmé son offre de négocier deux conventions - l'une pour les spécialistes, l'autre pour les généralistes - et a reproché à la CSMF et à la FMF de vouloir systématiquement « dissocier honoraires et remboursements ». MG France considère que, dans ces conditions, l'accès au secteur 2 doit être provisoirement renvoyé et s'oppose aux deux autres organisations qui réclament l'extension à tous les spécialistes de la lettre-clé spécifique aux chefs de clinique proposée la semaine dernière par la CNAM. Par ailleurs, MG France réclame une augmentation immédiate des tarifs applicables aux généralistes (85 francs pour la consultation actuellement). Une nouvelle rencontre entre caisses d'assurance-maladie et syndicats médicaux est prévue vendredi 2 février.

J.-M. N.

Devant la commission de retrait du permis de conduire

M. Charasse, citoyen ordinaire...

M. Michel Charasse, ministre délégué chargé du budget, devait être entendu, mardi 30 janvier, par la commission de retrait du permis de conduire pour un excès de vitesse commis sur le boulevard périphérique parisien à la fin du mois d'octobre 1989. Il risquait au maximum deux mois de retrait de son permis.

Le ministre avait été surpris par un radar à 129 kilomètres à l'heure, alors que la vitesse est fixée sur le périphérique à 80 kilomètres à l'heure. Il avait refusé que les services de

police étouffent l'affaire, comme certains en avaient manifesté l'intention. Son cabinet a fait valoir que, peu après minuit, M. Charasse avait été appelé d'urgence à l'Assemblée nationale alors qu'il dînait chez des amis.

Devant la commission de retrait, M. Charasse devait avoir à ses côtés M. Georges Sarre, secrétaire d'Etat aux transports, qui devait souligner le fait que le ministre chargé du budget a montré l'exemple en ne demandant pas de passe-droit.

A propos du nouveau régime de service des brigades

La gendarmerie tente de rassurer les élus locaux

La direction générale de la gendarmerie nationale a demandé à ses brigades départementales de remettre aux élus locaux un dépliant d'une douzaine de pages, qui leur explique le nouveau régime du service des gendarmes, induit par la décision du ministre de la Défense de réduire les effectifs du personnel.

Cette modification des effectifs (notamment l'obligation pour un gendarme qui n'est pas en service de rester à son domicile, de jour comme de nuit, prêt à intervenir) est intervenue après l'explosion de mécontentement, l'été dernier, dans la gendarmerie qui s'est plainte de l'excès de charge de travail.

Une circulaire « diffusion restreinte », en date du 21 novembre 1989, de la direction générale de la gendarmerie a codifié le nouveau fonctionnement des brigades pour tenir compte de la volonté du ministre de la Défense, qui gère le corps des gendarmes, de réduire de moitié en 1990 ces effectifs dits de garde et de permanence (le Monde du 22 novembre 1989). Pour l'essentiel, cette circulaire prévoit qu'une brigade, au niveau de chaque canton, répond directement aux appels de jour, toute l'année, mais qu'elle est relayée, la nuit et les jours fériés, par un dispositif mobile d'intervention géré en permanence au chef-lieu du département qui actionne ainsi une unité en alerte ou en service à proximité de la brigade concernée.

Des élus locaux, qui s'étaient élevés l'été dernier, aux côtés des gendarmes, contre l'excès de disponibilité du corps au détriment de ses conditions de vie, ont aujourd'hui du mal à admettre cette réforme qui, selon eux, risque de distendre les liens traditionnels de confiance entre une brigade et la population du canton auprès de laquelle elle a été détachée.

Pour cette raison, la direction générale de la gendarmerie a édité une plaquette, qu'elle fait remettre aux élus locaux, pour expliquer comment fonctionne le nouveau régime et en quoi, selon elle, il ne diminue pas l'efficacité du service. De son côté, le secrétaire d'Etat à la Défense, M. Gérard Renon, a tenu à rassurer les élus lors de l'inauguration, à la fin de la semaine dernière, de la gendarmerie de Tresses, non loin de Bordeaux. « Par un système de permanence, a-t-il expliqué, des possibilités d'intervention, même si elles viennent d'une autre brigade, pourront être opérationnelles très rapidement » là où leur action aura été jugée nécessaire.

REPÈRES

ARCHÉOLOGIE
Une nouvelle agence à l'étude

Les archéologues en grève depuis le 16 janvier ont organisé une manifestation à Paris, lundi 29 janvier, tenu une assemblée générale et été reçus au ministère de la Culture. Ils réclament toujours la création d'un AFAN (Association pour les fouilles archéologiques nationales), dont le fonctionnement n'est pas tout à fait régulier dans le cadre du droit public, jusqu'à la création d'un nouvel organisme. Ils demandent aussi la création de postes relevant de la fonction publique « en nombre substantiel ». Les archéologues réaffirment aussi la nécessité de réformer d'urgence toute l'archéologie après concertation entre les partenaires concernés.

Lors de la réunion de concertation tenue le 25 janvier, les représentants du ministère de la Culture ont présenté un nouveau plan de restructuration de l'archéologie de sauvetage. L'AFAN serait remplacée par une agence qui aurait le statut d'association, et donc une souplesse de fonctionnement. Cette agence serait alimentée par des subventions de l'Etat et par les fonds apportés par les aménageurs, mais les uns et les autres transiteraient par le budget de l'Etat. Des emplois à durée indéterminée, dont le nombre reste à définir, sont prévus. Mais cela remplacerait les 250 postes dont la création en cinq ans avait été acceptée par le ministère des Finances. En outre, le ministère de la Culture est d'accord pour élaborer un projet national concernant l'ensemble de l'archéologie.

RELIGIONS
Les Eglises du Proche-Orient se donnent une structure unitaire

La première assemblée générale du Conseil des Eglises du Proche-Orient (le Monde du 23 janvier) a été qualifiée d'« historique » par ses deux cents délégués, réunis à Nicosie (Chypre) du 23 au 28 janvier. « L'unité des chrétiens d'Orient vient de commencer », a affirmé Mgr Joseph Khoury, évêque libanais maronite, premier coprésident élu au nom de la famille catholique à la tête de ce Conseil des Eglises. Les autres coprésidents sont Mgr Ignace IV Hazim, patriarche orthodoxe d'Antioche, Mgr Samir Kalfay, primat anglican de Jérusalem, et Mgr Zaccaria Iwas, représentant les Eglises dites non chalcédoniennes (parce qu'ayant rompu dès le cinquième siècle au moment du concile de Chalcédoine), c'est-à-dire les Eglises orthodoxes copte, arménienne, syrienne, etc.

L'inquiétude a été exprimée devant l'émigration massive des chrétiens d'Orient. Parmi les résolutions adoptées par cette assemblée générale, il faut noter l'appel à la création d'un Etat palestinien indépendant, à un dialogue avec l'Islam, à la paix au Liban et, en URSS, entre Arméniens et Azeris. — (AFP.)

MARÉE NOIRE
Ouverture du procès de l'Exxon-Valdez

Le procès qui doit établir les responsabilités de la marée noire provoquée par l'échouage du pétrolier américain Exxon-Valdez, en mars 1989, s'est ouvert lundi 29 janvier à Anchorage (Alaska).

Le capitaine du navire, Joseph Hazelwood, quarante-deux ans, a décidé de plaider non coupable, malgré les accusations de négligence portées contre lui.

Certains affirment même qu'il aurait été en état d'ivresse au moment des faits. La compagnie Exxon l'a licencié, et il devra donc se défendre seul.

Mais le capitaine n'est pas seul en cause dans la marée noire qui a souillé quelque 1 600 kilomètres de côte par l'écoulement de 35 000 tonnes de brut.

L'Etat de l'Alaska, en effet, devenu le premier producteur de pétrole des Etats-Unis, n'avait aucun plan de prévention ni de lutte contre la marée noire. — (AFP, AP.)

CORRESPONDANCE

Les relations franco-japonaises

A la suite de l'article « Les relations franco-japonaises, un moment malentendu » (le Monde du 14-15 janvier), M. Philippe Quénecq, président de l'association le Symbole France-Japon nous a adressé la lettre suivante :

Le Symbole France-Japon est une initiative privée, associant des Français et des Japonais autour d'une idée : construire un monument à la communication entre les peuples, dans la baie d'Osaka.

Un soutien moral de principe a été demandé aux autorités françaises et japonaises, car un tel projet n'aurait guère de sens s'il devait se heurter à l'hospitalité des gouvernements des deux pays. En 1987, ce projet a rencontré « l'intérêt » et obtenu les « encouragements » de l'Elysée. Le ministère des Affaires étrangères a également manifesté son « intérêt ». L'ambassade de France au Japon a apporté activement son concours, à différentes reprises.

Lors de sa venue à Paris, le projet a été présenté au premier ministre japonais, et une convention prévoyant la répartition des frais de construction, a été signée entre l'association le Symbole France-Japon et l'association pour la création du Hyogo du 21^e siècle, reconnue d'utilité publique. La partie

française prendra en charge les études d'architecture et d'ingénierie ainsi que l'extraction et le transport du socle de granit breton. La partie japonaise se chargera de la construction du portique de verre et de bronze.

A l'heure où des voix contradictoires s'élèvent sur l'attitude à avoir vis-à-vis de la puissance croissante du Japon, nous demandons seulement qu'au bénéfice de la réussite tranquille d'un projet développé par la société civile, on nous laisse travailler sans nous prêter en otage dans des débats « géostratégiques ».

Les meilleures relations qui peuvent s'établir entre des nations sont tout simplement celles des hommes ouvrant ensemble.

PRÉCISION. — M. Masamichi Noro, en réponse à l'article paru dans les éditions du 16 décembre 1989 sous la plume de Claude Sarraute, intitulé « Publicité comparative », nous demande de préciser que « le Kinomichi, dont il est le promoteur en France, est une technique d'expression corporelle et de relaxation psychologique et non une des multiples méthodes de méditation orientale. »

EN BREF

M. Vaclav Havel assiste à une cérémonie épiscopale. — M. Vaclav Havel, président de la République tchèque, a assisté, samedi 27 janvier à Hradec-Kralove, à une célébration marquant la reconquête dans les fonctions d'évêque de Mgr Karel Otčenasek, soixante-dix ans. Consacré en 1950, celui-ci n'avait jamais pu exercer ses fonctions d'évêque sous le régime communiste et Jean-Paul II vient de le confirmer. Mgr Colasuo, ambassadeur hiérarchique du pape dans les pays de l'Est, assistait à cette célébration, ainsi que plusieurs archevêques européens.

RDA : inspection du réacteur nucléaire de Lubmin par l'AIEA. — Une équipe d'experts de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) vient d'être invitée par les autorités est-allemandes à se rendre pour expertiser la centrale nucléaire de Lubmin. Du 12 au 16 février, ces spécialistes inspecteront cette centrale dont un réacteur avait connu des avaries graves en 1975. Avaries qui n'ont été reconnues officiellement que très récemment et dont l'hébergement a été révisé. Der Spiegel avait révélé l'existence la semaine dernière. — (AFP.)

CAMPUS

Un prisonnier breton au conseil de Rennes-II

Un militant nationaliste breton, membre présumé de l'Armée révolutionnaire bretonne (ARB), actuellement détenu à la prison de Fresnes, a été élu, mardi 23 janvier, au conseil d'administration de l'université de Haute-Bretagne (Rennes-II). Gilbert Cabon conduisait la liste Dazont-Union des étudiants de Bretagne (UEB), qui a réuni 14 % des suffrages exprimés, obtenant ainsi deux sièges sur les onze réservés aux étudiants.

Arrêté en juin 1989 à la suite d'une série d'attentats, en compagnie d'un autre militant, aujourd'hui remis en liberté, Gilbert Cabon a toujours refusé de s'adresser au juge d'instruction dans une autre langue que le breton. Agé de vingt-neuf ans, ce militant est inscrit à l'université Rennes-II en première année de DEUG de breton-celtique par l'intermédiaire du Service d'enseignement à distance (SED). En présentant Gilbert Cabon, la liste Dazont-UEB souhaitait « attirer l'attention sur l'attitude de l'Etat français, qui demeure l'un des derniers en Europe avec la Grèce à mépriser le droit des peuples minorisés ».

La commission de contrôle ayant validé les élections aux différents conseils de direction de l'établissement, l'université de Haute-Bretagne ne voit « pour sa part » aucun inconvénient à ce que Gilbert Cabon siège au conseil d'administration. Elle précise qu'il existe « une possibilité de mandat » pour ceux qui seraient empêchés d'être physiquement présents aux réunions. Plusieurs membres élus du nouveau conseil d'administration étant bretonnants, Gilbert Cabon trouverait enfin à qui parler.

J.-J. B.

Formations
au management

La Centrale de Cas et de Médias Pédagogiques (CMP) et le Groupe ESC-Lyon organisent le deuxième Forum des innovations pédagogiques dans les formations au management les 23 et 24 avril à Paris-La Villette.

Renseignements et inscriptions : CMP, M. Ducasse ou R. Arletta.

Marketing direct

La Semaine européenne du marketing direct se tient jusqu'au 2 février à Paris. Ce Salon étant réservé aux professionnels, une conférence spécialement destinée aux étudiants est organisée le 1^{er} février à Paris-Dauphine de 15 heures à 16 h 30.

Réervations : (1) 42-22-20-22.

AU SOMMAIRE DE FEVRIER

Le Monde les

PHILATELISTES

l'Officiel de la philatélie

NOMBREUSES ILLUSTRATIONS EN COULEURS

- Les monnaies préhistoriques.
- La Révolution française : 1795.
- Grande-Bretagne : Le two pence blue.
- Dürer.

LE MONDE DES PHILATELISTES

POUR VALORISER VOTRE PASSION DES TIMBRES

En vente chez votre marchand de journaux

SCIENCES • MÉDECINE

Potions informatiques

Demain, grâce à la puissance de calcul des ordinateurs on espère être capable de fabriquer enfin des médicaments sur mesure.

Au départ, l'image n'est qu'un point qui s'approche à toute vitesse de la rencontre de l'écran. Zoom avant rapide. Une forme se dessine et grossit, pivote, grossit encore, révélant une succession de structures complexes imbriquées, dont les liaisons constituent en perspective. Un détail agrandi envahit l'écran, dévoilant une nouvelle structure complexe. Fin du voyage dans l'infiniment petit. Des zones de couleur se dessinent.

« Voilà, c'est le site actif de la molécule, une molécule antitumorale que nous avons commercialisée récemment », explique Roger Lahana. A trente-cinq ans, le jeune chef du service informatique-chimie des Laboratoires Pierre Fabre représente un peu la nouvelle génération de chimistes, celle pour qui l'informatique n'est plus une découverte, mais plutôt un prolongement naturel du cerveau. Fais écho à l'Université, il a trouvé des collaborations avec IBM pour écrire un logiciel original de modélisation de molécules biologiques. Baptisé « MAD » (un clin d'œil à la bande dessinée), ce programme « convivial », aujourd'hui commercialisé par Pierre Fabre, est conçu pour être utilisé directement par des chimistes ignorant tout des langages de commande.

Le Graal de la médecine

Les autres firmes pharmaceutiques ne sont pas en reste dans la course à l'informatisation. Ni les chercheurs des organismes publics, comme en témoigne le colloque sur l'ingénierie des protéines lancée, qui vient d'ouvrir ses portes à Paris, les 29 et 30 janvier sous l'égide du CNRS. Roussel-Uclaf, qui a démarré dès 1969, combine les programmes modélisant des protéines et des macromolécules. Rhône-Poulenc Santé, créé en 1986, a investi 20 millions de francs en trois ans et créé un service de six personnes pour exploiter cette technique. Elle pose les bases d'une véritable révolution conceptuelle dans la recherche de nouveaux médicaments : un véritable Graal de la médecine.

Si perfectionnée qu'elle puisse paraître, la recherche pharmaceutique traditionnelle ne dispose, en effet, que de moyens d'exploration somme toute rudimentaires, principalement le screening, qui consiste à tester et à sélectionner empiriquement l'activité de milliers de molécules. La modélisation informatique, elle, se fonde sur un tout autre principe : la possibilité, encore théorique, de connaître la structure exacte d'un médicament sur mesure. « Imaginez qu'un lieu de donner un coup de pied dans votre télévision lorsqu'il ne marche pas, vous disposez d'un réparateur capable de le démonter et de réparer les circuits », traduit le professeur Morron, directeur de recherche au CNRS au laboratoire de minéralogie-cristallographie de Jussieu.

Il a fallu, bien sûr, attendre les progrès considérables réalisés dans la puissance de calcul des ordinateurs et l'arrivée des écrans graphiques pour réunir les conditions de base : en synthétisant toutes les informations disponibles sur la forme et les propriétés de surface des molécules, visualiser l'irréversible permet enfin d'accéder à la compréhension du mécanisme. Car c'est dans leur forme en trois dimensions que se niche le secret de l'activité des molécules.

Toutes les interactions sont en effet fondées sur le principe des « clés et des serrures » : deux molécules se reconnaissent à un point de contact où leur forme et leurs propriétés physico-chimiques doivent être complémentaires comme les pièces d'un

coffret. Le plus souvent, nous préférons partir de molécules dont l'activité est bien connue, comme l'aspirine, et essayer de les modifier.

C'est l'approche pragmatique : si l'on connaît bien le modèle d'une « serrure », il suffit de le reproduire sans plus se préoccuper de la « clé ». L'opération est réalisable dans les domaines où un nombre suffisant de molécules actives est déjà connu. En les visualisant, puis en comparant leurs formes et leurs propriétés, les informaticiens-chimistes parviennent à repérer certaines parties communes qui profitent un ou plusieurs sites actifs. En tenant compte des modifications de la molécule en solution, notamment dans l'organisme, ils élaborent par touches successives un modèle de « serrure » satisfaisant. L'objectif est de le conserver

d'excellents résultats sur les psychotropes et les analgésiques dont l'activité est bien connue, comme l'aspirine, et essayer de les modifier. Mais les gènes restent encore à bien des égards très mystérieux : dans la plupart des cas, la lecture « linéaire » des séquences d'acides nucléiques ne permet pas de comprendre leur fonction dans l'organisme.

Vingt-cinq mille protéines séquencées

Dans d'autres domaines, où l'activité des médicaments est moins connue, comme les antitumoraux, la modélisation reste encore à l'état de demande spectaculaire. Depuis le début des années 80, d'une autre voie de cette recherche : l'étude

de l'objet d'un grand programme de recherche internationale, le projet « génome humain ».

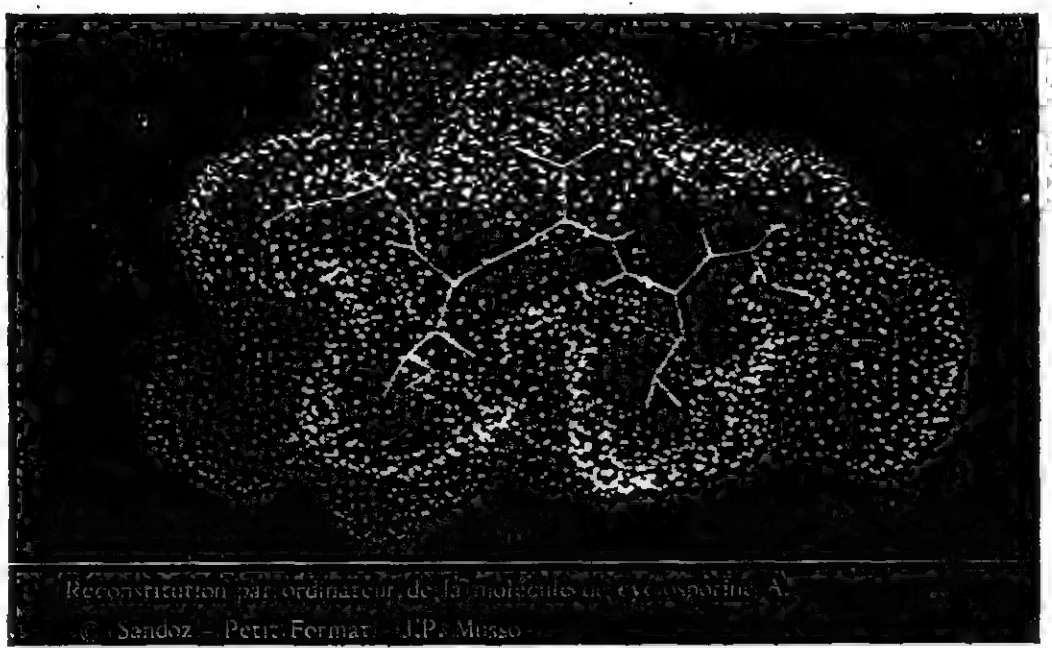
En étudiant les protéines dont les gènes commandent la production, on peut en revanche accéder à cette « clé » de ce programme de recherche. C'est tout l'enjeu de l'ingénierie des protéines, précise Jean-Michel Claverie, chef de l'unité d'ingénierie scientifique de l'Institut Pasteur (Paris). « Passer de la séquence d'une protéine à sa structure en trois dimensions, c'est en effet comprendre sa fonction dans l'or-

ganisme. » La modélisation de ces structures complexes de plusieurs centaines, voire plusieurs milliers d'atomes, bute encore sur des difficultés conceptuelles considérables.

La discipline elle-même est encore extrêmement récente : alors que l'on a déjà séquencé quelque 25 000 protéines, et que le chiffre double chaque année, les structures en trois dimensions reconstruites ne dépassent pas les 450. « Or, en ce domaine, c'est uniquement l'accumulation de savoir qui nous permet d'avancer », estime Gilles Moreau.

D'autant que cette discipline toute neuve doit affronter des difficultés proprement scientifiques.

Lire la suite p. 13



Reconstitution par ordinateur de la molécule de l'enzyme de la digestion. A. Sandoz - P. Ferman - R. P. Mies

puzzle en trois dimensions. D'où l'idéal d'un design parfaitement rationnel. Il suffirait en effet d'identifier dans l'organisme humain les divers récepteurs (protéines ou acides nucléiques) dont le déclenchement provoque la maladie. Puis de déterminer leur structure en trois dimensions, et notamment la forme et les propriétés de la « clé ». Et enfin de construire un médicament sur mesure, dont les parties actives constituent autant de « serrures », à condition toutefois d'avoir résolu d'autres problèmes plus complexes, tels que la solubilité du produit, son métabolisme, voire son coût.

Cette « voie royale » est encore très loin de la réalité en matière de recherche pharmaceutique.

« En fait, on procède surtout par tâtonnements », explique Gilles Moreau, chef du département des recherches et applications physiques de Roussel-Uclaf. « Établir la structure exacte d'un récepteur fait appel à des techniques complexes, longues et

pour bâtir des molécules inédites, améliorant un passage difficile d'un médicament et en supprimant des effets secondaires indésirables.

Dans cette phase, la modélisation permet de simuler et de tester les hypothèses des chimistes, un peu comme dans l'aéronautique, où la conception assistée par ordinateur sert à représenter les performances d'un prototype sans avoir à le construire. « En réalité, on est encore très loin, soutient Gilles Moreau. La construction d'un seul prototype d'essai, nous devons encore synthétiser un bon millier de molécules avant de parvenir au résultat recherché.

Le progrès reste néanmoins considérable, puisqu'il faut en moyenne synthétiser 4 000 à 5 000 molécules pour en commercialiser une seule par les moyens de recherche traditionnelle. Or la synthèse chimique est évidemment inopérablement plus coûteuse que la simulation par le calcul. « On obtient aujourd'hui

des récepteurs, des « clés », autrement dit des protéines. D'autant que, parallèlement, les travaux de recherche fondamentale dans ce domaine ont littéralement explosé. Il n'est que de voir le nombre de publications consacrées au sujet dans les revues spécialisées Science ou Nature.

Car la connaissance des protéines débouche largement sur les enjeux de la médecine, fussent-ils aussi importants que le traitement de maladies comme le cancer ou le sida. Complémentaire de la connaissance des gènes, l'étude des protéines ouvre la voie à la compréhension de tous les mécanismes du vivant.

Les récents progrès de la biologie moléculaire permettent en effet de séquencer aujourd'hui un nombre croissant de gènes, c'est-à-dire de connaître la composition sous la forme d'une succession précise d'acides nucléiques. La connaissance des gènes humains, qui commandent toutes les fonctions de notre organisme et notre hérédité, est ainsi deve-

Les enjeux du Génome

La coopération internationale prendra-t-elle enfin forme autour du projet « Génome humain » ? Quatre mois à peine après le congrès de San Diego (Californie), qui marquait le coup d'envoi officiel de ce programme de recherche mondial (le Monde des 4 et 11 octobre 1989), un nouveau symposium se tient en tout cas à Paris, au siège de l'UNESCO, sur ce thème en pleine évolution. Du 29 au 31 janvier, plusieurs centaines de biologistes tentent d'y faire le point sur les développements, les implications et les perspectives d'avenir de ce projet colossal : dresser la carte intégrale de notre patrimoine héréditaire, en décryptant, chromosome par chromosome, les trois milliards de caractères génétiques qui définissent notre espèce. Un domaine dans lequel l'UNESCO, à la demande des scientifiques eux-mêmes, entend désormais « participer à la diffusion des connaissances » et « catalyser les liens entre les chercheurs, les agences gouvernementales ou internationales » concernées.

A l'issue de deux réunions consultatives, tenues à Paris en février 1989 et à Moscou en juin 1989, l'UNESCO met aujourd'hui l'accent sur quatre recommandations prioritaires : stimuler la coopération internationale ; favoriser la participation - actuellement inexistante - des pays en voie de développement ; faciliter l'accès des différents partenaires aux bases de données et au matériel génétique ; servir de forum de discussions sur les problèmes sociaux, éthiques et économiques que soulèveront les résultats de la recherche. Ainsi que l'a précisé le docteur Claude Rosenfeld, conseiller auprès de la direction générale de l'UNESCO à Paris, un accord pourrait également être passé prochainement

avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour que soient édictées par les deux organismes des règles conjointes de conduite en matière d'éducation médicale et de santé.

« Il est indispensable que les pays autres que les États-Unis ne restent pas en marge de ce projet, dont les retombées sont incalculables tant au plan médical qu'industriel », rappelle François Gros, professeur au Collège de France et membre de l'Institut Pasteur. Si la décennie qui commence s'annonce comme la plus fructueuse, les développements du programme « Génome humain », dont le coût est estimé à 3 milliards de dollars (près de 20 milliards de francs), devraient en effet, au bas mot, s'étaler sur vingt ou trente ans.

Les différents pays concernés devront-ils apporter une contrepartie en échange des données stockées dans les banques de quelques grands laboratoires ? A la satisfaction de bon nombre de scientifiques, James Watson, directeur du projet pour les NIH (National Institutes of Health) américains, a en effet récemment menacé Européens et Japonais, si ces derniers ne consentaient pas une participation financière plus importante, de leur refuser l'accès aux résultats des travaux menés outre-Atlantique. Verra-t-on par ailleurs, comme certains le préconisent déjà, se développer un véritable marché de logiciels « d'interprétation », indispensables pour exploiter les milliers d'informations fournies par le séquençage des gènes. Au-delà des préoccupations sociales et éthiques que soulève ce projet, dont on ne pourra éternellement faire l'économie, il semble urgent que la communauté internationale apporte à ces questions une réflexion concrète.

Ca. V.

Les clés d'or de la sérotonine

La future maîtrise de cette hormone semble ouvrir de nouvelles et fructueuses perspectives médicamenteuses.

GENÈVE

A quoi tient l'information médicale et scientifique ? C'est de toute évidence parce qu'elle pense avoir distillé ses connaissances, et peut-être aussi pour ne pas ralentir les procédures d'autorisation de mise sur le marché que la multinationale pharmaceutique Glaxo organisait, il y a quelques jours, à Genève, une importante réunion internationale consacrée aux récepteurs de la sérotonine. Les impératifs industriels et commerciaux n'étant pas toujours compatibles avec la bonne diffusion de l'information, cette rencontre a permis de faire un fort utile bilan actualisé des recherches pharmaceutiques menées dans ce domaine, l'un des plus prometteurs, compte tenu de la réduction du nombre des nouvelles molécules véritablement originales mises en circulation au cours du siècle dernier.

Bien qu'elle ne soit pas par-

faite, l'analogie de la serrure et de la clé est encore la meilleure qui soit pour faire comprendre une partie du monde d'action de nombreuses substances dans les organismes vivants, qu'elles soient ou non d'origine naturelle. Dans ce modèle, la substance est la « clé », et le récepteur présent au niveau cellulaire, la « serrure ». Seule une clé donnée peut « ouvrir » la cellule correspondante, cette ouverture déclenchant une série de réactions moléculaires complexes qui se traduisent par un ou plusieurs phénomènes biologiques caractéristiques de la substance initiale. « Cette analogie est utile, mais il est évident aujourd'hui, d'après l'étude des actions de certaines substances, qu'elle est en définitive trop simplifiée », a-t-on expliqué lors de la réunion de Genève. Ces substances devraient plutôt être considérées comme des clés passe-partout : elles ont souvent pour d'ouvrir plusieurs serrures chimiques différentes. D'autres substances, qui peuvent être naturelles ou synthétiques, sont des

clés spécifiques, des clés qui n'ouvrent qu'une seule des différentes serrures accessibles à la substance passe-partout.

Il y a plus d'un siècle

Cette trop grande simplification vaut surtout pour des catégories de molécules comme les catécholamines (adrénaline, noradrénaline) ou l'histamine, substances capables, entre autres, de déclencher la sécrétion de sucrase. C'est également vrai pour la sérotonine (ou 5-hydroxytryptamine), une hormone dérivée du tryptophane (un acide aminé indispensable à la vie) sécrétée par certaines cellules du tube digestif et du système nerveux central. Découverte il y a plus d'un siècle, la sérotonine est retrouvée chez de nombreux animaux, ainsi que chez quelques végétaux. Elle joue un rôle médiateur des plaquettes sanguines, elle agit de diverses manières au niveau des systèmes nerveux, car-

dio-vasculaire, respiratoire ou digestif. On lui connaît ainsi une série d'actions physiologiques sur la régulation de la motilité intestinale, sur la vaso-constriction de certains vaisseaux sanguins ainsi que sur le psychisme, faisant de cette molécule une véritable neuro-hormone.

Les progrès accomplis dans l'étude des récepteurs de la sérotonine sont venus bouleverser les schémas traditionnels qui cherchaient à décrire ses actions.

On sait ainsi, aujourd'hui, qu'il existe différents récepteurs qui, lorsqu'ils sont « excités », induisent deux effets physiologiques différents.

Il en va ainsi de l'action sur le système cardio-vasculaire : la même substance peut, chez le même individu, provoquer la réduction du diamètre d'une artère ou d'une veine, alors qu'elle peut en dilater une autre à une faible distance.

JEAN-YVES NAU

Lire la suite p. 12

JEAN BERNARD
de l'Académie française

De la biologie à l'éthique

Un problème de fond au cœur de l'actualité. Un document capital.

1 vol 120 F.

Buchet / Chastel
11, rue de Condé, 75006 Paris

Lavoro Sicuro. Manuale della Ferramenta, Macchine e Sistemi per Ufficio, Mobili per Ufficio, Macchine del Legno + Pannello, Mondolegno e Mondolegno Telex, Progetto Legno, Rapporto Congiunturale, Recuperare, Serramenti & Falegnameria, Sicurezza e prevenzione, TIS il Corriere Termoidrosanitario, Trasporti e Trazione, U & C (Corriere Certificazione e Certificazione). Ufficio Stile.

Jojo
capacité
icée

MOIS-CI DANS
ENCE S'AVENIR
S SECRETS
U SOMMEIL

EGALEMENT AU SOMMAIRE
IGUE: LES RAVAGES DU CRACK
ITAGE: LES VOLCANS D'INDONÉSIE
SOUS HAUTE SURVEILLANCE
IONOMIE: CES FOUS DE CIEL PUR

DÉFENSE

Un entretien avec M. Claude Silberzahn, patron de la DGSE



Salut de la première page

En matière de renseignement militaire, nous sommes surtout prestataires de services : nous faisons du recueil par moyen technique et nous transmettons le renseignement au Centre d'exploitation du renseignement militaire (CERM) placé auprès de l'état-major des armées, qui l'exploite. Exemple : savoir que telle unité soviétique, composée de tant d'escadrons de chars, se rapproche de la frontière de l'Afghanistan, c'est une information que la DGSE indique dans l'analyse globale qu'elle fera de la situation politique en Afghanistan. Mais qui, surtout, du point de vue purement stratégique, sur l'évaluation des forces en présence, sur leur potentiel, ira directement au CERM.

Quant au quart économique, mes prédécesseurs l'ont développé dans le passé alors que cela n'allait pas de soi. Et il possède des points forts. Sur ce quart économique nous sommes pratiquement les seuls en France. Et donc personne ne nous reproche jamais d'être mauvais ! Mais, pour ma part, j'ai une inquiétude : dans un futur proche, sinon immédiat, des sociétés privées fourniront le renseignement à leurs clients, à des sociétés, à des groupes, à des organismes publics... voire demain à des gouvernements ! Avec quelle déontologie ?

Ces concurrents privés, vous pouvez nous en citer ?
— De grandes sociétés étrangères existent déjà, elles sont en train de regarder vers l'Europe, en instance de s'y implanter. Dans le domaine économique, le renseignement est pour nous d'un mode d'emploi difficile. La DGSE a pour fil à plomb les intérêts vitaux de la France à l'extérieur des frontières nationales. Or, sur ce terrain, déterminés d'abord nos intérêts vitaux, ensuite ce qui est français, ne va pas toujours de soi.

D'autre part, quelles sont les activités économiques vitales de la France d'aujourd'hui qui sont véritablement françaises ? Parmi les sociétés qui nous permettent d'avoir un système d'armes français et donc une défense de pays indépendants, laquelle dans laquelle années sera-t-elle purement française ? C'est un problème dont la complexité croît avec l'internationalisation de l'économie et la construction de l'Europe.

L'Europe du renseignement, voilà un vrai sujet ! Très peu avancé, autant le dire. On en est encore au stade de la cogitation entre collègues européens après le café, hors ordre du jour...

La face cachée des choses

— Vous voulez dire que les professionnels y ont pensé avant les gouvernements...
— Je ne dis pas que les gouvernements n'y ont pas pensé, mais ils ne peuvent nous y pousser. Les patentes existent toujours, les industries sont encore nationales, les intérêts vitaux se conjuguent pays par pays. Il n'y a pas organisation de police étrangère, c'est le renseignement secret, la face cachée des choses. C'est notre véritable spécificité. Notre seul concurrent en ce domaine y est le journalisme d'investigation. Or il se trouve qu'il n'existe pas, ou pratiquement pas, sur l'étranger dans la presse française. Une chance : il nous sommes les seuls.

— L'investigation, la face cachée des choses, concrète...
— La DGSE doit en fait veiller à se situer sur un créneau qui lui est propre. Notre vocation, c'est le renseignement secret, la face cachée des choses. C'est notre véritable spécificité. Notre seul concurrent en ce domaine y est le journalisme d'investigation. Or il se trouve qu'il n'existe pas, ou pratiquement pas, sur l'étranger dans la presse française. Une chance : il nous sommes les seuls.

d'affaires ! C'est sur ce volet que sont faits les plus gros reproches à la DGSE : « Vous n'apportez rien, j'ai déjà lu ça dans l'AFP, l'ambassadeur m'a déjà rendu compte, vous arrivez toujours après la bataille, etc. »

C'est en effet un secteur où nous sommes en complète concurrence. D'abord avec la première agence de renseignement du monde : vous, la presse, les médias. Et vous avez sur nous un extraordinaire avantage : le droit de faire une information que vous pouvez corriger, évoluer, modifier. Alors que la DGSE, jusqu'ici, a estimé ne pouvoir donner un pouvoir politique qu'un renseignement certain. Or vous savez mieux que moi que ce renseignement certain, recoupé, totalement fiable, sera, en conséquence et toujours, par définition le dernier arrivé ! Si je garde la tradition de cette maison, qui est de ne s'engager que sur des renseignements certains, je serai toujours le dernier ! D'autant qu'à force d'ajustements, les médias, de moins lorsqu'ils font du journalisme, finissent en général par donner la bonne information.

— Et le second concurrent ?
— C'est un immense réseau de renseignement qui s'appelle les ambassadeurs. Des ambassadeurs, des conseillers, des attachés commerciaux, militaires, culturels. C'est un milieu très spécialisé qui représente plusieurs dizaines de fois les effectifs de la DGSE. L'erreur de notre maison a donc été de vouloir jouer sur le même terrain, les mêmes sujets que les médias ou les ambassadeurs. La

ment, qu'est-ce que cela signifie ?

— La Roumanie par exemple. Aux premiers jours, quand les nouveaux dirigeants sont apparus à la télévision, nous avons dit : il n'y a manifestement pas dans ces éphémères qu'une révolution populaire. Puis, quand la presse a parlé de soixante-dix mille morts, nous avons dit : il n'y a pas probablement pas dix mille. Et, très vite, précisé : chiffre plafond deux mille à trois mille, moins sans doute.

— La face cachée des choses, cela signifie que la DGSE ne peut le droit d'être lyrique, émotif. Nous devons être très terre-à-terre, des artisans de l'information. C'est un des grands enseignements que je tire de neuf mois de présence ici. A l'extérieur, on dit souvent : « A la DGSE, ils sont un peu courts, ils ne comprennent pas les changements de méthode. » En fait, la vocation première de cette maison, c'est de faire du recueil, ce n'est pas de penser sans fin. Des gens qui analysent, qui travaillent sur le matériel recueilli, il y en a des centaines partout... Finalement, c'est facile.

Des faits, rien que des faits

— Pour continuer votre comparaison journalistique : même de commentaires, plus d'informations...
— Notre créneau, ce sont les faits, des faits, encore des faits. Des commentaires concis. Evidemment, si vous n'avez pas d'idée, vous ne pouvez pas trouver les faits. Mais l'objectif est de décon-

blème en soi, parce qu'elle est précisément opposée à la méthodologie de travail. Ce que les journalistes ont vu, ce sont d'abord des changements d'hommes avant les changements de méthode. Ensuite notre objectif a été de faire passer l'idée qu'il fallait être actuel, opérationnel. Ne jamais être en retard sur l'événement. Il faut comprendre que je dirige une maison qui n'a pas toujours eu le moral : les médias y ont contribué largement et depuis longtemps. Et vous avez rapporté régulièrement les mots désagréables que certains politiques, intellectuels ou autres, auraient prononcés... C'est cette pensée que nous remontons. A l'extérieur bien sûr. Mais à l'intérieur aussi avec des formules toutes nouvelles de participation et de communication.

— Pour réaliser votre ambition, disposez-vous du matériel humain et du matériel technique nécessaires ?
— Comme je vous l'ai dit, l'appareil technique n'est pas mauvais. Il faut encore faire un énorme effort, mais c'est un secteur où la maison a connu une continuité montante en puissance. Les ingénieurs généraux qui ont dirigé les services techniques sont restés ici longtemps en place : ils avaient une claire idée de la mission, et l'appareil technique a donc progressé, même si l'on est encore loin du niveau idéal. Dans l'état actuel, l'outil de recueil technique de la DGSE est incontestablement le meilleur de la France.

Diversifier le recrutement

— Dans la DGSE était en panne de moyens humains ?
— Il n'y a eu aucun renforcement de moyens humains depuis des années, ni en quantité, ni en qualité, ni en promotion. Il existe notamment un excellent corps d'agents propres à la DGSE que nous devons faire progresser, et dont l'avenir doit nous importer.

— Il n'y a pas de raison que cela change...
— J'espère bien que si ! La recherche humaine va devenir de plus en plus importante dans le monde actuel, qui bouge partout, en tout sens et se trouve de plus en plus félicité. Je ne sache pas que les hezbollah ou les Azeris travaillent par satellite à regarder deux puissances comme la Grande-Bretagne et les Etats-Unis : elles ont toujours des otages au Liban et elles n'arrivent même pas à les localiser. Cela, malgré des moyens techniques considérables de recherche de renseignement. C'est pourquoi je compte bien demander un renforcement significatif des moyens de recherche humaine qui constituent l'outil essentiel de la compréhension des transmissions du monde pour les années qui sont devant nous.

— Combien ?
— Nous avons travaillé sur un plan à cinq ans, à compter du budget 1991. Ce sera notre projet d'entreprise jusqu'en 1996, et nous le soumettrons à M. Chevènement et à M. Rocard dans les prochaines semaines. Il indique et s'inscrit dans le plan national de renseignement récemment établi à l'initiative du premier ministre. Il couvre tout : la montée en puissance des moyens techniques, le renforcement personnel (recrutement, de formation). La question est simplement de savoir si la DGSE peut acquiescer rapidement la taille qui lui permettra de continuer de discuter à la table des Grands.

— Je veux diversifier les recrutements. La maison a toujours essen-

tiellement fait appel à l'armée parce que le passage à la DGSE peut faire partie du cursus d'une carrière militaire. Il faut que ce puisse être aussi le cas pour les gens venant d'autres administrations ou du secteur privé. Ce n'est pas évident, mais y réfléchissons. J'ai déjà fait rentrer un certain nombre de policiers. Mais nous avons aussi besoin de mathématiciens, d'informaticiens, d'ingénieurs, de scientifiques, d'économistes. Et de généralistes ! La question, ce n'est pas le choix entre militaires ou civils — ce qui est un faux problème — mais bien l'adéquation de chacun à la tâche, à la responsabilité qui est la sienne.

— Vous faites aussi partir des gens...
— Nous avons simplement fait comprendre qu'il n'y a pas un droit inaliénable à demeurer dans cette maison. Il y a donc des gens dont nous ne prolongeons pas le séjour au service à l'issue de sa durée normale. C'est une novation. Rien à voir cependant avec une « grande lessive » d'il y a quelques années, où il n'y avait pas eu, au total, une vingtaine de départs de cadres supérieurs.

Des services transparents

— Le chiffre des renforts, vous n'avez pas répondu...
— Je suis obligé de réserver la primeur (I) de ce nombre au gouvernement. Plus des deux tiers de ce chiffre servent pour les postes extérieurs. Mais priorité pour ces renforts sont dans un ordre décroissant, l'Europe, le Bassin méditerranéen, l'Asie, l'Afrique et les Amériques.

— Où en sont vos relations avec la maison rivale, la Direction de la surveillance du territoire, la DST ?
— Elles ne se posent pas en termes de rivalité. La fonction de la DST est uniquement défensive, la nôtre est à la fois défensive et offensive. La mission de la DST n'est comparable qu'à la part de notre activité que nous appelons le contre-espionnage. Notre but, c'est que les services soient transparents l'un vis-à-vis de l'autre, et complémentaires. Et c'est ce qui se passe. Bernard Gérard, [directeur de la DST] et moi, nous nous rencontrons toutes les semaines et travaillons main dans la main. La DST fait un énorme travail sur le terrorisme. Elle en règle, notamment, la problématique policière : enquêter sur les attentats, arrêter les comploteurs. Son action essentielle se situe au métroplan. Nous, nous étendons nos « filets » au-delà des mers et ensemble nous tâchons de faire la prévention la plus efficace.

— Vous étiez conseiller de Laurent Fabius à Matignon lors

de l'affaire Greenpeace. Aujourd'hui, votre vision de l'affaire a-t-elle changé ?

— Honnêtement je n'ai pas regardé le dossier Greenpeace de la DGSE depuis que je suis ici. L'histoire, c'est un intrus dans mon commentaire. Cependant, il sera simple et portera sur l'aspect technique de l'affaire : l'opération a été mal menée, il y a eu des fautes graves d'exécution, et c'est pour quoi j'ai réformé les structures opérationnelles de cette maison. L'autre leçon, plus politique — je l'ose quand même, — c'est un enseignement pour la démocratie : c'est qu'une institution comme la DGSE doit toujours se référer à l'intérêt général et ne doit donc pas être prête à payer de sa main exclusive ce qui peut lui paraître constituer le prix de sa sauvegarde. Si, demain, j'ai un problème sur un dossier, et cela peut arriver tous les jours, je ne demanderai qu'une chose : c'est que me soient pas refaites les erreurs d'un assesseur la responsabilité.

— Et si, demain, les armées demandaient à avoir la haute main sur la totalité du renseignement militaire ?
— Vous faites allusion au rapport commandé par le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, et qui vient de lui être remis, je pense.

— Ma réponse est simple : il existe un renseignement proprement militaire et l'organisation de son exploitation est un problème militaire. Je n'ai pas à m'en mêler. Pour ce qui est de son recueil par moyen technique, par la part qu'elle assume, il ne peut être ailleurs qu'à la DGSE. Intégrés dans son dispositif global, les moyens techniques de la DGSE, précisément parce qu'ils sont performants, pourraient peut-être quelques années ici ou là : ils ne pourraient cependant, moi étant à ce poste que m'a confié le président de la République, succomber à une quelconque OPA d'où qu'elle vienne. Je n'ai d'ailleurs aucune inquiétude en ce qui concerne les armées : le rapport état-major-DGSE est sans aucun problème. Et l'un comme l'autre se trouvent sous l'autorité du ministre de la défense.

— Je l'ai dit, la DGSE fournit du renseignement global. Sa mission essentielle est de contribuer, par les éclairages originaux qui sont les siens, à l'information nécessaire aux orientations et aux choix de politique étrangère qui sont ceux du président de la République. Et la mise en œuvre qui assure le gouvernement.

— C'est une ambition digne que d'y parvenir, et moi ne m'a dit que nous ne progressons pas dans cette voie.

Propos recueillis par JACQUES ISNARD et EDWY PLENEL

Un décor inchangé à la « piscine »

N'ont été l'imposant planisphère qui fait face à l'entrée, ce ne serait qu'un banal bureau de PDG d'une PME prospère. Confortable, mais impersonnel. Aucun gadget apparent, des étagères peu garnies où trône la revue Défense nationale, quelques « toiles » abstraites, un premier exotisme dans un coin. Une belle vitrine donne sur la cour qui surplombe ce bureau directeur aux allures de promoteur.

C'est une cour de caserne, tristement ordinaire, comme, pour démentir la fonction des lieux, qui l'est moins. Nous sommes au 141, boulevard Mortier, à Paris (20^e), siège des services secrets français, la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE). Patron de la « piscine », M. Claude Silberzahn a cepen-

dant apporté sa touche personnelle, discrète : deux photos sans mystère, presque incongrues. L'une, d'un paysage de haute montagne, le minuscule alpiniste solitaire, perdu dans la neige, d'est lui. L'autre, d'un morceau de visage féminin — « le cou de ma fille », précise-t-il en riant.

Mais il n'a rien changé au décor, dû à l'un de ses prédécesseurs, le premier à avoir été nommé par la gauche après mai 1981, M. Pierre Marion. D'un civil à l'autre. Entre le règne de M. Marion et celui qui débute se sont succédé trois militaires : Pierre Lacoste, tombé pour cause d'affaire Greenpeace ; René Imbot, l'homme des « verrouillages » ; François Mermet, guère plus que le temps d'une cohabitation. Cinq patrons en huit ans.

La DGSE doit en fait veiller à se situer sur un créneau qui lui est propre. Notre vocation, c'est le renseignement secret, la face cachée des choses. C'est notre véritable spécificité. Notre seul concurrent en ce domaine y est le journalisme d'investigation. Or il se trouve qu'il n'existe pas, ou pratiquement pas, sur l'étranger dans la presse française. Une chance : il nous sommes les seuls.

vir les faits les plus cachés dans les endroits les plus obscurs. Et quand nous les obtenons, nous devons même parfois les donner « bruts de découpage » et même nous recouper lorsque leur caractère opérationnel l'exige !

La DGSE doit sortir de sa culture du renseignement approfondi et certain. Elle doit pouvoir dire : « Cette information est intéressante, ou ne la garantis pas à 100 %, ou la garantis seulement à 50 %, ou pas du tout, mais c'est à mettre au dossier. » Il faut savoir prendre des risques. Ce sont ces faits qui, demain, s'éclairciront sous un nouveau jour, seront démentis peut-être, mais qui, aujourd'hui, peuvent permettre de prendre un parti plutôt qu'un autre, jeter un doute, renforcer une hésitation, s'ajouter à d'autres informations que nos interlocuteurs détiennent par ailleurs. La priorité, c'est le recueil : des gens de terrain, très opérationnels, formés aux techniques de renseignement, voilà ce qu'il faut à la DGSE.

Mais il y a aussi le moyen et le long terme. Et nous devons pour eux avoir aussi des idées vagues et une vision très précise et intelligente des politiques mises en œuvre, de celles qui pourraient l'être, ou même de celles que nous recommandons !

— Comment votre démarche est-elle prise dans les rangs de la DGSE ?
— C'est une maison qui n'est pas facile à pénétrer. Sa mission spécifique implique forcément un cloisonnement intérieur. Ici, la communication interne est un pro-

Trois mille fonctionnaires pour un budget de 757 millions de francs

A la direction générale de la DGSE, M. Claude Silberzahn s'est entouré d'un état-major qui comprend, à la différence d'un passé récent, davantage de hauts fonctionnaires civils que de responsables militaires (le Monde du 6 juillet 1989). Ainsi, il est assisté d'un directeur de la stratégie, M. Jean-Claude Cousseran, diplomate de métier ; d'un directeur du renseignement, M. Michel Lacarrière, policier de formation ; d'un directeur technique, M. Jérôme Ventre, ingénieur général des télécommunications d'origine ; d'un directeur administratif et financier, M. Jean-Claude Treseaux, qui relève du corps préfectoral ; et d'un directeur des opérations, le général de brigade Jean Henrich, qui dispose du service « action », confié, pour tous ses éléments, au colonel Pierre-Jacques Costedoat.

Les effectifs de la DGSE totalisent environ 3 000 personnes, dont 1 900 sont des civils et 1 100 ont un statut militaire.

Officiellement, le budget courant de la DGSE est inscrit au compte des crédits du

ministère de la défense, qui en exerce la tutelle administrative. Pour 1990, ce budget s'élève à 756,8 millions de francs, répartis en 412,8 millions de francs au titre du fonctionnement (rémunérations, charges sociales et dépenses courantes) et 344 millions de francs pour l'équipement (entretien des installations à Paris, en province et à l'étranger ; informatique ; recherche électromagnétique et modernisation des stations d'écoute ; moyens de transmissions).

A ce budget, il convient d'ajouter des ressources extérieures pour tout ce qui concerne les interventions ponctuelles de la DGSE décidées avec l'accord du gouvernement. Dans ce cas, le premier ministre bloque des crédits, au coup par coup, à partir des « fonds spéciaux » dont on lui reconnaît l'usage (contrôlé par une commission) et qui s'élèvent, en 1990, à 420,4 millions de francs. La DGSE n'est pas le seul « client » de ces crédits, même si elle en est le principal destinataire.

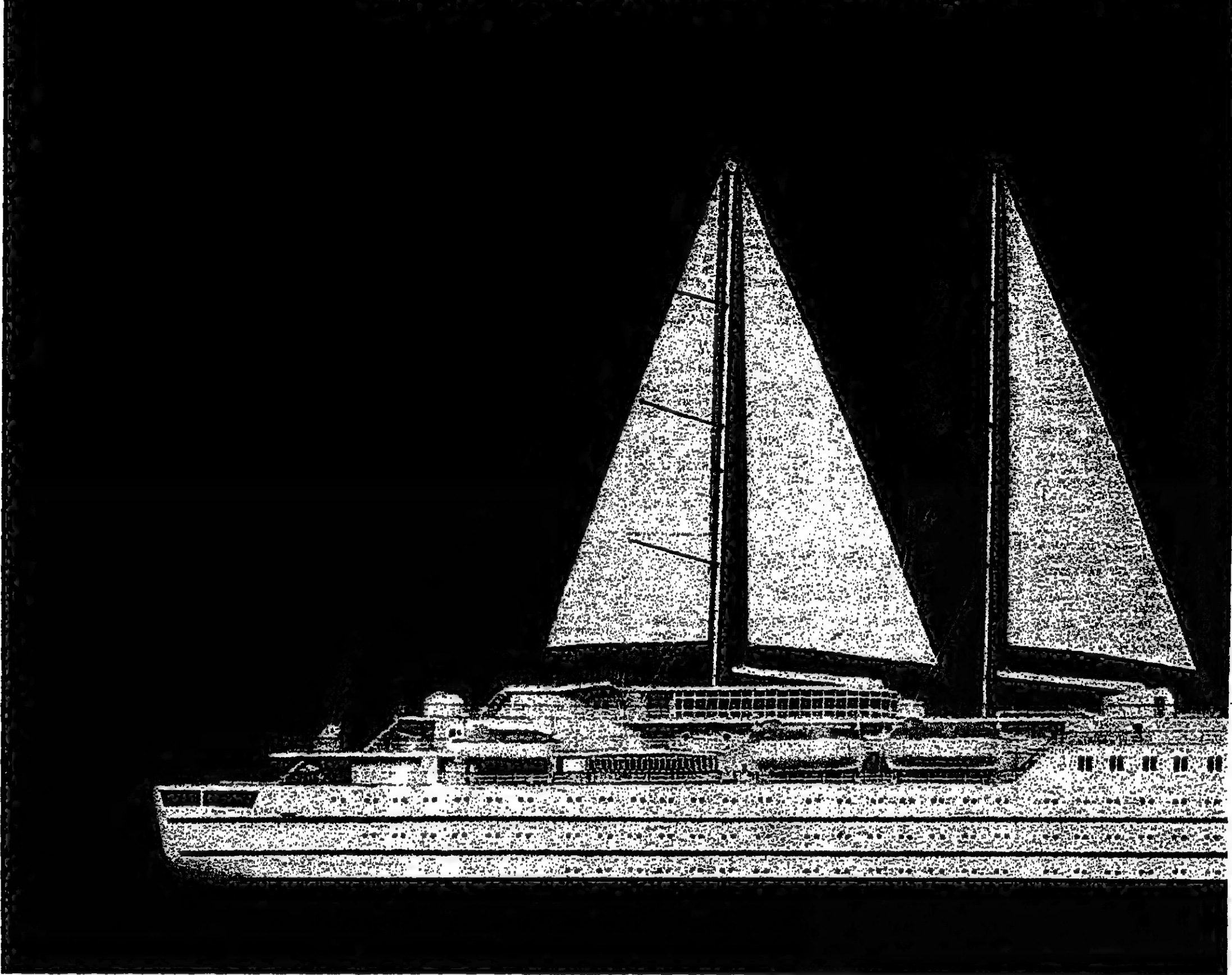
VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Botz, 45-63-12-68
MINTEL 38.15 CODE A3T puis OSP

Vente après liquidation de biens au Palais de Justice de NANTERRE le Jeudi 8 Février 1990 à 14 h, EN UN SEUL LOT
APPARTEMENT à EVRY-SUR-SEINE
(91) Lieudit « Le Parc et Château de Petit-Bourg »
41 à 45 boulevard Decaenville bte. A : au rez-de-ch.
de 5 pièces UN BOX, UN EMPLACEMENT de parking-cave
Dans le bâtiment C-3 C
LIBRE DE LOCATION et OCCUPATION
Mise à Prix : 400 000 F, avec, en sus 86 559,29 F
montant des charges de copropriété arriérées et le règlement des charges courues de 1^{er} janvier 1989 au jour de l'adjudication définitive — 59 373,90 F
montant des frais préjudiciables taxes de première vente (16 mars 1988) et ce, peine de folle enchère — Pour tous renseignements, s'adresser à : M^{re} Marcel WISLÉN, avocat, ancien avoué, 7, avenue de Madrid 92200 Nanterre-sur-Seine
— M^{re} Gustave JOHANZEL, avocat, ancien avoué, associé de la SCP
V. NEVET, 43, avenue Hoche 75008 Paris. Tél. : 47-66-03-40 poste 416 de 10 h à 12 h — M^{re} Didier SEGARD, administrateur judiciaire place de l'Écluse de Ville à Nanterre (92), au greffe des Créances de la T.G.I. de Nanterre où le cahier des charges est déposé. Pour visiter, sur les lieux, le 5 février 1990 de 11 h à 12 h — Sur Minitel 3616 JAVEN.

FLORENT GABORIAU Collection « Avec »
Edith Stein philosophe
165 p. - 120 F
30, rue Madame 75006 Paris

Oubliez tout ce que vous



Club Med One, la croisière réinventée. Les années 90 commencent en beauté. Après le bonheur sur terre, le Club Méditerranée invente le bonheur sur mer. Club Med One, le plus grand paquebot à voile du monde, ressuscite le temps des croisières fabuleuses. En y ajoutant le confort et les services qui conviennent à l'homme d'aujourd'hui : téléphone, télévision, minibars, room service 24 h sur 24 dans les cabines. Et puis au beau milieu des mers chaudes, vous pourrez jouir de tous les plaisirs d'un village du

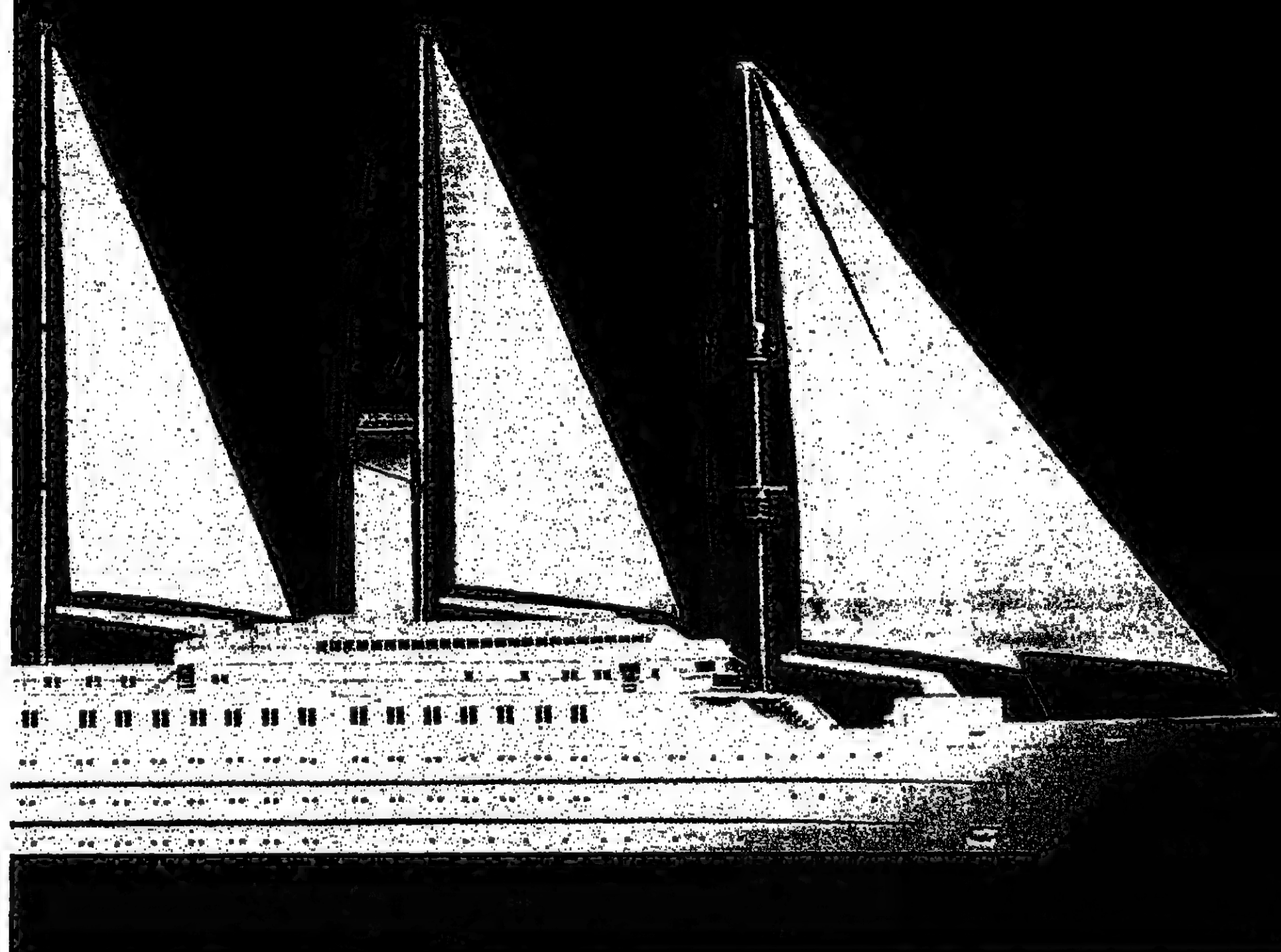


Club Med. Pour garder votre forme à son optimum, deux piscines, deux saunas, une salle de fitness superbement équipée. Pour vivre de superbes escapades, il suffit de demander : nos bateaux annexes vous feront découvrir en quelques minutes la grande plage de sable fin pour vous tout seul, des criques sauvages aux fonds marins captivants ou le marché d'un petit port typique. Vous irez d'îles en îles, de plages de rêve en plages de rêve, ayant à votre disposition voiliers, planches à voile, matériel de plongée libre, skis

sa

SA	Poin
DI	Mou
	Plag
	Exc
LU	Mou
	en vi
	Long
MA	Mou
	Jour
ME	Bate
	Visite
JE	Mou
	St-Th
VE	Mou
	Shop
SA	Retou

savez sur les croisières.



L'Evasion Caraïbes.

Premier départ : le 10 février 1990.
Dernier départ : le 21 avril 1990.

SA	Pointe-à-Pitre (Guadeloupe).
DI	Mouillage à St John's (Antigua). Plage, baignade et sports nautiques. Excursion à English Harbour.
LU	Mouillage en face de Philipsburg (St-Martin). Shopping en ville. Dans l'après-midi, mouillage en face de Long Beach. Sports nautiques.
MA	Mouillage à Virgin Gorda (Iles Vierges). Journée "Robinson Crusoe".
ME	Bateau à quai à San Juan (Porto Rico). Visite de la ville et shopping. Le soir, San Juan by night.
JE	Mouillage en face de Charlotte Amalie sur l'île de St-Thomas (Iles Vierges). Excursions. Sports nautiques.
VE	Mouillage en face de Gustavia (St-Barth). Shopping en ville. Sports nautiques.
SA	Retour à Pointe-à-Pitre.

nautiques. Et vos nuits seront aussi belles que vos jours. Sur Club Med One la fête ne s'arrête jamais : soirées, spectacles, casino, night-club... Mais à chacun sa nuit, à chacun sa fête, certains préféreront une balade au clair de lune le long des 185 mètres de Club Med One. Pour recevoir gratuitement notre brochure Club Med One ou bien réserver votre cabine ou votre suite téléphonez au :

16 (1) 42.96.10.00

Club Med
Le bonheur, si je veux.

PHOTO: MICHELLE GUYARD - L'ESPRESSO 425

CULTURE

CINÉMA

Six personnages en quête d'hauteur

Pour son premier film, « les Légers Quiproquos », Ricky Tognazzi adapte une pièce de théâtre.

Adaptation d'une pièce de Claudio Bigagli, le vague à l'âme d'une poignée de théâtres sympas, Paolo (Sergio Castellitto) attend un rôle. Il attend aussi Francesca (Lina Sastri) dans la maison de celle-ci. Francesca l'a largué et rentre de tournée avec un musicien, un crétin, régisseur du spectacle (Pino Quartullo). Paolo envisage mollement de trouver un nouveau gîte chez Enrico (Nicola Pistoia), un autre comédien au chômage, et converse longuement avec Giuliano (Roberto Citran) qui ne fait que passer.

A ce moment culminant de l'action, se déroule un dîner. Paolo a mitonné des pâtes, semble-t-il délicieuses. Et pour tenter d'aviver la jalousie de Francesca, il a invité Sophie (Nancy Brilli), une aspirante actrice, propriétaire de paires remarquables (seins et boucles d'oreilles). Sophie, blonde et gauffre, est aussi à ses moments perdus la fiancée officielle de Giuliano.

Comme il est d'usage à la scène, lorsque ces six personnages en quête d'hauteur étouffent dans la salle à manger, ils sortent sur la terrasse où ils poursuivent leurs paroles parfois divertissantes, sur la vie, l'amour et l'hypothétique célébrité. La suite est prévisible, vaudevillesque. On va se coucher, on parle. On change de chambre, de lit, de bras, on parle. Et le matin voit le couple initial, Francesca/Paolo, se reformer dans une précaire et toujours bavard sereinité.

Tout ceci est charmant, sans violence, ni vulgarité, aussi dépourvu d'érotisme à la française que de puritanisme à l'américaine, bien joué par une troupe adroite, quelques répliques tout mouche. Mais on s'interroge. Pourquoi le jeune réalisateur, Ricky Tognazzi, a-t-il choisi pour son premier long métrage, de filmer du théâtre en oubliant un détail important : faire du cinéma.

DANIELLE HEYMANN

Eddie Murphy sur tous les fronts

L'ex-flic de Beverly Hill est producteur, réalisateur, scénariste, principal interprète de son dernier film, « Les nuits de Harlem »

Quick avait tout juste sept ans quand, pour la première fois, il a tiré la victime d'un joueur tricolore qui menaçait le patron d'un clandé, Richard Pryor. Lequel devint pour ainsi dire le père adoptif du gamine. C'est presque une histoire vraie puisque Quick adulte, c'est Eddie Murphy, et de cette façon, il rend hommage à celui qui lui a tout appris du métier de comique.

Par la suite, on voit Eddie Murphy, super gamin, associé à Richard Pryor. Le clandé minable est devenu une boîte branchée avec des filles et des jeux — l'histoire se passe en 1936 — et qui marche du tonnerre, si bien que d'affreux gangsters (blancs) veulent s'en emparer. Heureusement Eddie Murphy veille...

Le comique le mieux payé de Hollywood est ici non seulement interprète, mais producteur, scénariste, réalisateur. En fait, comme interprète, il occupe plutôt moins

l'écran que d'habitude, il a écrit quelques scènes pour les autres comédiens. Son film est composé en suite de sketchs, comme une revue de music-hall, chacun ayant au centre un personnage pittoresque. Eddie Murphy fait le lien, continue à tuer avec élégance les méchants qui se trouvent sur son chemin, gangsters, flics pourris, tous blancs donc, ou celles qui trahissent leur couleur en s'associant avec eux.

Eddie Murphy pastiche avec désinvolture les films « black stars » du genre *Shaft* ou *la Partir de Harlem*, avec un zeste de *Cotton Club*, notamment dans les costumes, somptueux. La désinvolture est d'ailleurs la principale qualité de ce film mal fichu mais où on peut rire plus souvent que dans les derniers Murphy, *Golden Child*, *Un prince à New York*.

COLETTE GODARD

Troublant portrait

« Bel-ami », d'Albert Lewin, d'après Maupassant

Littérature et cinéma présente, jusqu'au 6 mars, une centaine de films européens et américains, tirés d'œuvres littéraires. Sélection très éclectique dans laquelle Jean Giono et Marcel Pagnol côtoient Margaret Mitchell (*Au vent se porte le vent*). Victor Hugo et Shakespeare avec plusieurs perles rares, dont le *Bel-ami* d'Albert Lewin, jamais sorti chez nous en salle, et que réédite Action Gitanes.

Sous l'Occupation, une adaptation du roman de Maupassant réalisée et interprétée par le Vainqueur Willi Forst en 1939 (donc après l'annexion de l'Autriche à l'Allemagne hitlérienne) remporte un grand succès. L'ascension sociale, par les femmes, de Georges Duroy, dit « Bel-ami », bellâtre ambitieux, était filmée dans les décors parisiens d'une Belle Époque froissante et décadente à souhait, avec satire du « grand monde » et des politiciens. Le roman d'était pas trahi, les actrices allemandes n'étaient pas des inconnues, et Willi Forst apportait un certain charme. Et Tino Rossi popularisa jusqu'à la rengaine une chanson inspirée de ce film, sur la musique de Theo Mackeben.

Ce *Bel-ami* n'a jamais resservi. On a connu, depuis, celui de Louis Daquin, réalisé en 1954, avec Jean Darnay, une coproduction franco-allemande tournée à Vienne (curieux retour des choses) en double version. Scrupuleusement fidèle à Maupassant, l'adaptation avait pourtant souligné un aspect politique et anticonformiste qui déplut à la censure française. Interdiction, puis sortie autorisée, trois ans plus tard, après de nombreuses coupures. Louis Daquin est mort en 1980, et l'on attend toujours de voir la version intégrale de son *Bel-ami*, reconstruite mais projetée seulement en privé.

De toute façon, la meilleure transposition cinématographique est américaine. *The Private Affairs of Bel-ami*, d'Albert Lewin (1947), avait la réputation d'une œuvre trop hollywoodienne pour le goût français.

Curieuse et exceptionnelle personnalité que celle d'Albert Lewin,

homme cultivé, épris de littérature et de peinture, dandy d'un Hollywood où ses films provoquaient l'effacement par leurs choix esthétiques. Pour incarner à l'écran Georges Duroy, il avait choisi George Sanders, qui, dans son adaptation du *Portrait de Dorian Gray* d'après Oscar Wilde (1945), avait été Lord Henry Wotton, maître en cynisme et en immoralité. De l'exil, George Sanders, dirigé par Lewin, fait un être séduisant et venin, un ambitieux qui se regarde, se juge en accomplissant ses intrigues et ses vilenies, et se met la mort dans l'âme. Cette version est infidèle au roman de Maupassant, particulièrement à la fin, mais d'une façon splendide : en transformant, en stylisant par l'esthétique du noir et blanc (et l'unique flamboyance en couleurs d'une toile de Max Ernst, *La Tentation de saint Antoine*) l'héritage du naturalisme français.

Des maîtres révisés

Ce qu'Albert Lewin apporte en plus — et non en moins, dans les libertés prises par le scénario — à Maupassant, c'est la psychologie des profondeurs de cet homme couvert par Baudelaire (dans le *Portrait de Dorian Gray*, George Sanders lisait les *Fleurs du mal*) et par Oscar Wilde. C'est d'eux, on disait. Qui, et ailleurs, fascinant, troublant portrait d'un Georges Duroy qui touche au mythe comme Dorian Gray, et comme la *Pandora* que tourne Albert Lewin en 1951. Les grands cinéastes transforment les œuvres littéraires en univers rêvés, et le débat sur l'adaptation « de qualité » est aujourd'hui caduc. Quand John Dos Passos adaptait, pour Josef von Sternberg, *la Femme et le Pantin*, roman de Pierre Louys, petit maître de l'érotisme, cela donnait un rêve fabuleux avec Mariens Dietrich. Il est au programme.

JACQUES SICLIER

► Action Five gauche (43-29-44-40), Moe Mahon (43-29-73-89), Action Christine (43-29-11-30).

Christine Boisson, magicienne

Le premier long métrage de Frank Landron
« Un amour de trop », est un hymne à la femme

Au début du film, Sandra est morte. On la voit, enveloppée dans une housse de plastique, sur une table d'insinuat médico-légal. On sait donc que son histoire finira mal. Comment ? Pourquoi ? Sandra surgit, bien vivante, de la mer, en costume de bain. Radiance, épaissie, comme liée à l'élément liquide, saisie par la caméra dans des instantanés qui ressemblent à des carasses. Sandra et l'eau. Un thème qui reviendra.

Sandra est institutrice. Elle mène une vie à la fois banale et compliquée. Deux hommes l'aiment : Pierre, un diplomate un peu coincé, mais qui représente la sécurité bourgeoise ; Blaise, un photographe à peau noire, un bel-ami musclé, qui représente l'aventure. Sandra saisit les instants qui lui donnent du bonheur avec l'un comme avec l'autre, au gré de sa fantaisie. En fait, elle est en train de quitter Pierre, ce qui ne veut pas dire qu'elle a l'intention de se fixer. Certes, il y a, dans cette histoire, un « amour de trop », mais lequel ?

Le premier long métrage de Frank Landron, qualifié par son auteur de « thriller sentimental », est un hymne à une comédienne et à la femme — inassaisable. Il n'y a pas ici de psychologie, mais des

comportements émis jusqu'à un mystère par une mise en scène impressionniste. Sandra, c'est Christine Boisson, grand front, cheveux fous, yeux couleur d'aigues, corps à faire rêver — et on rêve. Depuis une dizaine d'années, Christine Boisson semble traverser le cinéma français en sous-sol et marque tous ses rôles du sceau de la magie. Dans *la Maison de Jeanne* de Magali Clément, elle renversait les codes d'un univers prosaïque. Chez Frank Landron, elle va, elle vient, comme pour le plaisir d'être filmée sans pour autant se définir.

Sandra parle un langage d'aujourd'hui, mais agit comme si elle appartenait à un autre univers. C'est en révélant certains aspects de la vie familiale de Pierre que Frank Landron nous les derniers nœuds de son « thriller ». Un amour paternel soigneusement pendant des années éclate dans la nuit. L'avant-dernière séquence, avec les mots qui, enfin, jaillissent, est extraordinaire. En jouant Sandra, Christine Boisson n'appartient ni à la terre ni aux hommes. Elle reste un superbe mystère. Et avec quel talent...

J. S.

La capitale des images a deux ans

150 000 spectateurs, 3 000 films disponibles : la Vidéothèque de Paris affiche un palmarès rayonnant.

Installée au centre du Forum des Halles, depuis 1988, la Vidéothèque de Paris collectionne les images consacrées à la capitale et à ses héros. On y regarde la télévision comme on feuilletait un livre, en consultation individuelle, ou sous forme de projections, de débats autour d'un thème : la tour Eiffel, Montparnasse 1919-1989, du Louvre aux Tuileries, Paris la nuit, l'Afrique à Paris.

Deux ans après sa création, cette institution, unique au monde, a attiré 40 000 spectateurs en 1988, trois fois plus qu'en 1985, a programmé 500 heures supplémentaires en vingt-quatre mois et le fonds ne cesse de s'agrandir. Il est à ce jour de 3 000 heures.

La saison 1990 sera ainsi plus riche en événements à annoncer : Véronique Cayla, directrice de la Vidéothèque, les « Week-ends », une nouveauté, évoqueront un thème d'actualité. Susanne Lenglen et les blazers chics des champions de tennis d'antan à la veille des Internationaux de France de Roland-Garros (du 25 au 27 mai) ; Jean-Paul Sartre, à l'occasion du dixième anniversaire de sa mort (du 22 au 24 juin) et des concerts de jazz, pour fêter le Festival de Paris (du 2 au 4 novembre).

Le fonds des images d'actualités s'étoffe (185 heures en 1989). Après les reportages de la Gaumont, ou des studios Eclair, les documentaristes viennent de mettre la main sur deux heures d'images allemandes tournées pendant l'Occupation. Cinquante heures de films américains récemment découverts à la bibliothèque du Congrès de Washington devraient venir compléter ce trésor et permettront de comparer les différentes « couvertures » d'un même événement : la Libération de Paris. Les Parisiens ont été appelés à fouiller dans leurs greniers pour retrouver des souvenirs de famille sur pellicule. Le succès de l'opération a donné jour à une série de douze émissions de vingt-six minutes coproduites par la SEPT.

JARDIN D'HIVER
42 62 59 49
M
THEATRE OUVERT
MUSIC
HAL
de Jean-Luc Lagarce
avec
Hélène Surgère
Olivier Achard
François Berreux

Les nominations pour les césars 90

Avec onze nominations chacun, la vie et rien d'autre, de Bertrand Tavernier, et Trop belle pour toi, de Bertrand Blier partent favoris pour les césars 90, qui seront décernés le 4 mars. Carole Bouquet et Josiane Balasko, les deux comédiennes de Trop belle pour toi, se disputent le César de la meilleure actrice avec Sabine Azema, l'héroïne de la Vie et rien d'autre. Gérard Depardieu et Philippe Noiret concourent pour le César du meilleur comédien.

Établi par l'Académie des arts et techniques du cinéma, ce palmarès cite également huit fois Monsieur Hire (meilleur réalisateur, Michel Lacombe) ; Sandrine Bonnaire et Michel Blanc, meilleurs interprètes, etc.), sept fois Un monde sans pitié, d'Eric Rochant (meilleur film de l'année, meilleure première œuvre, Hypolyte Girardot, meilleur interprète, Milla Joly-Ferrier, meilleur jeune espoir féminin, etc.). Nocturne indien, d'Aleixandre Cornu, obtient cinq nominations dont celles du meilleur film, du meilleur réalisateur ou du meilleur acteur, Jean-Hughes Anglade. Cinéma Paradiso, les Liaisons dangereuses, Rain Man, le Temps des girènes, et Sex, mensonges et vidéo sont désignés pour le César du meilleur film étranger.

TH. ANTOINE LOC. 42.03.77.71
NÉCESSAIRE ET D'AVANCE PRÉSENTATION
IRREVOCABLEMENT DÉFINITIVES LE
4 FÉVRIER À 15 H 30 ET 18 H 30
TRIOMPHE !
Le Bal de N'DINGA
TCHICAYA U TAM SI
GABRIEL GARRAN

DIAGONALES

Ma chère Tantine, Ta lettre m'acable. Le docteur Marelier est criminel de l'avoir remise aux tranquillisants. Ses poisons ont déjà volé à Bonne-Maman la fin de sa vie. Vaux-tu vieillir comme elle, le fauts-tu tourné vers la fenêtre, les mains agrippées aux genoux, des rugues gris pleins les yeux ?

Je refuse de croire que tu as rechuté dans la dépression après avoir vu le film de Louis Malle, *Milou en mai* (1). C'est trop gros. Tes crises précédentes, rappelle-toi, d'elles en sortant du *Journal d'une femme de chambre*, du *Charme discret de la bourgeoisie*, de Bunuel, et du *Long Fleuve tranquille*, de Chéreau. Je ne joue pas au « psy » sauvage, mais enfin, quelles coïncidences ! Tu serais allergique à toute plaisanterie sur les familles dans notre genre, que ça ne m'étonnerait pas. Si c'est par crainte que ce comique ne nous dégoûte, alors là, ma chère Tantine, arrête tout de suite le *Transxène* ; et écoute-moi.

D'abord, il est faux que j'aie raconté « nos petites histoires », comme tu dis, à « ce charbon de Louis Malle ». Je le connais à peine, moins que toi qui dis avoir pris le thé avec sa mère, avant guerre, chez les Fabre-Lucos. J'ai dû déjouer une fois avec lui et lui enlever une maîtresse, ou l'inverse, cela ne suffit pas pour trahir des secrets de famille qui, c'est leur force, se ressemblent tous.

Malle ne pense pas à... mal, si tu m'autorises un de ces calembours qui, de nos jours, tiennent lieu de pensée. Tous ses films tournent à la justification attendrie des riches et à la confusion des pauvres, sauf si ces derniers s'engagent à droite. A priori, j'aurais moins confiance dans son scénariste Jean-Claude Carrière, qui a la plupart des sacrilèges de Bunuel sur la conscience. C'est un fils de pauvre, lui, un bourgeois. On ne se méfie jamais assez de ces gens-là, qui crachent dans la soupe avant de la boire !

QUE tu aies cru reconnaître « nos » histoires prouve assez qu'ils ont tapé juste. On tombe toujours pile quand on montre les grands principes réduits à rien par le moindre grain de sable : partage de petites cuillères ou envie de baiser la nièce. Labiche et Feydeau, qu'ont-ils fait d'autre, après Molière et Beaumarchais ? Et Octave Mirbeau, tu souviens-tu de Mirbeau ? L'écart entre nos vraies instincts, notre folie de successions pourries et d'incestes sur-nos, quelle mine dans fond pour le théâtre comique, qui vit, c'est connu, d'hypocrisie !

Le roman, aussi, s'en repait. Comme les écrivains se recrutent essentiellement dans nos milieux, et qu'ils commencent tous par

Un cas d'éternité sociale

raconter leurs bobos d'enfant, le huis clos tragique de la bourgeoisie petite ou grande figure le sujet quasi unique de la littérature française depuis cent cinquante ans. Ton cher Mauriac, qu'a-t-il fait sinon farfouiller sous la respectabilité de la tribu, sinon soulever les troncs de pines pour voir grouiller les vers dans l'herbe, couchée comme des chevreux de garde-forestier sous la casquette ?

J'y pense : ils ne sont pas un peu du Sud-Ouest, les Malle, au moins d'adoption ? Carrière, en tout cas, sûr : il a la facotte, et l'accent. Le château de Milou en mai sent le Gers, et la cave fleurit bon le bordeaux qu'on garde pour soi. Il existe une tradition de méchanceté antibourgeoise entre Gironde et Lot, je suis prêt à le démontrer. Vois Anouilh, ton autre idole, dont tu ne manques pas une comédie. Tu ne te mettais pas au lit en sortant, tu répétais même : « Comme c'est bien vu ! », et pourtant ce fils des Charentes signa d'être né du mauvais côté n'a cessé de nous traîner dans la boue. Que dis-je : dans la boue ! Dans les pots de chambre, pour lesquels il nourrissait une vraie tendresse. Seuls les personnages d'enfants trouvaient grâce, au moment fragile et délectable où l'innocence se perd, l'œil aux serrures. Nos malins de *Milou en mai* ont retenu la leçon. Dans leur film, aussi, les gamines préservent notre avenir sous leur culotte Petit Bateau.

M. A Tante chérie, dis-toi une bonne fois que les satires de notre duplicité, loin de nous affaiblir, ont constamment renforcé notre règne et nos manières. Plus les artistes nous gourmangent, plus les petites gens nous envient. Voilà un siècle et demi qu'on daube sur nos tennues, nos mœurs, notre risible contentement, notre chienne cachée, notre rage du tric sous nos grands airs ; et l'office n'a jamais tant cherché à imiter le salon. Les ouvriers jouent à nos jeux, tennis, ski, golf ; ils se baignent dans nos mers chaudes ; ils prénomment leurs enfants à smocks Charles-Edouard ou Marie-Cynthia. Au point que le vrai problème qui se pose à nous,

BERTRAND POIROT-DELPECH

de l'Académie française

interroge des neveux et nièces, demande aux Bernard-Hugues, aux Jacques-Édouard, c'est de trouver comment nous distinguer encore de la middle qui nous rattrape, comment prendre nos distances, merde quoi !

Par surcroît de débâcle plus effaçable ? Les seigneurs y ont régulièrement songé quand ils se croyaient menacés. C'est tant, en soi et pour narguer, pour larguer nos irritations d'extraction modeste qui, c'est notre chance, restent longtemps imprégnés d'effacement depuis nos premiers trépassés. Elle se porte comme un charme. Elle est le charme même. Aucune classe n'a inventé de plus suave modèle que la sienne, sous les ridicules et les vilenies. Les civilisations passent, la bourgeoisie reste, increvable. Tu veux que je te dise ? Je commence à me demander sérieusement si, pour la première fois dans l'histoire, nous ne serions pas devant un cas d'éternité sociale !

J'en veux pour preuve les traquenets de l'Est européen. Tu te dis épuisée ; tu as tort. C'est encore notre gloire qui éclate, d'une certaine façon. Des peuples entiers, encouragés par leurs chefs, tournent le dos au paradis infernal de la classe unique pour se jeter tête baissée dans la démocratie bourgeoise, hier vomie, et dans « Dallas », qui n'a que le tort de nous avoir ravi la palme du nouet de vipères familial comme piège à identification et gage de survie idéologique.

Hormis les Chinois, les Coréens du Nord, les Cubains et les Albanais, que les satellites ne marqueront pas de convertir bientôt à la bonne parole, toute l'humanité rêve désormais de se dispenser l'argentisme dans un manoir ombreux du Gers !

Arrête donc le *Transxène*, ma Tantine adorée. Fouille plutôt derrière le secrétaire à cylindre de la véranda. C'est rempli de lettres de l'oncle Paul, dégoûtantes à revir.

(1) Le texte du scénario de *Milou en mai* paraît chez Gallimard, 188 p., 70 F.

CULTURE

THEATRE

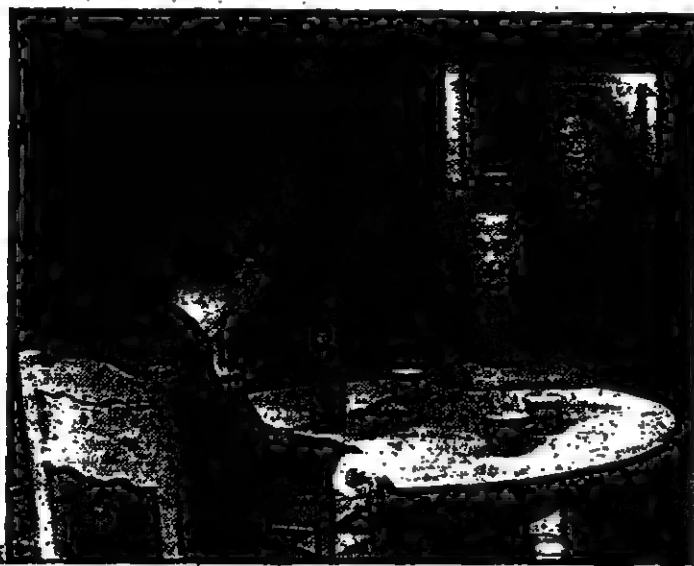
Les poètes du bout du monde

Avec « le Baladin du monde occidental », chef-d'œuvre de Synge, Jacques Nichet se hisse au rang des « grands » de la scène

Voilà un spectacle qui met du brio au com. De l'autour aux acteurs, du traducteur au metteur en scène, du décorateur à l'éclairagiste, aucune faiblesse à aucun poste : du talent, du talent, encore du talent. C'est effrayant ! Du calme. Commencer par le comment : le texte de Synge et la traduction nouvelle de Jean-Michel Déprats.

Le théâtre de Synge, comme plusieurs de ses livres, est l'œuvre patiente d'un homme qui a quitté son pays natal, l'Irlande, et tout tenté pour se réconcilier avec lui, en rédigeant par exemple son *Voyage aux îles d'Aran* (1900) et ses pièces de théâtre, dont le *Baladin du monde occidental* (commencé en 1906 et créé un an plus tard) est incontestablement le chef-d'œuvre.

La pièce est écrite en irlandais, comme le parlent les contemporains de Synge au tournant de ce siècle, mélange d'anglais et de gaélique, embelli par l'autour, familier du poète Yeats qu'il avait rencontré à Paris en 1898. On imagine la difficulté à laquelle est confronté le traducteur. Jean-Michel Déprats nous donne un texte à la saveur intacte, au rythme impeccable. Il n'a pas osé — et il a eu raison, car le *Baladin* appartient dans cette formulation au patrimoine théâtral français — à sa très forte envie de



Claude Duprat, André Brant et Mathé Nahy.

changer le titre français de l'œuvre. Il aurait voulu traduire *The Playboy of the Western World* par « l'Éclaireur des terres de l'Ouest ». Christy, le jeune personnage du rôle-titre, est en effet tout autre chose qu'un poète errant au

charme dénotant : un poète au charme fou, un menteur délinquant, un joueur, qui joue sur les âmes et qui joue sur les mots.

Ces mots sont ceux d'hommes et de femmes du bout du monde, qui ont pour seul port d'attache une ancre, entre tourbillons et bord de mer, au cœur d'une terre ingrate. Là-bas, il y a l'ambiguïté, sympathique (Michael James, Jacques Echandi), et sa fille, courageuse, active (Peggy, André Brant), une voisine plutôt joyeuse (la veuve Quin, Mathé Nahy) et trois jeunes filles enervées, envies de solitude (Chantal Joblon, Nathalie Duverne, Nathalie Decroix).

Il y a encore deux vieux fermiers plutôt simples (Philippe du Janard et Robert Lucibello) et un jeune homme très sain, très saint (Shawn, Guillaume de Tonquédec). Entre moutons, bêtes et racontars, rien n'aurait valu qu'on s'y intéressât si, une nuit, Christy, un jeune homme venu de loin par la route, perrichet et fier de l'étranger (Christy, Claude Duprat), ne s'était introduit, boudant rejoint par un père malade (Alain Mac), dans ce cercle des poètes dispersés.

Et là, c'est tout le théâtre qui débouche dans la pièce et sur la scène. Le théâtre d'hier, celui de Shakespeare surtout, admirablement cité par l'autour, tant la figure du jeune homme, dans ses accès de fièvre et d'abattement, de don de soi puis de repli anxieux, d'indépendance et de solitude, en fait le frère d'Hamlet. Jacques Nichet l'a bien senti et rend à sa façon hommage au grand Will en plaçant l'action au bord d'un gouffre noir qui rappelle clairement le scène des fossoyeurs — le décor d'Alain Chabon, d'une rectitude inquiétante quand on le découvre au premier acte, s'enrichit bientôt d'une des plus belles machines de théâtre que l'on ait vues depuis longtemps, d'autant qu'il est baigné des belles lumières de Marie Nicolas.

L'œuvre de Synge est aussi l'occasion de vérifier un axiome : les chefs-d'œuvre sont toujours d'une actualité à faire peur. Le *Baladin* en est une preuve supplémentaire, avec son cortège de solitudes infernales, variations sur un thème central : l'exclusion. Elle se double ici du décalage, celui du héros et celui de l'autour.

Il ne faudrait pas croire pour autant que la pièce, et la mise en scène que l'on nous en propose, sont sombres et mortifères. L'élégance du poète — et celle de Jacques Nichet, l'homme qui la sert aujourd'hui — est de nous dire les choses les plus graves avec humour. Le directeur du centre dramatique de Montpellier a délibérément choisi le rythme de la comédie : des gags surgissent que l'on n'attend pas, autour d'une

MUSIQUES

Dylan le magnifique

Le plus beau des concerts jamais donné à Paris par l'auteur de « Like a Rolling Stone »

Bob Dylan ne fait heureusement pas partie de ces vétérans qui encombreront aujourd'hui le boulevard du rock. En permanence sur la route depuis le *Rolling Thunder Revue* en 1974, il s'est comporté, selon l'expression du chanteur Kris Kristofferson, comme « un peintre surréaliste qui n'agit à aucun moment de la même manière. Chaque chose, il la fait une fois et une fois seulement ». Dylan ne cesse en effet de modifier radicalement son style, et se donne complètement à la musique jusqu'à y perdre parfois son identité.

Dylan, visionnaire écorché, figure éminemment qui a modelé la musique populaire anglo-américaine, solitaire de près de quarante ans, continue son chemin. Depuis un an et demi, il tournait aux États-Unis avec une formation réduite (basse, guitare, batterie). C'est avec ce groupe de trois musiciens que le chanteur se produit actuellement au Rex.

Dans une salle aux dimensions humaines — ce qui ne se rencontre pas tous les jours dans un spectacle de rockstar — la force du concert (éclairé comme dans un studio de cinéma) est à la mesure de son dépouillement. Accompagné par des musiciens qui le poussent et l'improvisent, Bob Dylan joue un rock pur avec une énergie, une rigueur et une élégance extrêmes. Débarassé du synthétiseur, Dylan accorde, pour la première fois post-

être de son aventure, une place conséquente aux chœurs et aux dialogues entre guitaristes.

Rien apparemment ne l'empêche plus aujourd'hui comme d'interpréter, juste chanter et gratter sa guitare sans arrière-pensée. En deux heures de concert, aucun titre n'est expédié, bécoté. Tout est offert comme s'il y avait chez Dylan une redécouverte de ses propres chansons. Comme si la musique renouait constamment avec la vie dans un mouvement sans fin. La voix reste aussi flexible, chaude et rocailleuse, atténue les phrases, mise sur l'espèce et la sienne.

Comme toujours, Bob Dylan ne fait aucune concession au public, bien qu'il présente il « bouge » et danse presque sur certains titres. Il limite ses échanges à quelques « thank you » et ne présente pas ses chansons. Celles-ci apparaissent aussi bien à son troisième album (*Oh Mercy*) qu'aux années soixante, quand il était le poète d'Amérique nouvelle. Mais ces dernières chansons, parfois nous avons du mal à les reconnaître du premier coup : Dylan les a habillées de neuf. C'est le cas de *Like a Rolling Stone*, *M. Tambourine Man*, *All along the Watchtower* et *Love Minus Zero* ou *Limbo*, l'une de ses plus belles chansons d'amour.

CLAUDE FLEOUTER
Rex, jusqu'au 1^{er} février, 20 h 30, Tél. : 42-36-83-83

Une Boisson, magicienne

Le long métrage de Frank Landron sur de trop, est un hymne à la femme

Une Boisson, magicienne, est un long métrage de Frank Landron sur de trop, est un hymne à la femme. Sandra est une jeune femme qui vit dans un monde où elle se sent seule. Elle est une femme qui aime la vie, qui aime la musique, qui aime la danse. Elle est une femme qui aime la vie, qui aime la musique, qui aime la danse. Elle est une femme qui aime la vie, qui aime la musique, qui aime la danse.

Sandra parle un langage d'aujourd'hui, mais agit comme une femme d'hier. C'est en révélant certains aspects de la vie féminine que Frank Landron nous les donne à voir. C'est un film qui nous fait découvrir une femme qui aime la vie, qui aime la musique, qui aime la danse. C'est un film qui nous fait découvrir une femme qui aime la vie, qui aime la musique, qui aime la danse.

Le long métrage de Frank Landron sur de trop, est un hymne à la femme. Sandra est une jeune femme qui vit dans un monde où elle se sent seule. Elle est une femme qui aime la vie, qui aime la musique, qui aime la danse. Elle est une femme qui aime la vie, qui aime la musique, qui aime la danse.

Le long métrage de Frank Landron sur de trop, est un hymne à la femme. Sandra est une jeune femme qui vit dans un monde où elle se sent seule. Elle est une femme qui aime la vie, qui aime la musique, qui aime la danse. Elle est une femme qui aime la vie, qui aime la musique, qui aime la danse.

Le long métrage de Frank Landron sur de trop, est un hymne à la femme. Sandra est une jeune femme qui vit dans un monde où elle se sent seule. Elle est une femme qui aime la vie, qui aime la musique, qui aime la danse. Elle est une femme qui aime la vie, qui aime la musique, qui aime la danse.

Le long métrage de Frank Landron sur de trop, est un hymne à la femme. Sandra est une jeune femme qui vit dans un monde où elle se sent seule. Elle est une femme qui aime la vie, qui aime la musique, qui aime la danse. Elle est une femme qui aime la vie, qui aime la musique, qui aime la danse.

Le long métrage de Frank Landron sur de trop, est un hymne à la femme. Sandra est une jeune femme qui vit dans un monde où elle se sent seule. Elle est une femme qui aime la vie, qui aime la musique, qui aime la danse. Elle est une femme qui aime la vie, qui aime la musique, qui aime la danse.

Le long métrage de Frank Landron sur de trop, est un hymne à la femme. Sandra est une jeune femme qui vit dans un monde où elle se sent seule. Elle est une femme qui aime la vie, qui aime la musique, qui aime la danse. Elle est une femme qui aime la vie, qui aime la musique, qui aime la danse.

Le long métrage de Frank Landron sur de trop, est un hymne à la femme. Sandra est une jeune femme qui vit dans un monde où elle se sent seule. Elle est une femme qui aime la vie, qui aime la musique, qui aime la danse. Elle est une femme qui aime la vie, qui aime la musique, qui aime la danse.

Le long métrage de Frank Landron sur de trop, est un hymne à la femme. Sandra est une jeune femme qui vit dans un monde où elle se sent seule. Elle est une femme qui aime la vie, qui aime la musique, qui aime la danse. Elle est une femme qui aime la vie, qui aime la musique, qui aime la danse.

Le long métrage de Frank Landron sur de trop, est un hymne à la femme. Sandra est une jeune femme qui vit dans un monde où elle se sent seule. Elle est une femme qui aime la vie, qui aime la musique, qui aime la danse. Elle est une femme qui aime la vie, qui aime la musique, qui aime la danse.

Le long métrage de Frank Landron sur de trop, est un hymne à la femme. Sandra est une jeune femme qui vit dans un monde où elle se sent seule. Elle est une femme qui aime la vie, qui aime la musique, qui aime la danse. Elle est une femme qui aime la vie, qui aime la musique, qui aime la danse.

Le long métrage de Frank Landron sur de trop, est un hymne à la femme. Sandra est une jeune femme qui vit dans un monde où elle se sent seule. Elle est une femme qui aime la vie, qui aime la musique, qui aime la danse. Elle est une femme qui aime la vie, qui aime la musique, qui aime la danse.

Le long métrage de Frank Landron sur de trop, est un hymne à la femme. Sandra est une jeune femme qui vit dans un monde où elle se sent seule. Elle est une femme qui aime la vie, qui aime la musique, qui aime la danse. Elle est une femme qui aime la vie, qui aime la musique, qui aime la danse.

Le long métrage de Frank Landron sur de trop, est un hymne à la femme. Sandra est une jeune femme qui vit dans un monde où elle se sent seule. Elle est une femme qui aime la vie, qui aime la musique, qui aime la danse. Elle est une femme qui aime la vie, qui aime la musique, qui aime la danse.

Le long métrage de Frank Landron sur de trop, est un hymne à la femme. Sandra est une jeune femme qui vit dans un monde où elle se sent seule. Elle est une femme qui aime la vie, qui aime la musique, qui aime la danse. Elle est une femme qui aime la vie, qui aime la musique, qui aime la danse.

Le long métrage de Frank Landron sur de trop, est un hymne à la femme. Sandra est une jeune femme qui vit dans un monde où elle se sent seule. Elle est une femme qui aime la vie, qui aime la musique, qui aime la danse. Elle est une femme qui aime la vie, qui aime la musique, qui aime la danse.

Le long métrage de Frank Landron sur de trop, est un hymne à la femme. Sandra est une jeune femme qui vit dans un monde où elle se sent seule. Elle est une femme qui aime la vie, qui aime la musique, qui aime la danse. Elle est une femme qui aime la vie, qui aime la musique, qui aime la danse.

Le long métrage de Frank Landron sur de trop, est un hymne à la femme. Sandra est une jeune femme qui vit dans un monde où elle se sent seule. Elle est une femme qui aime la vie, qui aime la musique, qui aime la danse. Elle est une femme qui aime la vie, qui aime la musique, qui aime la danse.

Le long métrage de Frank Landron sur de trop, est un hymne à la femme. Sandra est une jeune femme qui vit dans un monde où elle se sent seule. Elle est une femme qui aime la vie, qui aime la musique, qui aime la danse. Elle est une femme qui aime la vie, qui aime la musique, qui aime la danse.

Le long métrage de Frank Landron sur de trop, est un hymne à la femme. Sandra est une jeune femme qui vit dans un monde où elle se sent seule. Elle est une femme qui aime la vie, qui aime la musique, qui aime la danse. Elle est une femme qui aime la vie, qui aime la musique, qui aime la danse.

Le long métrage de Frank Landron sur de trop, est un hymne à la femme. Sandra est une jeune femme qui vit dans un monde où elle se sent seule. Elle est une femme qui aime la vie, qui aime la musique, qui aime la danse. Elle est une femme qui aime la vie, qui aime la musique, qui aime la danse.

Le long métrage de Frank Landron sur de trop, est un hymne à la femme. Sandra est une jeune femme qui vit dans un monde où elle se sent seule. Elle est une femme qui aime la vie, qui aime la musique, qui aime la danse. Elle est une femme qui aime la vie, qui aime la musique, qui aime la danse.

Le long métrage de Frank Landron sur de trop, est un hymne à la femme. Sandra est une jeune femme qui vit dans un monde où elle se sent seule. Elle est une femme qui aime la vie, qui aime la musique, qui aime la danse. Elle est une femme qui aime la vie, qui aime la musique, qui aime la danse.

Le long métrage de Frank Landron sur de trop, est un hymne à la femme. Sandra est une jeune femme qui vit dans un monde où elle se sent seule. Elle est une femme qui aime la vie, qui aime la musique, qui aime la danse. Elle est une femme qui aime la vie, qui aime la musique, qui aime la danse.

Le long métrage de Frank Landron sur de trop, est un hymne à la femme. Sandra est une jeune femme qui vit dans un monde où elle se sent seule. Elle est une femme qui aime la vie, qui aime la musique, qui aime la danse. Elle est une femme qui aime la vie, qui aime la musique, qui aime la danse.

Le long métrage de Frank Landron sur de trop, est un hymne à la femme. Sandra est une jeune femme qui vit dans un monde où elle se sent seule. Elle est une femme qui aime la vie, qui aime la musique, qui aime la danse. Elle est une femme qui aime la vie, qui aime la musique, qui aime la danse.

Le long métrage de Frank Landron sur de trop, est un hymne à la femme. Sandra est une jeune femme qui vit dans un monde où elle se sent seule. Elle est une femme qui aime la vie, qui aime la musique, qui aime la danse. Elle est une femme qui aime la vie, qui aime la musique, qui aime la danse.

Le long métrage de Frank Landron sur de trop, est un hymne à la femme. Sandra est une jeune femme qui vit dans un monde où elle se sent seule. Elle est une femme qui aime la vie, qui aime la musique, qui aime la danse. Elle est une femme qui aime la vie, qui aime la musique, qui aime la danse.

Le long métrage de Frank Landron sur de trop, est un hymne à la femme. Sandra est une jeune femme qui vit dans un monde où elle se sent seule. Elle est une femme qui aime la vie, qui aime la musique, qui aime la danse. Elle est une femme qui aime la vie, qui aime la musique, qui aime la danse.

Le long métrage de Frank Landron sur de trop, est un hymne à la femme. Sandra est une jeune femme qui vit dans un monde où elle se sent seule. Elle est une femme qui aime la vie, qui aime la musique, qui aime la danse. Elle est une femme qui aime la vie, qui aime la musique, qui aime la danse.

Le long métrage de Frank Landron sur de trop, est un hymne à la femme. Sandra est une jeune femme qui vit dans un monde où elle se sent seule. Elle est une femme qui aime la vie, qui aime la musique, qui aime la danse. Elle est une femme qui aime la vie, qui aime la musique, qui aime la danse.

Haute surveillance

La religion et l'homosexualité :

« les Feluettes ou la Répétition d'un drame romantique » du Québécois Michel-Marc Bouchard

Les Feluettes vient de fluer : au Québec, on nomme ainsi les garçons fins, fragiles, sensibiles. La pièce de Michel-Marc Bouchard, *les Feluettes ou la Répétition d'un drame romantique*, arrive à Paris précédée d'une réputation flatteuse. La mise en scène est d'André Brasseur, le directeur artistique du Théâtre français au Centre national des arts d'Ottawa, le complice de toujours de Michel Tremblay, dont il a monté toutes les pièces. Avec ses bêtises sombres qui échoient tout à la fois la bombe et le canon, le Théâtre du Ranelagh, à Paris, est un autre cadre rêvé pour les Feluettes.

Dans le Québec puritain du début du siècle, l'histoire de deux adolescents, Simon et Valier, tombés amoureux sous l'un de l'autre en répétant, sous la direction d'un jeune prêtre au mysticisme ambigu, le *Martyre de saint*

Sébastien, de D'Annunzio. Bile, un collègue jaloux, secrètement épris de Simon, dénonce les adolescents, qui décident de mourir ensemble dans un incendie. Simon se réveille à l'hôpital, il fera de la prison. Valier est mort.

Quarante ans plus tard, Simon, libéré, revient à la maison, devenu évêque, à une étrange représentation. Une bande d'adolescents, ses compagnons de détention, rejouent son histoire. Quelques minutes lui manquent pour reconstruire le puzzle de son destin. Ces minutes, seul Bile, le fils de Valier, en décode la clé.

Théâtre dans le théâtre, religion et interdits, hypocrisie sociale : on pense à Gide, bien sûr, mais la structure de la pièce de Michel-Marc Bouchard, sa langue assise sont très classiques. Les plus beaux personnages sont secondaires : la mère de Valier, qui préfère mourir des mains de son fils plutôt que de passer de vivre à son père, Lydie-Anne, une riche Française très snob qui a dirigé le mariage en principe de vie et se blesse à la vérité. Deux rôles féminins tenus par des hommes — Jean-Louis Millette et François Godin — qui jouent sur un fil, sans caricature. Logiquement, tous ces comédiens rassemblés par Simon sont des amateurs.

L'ensemble des Feluettes a la lenteur d'un cérémonial sous haute surveillance. La mise en scène d'André Brasseur atteste sur ce registre de beaux points d'orgue : il y a des bougies, des masques qui flambent comme des objets rituels, des hommes qui rôdent autour de l'estrade surmontée d'une croix immense.

Mais très vite la pièce nous a livré ce qu'elle pouvait nous donner : des thèmes qui à eux seuls ne font pas un drame.

ODILE QUIROT
Au Théâtre du Ranelagh, mardi au samedi : 20 h 30, jusqu'au 18 février. Tél. : 42-68-64-44.

PETIT MONTPARNASSE

LES HOMMES NAISSENT TOUS EGO

« Ils sont quatre et ils sont décapités. » QUOTIDIEN DE PARIS. « Une cascade de gags burlesques jusqu'au délire. » L'EXPRESS. « Entre Hitchcock et Buster Keaton ». EUROPE N° 1. « Les comédiens ont une virtuosité tout à fait époustouflante. La scène est d'une rare qualité. » LE FIGARO. « Mise en scène excellente de J.-C. COTILLARD. L'ÉVÉNEMENT DU JOUR. » un jeu de scène terrible, d'un comique explicite et cascadeur. L'HUMANITÉ. « La COTILLARD COMPAGNIE fait son débuts à Paris ? N'était temps. » L'ÉCHO DE L'OUEST. « L'ÉCHO DE L'OUEST. »

SAMEDI : 18 h et 21 h
LOC. 43.22.77.30.

ROBERT HOSSEIN

DANS LA NUIT LA LIBERTÉ

20 DERNIÈRES

PALAIS des SPORTS

TEL. : 48 28 40 90

VSIC HALL

TH. ANTOINE LUC. 42.47.17
SÉRIEUSEMENT DÉBARRÉS LE
4 FÉVRIER À 15 H 30 ET 20 H

Le Bal de N'DINGA
TCHICAYA U TAY'S
GAMER GASKIN

COMMUNICATION

Après le départ de M. Philippe Ramond

M. Seydoux refuse l'accord esquissé par MM. Hersant et Berlusconi pour la Cinq

M. Philippe Ramond, directeur délégué de la 5 depuis 1987, rejoint, à la demande de Robert Hersant, la direction générale de la Socpresse, société holding du groupe avec le titre de directeur général adjoint. Annoncée par *Le Figaro* du 30 janvier, cette nomination implique l'abandon par M. Ramond de ses fonctions de directeur général de la 5 et semble le premier signe d'un accord entre les deux groupes d'actionnaires qui se disputent la chaîne : d'un côté, le groupe Hersant, de l'autre les groupes Seydoux et Berlusconi.

Patron de la 5 depuis sa reprise par le groupe Hersant en 1987, et symbole d'un type de management critiqué par plusieurs actionnaires, notamment par les Italiens, M. Philippe Ramond paraît faire, le premier, les frais d'un rapprochement entre des actionnaires antagonistes. Des actionnaires déchirés sur la stratégie en matière de production, de publicité, et d'image de la chaîne et des partenaires en conflit sur la répartition du capital et le contrôle de la société.

Un procès en cours a déjà vu s'affronter deux blocs d'actionnaires. Il s'est traduit, notamment, par un face à face entre les deux plus importants : M. Silvio Berlusconi qui a fait de sa présence en France un élément déterminant de toute sa stratégie de développement

européen ; d'autre part, M. Robert Hersant, PDG de la 5, et bien décidé à le rester. Face à face sans faiblesse comme l'ont montré la rudesse des propos et la gravité des procès (l'arrêt de la cour d'appel sera rendu le 14 mars). Encore la concordance de leurs intérêts et l'asphyxie de la 5 à court de financement devaient-elles vite plaider pour un rapprochement entre les deux géants, contraints de se mettre autour d'une table et de signer la paix.

Les préalables, pour les Italiens, étaient un changement de « management », une remise à plat de la stratégie en matière de publicité et une transparence totale de la gestion.

Des exigences longtemps considérées comme inacceptables par le groupe Hersant, qui faisait valoir l'importante progression d'audience de la 5 depuis 1987. Aujourd'hui, ces exigences paraissent acceptées. Un accord prévoit en effet une cession réelle de la société par les groupes Hersant et Berlusconi, MM. Yves de Chaisemartin, bras droit du patron de presse français et Angelo Codimoni, adjoint fidèle de M. Berlusconi, deviendront directeurs adjoints. Les postes et fonctions ne seraient plus répartis de façon séparée comme auparavant mais assumés conjointement tout comme les décisions stratégiques — y compris à la régie.

Les discussions ont en effet porté sur plusieurs points : l'organisation de la régie publicitaire, à laquelle MM. Seydoux et Berlusconi reprochaient son manque de transparence, et ses liens avec celles des

autres publications du groupe de presse ; l'achat des droits — M. Berlusconi gère des stocks importants que le groupe Hersant a récemment tenté de contourner ; la répartition du capital.

Sur ce dernier point, les Italiens souhaitent un équilibre, entre quatre grands groupes (Hersant, Veronesi, Berlusconi et Seydoux) afin d'éviter qu'un seul d'entre eux ne contrôle la Cinq. Aussi les trois premiers attendaient-ils avec quelque appréhension la réponse des Chaisemartin et Codimoni, ce dernier ayant souvent fait du départ de M. Robert Hersant un préalable à tout accord.

Le verdict est tombé, mardi matin 30 janvier, sous la forme d'un communiqué émanant du groupe de M. Seydoux : « Sollicité pour participer à un protocole d'accord à quatre avec Yves de Chaisemartin et Angelo Codimoni, le groupe de M. Seydoux a refusé de signer un tel accord ». Le communiqué précise que le groupe de M. Seydoux « attendra avec sérénité le jugement que rendra la Cour d'appel de Paris le 14 mars ». Le groupe « rappelle son attachement à la Cinq SA et son souhait de voir la gestion de celle-ci gagner en transparence et en efficacité. La solution des problèmes qui demeurent exige l'accord de tous ses partenaires ».

Ce communiqué contrarie bel et bien l'accord en cours et casse l'alliance entre messieurs Seydoux et Berlusconi. Un accord global aurait en effet eu pour effet de rendre caduc le procès en cours et pour mériter de donner à la chaîne la cohésion qui lui fait défaut depuis de nombreux mois.

ANNICK COJEAN

La polémique autour du PDG des chaînes publiques

Plusieurs syndicats d'Antenne 2 défendent M. Philippe Guillaume

La polémique autour de M. Philippe Guillaume, le PDG des deux chaînes publiques, ainsi que les révélations du *Canard enchaîné* n'ont pas ébranlé Antenne 2 au contraire.

Selon certains dires, la polémique autour de M. Guillaume aurait suscité un réflexe de défense du personnel de la chaîne, qui, lassé des critiques répétées à l'encontre du service public, et conscient de l'ajout actuel de sa réforme, aurait plutôt tendance à resserrer les rangs.

Plusieurs communiqués, publiés dans la chaîne ces dernières heures, semblent en témoigner. Les syndicats FO, CGC et CFTC d'Antenne 2 affirment soutenir « totalement le président Guillaume et son équipe » car, disent-ils, « nous devons gagner avec eux ». « Vouloir briser A2 et FR3 en s'attaquant à la personne de Philippe Guillaume, c'est opter pour la solution la plus sordide, la plus abjecte, la plus lâche ».

Nous savons que les éléments essentiels sont réunis aujourd'hui pour nous conduire à la réussite. Que l'on nous fiche la paix, que l'on nous laisse travailler pour les téléspectateurs ».

Pour la section socialiste de la chaîne, la polémique « ne pourrait avoir que des conséquences désastreuses pour le service public de la télévision et des effets funestes pour ses salariés ». Quant à vouloir dresser un bilan de l'action de la nouvelle équipe après seulement cinq mois d'activité, cela démontre l'antériorité ou la malhonnêteté de ceux qui tiennent ce genre de propos ».

Enfin, un communiqué publié, le 26 janvier, par le Syndicat national de la radio-télévision CGT dénonce « la campagne anti-télévision publique déclenchée par certains milieux et dont l'affaire Guillaume n'est qu'un épisode ».

La CFDT d'Antenne 2, en revanche, se montre plus distante. Se fondant sur les informations parues dans le *Canard enchaîné*, elle s'interroge sur la confusion d'intérêts possible entre les différents « casquettes » de M. Guillaume lorsqu'il présidait la SFP (Société française de production). « Il importe, déclare la CFDT, de respecter le droit et la morale, particulièrement lorsqu'on a la charge d'une entreprise nationale. Les investigations les plus sérieuses doivent être faites par les pouvoirs publics afin de faire toute la lumière sur cette affaire ».

Le *Figaro* du 30 janvier relance la polémique en révélant que

M. Guillaume est resté actionnaire, par l'intermédiaire de Celta International, de la société Public SA, qui gère le château de Montevran en Sologne. Or c'est dans ce château que la Société française de production a organisé des séminaires de formation alors que M. Guillaume en était le PDG entre 1987 et 1989.

Les séminaires de la SFP

Selon nos informations, la SFP a effectivement tenu pendant cette période, un peu moins d'une vingtaine de séminaires à Montevran. M. Guillaume qui ne faisait pas mystère de ses liens avec Montevran, s'était alors ouvert auprès des cadres de la SFP de son désir de régulariser une situation ambiguë. En tout état de cause, le total des sommes versées, en deux ans, par la SFP à Public SA reste inférieur à la moitié du chiffre d'affaires de cette société gérante, soit 858 292 francs en 1988. Le bénéfice retiré de ces activités par Public SA pour cette même année s'élève à 22 297 francs.

Celta International, société dont M. Guillaume est gérant, a enregistré, en 1988, un bénéfice de 174 576 francs pour un chiffre d'affaires de 850 000 francs.

J.-F. L. et P.-A. G.

Le dix-septième Festival de la BD d'Angoulême

Un succès et des questions

Le dix-septième Festival international de la bande dessinée d'Angoulême, qui a eu lieu du 24 au 28 janvier, a enregistré des records d'affluences. Environ quatre-vingt-cinq mille personnes, selon la direction du Festival, se sont pressées sous les « bulles » abritant les stands des éditeurs ou devant la vingtaine d'expositions présentées à travers la ville, notamment au sein du tout nouveau Centre national de la bande dessinée et de l'image (CNBDI). Deux mille deux cents professionnels, dont cinq cent vingt journalistes ont assisté à ce festival, auquel la concurrence du Salon européen de la bande dessinée de Grenoble, dont la deuxième édition aura lieu du 29 mars au 1^{er} avril, semble avoir donné une cure de jeunesse et posé de nouvelles questions.

ANGOULÊME

de notre envoyé spécial

D'une blancheur immaculée, la capote à peine trempée par les bourrasques de pluie, le cabriolet Cadillac Eldorado-Biarritz 1957 stationne devant l'une des « bulles » installées sur le champ de Mars, au centre d'Angoulême. Louée à prix d'or par les éditions Casterman, c'est l'une des héroïnes du dernier album des aventures de

l'inspecteur Canardo, imaginé par Benoît Sokal. Elle fait la joie des badauds et des cameramen de la NHK, la télévision publique japonaise.

Pourtant, cette friandise blanche d'acier et de pistons n'était qu'un hors-d'œuvre pour l'imaginaire des bébédéphes. Les succès d'Angoulême 17^e tiennent en partie à la puissance d'évocation de ses expositions. Le CNBDI, installé dans une ancienne brasserie en pierre de taille parée de verre, de passerelles et de danières par l'architecte Roland Castro, abrite deux expositions vedettes. « Le Musée des ombres », en est sans doute le clou. Ses deux auteurs, le dessinateur François Schuiten et le scénariste Benoît Peeters ont tissé, autour de leurs six albums regroupés sous le titre générique *Les Cités obscures*, un entrelacs de fœtus-sémiotiques et de trompe-l'œil qui font vivre l'univers de villes mythiques dans lesquelles évoluent savants, architectes, machines imaginaires et bibliothèques géantes. D'une qualité comparable à « Cité-Cinéma », « Le Musée des ombres » voyagea ensuite à Sierre (Suisse), à Bruxelles et à La Villette, à Paris.

L'autre exposition vedette, « God Save the Comics », est consacrée à la BD britannique, invitée d'honneur de ce festival. Oscillant entre le non sens, l'humour et le fantastique, elle présente les dessins de la série *Rupert the Bear*, *Dennis the Menace*, *Halo Jones*, etc., dans un décor étonnant, qui fait déboucher un tunnel de mine sur une salle de classe ensablée puis sur des maisons de briques rouges, jusqu'à la sortie en

forme de ciné d'œil signalant simplement : « To Europe ». En 1991, ce sera au tour de la BD japonaise d'être l'hôte du Festival d'Angoulême.

La plupart des autres expositions témoignent d'une semblable maîtrise de la scénographie, que ce soit celle consacrée à Jack Palmer, le détective naïf surgi de l'imaginaire de René Pétillon, président du jury d'Angoulême 1990, ou celle dédiée à Winsor McCay, le père de *Little Nemo*, et de surprenants dessins de presse parus au début de ce siècle dans les colonnes du *New York Herald*, de *Collier's* ou du *New York American*, le journal du magnat William Randolph Hearst, réédités par les éditions Milan.

Seule ombre au tableau de cette profusion, l'absence de l'exposition consacrée à Edgar P. Jacobs, le créateur de la série « Blake et Mortimer ». Prévue à Angoulême, elle ira finalement à Grenoble fin mars... Mais pour M. François Vié, directeur du festival, la déception n'est pas de mise. « La concurrence entre Angoulême et Grenoble est un peu artificielle, assure-t-il. Avec le CNBDI, le Festival d'Angoulême se fonde sur la permanence. Le Centre permet maintenant d'envisager une concertation de longue haleine entre éditeurs de BD, libraires et presse quotidienne régionale qui pourrait aboutir à un « Mois de la bande dessinée », qui se clôturerait par le festival. Ensemble, nous pourrions définir une politique de la bande dessinée, mieux défendre la création et aborder le marché en se servant du CNBDI comme d'un élément fédérateur ».

Traditionnellement répété pour sa convivialité, le Festival d'Angoulême a gagné en professionnalisme au fil des années. La menace grenobloise a donné, il y a deux ans, un coup d'accélération. Ce qui pourrait vaincre les réserves qu'éprouvent certains grands éditeurs de BD — Casterman, Glénat, Dargaud, Lombard, Alpen-Humanes, Albin Michel — à se concentrer sous l'égide du CNBDI, afin de pallier les hauts et les bas d'un marché qui, après l'euphorie du début des années 80 et la mini-crise de la fin de la décennie, est revenu à une situation normale.

Le retour à Angoulême des éditions Jacques Glénat, qui avaient boudé le festival l'an dernier, constitue un signe. Et les ovations montées des rangs des professionnels lors de la remise du Grand Prix 1990 à Max Cabanes prouvent un changement d'esprit. L'accueil, il est vrai, vient d'en haut : la municipalité d'opposition a reconnu sans l'ombre d'un problème la somme allouée autrefois au festival par la municipalité socialiste (2,5 millions de francs) et fait preuve d'un intérêt patent pour

l'infographie. Le versant-bis de la BD au sein du CNBDI. Enfin, l'exemple vient aussi des jeunes éditeurs qui se serrent les coudes.

Zenda, Vents d'ouest, Rackham, Guy Delcourt, etc., partagent une même passion pour la BD de création, et leurs équipes, souvent réduites à quelques personnes s'occupent à la fois de recherche d'auteurs, de fabrication et de diffusion, appartenant à la génération des moins de trente ans. Ils ont appris à ne pas mettre tous leurs œufs dans le même panier : Vents d'ouest, filiale dédiée des éditions Hatier, publie des ouvrages grand public comme les *Pieds-Nickelés* ou *Astérix* afin de pouvoir lancer de jeunes auteurs (Guil, Lax). Zenda fait de même : la réédition particulièrement soignée des bandes dessinées américaines des années 50, comme *Walt Disney* ou *Prince Valiant*, ne fait pas oublier à ses dirigeants leur volonté d'éditer de jeunes scénaristes et dessinateurs français. Rackham, quant à elle, plaide pour une BD de qualité à prix abordable. Plusieurs de ces maisons d'édition créées il y a trois ou quatre ans jouent sur une corde financière particulièrement raide. Cela ne les empêche pas de piocher de plus en plus de prix dans les festivals, tout en se groupant afin de perfectionner leur distribution. Les grands éditeurs, en refusant de réfléchir ensemble aux problèmes posés par le marché de la BD, ne risquent-ils pas de faire prendre aussi des risques à ces jeunes éditeurs ?

YVES-MARIE LABÉ

EN BREF

Grève à FR3, Radio-France et RFO. — La grève déclenchée par les syndicats de journalistes à Radio-France, FR3 et RFO devait entraîner l'annulation ou la réduction des journaux audiovisuels dans ces stations publiques. Ainsi, à France-Inter, seuls deux journaux ont été diffusés mardi matin, à 7 h 30 et 8 heures. Deux autres journaux étaient prévus à 13 heures et 19 heures, ainsi que l'émission « Le téléphone sonne ».

A France-Info, où chaque présentateur est responsable d'une tranche horaire, la situation variait selon que ces animateurs étaient grévistes ou non. Assurée aux deux tiers environ le matin, l'antenne de l'antenne devait être moindre dans la journée.

Les grévistes réclament un alignement de leurs salaires sur ceux pratiqués à Antenne 2 et estiment insuffisantes les propositions de l'Association des employeurs du service public de

l'audiovisuel. Celle-ci, qui avait proposé un rattrapage immédiat de 500 francs, étudiait aujourd'hui un plan sur trois ans.

Radio bleue double ses heures d'antenne. — Radio bleue, la radio publique destinée aux plus de cinquante ans, sur ondes moyennes, avec quatre heures d'antenne cinq jours sur sept, diffusera désormais chaque jour de la semaine douze heures d'émission, ouvrant son antenne à 7 heures pour la fermer à 19 heures. Cette extension des horaires a été rendue possible par une dotation supplémentaire de 11,7 millions de francs provenant des ressources de la redevance.

La grille s'enrichira de lectures vivantes de textes d'auteurs classiques ou contemporains, d'émissions musicales, d'histoires et d'humour, les « infos bleues » apparaissant deux fois par jour, à 10 heures et 18 heures.

Europe 1, déjà en négociation avec la radiotélévision soviétique pour la création d'une station à Moscou, a signé, dimanche 28 janvier, avec Československý Rozhlas, radio nationale tchécoslovaque, un accord prévoyant le lancement de la première radio commerciale en Tchécoslovaquie.

Les deux compagnies sont convenues de créer une société mixte chargée de fabriquer, promouvoir et commercialiser cette nouvelle radio musicale conçue pour les moins de quarante ans. Elle devrait apparaître sur les ondes (modulation de fréquences ou ondes moyennes) d'ici trois mois. Outre Prague, la capitale, les partenaires envisagent de desservir aussi la plupart des grandes agglomérations du pays et prévoient de coopérer pour promouvoir la musique française.

L'accord signé confie enfin à Europe 1, pour tous les pays francophones à l'exception de la Suisse, la régie publicitaire des cinq stations publiques nationales qui arrosent actuellement le pays.

L'initiative d'Europe 1 — qui a également lancé, le 1^{er} janvier, une radio à Sarrebruck, en RFA — n'est pas isolée (*Le Monde* du 18 janvier). Plusieurs représentants de stations dans les pays de l'Est s'étaient déplacés à Cannes, la semaine dernière, afin d'y assister, pour la première fois, au MIDEM (marché international du disque) et au colloque consacré

Le CSA retire son autorisation à Radio-Solidarité

Constatant que la station parisienne n'avait « jamais respecté les conditions de puissance d'émission fixées par son autorisation, constatant ainsi des gênes multiples à des services autorisés comme à des particuliers », le CSA a, le 23 janvier, une mesure définitive en prononçant le retrait de l'autorisation de Radio-Solidarité.

La décision du conseil est l'aboutissement d'un conflit qui, depuis la naissance de la radio en 1981, a opposé sa responsable, Mme Bernadette d'Angerville, aux différentes autorités de régulation — Haute Autorité, CNCL et CSA — pourtant particulièrement prudentes à l'égard d'une station militante baptisée à son démarrage La Voix de l'opposition et bénéficiant de nombreux soutiens politiques.

D'abord proche de l'extrême droite, puis d'option plus « libérale », Radio-Solidarité n'a, dit un communiqué du conseil, jamais respecté les différentes mises en demeure de la CNCL ou du CSA, pas plus que les suspensions d'autorisation, ce qui lui a d'ailleurs valu la saisie de ses installations.

Le palmarès

Voici le palmarès du Festival de la BD d'Angoulême :

Grand Prix de la ville d'Angoulême 1990 : Max Cabanes, pour l'ensemble de son œuvre (dans les villages, *Contes tripons*, *Ranconne* du troisième tome type, *Colin Mailard*, etc., publiés chez Audie, Dargaud, Casterman). L'auteur a aussi reçu le Prix des libraires 1990 pour *Colin Mailard* (Casterman).

Alph'art du meilleur album étranger traduit en 1989 : *La planète rouge*, de Jano (Albin Michel).

Alph'art du meilleur album étranger traduit en 1989 : *V pour Vandette*, de Alan Moore et David Lloyd (Zenda).

Alph'art humour : *Raoul Fulgurax*, le secret du mystère, de Tronchet et Gelli (Glénat).

Alph'art du public : *Broussaille, la nuit du chat*, de Frank et Bonn (Dupuis).

Alph'art de la communication : *Une ville n'est pas un arbre*, de Jean-Luc Fromental et Jean-Louis Roch (Humanités associées et Agence Sani).

Alph'art Coup de cœur : *Séjour en Afrique* de Jean-Luc Coudray et Alain Garrigue (Rackham).

Alph'art Jeunesse : *Robin Dubois, des ch et des bah*, de Turck et De Groot (Dargaud).

Alph'art Fantaisie : *Le Léopard*, de Joël Bernadine.

Alph'art Avenir : *Le Livre et la tortue*, de Patrick Prugne.

Alph'art scolaire : *Jochen Gerber*, lycée à Nancy.

ÉCONOMIE

SECTION C

Le Monde

26 La multiplication des grèves dans les transports
27 L'ordinateur révolutionnaire d'ATT

28 Le retour du...
29 à 32 Supplément...

BILLET

Incohérences fiscales

M. Michel Rocard a déclaré le samedi 27 janvier devant ses amis socialistes que le gouvernement réfléchissait à une réforme de la fiscalité du patrimoine. Cette annonce n'est pas nouvelle mais elle est significative de la volonté du premier ministre de donner une image de gauche à son gouvernement. Elle est d'autant plus intéressante qu'elle vient d'un homme qui a été ministre de l'Économie et des Finances pendant plus de dix ans. M. Rocard a-t-il voulu dire que le gouvernement envisageait une réforme de la fiscalité du patrimoine ? Ou bien s'agit-il d'une simple déclaration de principe ?

Les séminaires de la SFP

M. Guillaume est resté secrétaire, par l'intermédiaire de Ceta Public SA, qui gère la société de conseil et de formation à la SFP. M. Guillaume a été élu président de la SFP en 1987 et 1989.

Le directeur général, M. Jean Bergougnoux, avait annoncé le vendredi 27 janvier devant ses amis socialistes que le gouvernement réfléchissait à une réforme de la fiscalité du patrimoine. Cette annonce n'est pas nouvelle mais elle est significative de la volonté du premier ministre de donner une image de gauche à son gouvernement. Elle est d'autant plus intéressante qu'elle vient d'un homme qui a été ministre de l'Économie et des Finances pendant plus de dix ans. M. Rocard a-t-il voulu dire que le gouvernement envisageait une réforme de la fiscalité du patrimoine ? Ou bien s'agit-il d'une simple déclaration de principe ?

Des comptes pires que les prévisions

EDF a perdu 4 milliards de francs en 1989

Hiver doux, sécheresse, incidents sur le parc nucléaire, se sont combinés pour peser sur les comptes d'EDF, qui termine l'année avec des résultats pires que prévu : 4 milliards de francs de pertes, le double de l'an dernier.

Le directeur général, M. Jean Bergougnoux, avait annoncé le vendredi 27 janvier devant ses amis socialistes que le gouvernement réfléchissait à une réforme de la fiscalité du patrimoine. Cette annonce n'est pas nouvelle mais elle est significative de la volonté du premier ministre de donner une image de gauche à son gouvernement. Elle est d'autant plus intéressante qu'elle vient d'un homme qui a été ministre de l'Économie et des Finances pendant plus de dix ans. M. Rocard a-t-il voulu dire que le gouvernement envisageait une réforme de la fiscalité du patrimoine ? Ou bien s'agit-il d'une simple déclaration de principe ?

Mais depuis novembre, la persistance de la sécheresse, des problèmes dans le nucléaire et surtout le redouté retour des compteurs à gaz, ont aggravé les pertes. EDF a perdu 4 milliards de francs en 1989, le double de l'an dernier. Les pertes ont atteint 4 milliards de francs, soit 1 milliard de plus que prévu. Les pertes ont atteint 4 milliards de francs, soit 1 milliard de plus que prévu. Les pertes ont atteint 4 milliards de francs, soit 1 milliard de plus que prévu.

lément aux deux, invoqués régulièrement. D'ailleurs, une vague de froid en fin d'année aurait pesé également sur les comptes, en raison de problèmes à répétition rencontrés dans le nucléaire qui rendent imprévisible une partie du parc français. Certes, malgré les difficultés dans les centrales de 900 mégawatts (le Monde du 17 octobre), leur taux de disponibilité est resté bon en 1989. Mais c'est sur la nouvelle génération, plus puissante, des 1 300 mégawatts que le bât blesse. Des problèmes sur certains pressuriseurs et des générateurs de vapeur ont entraîné l'arrêt de plusieurs centrales, faisant chuter le taux de disponibilité des 1 300 mégawatts de 72 % en 1988 à 62 % en 1989. Qualifiés de « défauts de jeunesse » par la direction d'EDF, les difficultés de cette nouvelle génération de centrales lui auront coûté 1 milliard de francs en 1989.

F. V.

Le lamento des chauffeurs à Marseille

A l'appel de l'UNOSTRA, les transporteurs routiers ont dressé des barrages sur plusieurs axes. Ils protestent notamment contre la hausse du gazole

MARSEILLE

De notre correspondant régional

Dès l'aube du lundi 29 janvier, une poignée de transporteurs routiers, répondant au mot d'ordre de l'UNOSTRA, l'Union nationale des transporteurs routiers, ont installé un barrage filant devant la sortie de Saint-Loup. En peu de temps, un bouchon de près de 10 kilomètres s'est formé dans le sens Toulon-Marseille. Après la mise en place d'une déviation, la situation s'est améliorée. Mais toutes les entrées Est de Marseille, notamment par les RN 8 et 8 bis, se sont engorgées. Sur l'autoroute, 3 à 4 kilomètres de retards ont subsisté. Pris en otage, les usagers ralentissent plus ou moins fort. « Ils nous emmerdent », se fâche un retraité qui vient de Bandol et va voir sa fille à Marseille. Un jour, c'est le gazole, un autre jour le prix des artichauts. Y en a marre. Mais d'autres usagers, au nom d'une certaine « solidarité de classe », se montrent plus compréhensifs.

A 5 ou 6 kilomètres de là, les transporteurs routiers voient arriver les journalistes avec méfiance. Mais à peine leur a-t-il demandé d'expliquer leurs problèmes qu'un véritable lamento lui fait écho. « Pour quel on manifeste ? Pour tout... ». Le gazole, bien sûr, qui a augmenté en un rien de temps de 60 centimes. Mais il y a aussi les tarifs de transport qui baissent, les charges qui augmentent, les amendes qui pleuvent pour un rien, les attentes insupportables dans les grandes surfaces où ils vont livrer, etc.

Les gros s'en sortent

« Les dirigeants pensaient qu'en libérant la tarification, les prix allaient baisser. C'est l'inverse qui s'est produit. Pour remblayer un véhicule, il faut tourner au minimum à 6 francs du kilomètre. Dans bien des cas, on est au-dessus de 6 francs. Il y a cinq ans, explique un artisan de Saint-Maximin (Var), Marc Clochi, trente-cinq ans, grosse monnaie et blouson de cuir, qui travaille avec un seul « attelage » de

38 tonnes, pour un chargement complet de Strasbourg à Marseille on gagnait 7 000 francs. Aujourd'hui, c'est la moitié. Rémunération, il faut se payer ou payer un chauffeur, ajouter les frais de route, l'amortissement des véhicules, l'assurance, etc. En tout, 80 % de charges. Bref, à la sortie, il ne reste que les yeux pour pleurer... »

Les « gros », eux, les Bourget, Montreuil et consorts, s'en sortent. « Nous, les petits, on doit compenser en faisant toujours plus d'heures. Le plus souvent, c'est quatre ou cinq heures. Parfois dix-huit. On manipule la marchandise le jour et on roule la nuit. Et quand on se fait arrêter, on trinque ». Ils craignent aussi, comme la peste, le grand marché européen. « Quand il va s'ouvrir, n'importe qui va pouvoir charger en France. Il n'y aura pratiquement plus de contrôle. Avec la concurrence des Hollandais, des Belges, on pourra plus faire face. Et les Espagnols... On ne voit déjà pratiquement plus qu'eux chez nous. »

Accrochages verbaux

Parmi leurs « otages » du jour figurent, aussi, d'autres transporteurs, non affiliés ou non sympathisants de l'UNOSTRA. Une trentaine de camions, la plupart des 38 tonnes de 17 mètres de long, qui n'ont pas pu manoeuvrer sur l'autoroute pour faire demi-tour comme beaucoup l'ont fait, à leurs risques et périls. Toute la journée il y a eu des accrochages verbaux.

D'ailleurs, « les trois quarts des transporteurs ne font pas partie de l'UNOSTRA », mais ils participent au mouvement parce qu'ils sont tous « au bord de la faillite » et qu'il n'y a que ce syndicat qui est « courageux ». Leur grève va-t-elle servir à quelque chose ? Ils n'en sont pas vraiment certains. « Si on avait des syndicats qui fassent leur travail, il n'y avait pas besoin de grève », conclut un des participants.

GUY PORTE

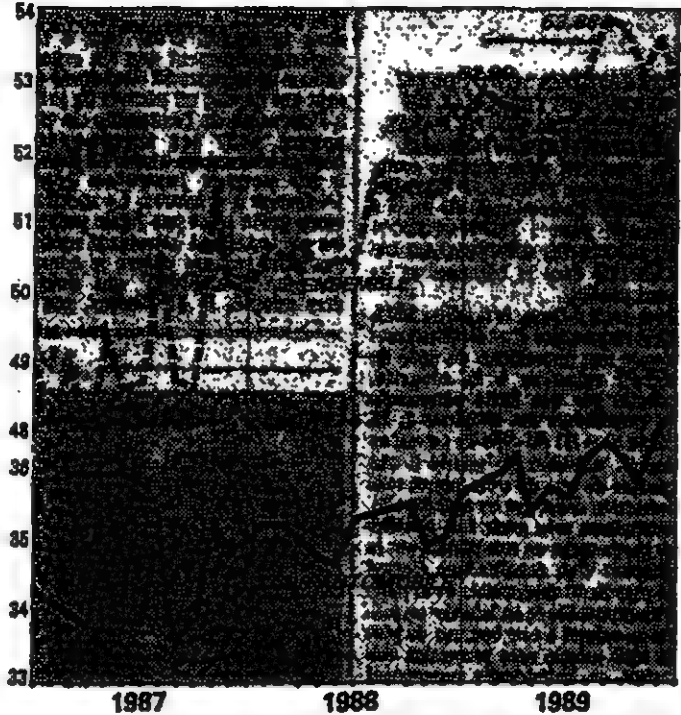
CONSUMMATION

Progression annuelle de 2,6 % en France

CONSUMMATION DES MÉNAGES EN PRODUITS MANUFACTURÉS

La consommation des ménages français en produits manufacturés a légèrement reculé en décembre (- 1,7 %) du fait d'une forte baisse des achats... d'automobiles (- 19,2 %), compensée par la suppression en fin d'année des avantages fiscaux attachés aux achats en crédit-bail. En ce qui concerne les achats d'automobiles, la consommation a progressé de 0,8 % en décembre, du fait notamment de ventes importantes d'électroménager et d'électronique grand public. Seul l'habillement est, comme l'automobile, en baisse, mais dans une bien moindre mesure, en reculé.

Sur l'ensemble de l'année 1989, la consommation a augmenté en volume de 2,6 % par rapport à 1988, et de 3,7 % si l'on prend en compte l'automobile.



Avec un chômage officiel faible

Le Japon souffre d'une sévère pénurie de main-d'œuvre

L'économie japonaise connaît, depuis trois ans, une remarquable croissance et le chômage officiel n'est que de 2,2 %. Mais le Japon est confronté à une sévère pénurie de main-d'œuvre.

TOKYO

L'offre d'emploi affichée à la porte de Tsukuba, un restaurant de nouilles chinoises (ramen), près de la gare de Utsunomiya, quartier « petit-bourgeois » de Tokyo, est révélatrice. Elle propose pour un salaire « astronomique » de 400 000 yens (soit 16 000 francs), c'est-à-dire un quart de plus que ce que gagne un salarié de vingt-cinq ans à l'Université. Certes, le travail est dur (servir quelque sept cents bols de nouilles douces heures par jour, six jours par semaine), mais l'offre de Tsukuba est symptomatique d'une sévère pénurie de main-d'œuvre au Japon.

Si la croissance tend à plafonner, elle n'en reste pas moins soutenue. Au cours des quatre derniers mois sont apparues de sérieuses tensions sur le marché de l'emploi. Le chômage officiel est faible (2,2 %, soit 1,4 million de personnes). Toutefois, les critères de calcul étant différents des autres pays de l'OCDE, le chômage est toujours plus bas au Japon qu'ailleurs. Mais les offres d'emploi dépassent les demandes. Selon les statistiques du ministère du travail, pour cent emplois offerts, il n'y a que soixante-huit candidats. Les industriels s'inquiètent.

Cette pénurie est la plus grave depuis 1974, époque des ajustements consentis à la première

crise pétrolière. Elle pose plusieurs problèmes. Tout d'abord, elle fait craindre une accentuation des pressions inflationnistes. Bien que faible, 2,3 % l'année dernière, la hausse des prix a tout de même été la plus élevée des cinq dernières années. Elle est due pour une large part à l'accroissement des salaires (5,5 % en 1989) qui tend à absorber les gains de productivité et menace ainsi la compétitivité. La nouvelle rigidité du marché de l'emploi renforce en outre le débat sur l'ouverture de l'archipel aux travailleurs étrangers.

Deux extrêmes touchés

Les deux extrêmes de la machine productive japonaise sont touchés : les industries de pointe et le « vieux monde » de la sous-traitance (les PME). Les premières peuvent, dans une certaine mesure, faire face à la situation en accélérant la formation continue des employés d'âge moyen, d'autant plus nécessaire que le nombre des jeunes entrant sur le marché du travail diminue chaque année en raison du vieillissement de la population. En outre, beaucoup de jeunes diplômés en science et technique préfèrent se tourner vers les banques ou les maisons de courtage qui offrent de meilleurs salaires. Selon une récente enquête, seulement 36 % de jeunes diplômés en science et technique souhaitent travailler dans l'industrie alors que c'était le cas de 70 % d'entre eux il y a une dizaine d'années.

La situation est plus délicate dans le secteur des services (vente au détail, grossistes, restauration, etc.) et celui de la construction. Le recours accru à la main-d'œuvre

féminine, dans le premier, ne suffit pas à atténuer la pénurie : l'emploi féminin croît plus rapidement que l'emploi masculin, et en particulier le travail à mi-temps (+ 7,6 % en un an) qui concerne 7,9 millions de femmes (sur les 24,9 millions qui travaillent), et beaucoup d'étudiants.

Les exigences des jeunes se font sentir également dans les métiers manuels. En particulier dans la construction, en pleine expansion, mais qui est à court de main-d'œuvre. Les jeunes travailleurs sont conscients que les tensions du marché de l'emploi les favorisent et ils refusent les « trois K » : c'est à dire un travail *kizashi* (sale), *kiken* (dangereux), *kibishii* (dur). Autrefois, la construction pouvait facilement exploiter la main-d'œuvre saisonnière des paysans-ouvriers (*dekasegi*). Le paysannisme a disparu et les *dekasegi* ne viennent plus.

Les PME sont les plus touchées par la pénurie de main-d'œuvre et, comme la construction, font pression sur le gouvernement pour qu'il libéralise l'entrée des travailleurs étrangers. Aux termes de la loi de 1951 sur l'immigration, seules les personnes ayant une qualification peuvent s'installer au Japon. Les patrons de PME n'ont d'autre choix, pour l'instant, que d'embaucher des immigrés en situation illégale (entrée avec des visas de touristes). Selon les services de l'immigration, il y aurait actuellement entre cent mille et cent trente mille travailleurs illégaux sur l'archipel, pour la plupart venus d'Asie du Sud-Est et du sous-continent indien.

Si les organisations patronales de la région de Tokyo sont favorables au maintien des restrictions imposées à l'entrée des travailleurs

non qualifiés, les présidents de la Fédération du patronat du Kansai (région d'Osaka) et de la Chambre de commerce se sont déclarés, à titre personnel, favorables à des assouplissements de la loi sur l'immigration. Mais ceux qui préconisent le maintien de la législation actuelle font valoir qu'un assouplissement traiterait à l'économie de la tendance au maintien en activité des hommes de plus de cinquante ans qui constituent la classe d'âge la plus touchée par le chômage.

Remédier aux injustices

La pénurie devrait inciter les autorités à prendre des mesures pour remédier tant aux injustices dont sont victimes les salariés âgés qu'aux incitations à faire des heures supplémentaires dont sont l'objet les jeunes — soit pour combler des insuffisances de salaire, soit pour obtenir une meilleure promotion, — un phénomène qui aggrave les rigidités du marché de l'emploi. Selon les statistiques de la Banque du Japon, les salariés japonais ont travaillé en moyenne huit heures et cinquante minutes par jour entre juillet et septembre.

Profitant d'une excellente conjoncture économique, source de profit, les industries investissent massivement (9 000 milliards de yens au cours de l'année fiscale qui s'achève le 31 mars), cherchant moins à renforcer leur compétitivité qu'à pallier l'insuffisance de main-d'œuvre en automatisant au maximum. On estime que la valeur totale des robots installés en 1989 atteint 450 milliards de yens, soit une augmentation de 25 % par rapport à l'année précédente (+ 36 %

dans le secteur des machines ; + 34 % dans la sidérurgie). Les constructeurs automobiles sont parmi les plus actifs en ce domaine. Même les industries de la construction accélèrent leur programme de robotisation.

Si la force du yen attire les travailleurs de l'Asie pauvre et du sous-continent indien, les pays nouvellement industrialisés (Corée du Sud, Hongkong, Singapour, Taiwan) sont eux aussi confrontés à un problème de pénurie de la main-d'œuvre. Leur richesse attire, il y a actuellement vingt mille travailleurs immigrés illégaux à Taiwan (qui a la même politique d'immigration que le Japon) et Hongkong emploie près de deux millions de Chinois de la province de Canton, alors qu'officiellement il n'y en a que huit cent mille qui émergent aux registres de pays des entreprises de la colonie.

En Corée, certains industriels, qui doivent faire face à des exigences d'augmentation de salaire de l'ordre de 20 % par an de la part de syndicats désormais virulents (voir le Monde du 24 janvier) seraient aussi favorables à une importation de main-d'œuvre.

Avec l'aggravation de la pénurie de main-d'œuvre, le Japon, qui jusqu'à présent a préféré fermer les yeux sur l'immigration illégale malgré les problèmes humains qu'elle comporte (absence de protection, logement précaire, renforcement de réseaux de marchands de travail liés à la pègre), devra un jour ou l'autre affronter le problème. D'une façon générale, il lui faudra reconsidérer sa gestion de la main-d'œuvre, plus soucieuse d'efficacité que de justice, notamment envers les travailleurs qui ont passé la cinquantaine.

PHILIPPE PONS

Les radios occidentales

Prope 1 s'implante à Tchecoslovaquie

En négociation avec la création à Moscou le 28 janvier, les radios tchecoslovaques, pour la seconde fois, ont lancé une radio communautaire.

Le CSA retire son autorisation à Radio-Solidarité

Le CSA retire son autorisation à Radio-Solidarité

Le CSA retire son autorisation à Radio-Solidarité

PUBLICATIONS JUDICIAIRES

EXTRAIT DES MINUTES
DU GREFFE DE LA COUR
D'APPEL DE PARIS.

Par arrêt de la 9^e Chambre de la Cour d'Appel de Paris du 7 juillet 1989.

M. PARPET Marcel, né le 20 juillet 1944 au Blanc-Mesnil (93) et demeurant à Livry-Gargan (93), 46, boulevard de Chazay ou 65, rue du Général-Nordine et actuellement détenu pour autre cause à Bois-d'Arcy (78).

● a été condamné à 10 MOIS d'emprisonnement avec sursis.

Pour : fraude fiscale et omission de passation d'écritures (faits commis courant 1981 et 1982).

La Cour a, en outre, ordonné aux frais du condamné :

1^o La publication de cet arrêt, par extrait, dans le *Journal officiel*, le *Monde* et *France-soir* ;

2^o L'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant 3 MOIS, selon les modalités fixées à l'article 1741 du Code général des impôts. Etablissement professionnel, lors des faits ;

Cabinet de détective privé dénommé MICKAËL'S ET JESSEN, sis jusqu'en juin 1982, allée Séverine aux Pavillons-sous-Bois (93) puis 36, allée du Château-d'Eau au Raincy (93).

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur Général sur sa réquisition. P./LE GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES
DU GREFFE DE LA COUR
D'APPEL DE PARIS.

Par arrêt de la 9^e Chambre de la Cour d'Appel de Paris du 30 novembre 1988.

M. MUNIER Bernard, né le 4 mai 1945 à Reule-Vergy (21) et demeurant à Paris (13^e), chez M^{me} Michèle BASTIET, 49, avenue d'Italie.

● a été condamné à 1 AN d'emprisonnement avec sursis et 20 000 F d'amende.

Pour : fraude fiscale et omission de passation d'écritures (faits commis courant 1982, 1983 et 1984).

La Cour a, en outre, ordonné aux frais du condamné :

1^o La publication de cet arrêt, par extrait, dans le *Journal officiel*, le *Monde* et *France-soir* ;

2^o L'affichage de cet arrêt, par extrait, selon les délais et modalités fixés par l'article 1741 du Code général des impôts. (Etablissement professionnel, lors des faits : SARL C.C. Créations Internationales 13/15, chausée de la Muette à Paris (16^e)).

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur Général sur sa réquisition. P./LE GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES
DU GREFFE DE LA COUR
D'APPEL DE PARIS.

Par arrêt de la 9^e Chambre de la Cour d'Appel de Paris du 23 juin 1989.

M^{me} Anne-Marie TENSIL, née le 13 juillet 1942 à Paris (9^e) et demeurant chez M^{me} KOENIGWEITER, 33, avenue Montaigne à Paris (8^e).

● a été condamnée à 1 AN d'emprisonnement avec sursis et 20 000 F d'amende.

Pour : fraude fiscale et omission de passation d'écritures (faits commis courant 1983, 1984 et 1985).

La Cour a, en outre, ordonné aux frais du condamné :

1^o La publication de cet arrêt, par extrait, dans le *Journal officiel*, le *Monde* et *Libération* ;

2^o L'affichage de cet arrêt, par extrait, pendant 3 MOIS, selon les modalités fixées à l'article 1741 du Code général des impôts. (Etablissement professionnel, lors des faits : Association pour la défense des droits individuels et d'entreprise, Renssement, en abrégé : A.D.D.I.E.H., dont le siège social était 3, passage des Abbesses à Paris (18^e), et le lieu d'exercice, 49, rue Vivienne à Paris (2^e)).

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur Général sur sa réquisition. P./LE GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES
DU GREFFE DE LA COUR
D'APPEL DE PARIS.

Par arrêt de la 9^e Chambre (section B) de la Cour d'Appel de Paris du 30 juin 1989.

M. CHUCHANA David, né le 3 novembre 1949 à Lanyeiche (Algérie) et demeurant à Rio-Orangis (91), 7, place Georges-Sand.

● a été condamné à 18 MOIS d'emprisonnement avec sursis et 30 000 F d'amende.

Pour : fraude fiscale et omission de passation d'écritures.

La Cour a, en outre, ordonné aux frais du condamné :

1^o La publication de cet arrêt, par extrait, dans le *Journal officiel*, le *Monde* et le *Figaro* ;

2^o L'affichage de cet arrêt, sur les panneaux réservés à l'affichage des publications officielles de la commune de Rio-Orangis et sur la porte extérieure de l'immeuble sis n° 7, rond-point Georges-Sand (El Biar) Georges-Sand à Rio-Orangis, ou M. CHUCHANA, exerce son activité.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur Général sur sa réquisition. P./LE GREFFIER EN CHEF.

EXTRAIT DES MINUTES
DU GREFFE DU TRIBUNAL DE
GRANDE INSTANCE DE PARIS.

CONdamnATION PÉNALE.

Par jugement contradictoire (article 411 du C.P.P.) rendu le 20 septembre

1989, la 31^e Chambre du Tribunal Correctionnel de Paris a condamné pour : INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ. Bâtiment et travaux publics.

— Pour avoir à Paris, le 14 février 1989, étant responsable d'un établissement soumis aux dispositions du code du travail relatives à la sécurité, enfreint par une faute personnelle les dispositions des chapitres I, II, III du titre III du code du travail :

— en laissant travailler 2 salariés sur une toiture pourvue d'échafaudage non réglementaire, sans mettre à la disposition de ces derniers de dispositif de protection individuelle ;

— en laissant travailler 2 salariés sur une toiture sans avoir aménagé de moyen d'accès sûr à la plate-forme de travail, l'échelle permettant l'ascension le soir n'étant pas réglementaire, exposant ainsi ces salariés à un risque de chute d'une hauteur de plus de trois mètres ;

— en laissant travailler 2 salariés à proximité d'offices non protégés.

— A la peine de 2 amendes de 5 000 F chacune.

— Monsieur JAIME Vincent, né le 27 décembre 1936 à Paris (14^e), gérant de société et demeurant à Paris (20^e), 107, rue de la Réaumur. Le Tribunal a, en outre, ordonné, aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait, dans le *Journal officiel*, le *Monde*, *France-soir* et *Libération*.

Pour extrait conforme délivré à Monsieur le Procureur de la République, sur sa réquisition.

NY AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES
DU GREFFE DU TRIBUNAL DE
GRANDE INSTANCE DE PARIS.

CONdamnATION PÉNALE.

Par jugement contradictoire en date du 26 septembre 1989, la 31^e Chambre du Tribunal Correctionnel de Paris a condamné pour : TROMPERIE.

PUBLICITÉ FAUSSE OU DE NATURE A INDUIRE EN ERREUR CONGÉLATION ILLICITE DETENTION DE DENRÉES ALIMENTAIRES DONT LA DATE LIMITE DE CONSUMATION EST ATTEINTE OU DÉPASSÉE.

Pour avoir à Paris, le 9 janvier 1989 :

— trompé ou tenté de tromper le consommateur sur les qualités substantielles et la composition de la marchandise vendue, en l'espèce en servant une salade au crabe ;

— composé en fait de des bâtonnets de poisson aromatisés au crabe ;

— effectué une publicité comportant des allégations, indications ou précautions fausses ou de nature à induire en erreur sur les qualités substantielles et la composition d'un plat servi dans un restaurant en indiquant sur le menu « salade au crabe », alors que ce plat ne contenait que des bâtonnets de poisson aromatisés au crabe ;

— contrevenu aux dispositions réglementaires relatives aux conditions d'hygiène applicables soit aux animaux, soit aux denrées d'origine animale, soit aux établissements et à leur matériel en :

— procédé à la congélation de denrées animales ou d'origine animale en violation des règlements ;

— détenu en vue de la vente, des denrées alimentaires comportant une date limite de consommation dite lors que cette date était atteinte, en l'espèce :

— 1 seau de crème fraîche (DLC 23.12.88),

— 3 paquets de saucisses (DLC 23.12.88),

— 1 paquet de raseau de bœuf (DLC 4.1.89).

Monsieur LE CUDENNEC Yvan, né le 16 mars 1964 à Toulon (83), gérant de la SARL LES FISTONS et demeurant à Paris (7^e), 15, rue du Champ-de-Mars.

Aux peines de : 10 000 F pour les délits, 2 500 F d'amende pour la contrevention de congélation illicite et 5 amendes de 1 000 F pour détention de denrées alimentaires dont la date limite de consommation est atteinte ou dépassée.

Le Tribunal a, en outre, ordonné, aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le *Journal officiel*, le *Monde*, *France-soir* et *Libération*.

Pour extrait conforme délivré à Monsieur le Procureur de la République sur sa réquisition.

NY AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES
DU GREFFE DU TRIBUNAL DE
GRANDE INSTANCE DE PARIS.

CONdamnATION PÉNALE.

Par jugement contradictoire en date du 25 septembre 1989, la 31^e Chambre du Tribunal Correctionnel de Paris a condamné pour : INFRACTION

AUX MESURES GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ dans le bâtiment et les travaux publics.

— Pour avoir à Paris, le 1^{er} septembre 1988, étant responsable par délégation du chef d'entreprise d'un établissement soumis aux dispositions du Livre II, titre III du code du travail, et à celles du décret du 8 janvier 1985, enfreint par sa faute personnelle les dispositions relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs et plus spécialement les mesures particulières de protection et de salubrité applicables aux établissements dans le bâtiment, des travaux publics ou tous autres travaux concernant les immeubles en laissant travailler trois salariés exposés à un risque de chute dans le vide, sans protection, et en omettant d'interdire l'accès à un escalier non scellé.

— A la peine de 3 000 F d'amende.

Monsieur HAUTICOUR Armand, né le 26 octobre 1944 à La Croix-St-Leufroy (27), chef de chantier et demeurant à Livry-Gargan (93), 122, avenue Émile-Gérard. Le Tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le *Journal officiel*, le *Monde*, *France-soir* et *Libération*.

Pour extrait conforme délivré à Monsieur le Procureur de la République, sur sa réquisition.

N'AYANT APPEL.

— M. GUYON Bernard, Maurice, Daniel, né le 23 septembre 1936 à Vimoutiers (61), conducteur de travaux et demeurant à Villepinte (93), 1, square Daniel-Ferry.

● a été condamné à 3 amendes de 5 000 F chacune.

Le Tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné, la publication de ce jugement par extrait dans le *Journal officiel*, le *Monde*, *France-soir* et *Libération*.

Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur de la République, sur sa réquisition. NY AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES
DU GREFFE DU TRIBUNAL DE
GRANDE INSTANCE DE PARIS.

CONdamnATION PÉNALE.

Par jugement contradictoire (article 411 C.P.P.) rendu le 25 septembre 1989, la 31^e Chambre du Tribunal Correctionnel de Paris a condamné pour : INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ dans le bâtiment et les travaux publics.

— Pour avoir à Paris, le 11 juillet 1988, étant responsable d'un établissement soumis aux dispositions du code du travail relatives à la sécurité, enfreint, par une faute personnelle les dispositions des chapitres I, II, III du titre III du code du travail en ayant laissé travailler 2 salariés sans dispositif de protection collectif ou individuel les exposant ainsi à un risque de chute dans le vide.

— A la peine de 2 amendes de 1 000 F chacune.

Madame ALEXANDRE épouse DEVOS, née le 24 septembre 1944 à TOZEUR (Tunisie) gérante de société et demeurant à Bornes-Mimosas (83), villa Nais National. Le Tribunal a, en outre, ordonné, aux frais du condamné, la publication de ce jugement par extrait dans le *Journal officiel*, le *Monde*, *France-soir* et *Libération*.

Pour extrait conforme délivré à Monsieur le Procureur de la République, sur sa réquisition.

N'AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES
DU GREFFE DU TRIBUNAL DE
GRANDE INSTANCE DE PARIS.

CONdamnATION PÉNALE.

Par jugement contradictoire rendu le 25 septembre 1989, la 31^e Chambre du Tribunal Correctionnel de Paris a condamné pour : INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ dans le bâtiment et les travaux publics.

— Pour avoir à Paris, le 6 juillet 1988, étant responsable d'un établissement soumis aux dispositions du code du travail relatives à la sécurité, enfreint, par une faute personnelle les dispositions des chapitres I, II, III du titre III du code du travail en laissant travailler un salarié à une hauteur de plus de trois mètres sans protection collective ou individuelle, notamment sans avoir fait installer un garde-corps ou une plinthe sur le plancher d'un échafaudage éloigné de plus de 40 centimètres de la paroi d'un immeuble et en laissant travailler un salarié à une hauteur de plus de trois mètres sans protection collective ou individuelle, notamment sans avoir aménagé de moyen d'accès sûr, aux emplacements de travail.

— A la peine de 2 amendes de 5 000 F chacune.

Monsieur FUZEAU Michel, Henri, Yves, Francis, né le 26 septembre 1947 à MONTMORILLON (86), PDG de la S.A. Pierre GICQUEL et demeurant à Montreuil (93), 31, rue Gambetta.

Le Tribunal a, en outre, ordonné, aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le *Journal officiel*, le *Monde*, *France-soir* et *Libération*.

Pour extrait conforme délivré à Monsieur le Procureur de la République sur sa réquisition.

NY AYANT APPEL.

EXTRAIT DES MINUTES
DU GREFFE DU TRIBUNAL DE
GRANDE INSTANCE DE PARIS.

CONdamnATION PÉNALE.

Par jugement contradictoire rendu le 19 septembre 1989, la 31^e Chambre du Tribunal Correctionnel de Paris a condamné pour : INFRACTION AUX MESURES GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ.

— Pour avoir à Paris, le 7 novembre 1988, étant responsable par délégation du chef d'entreprise d'un établissement soumis aux dispositions du Livre II, titre III du code du travail, et à celles du décret du 8 janvier 1985, enfreint par sa faute personnelle les dispositions relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs et plus spécialement les mesures particulières de protection et de salubrité applicables aux établissements dans le bâtiment, des travaux publics ou tous autres travaux concernant les immeubles en laissant travailler un salarié sur un échafaudage non réglementaire.

— A la peine de 3 000 F d'amende.

Monsieur HAUTICOUR Armand, né le 26 octobre 1944 à La Croix-St-Leufroy (27), chef de chantier et demeurant à Livry-Gargan (93), 122, avenue Émile-Gérard. Le Tribunal a, en outre, ordonné aux frais du condamné la publication de ce jugement par extrait dans le *Journal officiel*, le *Monde*, *France-soir* et *Libération*.

Pour extrait conforme délivré à Monsieur le Procureur de la République, sur sa réquisition.

N'AYANT APPEL.

ÉCONOMIE

SOCIAL

Multiplication des grèves dans les transports

Une journée agitée pour les usagers

C'est pure coïncidence si la journée du mercredi 31 janvier s'annonce comme particulièrement difficile pour tous ceux qui auront à se déplacer en France. En effet, aucun chef d'orchestre syndical clandestin, ni aucune revendication commune n'explique la simultanéité des barrages des routiers, du mouvement à sauvages des conducteurs de la ligne A du RER parisien, de la grève officielle des cheminots et de l'arrêt de travail du personnel au sol d'Air Inter.

Bien sûr, on retrouve la CGT — ou ses militants — dans trois conflits sur quatre, hormis la route, mais elle n'y est pas très combattive à la différence des grèves de l'automne dernier qu'elle tenta vainement de généraliser.

La paralysie de la ligne A du RER (Saint-Germain-en-Laye — Marne-la-Vallée) s'explique par un refus des conducteurs de deux terminus de la ligne sur trois d'appliquer de nouveaux horaires. Bien qu'ils aient obtenu en compensation une réduction de la durée moyenne de conduite de deux minutes par jour, ils se sont présentés, le 29 et le 30 janvier, aux anciens horaires, limitant ainsi le trafic à un train sur quatre, mais en prétendant qu'ils ne s'étaient pas mis en grève.

A la SNCF, on est tout de même plus sérieux — dans le fond comme dans la forme. C'est tout à fait réglementairement que six organisations syndicales de cheminots sur sept ont déposé un préavis de grève à l'attention de l'ensemble du personnel pour les trente-quatre heures couvrant du mardi 30 janvier à 20 heures jusqu'au jeudi 1^{er} février à 6 heures. Le motif de cette grève n'est pas futile puisque les six syndicats entendent mobiliser leurs troupes contre le contrat de plan Etat-SNCF qui devrait être adopté, le 15 février, par le

conseil d'administration de la société nationale (*le Monde* du 11 janvier).

Il lui reprochait d'organiser le déclin du chemin de fer, notamment par la réduction de 40 % du trafic du fret par wagons isolés et par la diminution de 203 600 à 181 000, de 1984 à 1994, du nombre des cheminots.

Il est certain que le trafic sera très perturbé sur l'ensemble du réseau où l'on s'attend à ce que ne circule qu'un train sur quatre. Selon toute vraisemblance, ce mouvement ne fera décider ni le gouvernement ni la direction de la SNCF. D'autres arrêts de travail pourraient intervenir d'ici l'adoption du contrat de plan.

La culture

Air Inter

Les Français se consolent de cette agitation économique-sociale qui gêne leurs déplacements en apprenant que les Italiens souffriront une grève de dix jours de leurs chemins de fer, qui demeureront problématiques jusqu'au 7 février. Ou que les Portugais connaissent des arrêts de travail de leurs signaux de ciel. L'Europe des transports est aussi celle de leurs ratés.

ALAIN FAUJAS

TRANSPORTS

Bernard Attali
est élu président d'UTA

Le conseil d'administration d'UTA, la compagnie aérienne récemment rachetée par Air France, réunit le 29 janvier, à Paris, les membres du conseil. Le président de la commission — élu — de M. René Laporte, son PDG, a élu à la présidence de la société M. Bernard Attali, PDG d'Air France. Outre M. Attali, cinq nouveaux administrateurs ont été cooptés : MM. Jean-Denis Blanchet, Pierre Giraudet, Daniel Lelièvre, Alain Marcheteau, Gérard Drizet.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

POLIET
RENFORCE
SES POSITIONS

L'OPA lancée
par POLIET
lui a permis d'obtenir
65 % du capital
de LAMBERT FRÈRES
et CIE.

Cette prise de contrôle répond
à trois objectifs :

- constituer un groupe national de plus grande taille dans la perspective de l'ouverture des marchés européens,
- renforcer la rentabilité de l'ensemble tout en préservant l'identité de chaque marque et enseigne,
- exploiter les synergies et complémentarités des activités des deux groupes.

POLIET en 1990, c'est 19 milliards de F de chiffre d'affaires dans la production et la distribution de matériaux de construction.

POLIET est aussi le principal actionnaire de la SOCIÉTÉ DES CEMENTS FRANÇAIS avec 28 % du capital.

Pour financer
cet investissement,
POLIET vous propose
de souscrire
à son émission
de 1,45 milliard de F
d'Obligations
Remboursables
en Actions.

- Prix d'émission : 650 F.
- Priorité de souscription des actionnaires du 23/01/90 au 05/02/90 inclus et dans la proportion d'une obligation pour 6 actions possédées.
- Souscription du public à partir du 06/02/90.
- Date de jouissance : 19/02/90.
- Intérêts annuels : 7,5 %, soit 48,75 F par titre payable le 1^{er} janvier de chaque année et pour la première fois, prorata temporis, le 1^{er} janvier 1991.
- Durée totale de l'emprunt : 7 ans, 10 mois, 10 jours.
- Amortissement normal : en totalité le 1^{er} janvier 1998 par remboursement en actions POLIET, à raison d'une action pour une obligation.
- A compter du 01/03/90 les obligations pourront obtenir le remboursement en actions POLIET.
- La cotation sera demandée à la Bourse de Paris.

Une note d'information (visa COB n° 90-27 du 18/01/90) est tenue sans frais à votre disposition au Siège de la Société et aux guichets des Établissements chargés du placement. (BALO du 22/01/90).



POLIET

POLIET, 21-23, rue des Ardennes, 75940 Paris Cedex 19
Pour tous renseignements : 40.03.32.19

ÉCONOMIE

dans les transports
pour les usagers

ration de la
le Monde du

d'organiser le
le par, notam-
de 40% di-
sions volées et
de 203 600 à
14, du nombre

le trafic sera
l'ensemble du
et de ce que ne
à sur quatre.
blance, de mou-
sur le gouver-
de la SNCF
travail pour
l'adoption du

leur
leur

a défend leur
plus les petits
« traction-
want contrain-
sant en réalité
de temps de
la nuit par des
sécurité qui se
lure le repaire
« C'est une
été approuvé
manufacturier
de 31 millions
de M. Jean-
de M. Jean-

ES DES SOCIÉTÉS

ES DES SOCIÉTÉS

ES DES SOCIÉTÉS

ES DES SOCIÉTÉS

ES DES SOCIÉTÉS

ES DES SOCIÉTÉS

ES DES SOCIÉTÉS

ES DES SOCIÉTÉS

ES DES SOCIÉTÉS

ES DES SOCIÉTÉS

ES DES SOCIÉTÉS

ES DES SOCIÉTÉS

ES DES SOCIÉTÉS

ES DES SOCIÉTÉS

ES DES SOCIÉTÉS

ES DES SOCIÉTÉS

ES DES SOCIÉTÉS

ES DES SOCIÉTÉS

ES DES SOCIÉTÉS

ES DES SOCIÉTÉS

ES DES SOCIÉTÉS

ES DES SOCIÉTÉS

ES DES SOCIÉTÉS

ES DES SOCIÉTÉS

ES DES SOCIÉTÉS

ES DES SOCIÉTÉS

ES DES SOCIÉTÉS

ES DES SOCIÉTÉS

ES DES SOCIÉTÉS

ES DES SOCIÉTÉS

ES DES SOCIÉTÉS

ES DES SOCIÉTÉS

SOCIAL

Regroupement dans la branche alternateurs du groupe Valeo

La fermeture de l'usine des bougies Marchal
va supprimer 170 emplois

CHAMBERY

de notre correspondant

La SCAMBA, l'usine historique des bougies Marchal, créée en 1926 à Marignier, près de Cluses (Haute-Savoie), filiale du groupe Valeo, devrait cesser son activité au mois d'août prochain, entraînant la suppression de cent soixante-dix emplois fixes et celles d'une trentaine de postes d'intérimaires. Le plan social d'accompagnement sera présenté par la direction locale le mercredi 31 janvier dans la matinée, au cours d'une réunion extraordinaire du comité d'entreprise.

Cette décision est la conséquence directe de la restructuration de la branche alternateurs du groupe, qui sera annoncée au même moment, mais au siège de Créteil, devant le comité central d'entreprise. Elle procède d'un regroupement et d'un transfert des fabrications d'alternateurs de

l'usine d'Angers - ex-Motorola (trois cent trente salariés, cinq mille pièces) - vers l'unité d'Étampes dans la Somme (quinze mille pièces), dont l'effectif devrait passer de huit cent quatre-vingts à près de mille personnes. En contrepartie, avec un nombre équivalent d'emplois, l'activité de réparation et de « deuxième monte » de la SCAMBA serait déplacée à Angers.

Ce plan se heurte d'ores et déjà au refus des représentants syndicaux savoyards qui, en 1981 et 1985, ont dû se mobiliser pour sauvegarder leur emploi, au prix de la réduction de moitié de l'effectif.

La disparition de l'entreprise paraît d'autant plus inacceptable à M. Sylvain Manegon, secrétaire CGT du comité d'entreprise, que, selon lui, la SCAMBA a, depuis quatre ans, régulièrement dégagé des bénéfices, de l'ordre de 4 millions de francs en 1987 et de 8 millions en 1988. En accord avec la

CFTC, la CGT, majoritaire, paraît résolu à « s'opposer au démantèlement des machines par tous les moyens, y compris la résistance passive ».

Outre des contrats FNE, la direction de la SCAMBA envisageait des solutions de reprise du site, ainsi que le reclassement des salariés dans une région, la vallée de l'Arve, qui a récemment lancé un plan pour le recrutement de mille professionnels qualifiés dans la mécanique et le décolletage.

Le groupe Valeo, par sa branche électronique automobile, est également présent à Cluses depuis la reprise en 1988 de la société G. Cartier Systèmes, qui, avec l'unité d'Aix-les-Bains, compte près de cinq cents salariés. Annonce pour les prochains mois, une restructuration est aussi envisagée, qui pourrait se traduire par de nouvelles suppressions d'emplois.

MICHEL DELBERGHE

La grève à la BNP

Un compromis est recherché
autour de l'intéressement

L'augmentation de la prime d'intéressement pourrait constituer une issue au conflit qui perturbe l'activité de la BNP depuis un mois et demi. Le lundi 29 janvier, lors de la reprise des négociations, les syndicats ont proposé une prime annuelle, qui s'ajouterait à la prime d'intéressement égale à 1.100 francs en 1989, permettant de ne pas recourir à des mesures générales quelques jours avant l'ouverture des négociations salariales au sein de l'Association française des banques.

La CFDT propose d'en fixer le montant à 2.000 francs, soit l'équivalent des dix points qu'elle revendique, mais la direction juge ce montant excessif. Une nouvelle entrevue est prévue dans la journée de mardi.

Les prévisions de la BNP ont déjà obtenu dix points d'augmentation générale ainsi que des mesures spécifiques pour les bas salaires. Par ailleurs, la direction propose de retenir 70 % du salaire des jours de grève mais de « neutraliser » quatre journées.

SCIENTIFIQUES & CROYANTS I

JACQUES ARSAC
UN INFORMATICIEN... Il y a quelque chose
en dehors de la science.

128 pages - 78 FF

BRACHESNE
22, rue de Saint-Pétersbourg
75007 PARIS

TOURISME

En investissant 11,5 millions de francs sur trois ans

American Express va promouvoir
les régions françaises aux États-Unis

Indépendamment du cours du dollar, le nombre de touristes américains se rendant en Europe a fortement augmenté ces dernières années. De 800 000 en 1980, ils sont passés à 7 millions l'année dernière. Pour sa part, Bicentenaire de la Révolution aidant, la France en a accueilli 2,5 millions, un chiffre en augmentation de 19 % par rapport à 1988. « Nous devons atteindre le chiffre de 5 millions dans les quatre à cinq ans », affirme M. Olivier Stirn, ministre délégué au tourisme.

NEW-YORK

de notre correspondant

Pour tendre vers cet objectif, M. Stirn a assisté, le lundi 29 janvier, à la signature d'un accord de partenariat conclu à New-York entre Maison de la France, le Groupement d'intérêt économique (GIE) chargé d'informer le public sur les produits et les marchés touristiques français, et American Express, qui, outre ses activités bancaires et de cartes de crédit, dispose d'un réseau important d'agences de voyage. Baptisé « vendeur officiel du tourisme français », une excellente carte de visite pour le groupe, Amex a accepté de consacrer 11,5 millions de francs, sur une durée de trois ans, à la promotion des régions françaises, destinées à devenir la destination privilégiée des touristes américains.

Parmi les principales dispositions de l'accord figurent la création de deux centraux d'accueil et

d'information, l'un en France, l'autre aux États-Unis, la mise en place d'un dispositif d'accueil de la clientèle américaine en province et la formation, par American Express, des spécialistes nécessaires. Par ailleurs, une brochure vantant les mérites des régions sera tirée à 1 million d'exemplaires et distribuée dans les quatre représentations de Maison de la France aux États-Unis (New-York, Chicago, Dallas et Los Angeles).

Cette association du public (via le ministère, qui assure M. Stirn, a déjà doublé en 1989 l'enveloppe consacrée à la promotion du tourisme pour la porter à 300 millions de francs) et du privé (même si l'association avec Amex peut faire grincer des dents d'autres grands voyageurs) doit permettre de compenser les points négatifs dont souffre encore l'image touristique de la France, et ancrer davantage une clientèle américaine tentée par d'autres destinations européennes.

De nombreux visiteurs étrangers jugent encore que les prix sont trop chers au regard d'une qualité d'accueil parfois déplorable et d'une barrière linguistique qui incite certains touristes à comparer la France, dans ce domaine, au Japon.

L'enjeu est important. Le touriste américain dépense en moyenne 1.200 dollars pendant ses séjours touristiques, soit trois fois plus que le visiteur étranger moyen. De plus, la France, en dépit de certains handicaps, séduit les ménages les plus aisés et les plus éduqués de la population américaine, ceux dont le revenu moyen par famille s'élevait à 50 000 dollars par an en moyenne l'année dernière.

SERGE MARTI

INDUSTRIE

Remplaçant l'électronique

ATT présente
un ordinateur révolutionnaire
fonctionnant à la lumière

Le groupe américain ATT a annoncé, lundi 29 janvier, avoir développé un ordinateur révolutionnaire qui utilise la lumière à la place de l'électronique. La technique, que de nombreux laboratoires dans le monde essaient de développer, n'en est encore qu'au stade expérimental. Mais ATT estime qu'au début du siècle prochain ces machines pourraient calculer mille fois plus vite que les ordinateurs conventionnels.

Aujourd'hui, l'ordinateur d'ATT, composé de trente-deux commutateurs optiques et de huit diodes laser, ne tourne qu'à la vitesse de 1 million de cycles par seconde, ce qui est moins rapide que la plupart des ordinateurs personnels actuels. Mais les transistors optiques (symétrico-self-electro-optic effect devices ou S-SEED) présentent des avantages importants.

Le principe est qu'ils réfléchissent en la modifiant très vite la quantité de lumière émise par un faisceau laser. Ils peuvent « fabriquer » ainsi l'équivalent de 0 et de 1 à une vitesse théorique de milliards de fois par seconde. En outre, comme les rayons laser peuvent se croiser sans interférence, il devient possible de faire des circuits beaucoup plus plats qu'avec la technologie électronique si miniaturisée soit-elle.

Les domaines d'application sont l'informatique, où le traitement de très grandes quantités de données est rendu possible, mais surtout les télécommunications, où l'on utilise déjà les fibres optiques pour transporter les voix et les données. ATT est d'ailleurs le premier fabricant mondial de centraux téléphoniques.

Pour financer
cet investissement,
POLIET vous propose
de souscrire
à son émission
de 1,45 milliard de F
d'Obligations
Remboursables
en Actions.

- Prime d'émission 850 F
- Délai de souscription des obligations : du 25/01/90 au 25/02/90 et dans la période de souscription pour les obligations souscrites
- Délai de paiement de l'acte à partir du 25/02/90
- Délai de souscription : 15/02/90
- Intérêt annuel : 7,5%, soit 10,5% par titre payable le 25/02/90 et chaque année et par la suite tous les 15/02/90
- Délai de paiement de l'emprunt : 7 ans, à partir du 15/02/90
- Amortissement normal en 7 ans, soit 1598 par titre, par la suite tous les 15/02/90
- Délai de paiement de l'acte à partir du 25/02/90
- Délai de souscription des obligations : du 25/01/90 au 25/02/90 et dans la période de souscription pour les obligations souscrites
- Délai de paiement de l'acte à partir du 25/02/90
- Délai de souscription : 15/02/90
- Intérêt annuel : 7,5%, soit 10,5% par titre payable le 25/02/90 et chaque année et par la suite tous les 15/02/90
- Délai de paiement de l'emprunt : 7 ans, à partir du 15/02/90
- Amortissement normal en 7 ans, soit 1598 par titre, par la suite tous les 15/02/90
- Délai de paiement de l'acte à partir du 25/02/90

POLIET

19940 Paris Cedex 19
Tél. 01.47.33.33.33

Prenons un exemple tout simple :
votre dentiste vous pose un couronne.
Coût : 2.400 F. La Sécurité Sociale ne
vous rembourse que 529 F (autant dire
des « haricots »), vous en êtes de votre
poche pour 1.871 F !
Avec la Sécurité Libérale de la
Strasbourggeoise, ces 1.871 F peuvent

vous être remboursés intégralement et
rapidement. La Sécurité Libérale vous
permet de choisir entre de nombreuses
possibilités de remboursements
complémentaires adaptées à vos besoins
et à vos moyens. Vous pouvez ainsi
privilégier tel ou tel domaine :
hospitalisation, lunettes, frais dentaires,

pharmacie... Et en cas de séjour à l'hôpital
ou en clinique, vous ne déboursez rien.

La Sécurité Libérale, une nouvelle
conception de l'assurance des personnes,
vous fait bénéficier en plus et
automatiquement, de Santé Service,
une assistance exclusive en cas de
maladie ou d'accident, à votre domicile

et en déplacement dans le monde entier.

La Sécurité Libérale, c'est aussi une
information régulière en matière de santé
et la disponibilité de véritables spécialistes.
Contactez la Strasbourggeoise - Assurance
Mutuelle, B.P. 405, 67001 Strasbourg Cedex.
Tél. 88.62.90.27 ou 46, rue de Provence,
75009 Paris. Tél. (16) 1.42.85.00.36.

Strasbourggeoise

ASSURANCE MUTUELLE

Partenaire Santé du Groupe Azur

GROUPE AZUR

Si vous désirez rencontrer un professionnel de l'Assurance proposant la Sécurité Libérale, tapez sur votre Minitel : 36.16 MTX STRAS.

TECHNOLOGIE

Economique, léger et bientôt moins polluant

Le retour du moteur deux temps

Simple et bon marché le moteur deux temps avait un gros défaut : il émettait quantités de fumées et d'odeurs d'hydrocarbures imbrûlés. Grâce aux progrès de l'électronique, il pourrait au contraire devenir le moteur propre de demain.

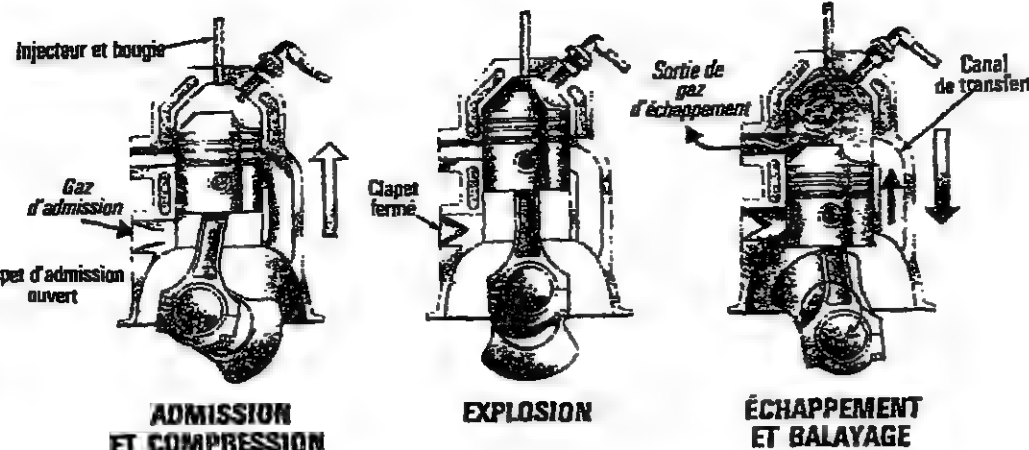
Bien connu des amateurs de deux-roues, le moteur deux temps pourrait bien d'ici quelques années retrouver une place de choix sous le capot des automobiles. S'il évoque actuellement la pétarade et les fumées qui accompagnent tout passage de l'échappement, pour le plus grand déplaisir des écologistes allemands, il pourrait au contraire devenir le *petit prince* des moteurs peu polluants.

La plupart des grands constructeurs automobiles lui consacrent une part non négligeable de leur budget de recherche et développement. Il figure en bonne place, avec un budget de 75 millions de francs, dans le programme de recherche sur la « voiture propre » annoncé la semaine dernière par le gouvernement et les deux constructeurs nationaux, PSA et Renault.

Dans un moteur quatre temps, chaque cycle se déroule en quatre étapes. Admission : pour l'admission d'air et d'essence ; compression : le piston monte dans le cylindre pour comprimer ce mélange ; explosion : l'allumage provoque une explosion du mélange, ce qui augmente brutalement la pression dans le cylindre et repousse le piston vers le bas ; échappement : le piston remonte et chasse les gaz brûlés vers l'extérieur. Dans un moteur à deux temps, les phases d'admission et d'échappement ont lieu simultanément. On se sert des gaz brûlés pour pousser les gaz frais vers l'extérieur. Chaque cycle ne nécessite donc qu'un aller et retour du piston dans le cylindre et non deux comme pour le moteur à quatre temps.

La relative simplicité du moteur à deux temps induit de nombreux avantages. Une meilleure qualité de fonctionnement : un moteur à deux temps trois cylindres procure le même confort qu'un quatre-temps six cylindres. Il consomme moins d'essence. Sa puissance est supérieure : de 50 % pour une cylindrée donnée, selon Bernard Bertrand, adjoint au directeur des recherches et affaires scientifiques de PSA.

Son entretien est plus facile : il est inutile de le vidanger et il comprendrait cent soixante-dix pièces de moins qu'un quatre-temps, ce qui en améliore la longévité. Il est plus compact, 60 % plus léger et moins encombrant. Enfin, il émet moins d'oxyde d'azote dans l'atmosphère (1).



1. Dans un moteur à deux-temps, les gaz frais pénètrent dans la partie basse du cylindre, les clapets d'admission étant ouverts. Le piston, en montant, comprime les gaz situés dans la partie haute et ferme les « lumières » pour éviter que ces gaz, une fois brûlés, ne se mélangent aux gaz frais, qu'il continue d'aspirer pendant sa course.

2. Les gaz frais étant comprimés et dans la partie haute, une étincelle se produit, ce qui provoque l'explosion.

3. Le piston reprend sa course vers le bas, ouvrant de ce fait les « lumières », ce qui permet aux gaz brûlés d'être évacués. Simultanément, il comprime les gaz frais du dessous, les chassant vers la chambre supérieure.

Alors, le quatre-temps serait-il une réalisation d'ingénieur fou adepte de la complexité ? Non, bien sûr. Les inconvénients du deux-temps, s'ils sont peu nombreux, sont très difficiles à surmonter. Les phases d'admission d'air frais et d'essence, d'une part, et d'échappement des gaz brûlés, d'autre part, ayant lieu simultanément, il est très difficile d'éviter que les deux ne se mélangent entre eux. Or, s'il reste des gaz brûlés dans le cylindre, cela perturbe la propagation de la combustion, et de l'essence non brûlée est rejetée dans l'atmosphère.

« Des progrès très prometteurs »

Si le moteur à deux temps réduit les émissions d'oxyde d'azote, il augmente donc en revanche celles d'hydrocarbures. En outre, un moteur à deux temps nécessite de l'huile pour ses roulements : il consomme 2 % d'huile contre moins de 0,2 % pour un quatre-temps. Enfin, il est plus bruyant, car les clapets d'admission d'air frais (voir schéma) se referment brutalement lors de l'échappement pour éviter que cet air frais ne reparte vers l'extérieur.

Mais « les progrès réalisés dans l'analyse des phénomènes de combustion, d'une part, et en électronique, d'autre part, sont très prometteurs pour le deux-temps », affirme Jean-Yves Helmer, directeur de la division automobile de PSA.

Les progrès réalisés en modélisation dans le domaine de la mécanique des fluides permettent en effet de mieux comprendre les circula-

tions d'air, la façon dont se font les mélanges et les moyens d'y remédier. Et grâce à l'injection électronique, on attend que le piston soit remonté pour injecter directement le carburant dans le cylindre, après que les « lumières », c'est-à-dire les canaux qui mettent en communication le haut et le bas du cylindre, ont été obturées par la remontée du piston.

Mais ces dispositifs sophistiqués coûtent cher : ils pourraient combler l'écart de prix actuel entre le deux-temps et le quatre-temps. Or le prix d'un moteur représente environ 10 % du prix d'une automobile. « Notre objectif est qu'il ne soit pas plus cher qu'un quatre-temps », analyse Jean-Yves Helmer.

Les équipes de recherche de Peugeot et de Renault, qui menaient chacune de leur côté des recherches sur le deux-temps, vont maintenant unir leurs forces. Peugeot s'était déjà associé avec l'industriel français de pétrole et Renault avec le Moteur moderne, une société de recherche sous contrat.

Rêve des motoristes

Pour ce nouveau programme, une première phase de trois ans à cinq ans aura pour objectif de définir s'il est ou non possible de faire fonctionner un moteur à deux temps de façon rentable et non polluante sur une automobile. Si la conclusion est positive, les premiers modèles seront commercialisés à la fin des années 2000. Il s'agira de « haut de gamme de voitures moyennes, du niveau des 309 actuelles », estime Jean-Yves Helmer. Le coût total des recherches,

Avec la généralisation des portables

La bataille des batteries légères

Qu'il s'agisse d'ordinateurs ou de téléphones, les portables sont à la mode. Pour les alimenter en électricité, les batteries doivent, à capacité égale, perdre du poids et du volume. Un défi que les fabricants ont encore du mal à relever.

Le téléphone en bandoulière, le micro-ordinateur sur les genoux, la caméra vidéo au poing, la musique entre les oreilles. Les portables sont partout, de la cuisine au jardin, en passant par la boîte à outils. Les fabricants de batteries travaillent d'arrache-pied sur ce secteur tout neuf.

Les piles jetables étaient, jusqu'à une période récente, le seul recours énergétique de l'électronique sans fil. Aujourd'hui, tous comptes faits, il est moins coûteux de recharger. Il suffit de faire le budget « piles » destinées aux jouets des enfants pour s'en apercevoir ! Longtemps réservées aux professionnels, les accumulateurs rechargeables sont diffusés depuis peu sur le marché grand public. Cette idée émergeait à peine en 1985.

L'enjeu est important, puisque le marché mondial est estimé à 800 millions d'ampères/heure. Ce qui représente, schématiquement, 800 millions d'éléments de la taille d'une petite pile cylindrique de 1,5 volt. Le taux de croissance annuel des ventes est de 15 % à 20 %. Les japonais sont en position dominante avec Sanyo et Matsushita.

En version professionnelle et grand public, les accumulateurs portables représentent 40 % de l'activité du français Saft, premier fournisseur du marché européen. La demande grandissante s'accompagne d'une avancée technologique.

Résumé le volume et le poids

Chez Saft, les voyants sont au vert. « Développés dans les années 70, précise Laurent Hebenstreit, responsable du marketing, les produits sans fil connaissent un boom dans les années 80. » La société a décidé de doubler ses investissements en recherche-développement et en production en 1989, et prévoit de les tripler en 1990. Une étude, réalisée en 1988, montre que les premiers utilisateurs sont jeunes, plus de 20 % de la clientèle se recrutent chez les moins de vingt-cinq ans. Les baladeurs et les modèles réduits sont de gros consommateurs d'énergie.

Si la batterie destinée à l'automobile est fort connue, en revanche, nous ne savons pas toujours que ce terme générique désigne l'ensemble des accumulateurs rechargeables. Malgré leur ressem-

blance, piles et batteries ne font pas le même usage. Les premières se jettent, les secondes durent beaucoup plus longtemps.

Le pari technologique est énoncé clairement : augmenter la capacité énergétique et réduire le volume et le poids. L'autonomie est le maître mot. L'effet de série et l'évolution des techniques influenceront certainement les coûts.

Un accumulateur est composé essentiellement de deux électrodes, l'une positive, l'autre négative, baignant dans un électrolyte. La production de courant est le résultat d'une réaction électrochimique entre ces trois éléments. Dans « au plomb », l'électrode positive, en oxyde de plomb, et l'électrode négative, en plomb, baignent dans une solution d'acide sulfurique. Relativement peu cher, son poids est un inconvénient majeur.

Autre désavantage, le cycle charge-décharge est peu souple. La batterie au plomb supporte mal une décharge complète qui abrège sa durée de vie. Les industriels tentent donc de lui trouver un substitut.

Le couple nickel-hydrogène

Plus légers, dotés d'une bonne longévité (entre cinq et dix ans), capables de fonctionner dans une large plage de température, de -40° à +65°C, les accumulateurs au nickel-cadmium présentent d'autres inconvénients. Le cadmium, une impureté du zinc à raison de 0,5 % à 3 %, connaît une forte demande, puisqu'il entre également dans la composition de certaines peintures et dans la protection des métaux. Et le nickel est une matière chère.

Les laboratoires Sorape (Société de recherche et d'applications électrochimiques) ont longtemps travaillé au développement de nouvelles électrodes. Ils ont recours au nickel de galvanoplastie (ce procédé utilise le nickel sous la forme de sels pour le déposer, par électrolyse, sur des matières à protéger). Les supports d'électrodes sont des mousses ou des feutres métalliques alvéolaires et fibreux de 300 à 500 grammes/mètre carré qui nécessitent de 3 à 5 fois moins de nickel que les plaques traditionnelles.

En quatre ans, Saft a augmenté la capacité de ses batteries nickel-cadmium de 40 %. L'espace vide entre les électrodes s'est peu à peu comblé au profit de matériaux actifs. La nouvelle électrode positive, composée de mousse ou fibre de nickel, devrait permettre d'atteindre, à la prochaine étape, une nouvelle amélioration de 20 %. Le cadmium, métal lourd, est par conséquent soumis à une réglementation de plus en plus sévère pour la préservation de l'environnement. Un système de récupération des accumulateurs pour le recyclage se met progressivement en place.

Pour résoudre les problèmes de pollution et tenter de réduire encore les coûts, un nouveau couple fait son entrée, le nickel associé à l'hydrogène. L'électrode négative, l'hydrogène, est un composé de métal (nickel) et d'hydrogène. L'électrode positive et l'électrolyte sont de même nature que pour la version nickel-cadmium. La ligne de fabrication sera donc identique.

Deux autres atouts dans la manche du nickel-hydrogène : son prix (il risque d'être moins cher que le nickel-cadmium) et sa capacité volumique, de 30 % à 40 % supérieure au précédent.

Les premiers échantillons sortent en 1990. « Notre objectif, affirme Laurent Hebenstreit, est de couvrir 50 % du marché du portable en 1995. » L'amélioration du service rendu par les batteries dépend également de la réduction de leur temps de charge. Les cinq heures encore nécessaires seront prochainement ramenées à une ou deux heures, grâce à l'arrivée de nouveaux chargeurs.

Les accumulateurs version petite taille et haute capacité énergétique ont pris du retard sur les applications de l'électronique portable. Un exemple où la technologie court après un marché en pleine expansion.

MARTINE CHARTIER

ALGERIE - الجزائر
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE
ENTREPRISE NATIONALE DE SIDÉRURGIE
- SIDER -
AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Prêt n° : 2821 AL
 (AAOI) n° : 02/1989

L'entreprise nationale de sidérurgie (EN. SIDER), groupe commercial, sous-direction transactions commerciales, sise le Paradou Hydra Alger, lance un appel d'offres international pour l'acquisition de conduites et pièces spéciales en fonte ductile (diamètre 60 à 1 000 mm).

Ces fournitures sont financées par un prêt de la banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD).

Les dossiers de consultation peuvent être retirés à l'adresse indiquée ci-dessus contre paiement d'un montant de deux mille (2 000) dinars algériens.

Les soumissions devront être transmises sous double enveloppe cachetée. L'enveloppe extérieure strictement anonyme mentionnera les références du présent appel d'offres.

La date limite de dépôt des offres est fixée à quarante-cinq (45) jours après la première publication au BOMOP (Bulletin officiel des marchés de l'opérateur public).

Le soumissionnaire restera engagé par son offre pendant une durée de cent quatre-vingts (180) jours à compter de la date limite de clôture fixée ci-dessus.

L'ouverture des plis se fera en séance publique à l'adresse indiquée ci-dessus le lundi 19 mars 1990 à 9 h 30 du matin.

Des lasers contre les courants d'air

Si les améliorations apportées au moteur à deux temps (lire ci-dessus) sont en partie dues aux progrès réalisés dans le domaine de la modélisation, il en est de même pour d'autres parties du véhicule, beaucoup plus liées au confort : à savoir, l'intérieur de la voiture, le dessin des sièges ou le positionnement des bouches d'aération, pour permettre le meilleur écoulement possible des masses d'air et éviter d'avoir les pieds gelés ou la tête surchauffée.

La CETIAT, Centre technique des industries aéronautiques et thermiques, situé à Orsay, s'est fait une spécialité de ce type d'étude : dans l'automobile, mais aussi dans des milieux aussi différents que des salles de spectacle, des musées, des couloirs de métro, ou même des vitrines réfrigérées de grande surface. Si les spectateurs du nouvel Opéra-Bastille ne souffrent ni du froid ni de la chaleur en écoutant leurs airs favoris, ils le doivent ainsi aux ingénieurs du CETIAT, et au nouveau matériel qu'ils viennent d'inaugurer : une station de tomographie laser.

Elle a permis de visualiser la façon dont se déplace l'air dans la salle et de déduire quelles modifications architecturales devaient être apportées pour améliorer le confort des spectateurs. Après avoir construit une maquette de la salle, avec ses sièges, ses marches, ses bouches d'aération, les techniciens du centre ont « ensémené » de particules l'air qui l'entourait.

Un laser illumine les écoulements d'air, ce qui permet d'en détecter rapidement les défauts. D'autant plus que l'expérience est filmée en vidéo, permettant de voir ensuite les images au ralenti. L'analyse par ordinateur des images vidéo rend possible aussi de déterminer la vitesse des particules en chaque point de l'image. Or c'est la vitesse à laquelle se déplacent les courants d'air qui est l'une des principales causes de la sensation de froid.

Cette plate-forme, dont le coût global est de 5,5 millions de francs, a été financée par la taxe parafiscale dont bénéficie le centre, ainsi que par Gaz de France, la région Ile-de-France et le ministère de l'Industrie.

A. K.

Les images de...
 ement général...
 mme par des calculs...
 leur envassement pe...
 notre vie courante. De...
 veut des blases, elle...
 sont des génériques d...
 son se multipliant...
 sont punitionnaires, e...
 dans les tracages de...
 Sere parer bien c...
 diste ou il n'y a p...
 de produit complexe...
 d'abord une forme...
 avant de se matérial...
 les ordres de montag...
 est grâce aux progr...
 lers des matériaux et...
 de graphique, l'image...
 pour montrer chaque...
 nouvelles frontières...
 de l'imagination de...
 dans la recher...
 vers le secours des...
 vers des médecins...
 vent assister des nu...
 comence en croissant...
 rentable

Chaque année, du...
 année, chercheurs et...
 venant à l'imagina...
 leurs expériences, 4...
 leurs rêves, derrière...
 leurs mondes virtuel...
 sa neuvième édition...
 On a du 6 au 9 févri...
 et Forum international...
 rapides images, org...
 Institut national de...
 sus, l'IFA, et le Foru...
 national de télévisi...
 Alerte-Crisis, pour...
 mme des « image...
 motus ». A la fois...
 Sider, marché des té...
 et des applications...
 est dans le lieu d'un...
 mur entre les meille...
 produits dans l'année...
 res pour les prix P...
 cette occasion, notr...
 présente certaines...
 vers un image de s...
 les perspectives de m...
 ces techniques, et les...
 l'ères des recherches...
 sur les pays dévelo...
 plus performantes de...
 de la création sans f...
 nouveaux mondes p...
 immatériels.

VISI
Télé
à la

Le Monde IMAGINA

L'imaginaire de l'an 2000

Décors virtuels, acteurs humanoïdes, tableaux animés

Les images de synthèse, entièrement générées et animées par des calculs d'ordinateur, envahissent peu à peu notre vie courante. Devant nos yeux déjà blasés, elles colonisent les génériques de télévision, se multiplient dans les spots publicitaires, essaient dans les trucs de cinéma. Sans parler bien sûr de l'industrie, où il n'y a plus guère de produit complexe qui n'ait d'abord pris forme sur écran avant de se matérialiser sur les chaînes de montage. Pourtant, grâce aux progrès accélérés des matériels et logiciels de graphisme, l'image synthétique franchit chaque jour de nouvelles frontières, et sollicite l'imaginaire des créateurs. Dans la recherche, elle vient au secours des scientifiques ou des médecins qui doivent exploiter des masses de données en croissance exponentielle.

Chaque année, du monde entier, chercheurs et créateurs viennent à Imagina confronter leurs expériences, échanger leurs rêves, défricher de nouveaux mondes virtuels. Pour sa neuvième édition, à Monte-Carlo, du 6 au 8 février 1990, ce Forum international des nouvelles images, organisé par l'Institut national de l'audiovisuel (INA) et le Festival international de télévision de Monte-Carlo, poursuit le thème des « Images en liberté ». A la fois colloque, Salon, marché des techniques et des applications, Imagina est aussi le lieu d'une compétition entre les meilleurs films produits dans l'année, couronnés par les prix Pixel-INA. A cette occasion, nous donnons une certaine idée des applications de l'image de synthèse, des perspectives du marché lié à ces techniques, et les grandes lignes des recherches menées dans les pays développés, qui mélangent l'imitation toujours plus perfectionnée de la réalité et la création sans limite de nouveaux mondes purement imaginaires.

Joyau des techniques de tramage, l'image de synthèse permet aujourd'hui de réaliser des villes imaginaires, de créer des monstres ou d'animer des acteurs artificiels. Un nouvel art spectaculaire est en train de naître sous nos yeux.

La puissance et l'ampleur des développements des images de synthèse semblent désormais irrésistibles. Les prophéties d'hier sont aujourd'hui réalisées et même dépassées. Ces images entièrement créées par des calculs à partir de modèles mathématiques jouent déjà un rôle prépondérant dans de nombreux secteurs d'activités professionnelles, mais commencent aussi à modifier profondément le domaine de la création audiovisuelle. Elles sont devenues de véritables outils de travail pour les concepteurs, les ingénieurs, les chercheurs, les créateurs, les décideurs. Ce succès massif s'explique par la combinaison de capacités d'analyse et de simulation des mathématiques et de l'informatique avec les capacités de présentation et de visualisation des images bi-ou-tridimensionnelles. Les performances des matériels informatiques, qui ne cessent d'augmenter, mettent en valeur la richesse propre des modèles mathématiques et de simulation quant à la palette et à la manipulation du monde réel.

L'image, longtemps cantonnée à l'enregistrement photographique ou cinématographique des choses déjà existantes, peut désormais nous faire voir ce qui n'existe pas encore ou ce qui ne pourra jamais exister. Bien loin d'être un gadget de plus dans la quincaillerie de l'électronique, l'image de synthèse représente une étape fondamentale dans l'histoire des moyens de représentation. Elle combine en effet la rigueur des formalismes mathématiques et informatiques avec la richesse synthétique de l'image.

Aussi l'image de synthèse est-elle devenue en peu d'années un véritable carrefour où se croisent les influences les plus diverses. Des œuvres d'un autre type font apparaître des voies nouvelles, « entre » le cinéma et la peinture, « entre » la danse et l'animation, « entre » l'art et l'architecture. Les œuvres d'art, interactives, intermédiaires, tentent de synthétiser les leçons du passé avec les promesses de l'avenir.

On évoquera par exemple le « City Project » de Mark Muller, commandité par le Museum of Modern Art de New-York, consistant à simuler une ville totalement imaginaire sur ordinateur. On peut dès lors « se promener » virtuellement dans cette base de données. On éprouve des sensations intermédiaires entre la contemplation d'un tableau et la promenade architecturale. Le film de Susan Amkraut et de Michael Girard, « Eurythm », réalisé avec des techniques d'animation « intelligentes » à l'Ohio State University, permet de simuler la rencontre impeccablement chorégraphiée d'oiseaux croissant et croissant quelques agiles danseurs. Ce film, qui utilise des techniques de programmation spéciales, démontre l'influence grandissante des méthodes de l'intelligence artificielle dans la synthèse d'image. Elles permettent notamment d'animer un grand nombre d'objets complexes en relation les uns aux autres, en déchargeant l'animateur des tâches triviales.

En quelque sorte, les objets créés sur l'écran deviennent de plus en plus autonomes. Ainsi l'animateur joue-t-il plus le rôle d'un maître de ballet dirigeant l'ensemble de ses personnages plutôt que celui d'un marion-



netiste obligé de contrôler le moindre détail. Certes, l'influence du passé continue d'être prépondérante, et l'on continue de voir quelques séquences dignes de l'âge d'or du cinéma d'animation disneyen, comme les célèbres pièces de John Lasseter, *Lucy Jr.*, *Red's Dream* ou *Knick Knack* et bien sûr *Tin Toy*, qui fut le premier film en image de synthèse de l'histoire à avoir reçu un *academy award*.

La recherche du réalisme

Certains logiciels permettent d'obtenir sans effort les effets de *squash and stretch*, si importants pour l'expressivité, et de manipuler, d'étirer, de comprimer dans tous les sens les objets les plus compliqués, comme dans le film *Locomotion*, de Steve Goldberg. Par ailleurs, les recherches les plus délicates concernent l'animation des corps humains, qui reste la « dernière frontière ».

Matt Elson, avec son film *Little Death*, résume admirablement les derniers progrès réalisés dans la saga de la fabrication d'images de synthèse. On y voit un buste de jeune femme doucement palpitant, à la peau confondante de crédibilité tactile. Par ailleurs, les techniques de simulation basées sur des données physiques permettent de créer sans difficultés des



« Columbus on the Edge ». A cinq cents ans de l'écran, les vaisseaux de Christophe Colomb et des astronautes de la NASA.

« Little Death » : l'animation humaine, ou la quête du Graal en images de synthèse.

reconstitutions réalistes de phénomènes complexes : nuages, cascades, étonnelles... Ces simulations peuvent même donner lieu à des phénomènes imaginaires comme dans les expériences d'Annie Luciani à Grenoble, qui invente de toutes pièces des phénomènes physiques. Des biologistes comme Philippe de Reffye à Montpellier s'efforcent désormais avec des informaticiens pour créer des modèles réalistes de la croissance (de la graine jusqu'à l'âge adulte) de n'importe quel arbre existant réellement ou non. On peut ainsi créer littéralement des « bonsais » sur ordinateur, et modifier au fur et à mesure de sa croissance l'arbre de synthèse qui « pousse » sur écran.

Depuis les origines, la recherche du « réalisme » a été le principal moteur des progrès des logiciels de synthèse d'image. Après avoir compris successivement les mystères de la perspective, le calcul des

ombres et des lumières, le rendu des textures et des effets de matière, la recherche s'oriente vers des problèmes de plus en plus délicats.

En fait, ce sont les formes de la nature qui posent les problèmes les plus difficiles. La synthèse réaliste des arbres et des feuillages, des montagnes et

peine, on peut imaginer dans un proche futur que l'on pourra simuler et passer les personnages de tableaux de maître, et leur donner une vie animée à partir de leur apparence peinte et de logiciels d'animation ad hoc.

Ainsi, la synthèse d'image peut d'ores et déjà être considérée comme le joyau des techniques de tramage et d'effets spéciaux. Elle permet d'obtenir des effets absolument irréalisables par d'autres moyens.

Elle rend aussi possibles des types de scénarios inédits et autorise le développement d'un autre imaginaire. Un film particulièrement réussi à cet égard, *The Abyss*, fait largement appel à différentes techniques de tramage, mais pour sa séquence la plus importante, la rencontre face à face des héros avec le monstre marin, on a fait appel aux services d'ILM, la firme d'effets spéciaux fondée par George Lucas. ILM a pu synthétiser de façon remarquablement réaliste un monstre « en eau de mer ».

La question la plus difficile à résoudre reste celle de la combinaison et de la bonne intégration des images issues de différentes sources (images de synthèse, images de prises de vues réelles, tramage optique, *matte painting*). Dans le film *Indiana Jones et la dernière croisade*, ILM a également réalisé la séquence choc du vieillissement d'un visage se transformant en poussière en quelques secondes. Nul doute qu'un nouvel imaginaire est en train de naître.

Les vertus des mondes virtuels

Depuis toujours, ce soit les développements des matériels qui ont permis l'émergence de nouveaux logiciels, et qui ont en fin de compte ouvert la porte à des créations d'un type nouveau. En matière de systèmes, le concept à la mode est aujourd'hui celui d'« environnement virtuel » (*virtual environment*). En effet, si la principale vertu du monde réel c'est d'être là et bien là, les « mondes imaginaires » de la synthèse d'image peuvent depuis peu de temps acquiescer aussi cette évidence de la « présence ». Ainsi, le système VIEW développé à la NASA par Scott Fisher utilise des matériels spécifiques (casque de visualisation, stéréoscopique, *data glove*) et permet d'évoquer « dans » un monde simulé et d'interagir physiquement avec lui. En effet, de nouveaux capteurs permettent de dialoguer avec le système par le geste, la parole ou la direction du regard. Le casque de visualisation stéréoscopique donne une image virtuelle du monde synthétique tridimensionnel, que l'ordinateur calcule en fonction de la position supposée de l'observateur dans l'espace simulé, et en fonction de la direction de son regard.

La société VPL Research de San-Francisco a développé le système Embotoc, qui permet à plusieurs personnes de partager le même monde virtuel. Ainsi le développement extraordinaire des images de synthèse se couple-t-il aujourd'hui avec celui des systèmes de visualisation. Un nouvel art spectaculaire est en train de naître sous nos yeux et qui aura aussi peu de rapports avec le cinéma d'Hollywood que le cinéma de Méliès n'en avait lui-même avec le théâtre, à l'aube de ce siècle.

PHILIPPE QUEAU
INA, responsable
du programme Imagina

Après avoir envahi la télévision

L'ordinateur s'attaque au cinéma

Qu'y a-t-il de commun entre « Abyss », « The Last Starfighter », « Roger Rabbit » et « Oliver et compagnie » ? L'utilisation de l'ordinateur.

Vous pensez qu'on a absolument besoin d'acteurs en chair et en os ? Vous considérez Max Headroom comme le produit d'un rêve fou ?

Réfléchissez-y à deux fois. Il pourrait bien être le pionnier d'un large mouvement d'évasion hors de la réalité grâce à l'ordinateur. Et pourquoi n'assisterions-nous pas, à la fin des années 90, à la remise des premiers oscars à des acteurs de synthèse ?

Et même si Max Headroom est en fait un être de chair et de sang qui se fait passer pour une créature virtuelle, beaucoup de spécialistes de l'image de synthèse sont persuadés que le principe est le bon. Maintenant, il ne reste plus qu'à se débarrasser complètement de l'élément humain et à laisser l'intelligence artificielle s'occuper de tout.

Il y a environ trois ans, Keith Waters, du Middlesex Polytechnic, travaillait sur une version informatique de « Spring

Image » (l'équivalent britannique du « Bébé Show »). Les progrès réalisés dans les expressions du visage sont très impressionnants. A peu près à la même époque, Nadia Thalmann se lançait, à l'université de Genève, dans une nouvelle recherche sur la création de personnages de synthèse grâce à l'intelligence artificielle et à la robotique. Un petit film intitulé *Galaxy Sweepstake* et mettant en scène Marilyn Monroe montre que la théorie est bel et bien en voie d'être confirmée par la pratique.

Les possibilités offertes par ce type de travail sont pour ainsi dire illimitées. Mais l'intelligence artificielle n'a pas été sans hauts et bas. Une trop grande confiance au début a conduit à une prudence excessive par la suite.

C'est principalement à la nouveauté de l'outil lui-même que l'on doit la première tentative importante d'utilisation de l'image de synthèse dans un long métrage. *Trom*, réalisé en 1982, y a eu recours pour soutenir un scé-

nario indigent. Comme les scènes de synthèse s'intégraient dans une série de jeux vidéo, il n'y avait pas de réelle nécessité pour l'image d'aller au-delà du look « informatique ». Le réalisme n'était pas vraiment au programme en ce temps-là.

A peu près à la même époque, au Computer Graphics Lab du New York Institute of Technology, on travaillait sur un film qui, proclamait-on ambitieusement, serait enfin le premier long métrage entièrement généré par ordinateur : *The Works*. Les nouveaux univers, les créatures 3D réalisées à cette occasion, étaient incontestablement remarquables. Mais, à l'instar de *Trom*, il ne s'agissait encore que d'un monde qui, de toute évidence, était synthétique.

Trom avait aiguisé l'appétit de ceux qui travaillèrent sur le film. A leur suite surgit en Californie une armée de spécialistes de l'animation par ordinateur cherchant à s'infiltrer à Hollywood. Les plus ambitieux d'entre eux appartenaient à la société Digital Productions, qui s'équipa d'un Cray XMP, puissante machine à broyer les nombres.

Lire la suite page 30

VisiOPASS les images à la carte.

Télévision par abonnement ou avec paiement

à la consommation



فكرامى المصطفى

IMAGINA

L'aube d'une nouvelle pensée

De l'image-loisir à l'image-concept

Pratiquement inconnue du monde des médias au début de la décennie 80 car la simulation graphique par ordinateur était jusque-là réservée au secteur militaire et à l'industrie, l'image de synthèse aborde les années 90 par un vaste mouvement de diversification de ses applications.

Plus qu'une simple technique de production, l'imagerie informatique s'élève désormais au rang d'un langage universel de représentation visuelle. Grâce au numérique, la conception d'images par ordinateur transpose dans l'audiovisuel le processus d'intégration technologique et la diversification des usages que l'on a pu constater dans d'autres secteurs de l'industrie de la communication, telles l'information, les télécommunications. Or la simulation visuelle survient à un moment crucial dans l'histoire des médias culturels de la représentation : l'image ajoute à son rôle de manifestation immédiate des formes, réelles ou fictives, une fonction heuristique par laquelle elle contribue directement à la formation du savoir. Par ses origines mathématiques et scripturales, l'image de synthèse aborde aujourd'hui la communication audiovisuelle. Si les années 80 ont été marquées par l'avènement d'une consommation de produits audiovisuels, bénéficiant de la libéralisation et de l'internationalisation des marchés, les années 90 verront probablement l'avènement d'une consommation de l'information « transmédiatique » avec l'introduction de nouveaux terminaux et réseaux polyvalents traitant simultanément les sons, les textes et les images. Après « l'image-loisir », avec laquelle nous avons appris à nous distraire, voici « l'image-concept » avec laquelle nous apprenons à travailler.

Un marché en forte croissance

Au même moment, sur le plan industriel, le marché de l'infographie a enregistré l'un des plus forts taux de croissance de la filière électronique. Il devrait continuer sa progression d'ici à 1992 à un rythme annuel de l'ordre de 11 % contre seulement 9 % pour l'ensemble de la filière. En l'espace de dix années (1982-1992), les investissements mondiaux dans les techniques de l'imagerie informatique seront ainsi passés de 2 milliards de dollars à 23,6 milliards en 1992, pour atteindre en fin de période près de 36 milliards de dollars. Ils représenteront alors 3,3 % du marché total de la filière électronique contre seulement 0,6 % dix ans plus tôt. Mais pour mieux apprécier l'ampleur de ce mouvement, il faut rappeler que, simultanément, les prix des équipements et logiciels graphiques auront été divisés, à performance égale au cours de cette période, par 10, voire par 20 pour certains.

Parallèlement, à cette croissance quantitative s'opère une profonde restructuration du marché. Alors qu'en 1982 80 % des investissements étaient réalisés dans la simulation industrielle

(CAFO), celle-ci ne pèsera plus que 41 % en 1992. Inversement, la part de l'édition électronique et des techniques d'arts graphiques, négligeable en début de période, s'est hissée au deuxième rang avec plus de 30 % de l'investissement en 1988, et devrait atteindre 36 % en 1992.

A cela s'ajoute une diversité toujours plus grande des domaines d'application, imagerie scientifique (1 % du CA mondial en 1988) animation audiovisuelle (7 à 8 %), cartographie (2 %) Business Graphic (7 %)...

Un nouvel alphabet

Malgré cette diversification, l'offre de production et la demande d'application demeurent en majorité nord-américaines. Mais les Etats-Unis avec

50 % du marché se trouvent confrontés à une montée en puissance de l'Europe, et surtout du Japon, là où la civilisation de l'écriture, l'idéographique, prend sa revanche sur celle de l'écriture alphabétique.

Pour mesurer l'économie de cette « nouvelle culture des écrans », il faut la considérer globalement comme l'émergence d'un nouveau mode d'expression. « Dans nos sociétés saturées d'information fugitive », écrit Philippe Quéau, « encombrées de savoirs complexes... Visualiser la complexité est devenu un enjeu essentiel d'une représentation du monde plus opératoire. » Par ses fonctions descriptive et analytique dans le champ du savoir, la simulation par ordinateur s'affirme en effet comme un langage doté d'une grammaire et animée de « sa » propre vie. La visibilité ici n'est plus simplement restreinte à l'expression du monde sensible, mais elle se manifeste

l'intelligibilité. Avec l'image de synthèse, le message visuel « montre et démontre ».

Ainsi, cette image, expression de modèles mathématiques, s'impose comme un système d'écriture et de production de symboles. Immédiatement perceptibles dans la simulation scientifique. Cette fonction heuristique de la visualisation par ordinateur ne se contente plus de « représenter » les phénomènes physiques ou biologiques, mais « démontre » des mécanismes secrets ou imperceptibles.

De même ce système « d'écriture » par l'image, s'appuyant sur le développement des réseaux numériques qui permettent un accès sélectif et immédiat à l'image, va confirmer l'image de synthèse comme un système de communication à part entière.

La recherche des années 90

Au cœur des enjeux économiques et industriels, l'imagerie numérique lance également un fabuleux défi culturel. Ce langage nous fait entrer dans une nouvelle ère de la « société de l'information ».

Pionnier de l'image de synthèse en France, l'INA aborde aujourd'hui une nouvelle étape des recherches en infographie dans l'audiovisuel, avec la volonté d'associer l'ensemble des partenaires européens. En effet, il s'agit d'anticiper sur l'évolution des matériels, mais aussi sur la floraison des services de simulation.

Demain l'image numérique s'associera à la télévision haute définition, à la robotique, aux systèmes d'intelligence artificielle, pour modifier nos méthodes de production et nos habitudes de consommation audiovisuelle. Dans la production de dessins animés, l'ordinateur prend le relais du travail humain pour améliorer la compétitivité d'un secteur secouru par une intense délocalisation vers les pays à faible charge salariale. Au niveau des studios de production de cinéma et de télévision, la combinaison d'images « réelles » (saisies par une caméra) avec des images « virtuelles » (calculées par ordinateur) ouvre de nouvelles perspectives à la création sur son rêve. Le projet SYNTHETIC TV, auquel participe l'INA dans le cadre d'EUREKA, transposera dans la conception des décors de télévision les acquis de la robotique industrielle et du contrôle automatique des mouvements de caméra. Dans le domaine de l'information et de la formation, la modélisation visuelle assistée par ordinateur permettra une plus grande autonomie de la pensée par l'image. Enfin, la TVHD apportera une nouvelle qualité aux images du quotidien.

Ainsi la multiplication des dispositifs du regard, où l'image se plie paradoxalement aux règles de l'écriture, ouvrira à d'autres types de « réalité ». Comme le dit bien Anne Cauquelin, « les images numériques dites de synthèse offrent un espace pour une réalité seconde, pour une construction détachée de tout souci de contiguïté et de conscience... ». En confondant le vu et le conçu, l'image de synthèse inaugure véritablement un nouveau « mode de pensée ».

Pierre MUSSO
Directeur de la recherche
Institut national de l'audiovisuel

L'ordinateur s'attaque au cinéma

Suite de la page 29

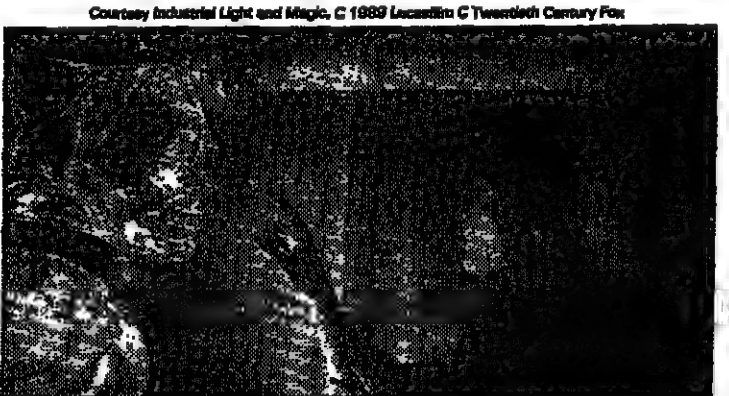
Environ vingt minutes d'effets spéciaux recréant un environnement « spatial » furent réalisées pour le film *The Last Starfighter* en 1984. Si les films de la série *La Guerre des étoiles* avaient certes marqué un point en utilisant le contrôle par ordinateur pour les prises de vue de maquette de vaisseaux spatiaux, Digital Productions fit un pas de plus en construisant la totalité de la flotte vedette directement à partir du Cray XMP. Les scènes de vaisseaux furent ensuite animées et transférées en haute définition sur film 35 millimètres. Le film fut mené à bien, mais le coût élevé de l'opération précipita Digital Productions - et quelques autres qui avaient également placé leurs espoirs en Hollywood - dans la grande catastrophe économique de l'image de synthèse de l'année 1986. Depuis, l'approche a généralement été à la fois plus réaliste et plus raisonnable.

Dans la moisson des longs métrages cinématographiques récemment parus sur nos écrans, deux films font état de l'utilisation effective de l'ordinateur dans le cinéma. Tous deux utilisent la technologie de façon significative quoique très différente. *The Abyss* utilise l'héritage des effets spéciaux par ordinateur tandis qu'*Indiana Jones et la dernière croisade* montre ce que

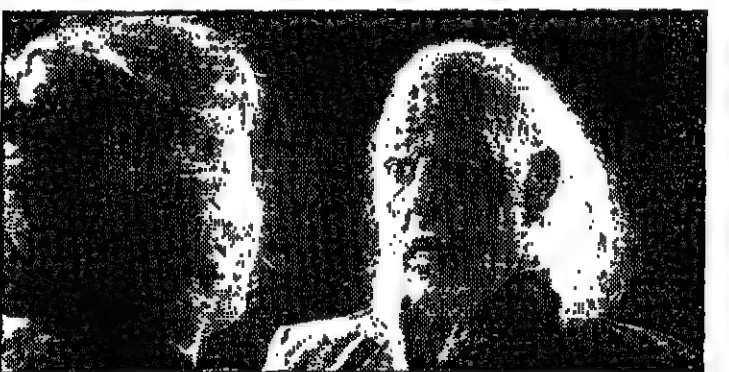
accessible pour les effets spéciaux électroniques. La conquête du petit écran est aujourd'hui pratiquement chose faite. Des systèmes de haute résolution moins onéreux en entrée et en sortie vont bientôt permettre le même genre de révolution au cinéma.

Beaucoup seraient enclins à croire que le dernier bastion de résistance à l'animation par ordinateur serait celui de l'animation manuelle classique. En fait, les changements ont littéralement déferlé dans ce domaine, au point que les ordinateurs jouent un rôle déterminant dans bon nombre de productions de dessins animés. Environ onze minutes du dernier long métrage de Walt Disney, *Oliver et compagnie* sont réalisées à partir d'éléments générés par ordinateur. Aujourd'hui, cela n'inclut pas encore les personnages eux-mêmes, mais la chose est loin d'être irréalisable. Les décors aussi sont encore peints à la main de façon à conserver l'ambiance classique des films de Disney, mais des découvertes dans le système de gouchage automatique pourraient bien introduire des changements avant longtemps.

A n'en pas douter, c'est *Roger Rabbit*, apparu l'année dernière sur nos écrans, qui a ressuscité des morts le long métrage d'animation. C'est dans le mariage de l'univers du dessin animé et de



Dans le film « Abyss », des acteurs humains font connaissance avec une créature toute en eau



« Indiana Jones et la dernière croisade », vieillissement accéléré à l'électronique...

les découvertes les plus récentes peuvent apporter à l'animation classique de l'école Disney.

réfraction et de réflexion si parfaits que la créature semble réellement constituée d'eau.

Nous allons assister à des incursions de plus en plus nombreuses de l'image de synthèse dans la production cinématographique, comme elle l'a fait à la télévision, qui était une cible plus ciblée de la prise de vue réelle que celle du secret de la réussite de ce film. Une réussite que l'on doit une fois de plus à l'utilisation astucieuse de l'ordinateur par le groupe Industrial Light and Magic. Pourquoi, en effet, s'encombrer de tous ces problèmes pour faire apparaître en volume un personnage 2D, si vous pouvez dès le départ le générer en 3D sur l'ordinateur ? Nous ne devrions pas tarder à obtenir une réponse à cette question avec le premier long métrage entièrement assisté par ordinateur. Une décennie de recherche va enfin porter ses fruits.

Actuellement, Paris et placements financiers sont judicieusement faits sur la personne de John Lasseter, de Pixar, éternel star des festivals d'animation et lauréat de l'Oscar de l'animation 1989 avec le court métrage *Tin Toy*. Après s'être fait la main chez Disney, Lasseter s'était acquis une solide réputation dans les cinq dernières années grâce à une série de courts métrages qui utilisent conjointement le meilleur des techniques d'animation traditionnelle et des techniques d'animation par ordinateur. Ce qui donne un résultat tout à fait spectaculaire.

Son dernier film, appelé *Knack*, est un hommage burlesque aux chefs-d'œuvre du dessin animé. Ce sera d'ailleurs son dernier film réalisé uniquement sur un budget de recherche. Une société de production s'est créée au sein de Pixar en vue de produire des spots publicitaires, et Lasseter nous promet aujourd'hui un long métrage en images de synthèse avant trois ou quatre ans. Il est grand temps pour les acteurs de synthèse de commencer à apprendre leur texte.

BOB SWAIN

Prévision de l'évolution du marché mondial de l'imagerie informatique

(en milliards de dollars)	1988	1992
- CAO-FAO.....	10,3	14,9
- Cartographie.....	0,5	0,7
- Imagerie scientifique.....	0,2	0,3
- PAO/Arts graphiques.....	8,6	13
- Imagerie médicale.....	3	4,9
- Animation.....	1	1,8
TOTAL.....	23,6	35,6

Le programme d'Imagina

Colloque : six demi-journées sont consacrées respectivement à « La synthèse des arts », « de nouveaux dessins pour l'animation » (6 février), « les vertus des mondes virtuels », « le réalisme des visuels » (7 février), « la synthèse d'images dans la production de longs métrages » et « des films très spéciaux » (8 février).

- Salon/marché : les exposants présentent, dans leurs stands, matériels et réalisations liés à la synthèse d'images.

- Tables rondes : destinées aux professionnels utilisateurs, elles ont pour thème l'architecture (le 6 février), la publicité, la télévision Haute Définition (7 février), la communication d'entreprise (8 février).

- Compétition : après deux soirées de visionnage au cours desquelles le public vote, les meilleurs films sont récompensés, le 8 février, par les prix Pixel-INA.

décennies dans neuf catégories (animation 2D et 3D, effets spéciaux, simulation, génériques de télévision, écoles et universités, recherche, publicité, micro-ordinateur).

- Bourse de la création : parrainée par la société Ricard, elle permet à un jeune créateur européen de bénéficier d'une formation d'un an à l'image de synthèse.

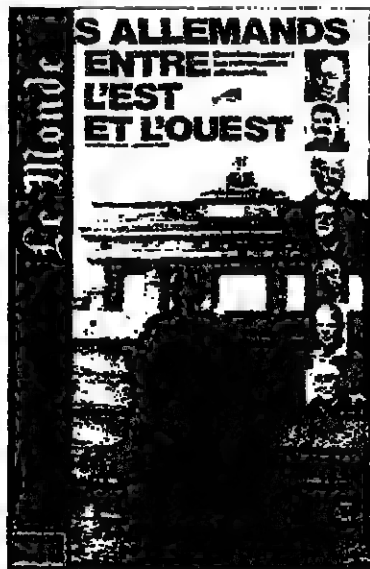
- Partenaires : outre l'INA et le Festival international de télévision de Monte-Carlo qui l'organisent, Imagina est soutenu par la Commission des Communautés européennes, le programme Media 92, les sociétés Bull, Ricard, Videac-Localat, Canal Plus, et France Télécom.

- Lieu : Centre de congrès-auditorium, boulevard Louis-II, Monte-Carlo, 98000 Monaco.

- Renseignements et inscriptions : à Monaco 93-15-93-54 ; à Paris 45-23-08-16.

Le Monde

LES ALLEMANDS ENTRE L'EST ET L'OUEST



NUMÉRO HORS SÉRIE - 28 F

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

IMAGINA

9^e FORUM INTERNATIONAL DES NOUVELLES IMAGES DE MONTE-CARLO

6, 7, 8, Février 1990

Les images en l'hôte

► UNE EXPOSITION

► DES CONFÉRENCES

► LES PRIX PIXEL-INA

INFORMATIONS

ORTECH COMMUNICATION MONACO

31, avenue Hector Otto

MC 98000 MONACO

Tél. : (Monaco) (33) 93 15 93 94

Fax : (Monaco) (33) 93 15 93 95

Tél. : (Paris) (33) 1 45 23 08 16

Fax : (Paris) (33) 1 48 24 01 81

Le Monde

Nos services commerciaux et nos services de gestion sont désormais installés dans leurs nouveaux locaux.

Immeuble SIRIUS

11, rue Jean-MAZET

94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Téléphone standard

(1) 49-60-30-00

Relations abonnés

(1) 49-60-32-90

Service à domicile

(1) 49-60-34-70

Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Telex : 261 311 F MONDSIR



rateur s'attaque au cinéma

age 29
 10 minutes d'effets
 dans un environne-
 ment futuriste.
 The Last Starfighter
 les films de la série
 des effets : avaient
 et un point en effec-
 tive par ordinateur
 prises de vue de
 l'immense spatiaux.
 actions fit un pas de
 franchissement la totale de
 d'être directement à
 ay XMP. Les scènes
 furent ensuite ap-
 pliquées en haute défini-
 tion 35 millimètres. Le
 e à bien, mais le coût
 opération - et qu'on
 aient : également
 espèrent en Holli-
 de la grande sala-
 que de l'image de
 l'année 1986. Depuis
 généralement été à la
 liste et plus rassis-

monstrer des longs
 cinématographiques
 parus sur nos écrans.
 tout état de l'indus-
 trie de l'ordinateur dans
 l'usage des effets spé-
 ciaux. C'est dans le mar-
 ché de la télévision et
 du cinéma que l'ordi-
 nateur a le plus de
 succès. C'est dans le
 domaine de la vidéo
 que l'ordinateur a le
 plus de succès. C'est
 dans le domaine de la
 vidéo que l'ordinateur
 a le plus de succès.



« Abyss », des acteurs humains font connaissance avec une créature toute en eau.



« Indiana Jones et la dernière croisade », l'aventurier accède à l'électronique.

l'ordinateur et la réflexion à pe-
 tite échelle. La création de l'ordi-
 nateur est une véritable révolution.
 L'ordinateur a permis de créer des
 images qui n'auraient jamais pu
 être réalisées par les moyens tradi-
 tionnels. L'ordinateur a permis de
 créer des images qui n'auraient
 jamais pu être réalisées par les
 moyens traditionnels. L'ordinateur
 a permis de créer des images qui
 n'auraient jamais pu être réalisées
 par les moyens traditionnels. L'ordi-
 nateur a permis de créer des images
 qui n'auraient jamais pu être réali-
 sées par les moyens traditionnels.



BOB SWAN

Ricard... La passion de créer.

Ricard, pionnier en matière de mécénat poursuit son action dans le domaine des images de synthèse, au carrefour de la recherche, de la création et des nouvelles technologies.

Partenaire de l'I.N.A., Ricard organise pour la troisième année consécutive la **Bourse de la Création Ricard** dans le cadre du 9^e Forum International des Nouvelles Images organisé par le Festival International de Télévision de Monte-Carlo et l'Institut National de l'Audio-Visuel.

En 1990, cette initiative, résolument européenne, permettra à nouveau à des étudiants de participer à la **Bourse de la Création Ricard**. Le lauréat bénéficiera d'une formation de longue durée et de haut niveau placée sous l'égide de l'I.N.A.

D'autre part, fidèle à sa vocation de mécène, Ricard fera découvrir le monde des nouvelles images aux gagnants du concours "Image Rock" qui seront invités à Imagina 90.

Règlement des concours: Imagina 90 - BP 239
 75564 Paris Cedex 12.

Renseignements: 49 83 26 84.

RICARD
 La passion de créer.

IMAGINA

Cartographes du cerveau

Ils traquent les neurones en trois dimensions

La médecine complète les planches d'anatomie par l'écran. Outil de recherche et d'aide au diagnostic, l'imagerie médicale met au service du corps humain les artifices de l'électronique.

MADemoiselle de Scudéry traque la carte de l'endormissement, le royaume des sentiments. Pierre Etévenon, lui, fabrique des cartes de l'activité électrique du cerveau, mesurées par électroencéphalographie (EEG). Chercheur à l'unité 320 de l'INSERM, il est un observateur vigilant du sommeil, du rêve et de l'éveil. Dans une petite pièce calme, au sous-sol de son laboratoire de Caen, viennent s'allonger des volontaires. Le scalp bardé de 16 électrodes, ils sont soumis à des stimuli visuels ou sonores, ou, tout simplement, invités à dormir.

Dans la pièce contiguë, des ordinateurs Hewlett-Packard enregistrent les électroencéphalogrammes (EEG) de chaque point étudié. Stockées sur disque optique, ces données peuvent alors être filtrées - ce processus encore manuel évite qu'un clignotement d'œil perturbe l'expérience... - puis traitées par analyse spectrale, étalonnées, et enfin interprétées pour tracer des cartes de l'activité cérébrale selon paramètres tels que l'amplitude ou la fréquence dans différentes gammes d'ondes.

Le rêve et l'éveil en cartes

Compartés dans le temps (pour un même patient) ou avec celles d'autres patients, ces cartes deviennent des outils de recherche clinique, pharmacologique ou neuropsychologique.

Au premier coup d'œil sur les tracés ou les cartes EEG d'un sujet endormi, Pierre Etévenon distingue dans quel stade du sommeil il est plongé. Éveil calme ou

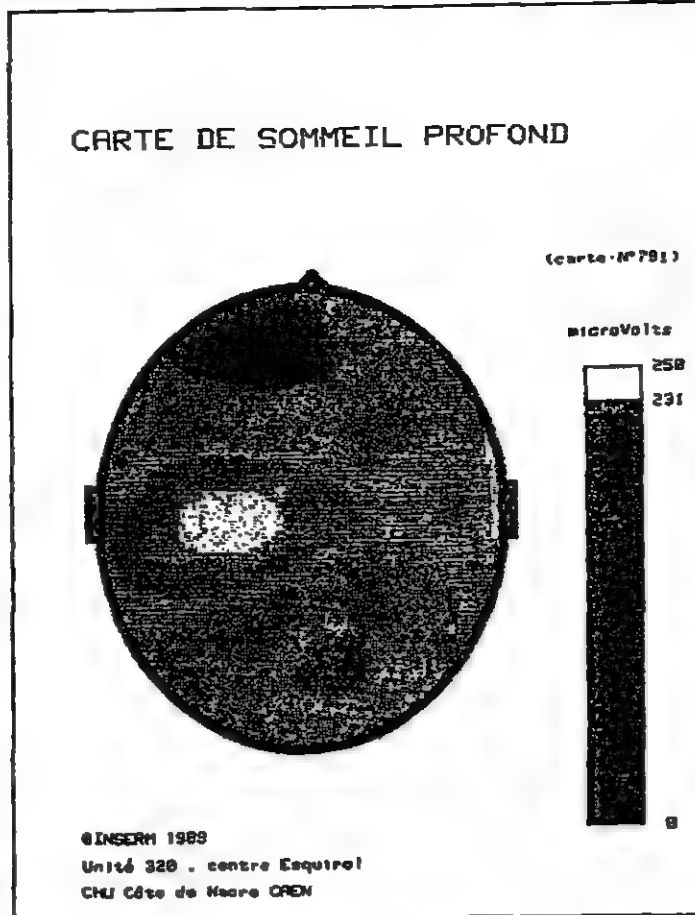
actif, endormissement (stade I), sommeil léger (stade II), sommeil profond (stades III et IV) ou sommeil paradoxal (le plus souvent associé au rêve) prennent ainsi des formes typiques, et des couleurs adaptées pour une meilleure lisibilité.

Ces travaux ont par exemple montré que l'éveil calme (les yeux fermés) est au point de rencontre entre deux axes, l'un de sommeil (stades II, III, IV), et l'autre de vigilance, qui inclut l'éveil actif (yeux ouverts) mais aussi l'endormissement et le rêve. Par ses caractéristiques « électriques », ce dernier est ainsi très proche de l'éveil (1).

Et le rêve « active » les régions du cerveau qui correspondent aux actions vécues en songe. Par exemple : des patients réveillés juste après le sommeil paradoxal décrivent des situations de rêve telles que « porter une valise » ou « téléphoner ». Sur leur carte EEG, on retrouve une activation de la zone centrale gauche, qui correspond à un mouvement de main droite (aire somato-motrice) chez un sujet éveillé. De là à rêver d'une convergence entre neurophysiologie et psychanalyse, il n'y a qu'un pas à franchir cependant avec prudence.

La méthode de Pierre Etévenon, cet ingénieur de formation, consacre plus de 40 % de ses publications aux problèmes méthodologiques de l'EEG quantitative, ne s'arrêtant pas à l'analyse du sommeil.

Une expérience lui a permis de cartographier les effets moyens de la caféine sur un groupe de dix patients. Cette caféine active des aires cérébrales (temporale gauche et frontale droite) qui correspondent à l'audition et aux émotions négatives. L'indication tend à objectiver la sensibilité au bruit et l'irritabilité des buveurs de café. Sans doute l'EEG n'était-elle pas indispensable pour arriver à ce résultat... Mais la méthode peut servir à tester d'autres psychotropes, et à apprécier les effets thérapeutiques chez les malades. Comme les chercheurs de pétrole (Pierre Etévenon a



d'ailleurs fait des stages à la Compagnie générale de géophysique) connaissent les configurations a priori favorables à l'or noir grâce aux méthodes sismiques, la cartographie EEG permet de classer les médicaments, d'en comparer les effets, en restant pourtant « en surface » du scalp. Voilà pour la pharmacologie.

La recherche clinique consiste par exemple à caractériser les différentes formes de schizophrénie,

entre le « paranoïde » au profil d'hyper-éveil, dont l'hémisphère gauche est très actif, et le schizophrène résiduel ou « hébété » aux EEG très réguliers et de grande amplitude alpha. De même, l'épilepsie ou l'apnée du sommeil peuvent être étudiées en recherche par ce moyen. Certains neurochirurgiens américains font même appel à des dispositifs de cartographie EEG en temps réel, pendant leurs opérations. L'ana-

lyse des réactions aux stimuli, visuels ou sonores, ouvre la voie à l'étude des effets de la mémoire, ou des crises de panique chez les malades anxieux, qui sont parmi les thèmes actuels de recherche du groupe de psychoneuroscologie de l'unité 320 de Caen (professeur E. Zarifian).

Les applications peuvent en fait se décliner sans fin. Si ses collègues américains étudient déjà les réactions des pilotes de la NASA ou de l'US Air Force, Pierre Etévenon songe pour sa part aux possibilités de... tests de messages publicitaires!

Plusieurs images, un seul écran

Par rapport à d'autres techniques d'imagerie médicale, l'EEG est assez pauvre en résolution spatiale. C'est-à-dire que les images produites ne peuvent être comparées aux images morphologiques de l'IRM (imagerie par résonance magnétique) ou d'un scanner, ou aux images fonctionnelles d'une caméra à positons. Même en augmentant le nombre de données de base (certaines équipes suisses ou américaines travaillent avec 64 électrodes, qui impliquent des tailles d'équipement incompatibles avec les budgets français actuels...), ce handicap subsiste. En revanche, l'EEG a l'avantage de bien suivre les phénomènes dans le temps. C'est alors que l'image prend tout son sens, en synthétisant visuellement des masses de données chiffrées. En réalisant son film *Cartographie EEG d'une nuit d'éveil, de sommeil et de rêve*, qui condense en 2 000 images un cycle de sommeil de 80 minutes, Pierre Etévenon a pu mettre en évidence des phénomènes qui n'étaient que suspects par d'autres chercheurs. Ainsi, en sommeil profond, des « vagues » de forte amplitude électrique oscillent lentement toutes les dix secondes entre avant et arrière du cerveau (frontal et occipital), vagues que seule la comparaison dynamique dévoile.

Et la mise en commun des images entre différents spécia-

listes du cerveau devrait encore porter plus de fruits. Au cœur de l'unité 320 de l'INSERM à Caen (docteur J.-C. Baron) travaille une des trois seules caméras à positons de France. Après injection dans le sang de traceurs radioactifs de durée brève, cette caméra enregistre des « coupes » à trois dimensions du cerveau qui visualisent les sites de fixation des molécules injectées. Avec des stations de travail graphiques (Sun, Silicon Graphics, Pixar) identiques à celles des trucs de cinéma ou de spots publicitaires, les chercheurs reconstituent les volumes du cerveau, à partir des coupes. Ils les animent ensuite, comme de vulgaires « cartoons », pour en faciliter la lecture. Et arrivent même à superposer sur un même écran à haute résolution ces images et celles - morphologiques - obtenues par un scanner, et bientôt par l'IRM. Pierre Etévenon pense déjà à ajouter ses propres données d'EEG à ces modèles. Seuls les progrès récents des matériels (graphisme, puissance de calcul) ont rendu ces techniques accessibles. Mais la convergence sur un même écran, avec une représentation unifiée, des approches clinique, morphologique, électrophysiologique, devrait accélérer la connaissance que nous avons de nos neurones. Ainsi, espérons-nous peut-être plus « éveillés ». C'est en tout cas ce que souhaite Pierre Etévenon, que ses travaux ont tout naturellement conduit à l'essai et à la philosophie : il publie en mars un recueil d'articles intitulé *L'Homme éveillé, paradoxes du sommeil et du rêve* (2).

Et il aime à citer ce mot de Jouvay, pas l'auteur, mais un célèbre spécialiste lyonnais du rêve : « L'éveil du sommeil est dans l'éveil », puisque, avec l'âge, se et se fractionne notre sommeil.

MICHEL COLONNA d'ISTRIA

(1) *De rêve à l'éveil*, Pierre Etévenon, Albin Michel, 1987, 326 pages, 130 F (spécialement chapitre 5).
(2) A paraître chez Tchou, collection « Le corps à vivre ».

L'image source de découvertes

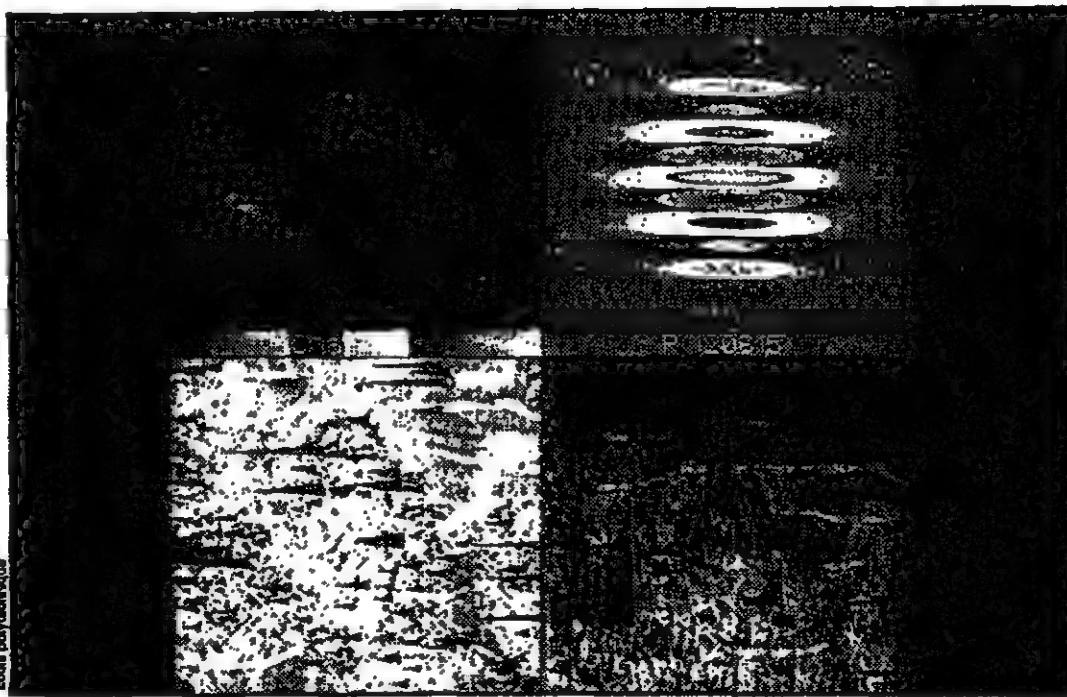
Un œil au bout de l'ordinateur

Depuis quinze ans, Jean-François Colonna aide les chercheurs de Polytechnique à visualiser les données des supercalculateurs. L'infographie explore la structure de la matière et voyage près des trous noirs.

Le laboratoire d'infographie se trouve au rez-de-chaussée de l'École Polytechnique, dans une pièce sans fenêtre et au plafond bas. On se faufile avec peine entre un amoncellement d'armatures électroniques et de terminaux vétustes empilés sur des étagères de fortune. Derrière son écran, Jean-François Colonna, responsable du laboratoire, dépasse de son ordinateur Bull DPX 5000 à de sérieux problèmes depuis trois jours et les images de synthèse qui doivent théoriquement cerner des montagnes tout aussi artificielles restent désespérément fixes. « Nous manquons cruellement d'argent pour poursuivre nos recherches », explique-t-il. Et le matériel français que nous sommes obligés d'acheter ne nous permet plus de rester dans la course. Une image de ce type demande quelque 1 000 milliards d'opérations. Les laboratoires américains les produisent en une heure. Moi, il me faut un mois et demi.

Il y a trois ans encore, le laboratoire de Polytechnique était pourtant à la pointe de l'utilisation scientifique de l'infographie, loin devant tous ses homologues internationaux. Jean-François Colonna a le premier imaginé les programmes et le réseau infographique capable de transformer le travail des chercheurs en astrophysique, en mécanique des fluides ou en microphysique. Dans toutes ces disciplines, les scientifiques se servent désormais de supercalculateurs pour analyser ou reconstituer les phénomènes. Mais en une heure de calcul, ces machines indispensables produisent environ un milliard d'annuaires téléphoniques. L'interprétation sur des dizaines de kilomètres de listings devient alors un exercice quasi impossible.

Jean-François Colonna a proposé aux chercheurs de Polytechnique de mettre en images les données numériques pour visualiser ces résultats presque en temps réel. Ainsi le système infographique permet de représenter le comportement des masses d'air à travers un rotor d'avion en colorant les données fournies par le calculateur et en suivant leur évo-



L'hydraulique des fluides en image

lution dans le temps. Le spécialiste de la mécanique des fluides dispose alors d'un modèle dynamique grâce auquel il repère immédiatement certaines symétries qu'il aurait mis des mois à trouver sur le papier.

Voir l'invisible

Si elle fait gagner un temps considérable dans l'interprétation des résultats, l'infographie permet aussi de voir l'invisible - comme la structure en quark de la matière où les phénomènes se déroulent à la vitesse de la lumière. Ou de reconstituer des expériences radicalement impossibles, comme la vision d'un observateur s'approchant d'un trou noir dans l'espace.

L'infographie ne se contente pas de greffer un œil au bout des instruments les plus sophistiqués de la recherche, elle fait aussi office de preuve par neuf. La programmation des supercalculateurs est une source constante d'erreurs, que ce soit au niveau de la construction mathématique des modèles, de la simplification des équations ou de la rédaction du

programme informatique. Des erreurs difficilement décelables sur le papier mais qui sautent aux yeux dans les simulations infographiques. Lorsque les calculs volent représentant la circulation de l'air dans un rotor se transformant soudain, à l'écran, en une sorte d'explosion stellaire, le doute n'est plus permis et les spécialistes de la mécanique des fluides retournent à leurs ordinateurs pour chercher le bogue fatal qui s'est glissé dans leurs programmes.

L'image a même quelquefois une fonction heuristique. Elle met les chercheurs sur la voie d'une découverte. Jean-François Colonna cite volontiers l'histoire de ce film réalisé pour faire comprendre à des étudiants la modélisation mathématique du processus de diffusion de l'eau dans un milieu solide. En regardant de plus près les images infographiques, un chercheur s'est aperçu soudain que la progression apparente aléatoire du liquide obéissait en fait à une logique rigoureuse.

Mais l'image peut être aussi une source d'erreurs. Il suffit de faire varier le coloriage de cer-

tains paramètres numériques pour obtenir sur l'écran une image radicalement différente, source d'interprétations diamétralement opposées aux précédentes. Le rôle de Jean-François Colonna et de ses trois collègues du laboratoire d'infographie est donc particulièrement difficile. Médiateurs entre la complexité scientifique et l'évidence de l'image, il leur faut traduire avec fidélité les demandes des chercheurs tout en évitant les pièges de la représentation.

C'est ce capital de quinze années d'expériences que Jean-François Colonna regrette de voir aujourd'hui fondre comme neige au soleil : « Nous risquons bientôt d'être inefficaces faute de moyens. Chaque année, obtenir un budget d'équipement devient de plus en plus difficile. Le Centre national d'études des télécommunications, qui est notre principal bailleur de fonds avec l'École Polytechnique, a abandonné la recherche sur l'image de synthèse pour se concentrer sur la télévision haute définition. »

JEAN-FRANÇOIS LACAN

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
7, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-97-27
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

ADMINISTRATION :
11, RUE JEAN-MAZET
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-60-30-00
Télécopieur : (1) 49-60-30-10

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
M^{me} Geneviève Beauvère-Méry,
M. André Fontaine, gérant.

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 42-47-99-81.

Le Monde
PUBLICITE

5, rue de Montmoyrie, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-51 ou 45-55-91-71
Tél. MONDIPUB 206 136 F

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Comptez 36-15 - Tapez LEMONDE
ou 38-15 - Tapez LM

Imprimé
au « Monde »
12, rue de Montmoyrie
94852 IVRY

Réproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS

11, rue Jean-Mazet, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
1 an	1 390 F	1 398 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, RENVoyez CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

SERVICE À DOMICILE

Pour tous renseignements : (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, ou indiquant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Code postal : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

011 MONDIPUB

Secr

Paris

France

France

France

France

France

France

France

France

France

France

France

France

France

France

France

France

France

France

France

France

France

France

France

France

France

France

France

France

France

France

France

France

France

France

France

France

France

France

France

France

France

France

France

France

France

France

France

France

France

France

France

France

France

France

France

France

France

France

France

France

France

France

France

France

France

France

France

France

France

France

France

France

France

France

France

France

France

France

France

France

France

France

France

France

France

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Directeur du Personnel

Sud-Est. Grand constructeur de systèmes d'information, notre Groupe produit plusieurs milliers d'équipements de haute technologie informatique dans sa seule unité de fabrication du Sud-Est de la France.

Notre conception du Management et de la conduite des hommes s'appuie plus sur l'échange et sur l'adhésion que sur l'autorité. Les niveaux hiérarchiques n'empêchent en rien la communication et favorise la prise de décision en consensus en fonction des besoins. Notre nouveau collaborateur devra afficher sa détermination pour l'écoute et le débat, et "vendre" ses idées pour obtenir l'accord de chacun. Consulté sur toutes les stratégies de l'établissement, il devra aussi bien être le gestionnaire d'un département que le membre d'une équipe de travail.

Nous souhaitons un Directeur du Personnel, véritable Conseil interne, qui devra mettre l'information "Personnel" à la disposition de tous. Son charisme et sa valeur morale susciteront le respect. Une parfaite maîtrise de la fonction nécessite la connaissance d'outils modernes dans la gestion prévisionnelle des carrières, le développement des individus et des organisations, le recrutement et les embauches. Par une analyse dynamique des salaires et rémunérations, elle doit aussi permettre d'aider les managers à motiver leurs collaborateurs.

Une expérience de "Patron" de Personnel dans un environnement industriel d'un domaine de la high-tech, dans un contexte international ou dans une entreprise internationale nous apparaît impérative. Une connaissance des méthodes de gestion de production et une pratique de l'outil informatique constitueraient un net atout. L'anglais courant est réellement indispensable pour les contacts journaliers.

Merci d'adresser votre candidature complète (CV, lettre manuscrite et photo), sous réf. DEC/DVLM, à notre Conseil Didier VANDAMME qui vous assistera dans votre démarche.

S.P.C. - EUROPOLE - 25, rue Pierre Sémard - 68000 GERMOLLEVILLE
INFORMATIQUE • TÉLÉCOMMUNICATIONS • HIGH TECH • TECHNOPOLES



Raymond Poulain Consultants

Avec le n°1 anglais
du bâtiment :
une version originale
du management
de projet

LAING MANAGEMENT

N°1 Anglais du Bâtiment (12 000 personnes - 13 milliards de CA) nous poursuivons notre implantation en France et développons d'importants projets de construction de bâtiments industriels, administratifs, commerciaux... en nous appuyant sur le concept de "management contracting" : direction et management technico-économique global des opérations depuis le montage jusqu'à la réception définitive. Pour cela, nous misons avant tout sur les compétences et les qualités des hommes qui mettront en œuvre nos projets et recherchons pour intégrer au sein de notre division française un

PLANNING MANAGER

Rattaché au Directeur de Projet, vous serez responsable des engagements pris et des délais de réalisation que vous aurez définis avec le Client, assurerez la préparation et la planification de l'ensemble des opérations, de leur coordination sur chantiers avec les prestataires et entreprises sous-traitantes.

De formation ESTP/ECPIAM ou équivalent, vous avez une expérience BTP d'au moins 5 ans dans une fonction de Direction de travaux ou planification sur des projets supérieurs à 200 MF. La connaissance de l'outil informatique et la pratique de l'anglais sont requises.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV détaillé, photo et salaire actuel) sous réf. P 320/LM à notre Conseil : 34, rue du Colisée - 75008 PARIS

MOORE CONSULTANTS
REIMS - PARIS - LYON



La communication de haut niveau

Information et Publicité, 1^{re} régie publicitaire multi-média européenne, filiale du groupe HAVAS, développe sa DIRECTION du MARKETING

STATISTICIEN CHARGE DE RECHERCHE

Intégré à une petite cellule de développement, vous prendrez en charge un chantier destiné à faire évoluer et à maîtriser nos outils de traitement statistiques de la mesure d'audience ainsi que du média-planning (évaluation et optimisation des campagnes publicitaires).

De formation statistique (ENSAE, DEA de Statistiques) ou ingénieur (Mines, ENSI...), lors de votre première expérience, vous avez eu l'habitude des traitements informatisés et des modélisations et avez acquis, de préférence, des connaissances en recherche opérationnelle.

Merci d'adresser rapidement votre dossier (lettre manuscrite, C.V., rémunération souhaitée) à Serge TACCHI - INFORMATION ET PUBLICITÉ 31, rue du Colisée - 75008 PARIS, en précisant le poste choisi.

CHARGE D'ETUDES

Impact - Pré et Post-tests

A l'aide d'une équipe que vous animerez, vous porterez vos actions sur : la réalisation, le suivi et l'exploitation d'études par sondages ; l'exploitation et l'enrichissement d'une banque de données de scores d'impact et sa mise en place sur un nouveau logiciel ; le suivi budgétaire et la réalisation de propositions d'études demandées par nos clients. Vous serez également responsable, auprès de notre clientèle, de la communication de cette banque de données, de notre savoir-faire et de la réalisation de prospection par mailing pour les études produites.

De formation supérieure (socio ou psycho + marketing), vous avez acquis une expérience de 2 à 3 ans d'études consommation ou d'impact publicitaire en Institut d'Etudes.

Consultants partenaires

Notre groupe (70 Millions de CA) solidement structuré humainement et financièrement, recherche pour sa société parisienne, des professionnels du recrutement.

Vous pensez que ce métier doit s'exercer dans une Société où vous devez trouver votre espace de liberté, une équipe de qualité, des moyens, une synergie et qui saura vous accueillir comme partenaire dans son capital.

Vous êtes un véritable professionnel confirmé, de haut niveau, vous avez du talent, et une solide déontologie, alors prenez contact avec notre Directeur Général, M. Jean-Claude PICON qui pourra vous donner confidentiellement toutes explications sur l'esprit de notre collaboration et le projet d'entreprise CAPFOR. Nous pouvons vous apporter un développement de carrière harmonieux, et un moyen de capitaliser vos efforts.

Tél.: 42 61 04 48 (Assistante Roselyne du Penry)

15, rue de la Paix - 75002 PARIS

CAPFOR

PARIS - AIX/MARSEILLE - ANGERS - AULNAY - BOURGEOIS - BREST - CLERMONT-FERRAND - LYON
NANTES - NICE - NORD - QUIMPER - RENNES - ROUEN - STRASBOURG - TOULOUSE - TONNAY

Cabinet Conseil de Direction en Mutations
Stratégiques et Sociales. Mutatis développe fortement ses activités dans ses domaines de compétences et recherche pour son Département Evaluation du Potentiel Humain un



consultant senior

35-45 ans, homme ou femme, ayant eu des responsabilités opérationnelles en entreprise.

Formation grande école de commerce ou ingénieur avec un complément économique ou gestion. Une expérience commerciale significative en cabinet conseil serait un plus.

Le candidat retenu sera formé à nos méthodes d'évaluation. Il aura pour missions de démarcher les entreprises et à court terme de créer son propre business. Il sera donc jugé sur ses dispositions à évaluer et sur ses capacités à vendre nos produits auprès des décideurs.

Si vous souhaitez rejoindre un groupe dynamique, où vous pourrez rapidement gagner votre autonomie, envoyez votre dossier de candidature (lettre, C.V., rémunération souhaitée) à Gérard ROUSSELET - MUTATIS 22, rue Royale - 75008 PARIS.

RESPONSABLE DES RELATIONS SOCIALES

Rhône-Alpes

Une société française (4000 p. - 4 MMF de CA), filiale d'un groupe industriel international (71 600 p. - 7 000 MMF) qui développe ses activités dans les secteurs de l'automobile, de l'énergie, des télécom. et de l'aéronautique, recherche le RESPONSABLE DES RELATIONS SOCIALES de l'un de ses établissements implantés en région Rhône-Alpes, spécialisé dans la fabrication de câbles domestiques "prêts à l'usage". En liaison avec le Directeur de l'établissement et le Directeur des Affaires Sociales de la société, il participera à la définition de la politique sociale et il veillera à son application au niveau de l'établissement (340 p.). Il assurera personnellement les relations avec les représentants du personnel. Il planifiera les actions de formation, il coordonnera et animera les activités du service du personnel (gestion du personnel, établissement de la paie...) et des services formation, sécurité et médecine du travail. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 32 ans, diplômé d'études supérieures et justifiant déjà d'une large expérience de la fonction, acquise en tant que n°2 au sein d'une entreprise industrielle. Il posséderait une bonne maîtrise des outils de gestion et d'administration du personnel et il devra avoir prouvé son aptitude à dialoguer et négocier efficacement avec les partenaires sociaux.

Écrire sous référence 1171/M à :

GRH Conseils

43, rue de la Brèche-aux-Loups - 75012 PARIS
Discrétion assurée.

LES LOSANGES

L'une des premières Centrales de Commercialisation Immobilière recherche son

Chef du Service Administratif

Dans le cadre de notre objectif 1989/1990 - plus de 1000 acquéreurs - vous coordonnerez la gestion Administrative, Juridique et Financière des dossiers de transactions effectuées dans les secteurs de l'immobilier neuf, ancien et de l'immobilier d'entreprise. Nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé de l'enseignement Supérieur (Droit et/ou Gestion) ayant une expérience réussie de trois-quatre années, idéalement acquise dans le domaine de l'immobilier. Ce poste basé Porte de la Villette, requiert rigueur et organisation, maturité et aisance relationnelle pour animer en direct une équipe de 10 personnes et assurer la gestion de l'ensemble du personnel (40 personnes).

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 1560 à notre Conseil qui vous assure une totale confidentialité.
FIRST CONSULTANTS
18, rue Joffe-Duval 75015 PARIS



First Consultants



LA MAÎTRISE DES SOLUTIONS EN TÉLÉCOMMUNICATIONS

Leader en logiciels et produits de télécommunication réseau X.25, RJE de PC, RNIS, (produits URCOM) Spécialistes CS/DA/CSA/DA/DA (PBT/MAU). En forte croissance, notre développement est international. (120 personnes, 115MF de CA, basée à ORSAY)

Nous recherchons

des INGÉNIEURS COMMERCIAUX

responsables de la promotion et de la vente de nos produits et services auprès des Grands Comptes Informatiques et Distributeurs.

des INGÉNIEURS TECHNO-COMMERCIAUX

responsables du support avant-vente des lignes de produits passerelles et ponts pour réseaux locaux.

un INGÉNIEUR COMMERCIAL EXPORT

chargé de la promotion des produits URCOM auprès des Distributeurs et Intégrateurs en Europe de l'Ouest.

Haut niveau de rémunération pour des candidats de valeur.

Envoyer C.V., photo et prétentions à Madame T. FERRERO LIR - Square Charles Péguy - BP 143 - 91403 ORSAY CEDEX



EPARGNE SALARIALE (INTER EXPANSION) PREVOYANCE - RETRAITE

Dans le cadre de son développement recherche POUR LES RÉGIONS ILE DE FRANCE - NORD - OUEST - MIDI-PYRÉNÉES

CONSULTANTS D'ENTREPRISES de Haut Niveau (H/F)

Bénéficiant d'une formation supérieure et d'une expérience commerciale d'au moins 5 ans (banque - assurance), ces Consultants auront en charge un important portefeuille de clients et son développement.

Rémunération élevée et motivante.

Postes basés prioritairement à BOULOGNE (92).

Envoyer lettre manuscrite, CV et photo à Roger SUDRES Secrétaire Général de la FEDERATION CRI 50 rue de la Reine - BP 85 92105 BOULOGNE BILLANCOURT CEDEX

NOTRE SI

Charge

JURIS
DEA ou

ASS

Respons

en horaires po

dans le respect d'une co

bonne volonté d'optimisat

Compagnies Aérospatiales

Bonnes connaissances

Expérience de managem

Niveau de formation su

Horaires 39 heures en 6

Adressez votre CV dé

52, rue du Col

reproduction interdite

rencontre des grandes ambitions

ONSABLE
RELATIONS SOCIALES

RH Conseils

LES LOSANGES

Service Administratif

First Consultants

LIR

MAINTIEN DES SOLUTIONS EN TELECOMMUNICATIONS

des solutions commerciales

des solutions commerciales

des solutions commerciales

des solutions commerciales

des solutions commerciales

des solutions commerciales

des solutions commerciales

des solutions commerciales

des solutions commerciales

des solutions commerciales

des solutions commerciales

reproduction interdite

Le Monde
CADRES

Le Monde Mercredi 31 janvier 1990 35

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 111

NOTRE SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES RECHERCHE

JURISTE DE DROIT BANCAIRE H/F

L'extrême rapidité de l'évolution du droit bancaire et le développement de techniques complexes (moyens de paiement, nouveaux marchés, nouveaux produits...) nécessitent la conception de solutions juridiques originales face aux problèmes posés.

Au sein d'une équipe de spécialistes, vous conseillerez nos différentes directions en droit bancaire et aurez des relations suivies avec les organismes professionnels (français et européens).

Après une maîtrise en droit privé, vous avez acquis une expérience très confirmée du droit bancaire et des techniques nouvelles (produits de marchés).

Vous connaissez le droit européen et maîtrisez très bien l'anglais.

Merci d'adresser votre candidature, CV et prétentions, sous la référence JD8, à Anne LAHAYE Service du recrutement - SOCIÉTÉ GÉNÉRALE - 7, rue Commaire - 75005 PARIS.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

CONJUGUONS NOS TALENTS.

Cette institution financière spécialisée a pour objet l'organisation et la réglementation des mécanismes boursiers de Place. Sa direction chargée du suivi de la situation et de l'activité des sociétés de bourse recherche un

Juriste conseil institution financière spécialisée

Rattaché au responsable de la réglementation professionnelle, il participe à l'élaboration des dossiers dont il assure la conformité sur le plan juridique. Dans ce cadre, il est en relation permanente avec les organismes de Place : C.O.B., C.B.V., Banque de France.

Il traite ainsi de sujets très divers avec les directions opérationnelles de l'institution : règles prudentielles en matière d'analyse de risques, impact des projets informatiques de Place... A terme, il intervient sur les nouveaux projets liés aux questions européennes dans le domaine boursier.

Nous proposons ce poste à un candidat de formation supérieure - IEP - confortée d'un cycle juridique, et possédant une expérience de 4 à 5 années en cabinet de conseil ou d'avocat. Cette opportunité lui permet d'acquérir la maîtrise de l'organisation des marchés boursiers.

Danielle TCHORDOUKIAN étudiera avec soin et en toute confidentialité les dossiers (lettre manuscrite, C.V. et photo) que vous lui adresserez sous la réf. DTG 01377 au cabinet M.D.A. - 104, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 PARIS.

Conseil en ressources humaines.

Chargé d'Etudes Juridique et Social Chez un Grand de la Pharmacie

Muni d'une solide formation juridique, à 28 ans environ, vous avez acquis une première expérience en fonction Personnel, qui vous a permis de mettre en pratique vos connaissances en droit.

Nous vous proposons aujourd'hui au sein de notre DRH de prendre en main le champ juridique de la fonction (Conseil auprès de la hiérarchie, études et accompagnement des actions sur le terrain...) et la réflexion sur des projets en matière sociale tels que : l'évaluation, les classifications, la communication interne.

De plus, vos compétences juridiques vous amèneront à élargir votre domaine sur un champ non social, en conseillant la direction sur des dossiers de Droit des Affaires, Marques, etc., en vous entourant si nécessaire d'avis extérieurs.

Nous vous offrons d'intégrer un Laboratoire en forte expansion (1,2 Milliard de F de CA), filiale d'un grand de la Santé. Vous travaillerez dans un contexte international, au sein d'une équipe sympathique. Ce poste situé en proche banlieue parisienne nécessite de parler anglais.

Martina RENET, notre Conseil, attend votre résumé de carrière et votre rémunération actuelle sous la référence NJCJSLM au 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS.



Raymond Poulain Consultants

JURISTES : Auprès de notre Secrétaire Général...

Droit bancaire et Régulations de l'activité...

Nous sommes l'une des Institutions Financières (56 Milliards de total de bilan) d'un très grand réseau à forte notoriété et belle image de marque. Notre Secrétaire Général souhaite accueillir le (la) responsable de l'

Administration Générale

Qui, auprès de lui, gèrera les instances de décision et de contrôle, assurera le bon fonctionnement de l'administration générale, animera et contrôlera les Services Généraux.

Après une expérience d'environ trois ans au sein d'un Secrétariat Général de Banque où vous avez déjà pu mettre en pratique vos connaissances du Droit Bancaire, nous vous offrons un élargissement de vos responsabilités, à Paris. Prêt ? Alors, à bientôt.

René DAGIRAL, notre Conseil attend votre résumé de carrière sous la référence T/AG/LM. RPC - 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS



Raymond Poulain Consultants

Société Industrielle, concepteur et réalisateur de biens d'équipement - 600 personnes, 600 MF dont 50% à l'export. Filiale d'un Groupe Français et leader dans notre secteur, nous créons le poste de

JURISTE D'ENTREPRISE DEA ou DESS Droit des affaires

Votre expérience de 3 ans minimum acquise en milieu industriel vous a familiarisé avec le Droit des affaires : ingénierie - fabrication, procédures civiles, droit des assurances. Après avoir pris en charge les contentieux en cours, votre action portera sur la prévention : de l'élaboration des contrats, jusqu'à leur achèvement. Notre vocation internationale nécessite que vous connaissiez l'anglais.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite + CV + prétentions sous référence 6642 à LEVI-TOURNAY 31 Bd. Bonne Nouvelle 75002 Paris, qui transmettra.

Etude notariale Paris

RECHERCHE

ASSISTANTE JURIDIQUE

Elle secondera le juriste en Droit des affaires et assurera les tâches classiques d'un secrétariat de haut niveau. Sa formation et une expérience d'environ 5 ans lui ont permis d'acquies une bonne connaissance de la vie des sociétés.

Expérience traitement de textes souhaitée.

Envoyer CV sous réf. 8786

LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessauy, 75007 Paris.

AEROPORT INTERNATIONAL DE LYON

Concessionnaire de la Classe de Concessions et d'Assurance de Lyon recherche pour Sables un :

Responsable d'Exploitation

pour diriger en temps réel les opérations d'exploitation de l'Aéroport, dans le respect d'une continuité de fonctionnement des installations et dans le souci d'optimiser de façon permanente les services offerts aux Compagnies Aériennes et passagers.

Bonnes connaissances de l'organisation des transports aériens. Expérience de management dans une entreprise de services. Niveau de formation supérieure. Connaissance de l'anglais.

Horaire 39 heures en équipe par roulement permanent (poste de 8 h).

Adressez votre CV détaillé + photo et prétentions sous réf. 630 à :

52, rue du Colombar - 69007 LYON - qui transmettra.

Notre métier : V.P.C., des catalogues, des magasins. Notre dimension : C.A. 4 milliards, 1700 salariés, des filiales. Nous recherchons pour notre Service Juridique

ASSISTANT JURIDIQUE

Au sein d'une petite équipe, vous avez pour mission de gérer les contrats d'assurance, de les adapter aux activités nouvelles de l'entreprise et de suivre la règlement des sinistres. Des études ponctuelles en droit commercial vous sont également confiées.

Vous êtes titulaire d'un D.E.S.S. en Droit des Assurances ou équivalent, complété par une première expérience professionnelle dans le domaine des assurances.

Vous êtes capable de prendre en charge un travail varié et possédez comme qualités personnelles reconnues la rigueur, l'esprit de synthèse et le sens des relations humaines.

Ce poste est à pourvoir à NIORT et offre de réelles perspectives d'évolution.

Adressez votre dossier de candidature (C.V. + photo + prétentions) s/réf. 5002 à la Direction du Personnel

CAMIF

Télévis de Chauvry - 79045 NIORT Cedex.

CLIFFORD CHANCE

recherche pour son bureau de Paris

UN JURISTE (1 à 4 ans d'expérience)

Pour les domaines suivants :

- Droit immobilier
- Contrats internationaux
- Droit commercial

Titulaire d'un D.E.S.S./D.E.S. de droit privé ou d'un diplôme équivalent (mention appréciée) complété, le cas échéant, par un diplôme d'une grande école de commerce. Vous avez une parfaite maîtrise de l'anglais.

Une excellente présentation, le sens du contact humain et l'esprit d'équipe sont également exigés.

Prière d'adresser votre lettre de candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé et photographie) à :

CLIFFORD CHANCE

(Service Recrutement, AMA)

18, rue Jean-Giraudoux, 75116 PARIS

Notre groupe a pour vocation de développer des ensembles immobiliers multifonctionnels, notamment des CENTRES COMMERCIAUX. Nos importantes perspectives de développement nous conduisent à renforcer nos équipes et à rechercher

UN JURISTE DROIT IMMOBILIER

Attaché à la direction des programmes vous serez à la fois l'homme de terrain et le spécialiste qui apporte une assistance juridique quotidienne aux Responsables de programmes. Vous élaborerez avec eux les solutions adaptées à chaque cas, dans le cadre général des procédures juridiques définies par la Direction administrative et Financière.

JEUNE DIPLOMÉ DE DROIT PUBLIC, (Maîtrise, DESS, I.C.H. souhaitée) votre réussite dans ce poste mobilisera votre culture de juriste. Elle exige aussi le discernement que donne une première expérience bien validée dans des domaines où votre compétence est sans faille : droit de la construction, marchés de travaux, rédaction d'actes préliminaires de commercialisation, de baux, de copropriété ou d'association, assistance juridique quotidienne à des responsables de programmes.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, rémunération souhaitée) sous référence 34-184/LM à notre conseil

MRT CONSULTANTS 20 rue de l'Arcade, 75008 PARIS



CONSULTANTS

Le Monde CADRES

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 X III

ECLAIRAGE
S'IMPLIQUE pour le N°1 français

Ingenieurs d'affaires

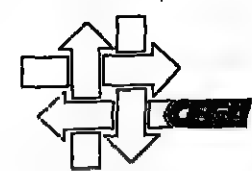
Mazda, filiale du n° 1 mondial de l'éclairage, conçoit, fabrique, développe et commercialise des systèmes d'éclairage professionnel. Notre leadership commercial se traduit aussi par la réalisation de projets prestigieux, comme l'éclairage de l'Arche de la Défense.

De formation supérieure (ingénieur ou équivalent), vous négociez des contacts avec une clientèle professionnelle de prescripteurs de haut niveau (architectes, bureaux d'études, entreprises générales et ingénierie, DDE...). Chargé d'informer les clients et de leur proposer des solutions d'éclairage, vous serez un vecteur d'image pour notre marque.

Merci d'adresser votre candidature en précisant la référence 13 à Mazda Eclairage, Etienne Court, 204 Rond-Point du Pont de Sèvres, 92516 Boulogne-Billancourt Cedex.

MAZDA
lampes et appareils d'éclairage

Diriger notre activité de conseil industriel sur la région Nord.



Conseil, assistance technique, formation, recherche industrielle sont nos principales actions au service de l'habilement. Le marché évolue du fait de l'ouverture des frontières, le matériel devient de plus en plus sophistiqué et le personnel polyvalent. Et nous recherchons l'animateur de la région Nord-Est, soit 1/3 de notre chiffre d'affaires. Membre du comité de direction, ce collaborateur est le véritable patron d'un centre de profit. Il définit les actions de formation ou d'assistance technique les mieux adaptées aux entreprises du Nord-Est, met en œuvre les moyens financiers et humains et anime une équipe de quinze consultants et commerciaux. Il a lui-même en charge, en direct, la commercialisation des produits et services sur le Nord-Pas-de-Calais. Représentant du CETHI, il est à l'écoute permanente de la profession et il développe et soutient l'effort de modernisation entrepris dans le secteur d'activité concerné. Ce poste, basé à Lille, s'adresse à un professionnel de la production (responsable des méthodes ou de la fabrication, consultant, ingénieur technico-commercial...), de préférence dans les industries de la mode, de formation supérieure, possédant des aptitudes à la négociation et à la vente de services auprès d'industriels.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre candidature sous la référence 1104.90 M à notre conseil, Département Industrie de la Mode - 19, rue Auber - 75009 Paris.

Chantal Baudron, s.a.

MEMBRE DE SYNTHEC

**RESPONSABLE
DU DEPARTEMENT FORMATION**

Notre organisme à vocation industrielle et commerciale joue un rôle prépondérant dans le domaine de la formation professionnelle continue et conventionnée au niveau du département de l'Oise.

Notre responsable sera chargé d'animer, de coordonner, de gérer et de développer l'activité de son département.

En collaboration avec la direction générale, il déterminera les orientations stratégiques de son département et mettra en œuvre les outils nécessaires à une bonne synergie entre les différents types de formation et les collaborateurs qui les assurent.

De formation supérieure, vous possédez une solide expérience dans un poste de direction d'un département formation au sein d'une entreprise ou d'un organisme public ou privé.

Jacques SKOWRON vous remercie de lui faire parvenir lettre, C.V. et photo à
BOSSARD CARRIERES
4, rue Quentin Bauchart
75008 PARIS
Réf 3419C/LM

**BOSSARD
Carrières**

COURTESY

Le Département de l'Essonne
recrute
par voie de détachement ou mutation

le chef du service de la culture

Fonctions :
Il ou elle participera à la définition et à la mise en œuvre de la politique culturelle en matière :
● d'animation et restauration du patrimoine
● de relations avec les artistes
● de politique de diffusion de la musique, du théâtre et de la lecture
● de l'aide et du financement apportés aux collectivités pour la réalisation d'équipements culturels ou pour l'animation en milieu rural.

Profil :
● Fonctionnaire titulaire (directeur, attaché principal ou grade équivalent).
● Connaissance et expérience en matière d'action culturelle dans une collectivité importante.
● Aptitude au travail d'équipe, à la négociation.
● Grande disponibilité.

Candidature (lettre + C.V. et photo) à adresser à :
Monsieur le Président du Conseil Général
Hôtel du Département
Sous-Direction du Personnel et de l'Action Sociale
Boulevard de France - 91012 EVRY Cedex

TYPOLOGIES COMPORTEMENTALES SCORING DE RISQUE SEGMENTATION Géo-Démographique

Première société d'Etude et de Conseil française sur le marché Banque Assurance, nous sommes 70 personnes, filiale du groupe Caisse des Dépôts-Développement (CDD). Notre vocation : aider nos clients à conquérir et fidéliser leurs clientèles cibles. Créateurs d'une modélisation originale et scientifique du comportement du consommateur, nous investissons en permanence dans la recherche de techniques nouvelles. Nous recherchons un

STATISTICIEN CHARGÉ D'ETUDE

Votre formation BAC + 5 (ENSAE, ISUP, DESS) et votre goût des études vous permettront de réaliser des projets statistiques pour nos clients. Vous débutez dans la vie professionnelle et parlez couramment une langue étrangère.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. BA 90 à



**A. BERNARD,
COREF**

Tour Vendôme
204, rond-point du Pont-de-Sèvres
92516 BOULOGNE-BILLANCOURT Cedex

recherche pour son département
"TRANSMISSIONS ALLISON"

INGENIEUR

**Boîtes de vitesses automatiques
Routières et chantier**

De formation ESTACA-ESEM-ISCAM ou équivalent vous avez des connaissances en électricité et électronique.

Vous êtes âgé de 25 ans environ et plus, parlez l'anglais couramment ; l'espagnol et l'italien seraient appréciés.

Vous exercerez votre activité auprès des distributeurs de la marque, constructeurs et clients utilisateurs.

ZONE FRANCE - EUROPE SUD - MAGHREB (déplacement de 30 à 90%).

Adressez CV, photo et prétentions au Service du Personnel - Mme LAIGNEL - 1 à 9, avenue du Marais - Angle Quai de Bezons - BP 84 - 95101 Argenteuil Cedex.

COURTESY

Prodim Ouest
Filiale du groupe PROMODES, 1.600 personnes réparties sur 10 sites, recherche pour sa DIRECTION DU PERSONNEL basée à Caen un CHARGÉ de

Communication interne et qualité globale

Jeune diplômé de l'enseignement supérieur, vous participerez à la définition de la politique de communication interne et en piloterez les moyens adaptés aux objectifs et aux attentes.

Associé à l'élaboration des plans et des structures de qualité globale, vous en assurerez l'animation auprès des opérationnels.

Après une première expérience en entreprise, venez CRÉER et DÉVELOPPER cette fonction avec nous.

Votre réussite vous permettra d'évoluer au sein de notre Groupe.

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions sous réf. 01M02 à notre conseil PROFILS PROGRES - 27, avenue du Six Juin 14300 CAEN.

Réponse garantie et discrétion assurée.

COURTESY

Promodès
LA DISTRIBUTION PAR EXCELLENCE

Agence de presse audiovisuelle et société de production
NOUS RECHERCHONS
UN CHARGÉ D'AFFAIRES

QUI DEVRA VENDRE :
- les espaces de diffusion dans nos magazines ;
- nos magazines et productions auprès des sponsors ;
- notre capacité à produire et réaliser des vidéogrammes auprès des entreprises.

La candidate aura une formation de type commerciale et une première expérience de la vente en régie ou en agence de publicité.

Merci d'adresser lettre et CV sous n° 8757
LE MONDE PUBLICITÉ
5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

ORGANISME FINANCIER
recherche
COLLABORATEURS

dynamiques, ambitieux
afin de développer
une clientèle de haut niveau
pour PARIS et région parisienne.
Formation assurée.

**POSSIBILITÉ DE CARRIÈRE INTÉRESSANTE
RÉMUNÉRATION IMPORTANTE**

Envoyer CV + photo à
Mme DHAUSSY, 56, rue de Londres, 75008 PARIS.

Recruter en haute technologie

Porte d'Orléans. Cette importante société européenne d'ingénierie en informatique (7 000 personnes) recherche un chargé de recrutement (H/F).

Intégré au sein de la branche Informatique de Gestion (1000 personnes) et en liaison étroite avec les unités opérationnelles, il aura pour mission d'assurer l'intégrité des opérations de sélection des ingénieurs et cadres informaticiens.

Le candidat, de formation supérieure (Sciences Humaines, DESS de Psychologie, Psychoprat...), possède au moins trois ans d'expérience dans le recrutement. Il est motivé pour travailler dans un environnement de technologie avancée et pour participer au développement d'une entreprise dynamique qui prépare 1992.

Merci d'adresser C.V., lettre manuscrite et photo, sous la référence 10762/M, à Catherine DJANIKIAN, SEMA SELECTION, 16 rue Barbès 92126 MONTEIROUX CEDEX.

SEMA SELECTION

RECRUTEMENT ET
RESSOURCES HUMAINES

Paris - Lyon - Toulouse

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

recrute un(e)

AGENT CONTRACTUEL (H./F.)

pour son nouveau Centre National de Formation à Marne-la-Vallée

RESPONSABLE DE FORMATION : Communication et langues vivantes.

● Mission
Mettre en œuvre, de la conception à la réalisation, les formations à la communication (orale, écrite, relations presse) et langues vivantes du plan national de formation du ministère.

● Profil souhaité
Linguiste de formation ayant une expérience de l'enseignement, aux adultes notamment. Avoir une connaissance théorique et une expérience pratique des techniques de communication.

Poste basé en banlieue parisienne Est.
Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et prétentions à :

Ministère de l'Intérieur
Direction Générale de l'Administration
Sous-Direction du Recrutement et de la Formation
Gestion des Ressources Humaines
Place Beauvau - 75008 Paris

**Votre partenaire professionnel
des années 90 !...**

MEDILAB

Aide promotionnelle aux Industries de la Santé

MEDILAB, département VISITE MEDICALE et VENTES du Cabinet NERVET PONT, offre à ses clients, partenaires et candidats de l'Industrie Pharmaceutique, l'avantage d'un savoir-faire éprouvé, d'une expérience reconnue dans le recrutement des VENDEURS, d'une sélection rapide et de qualité, d'une gestion informatisée de la VISITE MEDICALE et des coûts de prospection.

MEDILAB, partenaire des professionnels de la VISITE MEDICALE, sera votre interlocuteur efficace et compétent en 1990. A bientôt.

MEDILAB - NERVET PONT CONSEIL
15 rue Cardinet 75017 PARIS
Tél. (1) 42.67.12.87

COURTESY

Ingenieur
"Un rôle d'assistance"

UN DIRECTEUR
et c.

UN DIRECTEUR

Le Monde CADRES

Le système télématique expert de l'emploi des cadres 3615 \$ M

COMMUNICATION : Des Outils, des Méthodes ... L'Aisance Naturelle en plus ! ...

Nous sommes l'un des Etablissements Financiers d'un très important réseau à grande notoriété et forte image de marque. Notre Secrétaire Général souhaite accueillir son (sa) responsable de la

Communication Interne et Documentation

Avec une formation supérieure de type IEP, CELSA, vous possédez, après une expérience d'environ trois ans dans cette fonction, acquise dans le monde financier, une bonne maîtrise des techniques, outils et « réflexes » qui relèvent d'une telle mission. Vos qualités relationnelles, évidentes à tous, vous permettent d'être crédible auprès des interlocuteurs variés que vous aurez à convaincre. La taille et la complexité de notre fonctionnement doivent vous permettre de mettre en lumière l'ensemble de vos talents, ce qui n'est peut-être pas le cas pour vous, aujourd'hui. Alors, venez en parler avec nous. A bientôt.

René DAGIRAL, notre Conseil, attend votre résumé de carrière sous la référence T/C/L/M.
RPC - 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS



Raymond Poulain Consultants

Responsable Grands Comptes International



Société financière, filiale de Crédit d'Équipement des PME, spécialisée dans le financement de l'équipement des entreprises. Développe son activité de crédit-bail mobilier et de location financière grâce à la conclusion d'accords avec des confrères implantés dans les différents pays européens.

Vous avez une expérience confirmée du crédit-bail et de la location financière. Vos cinq ans d'expérience commerciale vous ont rompus aux relations avec les grands fournisseurs et ont affirmé votre goût des négociations.

Vous parlez couramment l'anglais et avez une bonne pratique d'une seconde langue européenne.

Votre professionnalisme et votre tempérament commercial vous permettront de relever le challenge d'une activité à développer.

Intervenant auprès d'une clientèle d'exportateurs, vos relations commerciales concerneront essentiellement les grandes entreprises spécialisées dans l'équipement

industriel, le matériel de maintenance et le transport.

Vous les convaincrez de financer leurs ventes.

Vous vous déplacerez sur tout le territoire français. Vous travaillerez en étroite collaboration tant avec les responsables commerciaux régionaux de la société qu'avec ceux des autres sociétés du Groupe.

Vous serez, par ailleurs, amené à vous rendre fréquemment à l'étranger pour rencontrer nos confrères-partenaires.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 67 M2 à Hervé & Millet Conseil, 27 rue des Vignes, 75016 Paris.

Hervé & Millet Conseil



LE GROUPE HOCHÉ

AMÉNAGEUR CONSTRUCTEUR IMPORTANT

recherche

UN RESPONSABLE DE PROGRAMME IMMOBILIER

- Vous avez le sens de la rigueur et possédez une expérience professionnelle de quelques années.
- Vous aurez à gérer des programmes d'immobilier d'entreprise ou de logements, depuis le montage jusqu'à la livraison.
- Vous disposerez d'une large autonomie.
- Rémunération importante avec participation substantielle aux résultats.

UN INGÉNIEUR CONDUCTEUR DE TRAVAUX

- Vous avez une formation technique de niveau ETP, quelques années d'expérience acquise dans une entreprise de Bâtiment ou un Bureau d'Études.
- Vous cherchez à élargir vos responsabilités en participant à la maîtrise d'ouvrage, avec la possibilité de voir vos responsabilités s'étendre au montage et à la gestion de programmes.
- Rémunération substantielle et participation aux résultats.

Si vous êtes intéressé,

Envoyer

C.V. + lettre manuscrite + photo à :

GROUPE HOCHÉ - 42, avenue Montaigne - 75008 PARIS

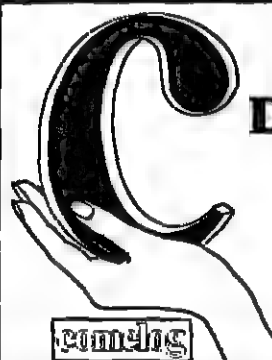
Importante affaire produits de luxe (prêt-à-porter et accessoires) recherche dans le cadre du développement de sa logistique, un

Responsable d'entrepôt et des stocks

en charge de la gestion de l'entrepôt central de Paris (10 personnes, plusieurs milliers de références, en période de pointe près de 30 MF de valeur de stock). Il supervise l'ordonnancement des commandes, le cadencement et la conformité des livraisons. L'étiquetage et la gestion des produits sur informatique, le dispatching de produits vers les boutiques de Paris, l'approvisionnement des points de vente à l'étranger et le regroupement de la marchandise destinée à l'export.

Il est également responsable de l'adéquation des stocks physiques et de l'inventaire permanent comptable avec analyse et recherche des écarts constatés. Organisation du personnel, sens de la prévision, goût pour l'informatique et rapidité d'action sont nécessaires. Le candidat retenu aura une solide expérience de la gestion de stock et d'entrepôt dans l'industrie ou dans la distribution. La pratique du contrôle qualité et du flux tendu sera très appréciée.

Merci d'adresser votre candidature sous référence RSE à P.A. Services, Service Recrutement et Mobilité Interne, 11 rue François-I^{er}, 75008 Paris.



COMELOG SSI - 800 PERSONNES - 32 agences en Europe
poursuit son développement dans la région Midi-Pyrénées et recherche le

DIRECTEUR D'AGENCE

qui prendra la responsabilité de son implantation toulousaine.

Les compétences indispensables pour gérer ce centre de profit sont :

- des qualités commerciales de prospection et de développement,
- des qualités d'animation d'équipe,
- des qualités de gestionnaire.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature, sous pli confidentiel, à :

COMELOG SERVICES FRANCE - Jean-François GODARD - Parc Euromédecine - Rue de la Croix-Verte - Mimparc Bât. 9 - 34090 MONTPELLIER.

Banque de marchés et de gestion
recherche pour sa salle des marchés :

UN GESTIONNAIRE OBLIGATIONS FRANÇAISES

Il aura une expérience de 2 à 5 ans minimum dans ce secteur, une parfaite maîtrise de l'ensemble des marchés de taux, et sera sensibilisé aux suivis administratifs et comptables de sa gestion.

UN GESTIONNAIRE ACTIONS

D'abord fondamentaliste, il aura développé au cours d'expériences précédentes l'analyse financière à moyen terme des marchés. Il sera également en mesure de participer à l'activité de « trading ».

Dotés d'une grande autonomie, ils se verront confier une partie des comptes gérés et des O.P.C.V.M. de la banque, essentiellement composés de clientèle institutionnelle.

Ils participeront à l'élaboration des stratégies définies par la direction des marchés.

La rémunération sera fonction de l'expérience et de la clientèle apportée. Un très grand potentiel de développement de la banque dans ce secteur et un système d'intéressement original permettant de motiver les meilleurs profils.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous n° 8760
Le Monde Publicité
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS.

Imaginez-vous...

... chargé de recrutement ingénierie d'Euro Disneyland

M/F

Euro Disneyland réunit aujourd'hui des hommes et des femmes de talent autour de l'un des plus grands projets d'Europe : près de 2 000 hectares tout près de Paris, une conception hautement technologique, 12 000 personnes en 1992 et une évolution planifiée jusqu'en 2017.

Pour notre structure "Imagineering" - l'ingénierie au service de l'imaginaire -, vous participez au recrutement des ingénieurs et techniciens (mécanique, électricité, contrôle qualité, automatisme, robotique, fabrication de décors et effets spéciaux...).

Votre professionnalisme, votre intuition, votre psychologie, la pertinence de vos jugements vous permettent de choisir les meilleurs.

Votre expérience en cabinet ou en entreprise vous a donné une parfaite connaissance des profils techniques. La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Pour plus d'informations sur toutes nos opportunités d'emploi, consultez 3615 DISNEYJOB.

Merci d'adresser votre candidature, sous réf. ER/0150/M, à Euro Disneyland, Service Recrutement, "Le Pascal", 3-11 bd Georges-Méjès, 94350 Villiers-sur-Marne.



Euro Disneyland S.C.A.

Une entreprise de rêve pour l'avenir

Pour son nouveau bureau parisien, un groupe d'agences anglaises et américaines, spécialisé dans les coproductions internationales de films et fictions TV crée le poste de

JEUNE COORDINATEUR

Il/elle s'investira dans tous les aspects de la fonction, depuis la coordination du bureau jusqu'à la conception et l'exécution du montage de projets audiovisuels. Initiative, enthousiasme et ouverture d'esprit sont essentiels.

L'anglais parfaitement courant est indispensable.

Une autre langue européenne sera bienvenue.

Expérience audiovisuelle souhaitée.

Poste à pourvoir en mars/avril 1990.

Merci d'envoyer votre candidature avant le 15 février 1990
sous le n° 6037 : **LE MONDE PUBLICITÉ**
5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

Cabinet d'audit
spécialisé dans les opérations de fusion, évaluation, audit d'acquisition, expertise judiciaire recherche dans le cadre de son développement

**CHEFS DE MISSION
ASSISTANTS CONFIRMÉS**
à fort potentiel

Ecrire à : **PROREVEISE**
135, boulevard Haussmann - 75008 PARIS

IMPORTANT BUREAU D'ÉTUDES
recherche pour son activité EAU ET ASSAINISSEMENT

JEUNES INGÉNIEURS OU ÉQUIVALENT

Formation de préférence dans le génie sanitaire. Ils assureront des responsabilités d'affaires dans les domaines de l'eau et de l'assainissement. Possibilité de développement de carrière pour candidat ayant un bon sens des contacts humains, l'esprit d'initiative et le sens des responsabilités.

Adresser lettre + CV sous le n° 3589 à
AGENCE CENTRALE DE PUBLICITÉ BP 229
93523 SAINT-DENIS CEDEX qui transmettra.

Le Monde CADRÉS

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

RADIO FRANCE INTERNATIONALE RECRUTE DES COLLABORATEURS BILINGUES POUR SES ÉMISSIONS EN LANGUE VIETNAMIENNE À DESTINATION DE L'ASIE DU SUD-EST.

Outre une excellente connaissance de la vie culturelle et politique française et des pays destinataires des émissions, l'activité nécessite la pratique de la dactylographie. Les candidats pourront être amenés à travailler la nuit. Une expérience radio serait souhaitée.

Candidats français ou en règle vis-à-vis de la législation en vigueur.
Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions à :
Radio France Internationale
Service du Personnel
Pièce 8627
115, avenue du Président Kennedy,
75016 PARIS.



Radio France Internationale

"Digital, pour vivre demain dès maintenant."

Digital, leader mondial des réseaux informatiques et des systèmes intégrés d'information recherche pour EVRY son :

Responsable de la sécurité

Vous serez le responsable opérationnel de la mise en place et du suivi de la Sécurité de Digital Equipment France dans les domaines concernant la protection des employés, des biens immobiliers de Digital, des biens intellectuels et technologiques de la société. Ce rôle est à la fois celui d'un analyste et d'un chef d'orchestre.

Une formation supérieure, 5 ans d'expérience du métier de la Sécurité acquise dans les milieux de l'industrie, du commerce ou des douanes, l'armée, la police nationale vous ont permis d'acquies de réelles connaissances des méthodes de protection, d'investigation, d'audit.

L'expérience d'une société d'information facilitera votre intégration, vous assurant déjà une pratique de la protection des systèmes d'information.

digital

Digital
Equipment
France

Valeo

Distribution

L'évolution des technologies et l'équipement de notre gamme de produits exigent une mise à niveau permanente de nos équipes commerciales France et International et de celles de nos Distributeurs.
Notre Ecole de Formation Technicienne, inaugurée cette année, recherche à SAINT-OUEN (93)

Responsable Pédagogique

Diplômé Enseignement Supérieur

Vos expériences d'organisation et d'animation de séminaires ont renforcé vos qualités pédagogiques. Vous êtes prêt à susciter l'adhésion de vos collaborateurs.

Sous l'autorité du Directeur Développement, vous serez responsable :

- d'encadrer une équipe de formateurs,
- de définir, après consultation des France et à l'étranger, les besoins en formation technique,
- de concevoir, en association avec nos équipes Marketing et Industrielle, les contenus des stages et de créer les outils pédagogiques adéquats,
- de coordonner et de gérer la mise en œuvre des actions de formation.

R&L337

Ces postes, qui impliquent des déplacements fréquents en Europe, nécessitent une parfaite maîtrise de l'anglais ; la connaissance de l'allemand, de l'italien ou de l'espagnol serait un atout supplémentaire.

Vous êtes créatif, organisé et disposez de grandes qualités relationnelles et d'écoute, rejoignez Valeo !
Notre Groupe a des ambitions internationales et recherche des U.V. expérimentés et polyvalents à : Valeo Distribution - Développement des Ressources Humaines - 81 rue Blanqui - 93000 SAINT-OUEN Cedex.

Valeo L'Équipement Automobile

Animateur Formateur

Diplômé Grande Ecole de Commerce

Rattaché au Responsable Pédagogique, vous co-animeriez, avec les intervenants des Branches Industrielles du Groupe et des Organismes extérieurs, les stages déjà mis en place ou à lancer pour nos Services Commerciaux de France et de nos distributeurs.

Interface privilégiée entre l'ensemble des personnels Valeo, votre rôle de coordinateur sera prépondérant. Vous veillerez au déroulement efficace des stages, à leur adéquation par rapport aux besoins des clients et aux attentes des participants.

Vos expériences commerciales terrain et vos qualités de gestionnaire vous rendront indispensable et vous assureront un bon suivi de l'action d'animation.

R&L338



L'expérience et l'innovation au service des Industries

Ingénieurs mécaniciens, diplômés d'une grande école ou équivalent, 30 ans environ, venez contribuer au dynamisme de notre division Chaudronnerie et mécanique.

650 personnes (dont 300 ingénieurs et cadres)

Ingénieur d'affaires en mécanique

Pour permettre la mise en œuvre industrielle de procédés mécaniques classiques et nucléaires, vous serez responsable de la conception et de la construction d'équipements ou de systèmes mécaniques automatisés.

Votre profil :

- Maîtrise de la mise en forme contractuelle des cahiers des charges techniques ou spécifications d'équipements selon des grands codes de conception et de construction (ASME, FEMA, RCCM-MR...).
- Bonnes connaissances des automatismes programmables de l'automatique industrielle et des logiciels de simulation, des calculs de structures.

Ingénieur d'affaires en chaudronnerie

Pour permettre la mise en œuvre de procédés techniques classiques et nucléaires, vous

êtes responsable de la conception et de la construction d'ensembles d'équipements automatisés ou d'unités complètes.

Votre profil :

- Maîtrise de la mise en forme contractuelle des cahiers des charges techniques ou spécifications d'équipements selon des grands codes de conception et de construction (ASME, FEMA, RCCM-MR...).
- Bonnes connaissances en métallurgie, matériaux, soudage, ENB, calcul des structures.

Pour les deux postes, une bonne maîtrise de l'anglais serait appréciée.

Sens de l'autonomie, et aptitude à l'encadrement vous permettront d'évoluer au sein de notre société.

Habilitation "Confidentiel Défense" à prévoir. Postes situés en proche banlieue Sud (SE) mais déplacements fréquents à prévoir.

Merci d'adresser votre candidature (C.V. + photo) en rappelant la réf. à USSI INGÉNIEURIE Direction des Ressources Humaines - 116, avenue A. Brindeau - 92223 BAGNEUX

BESNIER

PREMIÈRE ENTREPRISE LAITIÈRE FRANÇAISE PRIVÉE
(11 Milliards de BA - plus de 8000 salariés)

Recrute

2 INGÉNIEURS RECHERCHE et DÉVELOPPEMENT

CHEF DE PROJET MATIÈRES GRASSES

Dirigé de la conduite des projets de Recherche Développement Matière Grasse et du Développement analytique dans le domaine.

Pour ce poste, basé en Normandie, il sera demandé une formation Ingénieur IUT ou Ecole de Chimie avec une spécialisation corps gras (notamment Corps Gras, Biodiesel...) et une expérience de 1 à 3 ans en R. et D. et/ou usine dans le secteur des corps gras alimentaires.

Réf. 010324

INGÉNIEUR MICROBIOLOGIE

De formation Ingénieur Agro (INA, INSA, ENSAIA, UT...) possédant une première expérience R. et D. 1980-1985 avec stages significatifs en microbiologie, acceptés.

Charge des études microbiologiques appliquées à l'assurance qualité, la technologie et aux développements de nouveaux produits en collaboration avec les sites industriels. Poste basé à LAVAL.

Réf. 103

Ces deux postes sont autorisés avec de réelles possibilités d'évolution dans le cadre du Groupe.

Merci d'adresser : CV + Photo + Prétentions en précisant la référence à BESNIER - Service Ressources Humaines - BP 719 - 59002 LAVAL CEDEX qui traitera votre dossier en toute discrétion.

PILOTER UN PROJET ESSENTIEL D'ÉTUDES TARIFAIRES

C'est ce que vous offre un important établissement financier lié à l'un des premiers constructeurs automobiles mondiaux.

qui recherche pour son siège parisien un :

INGÉNIEUR CHEF DE PROJET ÉTUDES STATISTIQUES

Au sein du département chargé de proposer à nos clients entreprises et administrations, des contrats de maintenance de leur parc automobile, vous aurez à piloter un projet complexe devant conduire à une modernisation et à une mise en œuvre informatique, nous permettant :

- d'apprécier le degré de pertinence de nos tarifs actuels
- de proposer les ajustements souhaitables
- de suivre nos résultats par produits et marchés
- de nous situer par rapport à la concurrence.

Une réussite dans cette mission vous permettra d'évoluer vers un poste d'adjoint au Chef de Département.

Vous avez une formation d'ingénieur éventuellement complétée par une option statistiques - une première expérience d'au moins 5 ans - des qualités d'analyse, de synthèse, de communication et une forte implication professionnelle - une connaissance du langage SAS est également souhaitée.

Pour un premier contact et une prise de fonction rapide, adressez votre lettre manuscrite de candidature, CV, photo et prétentions sous Réf. 010324 à notre Conseil

ceforpe marc forge et associés
10, rue de la Victoire 75009 PARIS

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE SITUÉE EN ÎLE-DE-FRANCE (2 500 AGENTS)

RECRUTE

son directeur des ressources humaines

- Missions :
- Mettre en place et développer la gestion prévisionnelle de personnel ;
- Animer et coordonner les services et activités assurant la gestion des ressources humaines ;
- Améliorer la collaboration avec les organisations syndicales et les organismes participatifs ;
- Superviser le service de gestion statutaire du personnel.

- Profil :
- 40-45 ans ;
- Niveau bac + 4 ou fonctionnaires de catégorie A ;
- Aptitude à l'encadrement ;
- Goût des contacts et sens des relations humaines ;
- Rémunération statutaire + primes et avantages sociaux.

son directeur financier

- Missions :
- Gestion financière et budgétaire ;
- Supervision de la comptabilité ;
- Gestion du patrimoine ;
- Responsabilités de l'informatique ;
- Contentieux et missions juridiques.

- Profil :
- 35-45 ans ;
- Niveau bac + 4 ou fonctionnaires de catégorie A ;
- Connaissance approfondie des finances locales ;
- Expérience confirmée en matière financière et budgétaire ;
- Compétence informatique et juridique ;
- Rigueur et méthode ;
- Aptitude à l'encadrement ;
- Rémunération statutaire + primes et avantages sociaux.

Adressez votre candidature manuscrite, curriculum vitae et photo à :
Monsieur le Président - Centre Interdépartemental de Gestion de la Grande Couronne de la Région Île-de-France -
15, rue de la République - 93000 SEINE-SAINT-DENIS

M.P. 150 - 75000 PARIS CEDEX
QUI TRANSMETTRA.

مكتبة

Le Monde CADRES

KPMG fidal

Partenaire pour la France de KPMG, 1^{er} Cabinet Mondial de Conseil d'Entreprise, KPMG fidal c'est en France 110 implantations locales, 1950 personnes, une structure qui vient de rejoindre PwC, Markwick France. Notre DIRECTION REGIONALE de REIMS recherche :

UN CONSEIL D'ENTREPRISE EN RESSOURCES HUMAINES

De formation supérieure, vous justifiez d'une expérience réussie de la fonction conseil en entreprise ou en cabinet. Créatif et autonome, vous constituerez une force de proposition auprès de nos clients, dirigeants d'entreprise, où vous opérez : leur management des ressources humaines (gestion prévisionnelle, recrutement, système de rémunération, stratégie sociale...). Si vous souhaitez intégrer un cabinet conseil vous offrant de réelles possibilités d'évolution, contactez Sylvain NIEL, qui étudiera confidentiellement votre dossier.

KPMG fidal - 92 BD ST-MARCEAU 51095 REIMS CEDEX

CADRES CHARGÉS DE MISSIONS

d'inspection auprès de nos organismes régionaux. Il est demandé une formation supérieure en économie ou gestion avec de bonnes connaissances comptables.

Adresser lettre manuscrite CV photo à réf. 8317 à : LTA ANTOINE St-Lazare, 4, rue du Faub.-Poissonniers 75012 Paris tel. transmiss.

ET INGENIERING CADRES CHARGÉS DE MISSIONS

pour recherche en système de BIA de MASSY. Salaire brut : 150 000 F/an.

INGENIEURS

ÉLECTRICITÉ ET FLUIDES MÉCANIQUE MACHINES TOURNANTES, BE INSTRUMENTATION, AUTOMATISMES, SE

Tél. pour rendez-vous : 42-49-08-35, 2, rue Rosini, Paris 9^e.

EXPORT PRODUITS TECHNIQUES

Équipe anglaise 30/35 ans, diplômée. Scale d'anglais. Dépendant du PDG, vous serez responsable : - de l'importation de produits techniques et de l'exportation de produits techniques ; - des contacts distributeurs et des représentants ; - de la gestion du matériel électro-technique et de l'entretien.

Adresser lettre manuscrite, CV et photo, réf. 76630, PROJET, 12, rue des Pyrénées, 75013 Paris tel. transmiss.

COMPTABLE AIDES COMPTABLES

SEL 71, av. de la République, 75011 Paris.

LA FILIALE FRANÇAISE DU LEADER EUROPEEN DE LA BUREAUTIQUE

RECHERCHE pour son développement et pour la direction administrative et financière

UN JEUNE AUDITEUR

CRÉDIT ET RECOUPPEMENT RESEAUX CONCESSIONNAIRES ET DISTRIBUTEURS

de formation supérieure (DESS ou équivalent) et d'une première expérience réussie dans une fonction similaire, vous analyserez les besoins clients et ferez les propositions d'action et mettez en œuvre un suivi financier et comptable à la satisfaction des concessionnaires et distributeurs.

La connaissance du secteur bancaire serait un plus. Vous avez une personnalité rigoureuse, d'excellentes qualités de communication et d'organisation, une forte motivation pour vous développer dans le cadre d'une équipe leader sur son marché. Vous êtes disponible immédiatement.

Envoyez-nous lettre manuscrite, CV et photo à : LTA ANTOINE St-Lazare, 4, rue du Faub.-Poissonniers 75012 Paris.

ASSOCIATION recherche pour ses publications municipales de la ville de Cligny-la-Garenne

MAQUETTISTE PAO

disponible rapidement expérience acquise sur MAC II CX (perso)

Candidature, préférences et CV à envoyer à : Association Cligny Publications, 80, bd Jean-Baptiste, 52110 Cligny-la-Garenne.

LYCÉE FRANÇAIS DE LOS ANGELES

Professeurs Français, latin, espagnol, mathématiques, sciences, lettres, langues vivantes. Envoyez CV et photo à : 3261 Overland Avenue, Los Angeles CA 90034.

PROF. EPS (20h)

Tél. : 39-90-01-86.

ARILAIT

recrute pour 2 ans

JEUNE INGENIEUR

Génie des procédés alimentaires

pour recherche en système de BIA de MASSY. Salaire brut : 150 000 F/an.

CORRESPONDANTS(ES)

pour Paris et Province. Compétences : maîtrise de l'anglais et de l'espagnol. Envoyez CV à : SMO, 219, rue de Valenciennes, 75011 Paris.

SUR-AERO

ENST, ESE, ENIMAG, INSA, ENSI, DEA, MIAGE

LOGICIELS D'APPLICATION

TEMPS REELS, TCCOM, RESEAUX, SYSTEME GESTION

Envoyez-nous : SD&I, 78/80, avenue Gallieni, 93174 BAGNOLET CEDEX. Tél. : 43-80-13-64.

ÉTUDIANT(E) EN MÉDECINE

à l'ANEST pour garde les week-ends. Tél. : 42-49-08-35, 2, rue Rosini, Paris 9^e.

VILLES DE PRESNES (Vallée de la Marne)

1 REDACTEUR BAC + 2 années d'études en droit pour le Service de presse.

Salaire net début 14 400 + 13^e mois. Adresser candidature avec CV et photo à : M. le Maire de Presnes, BP 104, 94387 PRESNES CEDEX.

TOUR OPERATEUR

pour voyages professionnels et/ou agricoles. Nécessite recherche : Technicien FORFATISTE TRILINGUE

Organisation, vente, et accompagnement de voyages. Méthodes parfaites italiennes et/ou anglaises. Pratique traitement texte. Connaissances touristiques et/ou agricoles. Rémunération évolutive suivant capacités.

ACCOMPAGNATEURS BILINGUES

(toutes langues) pour missions ponctuelles. Env. CV + photo à : D TOUR AGRI, 7, rue Guy-Moquet, 75017 Paris.

ORGANISME PUBLIC DE FORMATION CONTINUE

recherche

FORMATEUR EN MAINTENANCE A TEMPS COMPLET

● Diplôme exigé bac FS

● Expérience en entreprise

● Secteur d'activité : REIMS.

Envoyez CV au GRETA de REIMS, 20, rue des Acacias, 51100 Reims. Tél. : 32-40-06-70.

SECRÉTAIRES

LEADER EUROPEEN DANS SON DOMAINE recherche pour sa DIRECTION DES ACHATS

SECRÉTAIRE TRILINGUE ANGLAIS/ALLEMAND

Vous assurez le secrétariat du directeur des achats, la préparation des commandes et la mise à jour des relations avec les clients étrangers et les fournisseurs, la traduction de documents techniques et le suivi des tableaux de bord clients.

De formation BTS trilingue, vous maîtrisez la micro-informatique et avez acquis une 1^{re} expérience d'un mois à 2 ans dans un secteur industriel.

Poste basé ville NOUVELLE de ST-QUENTIN-EN-YVELINES (91). Mandat d'admission en candidature sous réf. AGA/10890/E en présence des présentations à : 91 CONSULTANTS, 91191, rue de la République, 91190 SURESNES.

capitaux propositions commerciales

Acquiescer une part d'une affaire commerciale. Possibilité. Prix de la part : 50 000 F. DÉPÔC. POSS. J. THEBERT 42-49-08-35.

L'AGENDA

Formations Cherche professeur de lettres classiques. Envoyez photo et CV à : Collège de Julluy, 77230 JULLUY. Tél. : 84-30-23-85.

Vacances

Tourisme

Loisirs

JURA

Part. tous grand studio (6 pers.) tout conf. sur plates de fond, zone nordique + 200 km balnéaire. Proche ski alpin station Méribel. 3 h par TGV gare de Val-Franche (Suisse) à 5 km. Prix et ren. : (16) 81-45-00-72.

SKI DE FOND HAUT-JURA

Yves et Liliane vous accueillent (14 pers. max.) dans ferme du XVII^e, confortablement aménagée, chambre avec s.-d.-b., w.-c., table d'hôtes, cuisine, piscine, tout compris, pension complète + vin, moniteur et matériel de ski. Tél. : (16) 81-38-12-81, ou écrire : la Côte d'Azur, 25650 MONTBENOIT.

DIRECTEUR GCL

Paris, région Paris. Libre de suite 47-89-31-12.

AGENCE DE VOYAGES COMPTABLE EXPERIMENTE

avec bonnes notions comptables. Commission MACINTOSH/TX applicables. Envoyez CV + photo à : ARSCOM, 93, rue de Valenciennes, 75008 Paris.

LE THEATRE DE SARTROUVILLE

RECHERCHE SON ADMINISTRATEUR

Envoyez lettre de candidature et CV à : Claude SEVERIN, Théâtre de Sartroville, BP 93, 75008 Sartroville Cedex.

A SE VOI

Envoyez CV et photo à : 5, rue de Valenciennes, 75007 Paris.

ADMINISTRATEUR

Adresser CV 22, rue des Archives, 75004 Paris.

CHEFS DE PUBLICITE

Si vous souhaitez participer au développement de supports de publicité, contactez-nous par téléphone à :

Éditions ETEK, groupe RSL, 192, rue de Valenciennes, 75017 Paris. Tél. : (1) 42-25-84-84.

MEDECIN DU TRAVAIL

Prendre r.v. au 30-92-02-30 ou 30-06 ou adresser CV détaillé : Centre hospitalier de Mantes-la-Jolie, directeur du personnel, 2, bd Duhamel, 78201 Mantes-la-Jolie Cedex.

REDACTEUR-REVEISEUR

3 mois de formation à partir du 2 avril au métier de rédacteur-réviser (correcteur attaché à une rédaction) + stage en entreprise. Sélection samedi 10 février à 9 h. Niveau Bac + 3.

JOURNALISME

3 mois de formation à partir du 2 avril aux techniques de base du journalisme + stage en entreprise. Sélection samedi 10 février à 9 h.

Réunion d'information jeudi 8 février à 17 h.

CFD 231, rue de Belleville 75019 Paris. 42 41 58 59

TECHNICIEN TOURISME LOISIR

pour devenir FORMATEUR

Expérience diversifiée du secteur touristique, vous serez responsable de la formation des futurs techniciens. Formation supérieure, formation supérieure, formation supérieure. Adresser CV, photo et lettre de motivation à : L'AFPA, 10, rue de Valenciennes, 75007 Paris.

MEDECIN DU TRAVAIL

Prendre r.v. au 30-92-02-30 ou 30-06 ou adresser CV détaillé : Centre hospitalier de Mantes-la-Jolie, directeur du personnel, 2, bd Duhamel, 78201 Mantes-la-Jolie Cedex.

33330 NEUILLY-SUR-MARNE.

REDACTEUR-REVEISEUR

3 mois de formation à partir du 2 avril au métier de rédacteur-réviser (correcteur attaché à une rédaction) + stage en entreprise. Sélection samedi 10 février à 9 h. Niveau Bac + 3.

JOURNALISME

3 mois de formation à partir du 2 avril aux techniques de base du journalisme + stage en entreprise. Sélection samedi 10 février à 9 h.

Réunion d'information jeudi 8 février à 17 h.

CFD 231, rue de Belleville 75019 Paris. 42 41 58 59

TECHNICIEN TOURISME LOISIR

pour devenir FORMATEUR

Expérience diversifiée du secteur touristique, vous serez responsable de la formation des futurs techniciens. Formation supérieure, formation supérieure, formation supérieure. Adresser CV, photo et lettre de motivation à : L'AFPA, 10, rue de Valenciennes, 75007 Paris.

MEDECIN DU TRAVAIL

Prendre r.v. au 30-92-02-30 ou 30-06 ou adresser CV détaillé : Centre hospitalier de Mantes-la-Jolie, directeur du personnel, 2, bd Duhamel, 78201 Mantes-la-Jolie Cedex.

33330 NEUILLY-SUR-MARNE.

REDACTEUR-REVEISEUR

3 mois de formation à partir du 2 avril au métier de rédacteur-réviser (correcteur attaché à une rédaction) + stage en entreprise. Sélection samedi 10 février à 9 h. Niveau Bac + 3.

JOURNALISME

3 mois de formation à partir du 2 avril aux techniques de base du journalisme + stage en entreprise. Sélection samedi 10 février à 9 h.

Réunion d'information jeudi 8 février à 17 h.

CFD 231, rue de Belleville 75019 Paris. 42 41 58 59

TECHNICIEN TOURISME LOISIR

pour devenir FORMATEUR

Expérience diversifiée du secteur touristique, vous serez responsable de la formation des futurs techniciens. Formation supérieure, formation supérieure, formation supérieure. Adresser CV, photo et lettre de motivation à : L'AFPA, 10, rue de Valenciennes, 75007 Paris.

MEDECIN DU TRAVAIL

Prendre r.v. au 30-92-02-30 ou 30-06 ou adresser CV détaillé : Centre hospitalier de Mantes-la-Jolie, directeur du personnel, 2, bd Duhamel, 78201 Mantes-la-Jolie Cedex.

33330 NEUILLY-SUR-MARNE.

REDACTEUR-REVEISEUR

3 mois de formation à partir du 2 avril au métier de rédacteur-réviser (correcteur attaché à une rédaction) + stage en entreprise. Sélection samedi 10 février à 9 h. Niveau Bac + 3.

REDACTEUR-REVEISEUR

3 mois de formation à partir du 2 avril au métier de rédacteur-réviser (correcteur attaché à une rédaction) + stage en entreprise. Sélection samedi 10 février à 9 h. Niveau Bac + 3.

JOURNALISME

3 mois de formation à partir du 2 avril aux techniques de base du journalisme + stage en entreprise. Sélection samedi 10 février à 9 h.

Réunion d'information jeudi 8 février à 17 h.

CFD 231, rue de Belleville 75019 Paris. 42 41 58 59

TECHNICIEN TOURISME LOISIR

pour devenir FORMATEUR

Expérience diversifiée du secteur touristique, vous serez responsable de la formation des futurs techniciens. Formation supérieure, formation supérieure, formation supérieure. Adresser CV, photo et lettre de motivation à : L'AFPA, 10, rue de Valenciennes, 75007 Paris.

MEDECIN DU TRAVAIL

Prendre r.v. au 30-92-02-30 ou 30-06 ou adresser CV détaillé : Centre hospitalier de Mantes-la-Jolie, directeur du personnel, 2, bd Duhamel, 78201 Mantes-la-Jolie Cedex.

33330 NEUILLY-SUR-MARNE.

REDACTEUR-REVEISEUR

3 mois de formation à partir du 2 avril au métier de rédacteur-réviser (correcteur attaché à une rédaction) + stage en entreprise. Sélection samedi 10 février à 9 h. Niveau Bac + 3.

JOURNALISME

3 mois de formation à partir du 2 avril aux techniques de base du journalisme + stage en entreprise. Sélection samedi 10 février à 9 h.

Réunion d'information jeudi 8 février à 17 h.

CFD 231, rue de Belleville 75019 Paris. 42 41 58 59

TECHNICIEN TOURISME LOISIR

pour devenir FORMATEUR

Expérience diversifiée du secteur touristique, vous serez responsable de la formation des futurs techniciens. Formation supérieure, formation supérieure, formation supérieure. Adresser CV, photo et lettre de motivation à : L'AFPA, 10, rue de Valenciennes, 75007 Paris.

MEDECIN DU TRAVAIL

Prendre r.v. au 30-92-02-30 ou 30-06 ou adresser CV détaillé : Centre hospitalier de Mantes-la-Jolie, directeur du personnel, 2, bd Duhamel, 78201 Mantes-la-Jolie Cedex.

33330 NEUILLY-SUR-MARNE.

REDACTEUR-REVEISEUR

3 mois de formation à partir du 2 avril au métier de rédacteur-réviser (correcteur attaché à une rédaction) + stage en entreprise. Sélection samedi 10 février à 9 h. Niveau Bac + 3.

FORMATION PROFESSIONNELLE



ANGLAIS RAPIDE ET EFFICACE

Cours intensifs toute l'année

- Anglais courant

- Anglais « vie des affaires »

Cours particuliers toutes langues

Test gratuit

1, rue de la Pépinière, 75008 Paris (face gare Saint-Lazare). Tél. : 42-22-51-18.

REDACTEUR-REVEISEUR

3 mois de formation à partir du 2 avril au métier de rédacteur-réviser (correcteur attaché à une rédaction) + stage en entreprise. Sélection samedi 10 février à 9 h. Niveau Bac + 3.

JOURNALISME

3 mois de formation à partir du 2 avril aux techniques de base du journalisme + stage en entreprise. Sélection samedi 10 février à 9 h.

Réunion d'information jeudi 8 février à 17 h.

CFD 231, rue de Belleville 75019 Paris. 42 41 58 59

TECHNICIEN TOURISME LOISIR

pour devenir FORMATEUR

Expérience diversifiée du secteur touristique, vous serez responsable de la formation des futurs techniciens. Formation supérieure, formation supérieure, formation supérieure. Adresser CV, photo et lettre de motivation à : L'AFPA, 10, rue de Valenciennes, 75007 Paris.

MEDECIN DU TRAVAIL

Prendre r.v. au 30-92-02-30 ou 30-06 ou adresser CV détaillé : Centre hospitalier de Mantes-la-Jolie, directeur du personnel, 2, bd Duhamel, 78201 Mantes-la-Jolie Cedex.

33330 NEUILLY-SUR-MARNE.

REDACTEUR-REVEISEUR

3 mois de formation à partir du 2 avril au métier de rédacteur-réviser (correcteur attaché à une rédaction) + stage en entreprise. Sélection samedi 10 février à 9 h. Niveau Bac + 3.

JOURNALISME

3 mois de formation à partir du 2 avril aux techniques de base du journalisme + stage en entreprise. Sélection samedi 10 février à 9 h.

Réunion d'information jeudi 8 février à 17 h.

CFD 231, rue de Belleville 75019 Paris. 42 41 58 59

TECHNICIEN TOURISME LOISIR

pour devenir FORMATEUR

Expérience diversifiée du secteur touristique, vous serez responsable de la formation des futurs techniciens. Formation supérieure, formation supérieure, formation supérieure. Adresser CV, photo et lettre de motivation à : L'AFPA, 10, rue de Valenciennes, 75007 Paris.

MEDECIN DU TRAVAIL

Prendre r.v. au 30-92-02-30 ou 30-06 ou adresser CV détaillé : Centre hospitalier de Mantes-la-Jolie, directeur du personnel, 2, bd Duhamel, 78201 Mantes-la-Jolie Cedex.

33330 NEUILLY-SUR-MARNE.

REDACTEUR-REVEISEUR

3 mois de formation à partir du 2 avril au métier de rédacteur-réviser (correcteur attaché à une rédaction) + stage en entreprise. Sélection samedi 10 février à 9 h. Niveau Bac + 3.

Réunion d'information jeudi 8 février à 17 h.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE
CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

Obligations 9,80 % 1979
Les intérêts courus du 26 février 1989 au 25 février 1990 seront payables à partir du 26 février 1990, à 176,40 F par titre de 2 000,00 F, contre détachement du coupon n° 11 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source de 11 % sur le montant nominal, soit 196,00 F.
En cas d'option pour le prélevement forfaitaire, le complément libératoire sera de 17,79 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 3,52 F, faisant ressortir un net de 162,69 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code Général des Impôts.
Les actions de numéros sorties aux tirages antérieurs sont parties au J.O. du 9 janvier 1990.
Le paiement des coupons et le remboursement des titres sont effectués chez tout intermédiaire habilité.

Obligations 13,70 % 1984
Les intérêts courus du 6 février 1989 au 5 février 1990 seront payables à partir du 6 février 1990, à 616,50 F par titre de 5 000 F, après une retenue à la source de 11 % sur le montant nominal, soit 549,00 F.
En cas d'option pour le prélevement forfaitaire, le complément libératoire sera de 34,21 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 13,70 F, faisant ressortir un net de 568,59 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code Général des Impôts.

Obligations 8,60 % 1989
Les intérêts courus du 6 février 1989 au 5 février 1990 seront payables à partir du 6 février 1990, à 390,15 F par titre de 5 000 F, après une retenue à la source de 11 % sur le montant nominal, soit 346,53 F.
En cas d'option pour le prélevement forfaitaire, le complément libératoire sera de 21,65 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 8,66 F, faisant ressortir un net de 355,84 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code Général des Impôts.

Ces titres ne sont pas créés (article 94 - 2 de la loi du 30 décembre 1981), le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE
ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

Obligations 8,60 % septembre 1989
Les intérêts courus du 9 octobre 1989 au 14 février 1990 seront payables à partir du 15 février 1990, à 152,00 F par titre de 5 000 F.
En cas d'option pour le prélevement forfaitaire, le complément libératoire sera de 22,80 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 3,04 F, faisant ressortir un net de 126,16 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code Général des Impôts.

Obligations 8,80 % novembre 1989
Les intérêts courus du 27 novembre 1989 au 14 février 1990 seront payables à partir du 15 février 1990, à 95,00 F par titre de 5 000 F.
En cas d'option pour le prélevement forfaitaire, le complément libératoire sera de 14,25 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 1,90 F, faisant ressortir un net de 78,85 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code Général des Impôts.

Obligations 8,80 % décembre 1989
Les intérêts courus du 2 janvier 1990 au 14 février 1990 seront payables à partir du 15 février 1990, à 52,00 F par titre de 5 000 F.
En cas d'option pour le prélevement forfaitaire, le complément libératoire sera de 7,80 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 1,04 F, faisant ressortir un net de 43,16 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code Général des Impôts.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE
ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

Obligations 8,80 % octobre 1988 (tranche A)
Les intérêts courus du 15 février 1989 au 14 février 1990 seront payables à partir du 15 février 1990, à 430 F par titre de 5 000 F.
En cas d'option pour le prélevement forfaitaire, le complément libératoire sera de 64,50 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 8,60 F, faisant ressortir un net de 419,18 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code Général des Impôts.

Obligations 10,10 % janvier 1988
Les intérêts courus du 10 février 1989 au 9 février 1990 seront payables à partir du 10 février 1990, à 454,50 F par titre de 5 000 F, après une retenue à la source de 11 % sur le montant nominal, soit 404,50 F.
En cas d'option pour le prélevement forfaitaire, le complément libératoire sera de 25,22 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 10,10 F, faisant ressortir un net de 419,18 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code Général des Impôts.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE
Obligations TMO janvier 1986-1986 et 1986-1986

Taux pour 1990 : 9,4731 %
Les intérêts courus du 10 février 1989 au 9 février 1990 seront payables à partir du 10 février 1990, à 426,29 F par titre de 5 000 F, après une retenue à la source de 11 % sur le montant nominal, soit 377,90 F.
En cas d'option pour le prélevement forfaitaire, le complément libératoire sera de 23,65 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 9,46 F, faisant ressortir un net de 393,18 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code Général des Impôts.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE
ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

Obligations 8,30 % janvier 1987 et septembre 1989 (tranche B)
Les intérêts courus du 9 février 1989 au 8 février 1990 seront payables à partir du 9 février 1990, à 415 F par titre de 5 000 F.
En cas d'option pour le prélevement forfaitaire, le complément libératoire sera de 62,25 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 8,30 F, faisant ressortir un net de 344,45 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code Général des Impôts.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE
Obligations TMO février-mars 1987 et 1988

Taux pour 1990 : 9,3481 %
Les intérêts courus du 10 février 1989 au 9 février 1990 seront payables à partir du 10 février 1990, à 467,41 F par titre de 5 000 F.
En cas d'option pour le prélevement forfaitaire, le complément libératoire sera de 70,11 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 9,34 F, faisant ressortir un net de 387,96 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code Général des Impôts.

SAPAR FINANCE
Obligations à taux variable trimestriel

octobre 1989 (tranche A)
Les intérêts courus du 13 novembre 1989 au 12 février 1990 seront payables à partir du 13 février 1990, à 129,30 F par titre de 5 000 F.
En cas d'option pour le prélevement forfaitaire, le complément libératoire sera de 19,42 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 2,58 F, faisant ressortir un net de 107,50 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code Général des Impôts.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE
ÉLECTRICITÉ DE FRANCE

Obligations 9 % 1983
Les intérêts courus du 25 février 1989 au 24 février 1990 seront payables à partir du 10 février 1990, à 26,10 F par titre de 250 F, contre détachement du coupon n° 27 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source de 11 % sur le montant nominal, soit 23,24 F.
En cas d'option pour le prélevement forfaitaire, le complément libératoire sera de 12,5 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 0,38 F, faisant ressortir un net de 24,27 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code Général des Impôts.

ÉLECTRICITÉ DE FRANCE
Obligations 8,75 % 1986

Les intérêts courus du 25 février 1989 au 24 février 1990 seront payables à partir du 25 février 1990, à 20,70 F par titre de 400 F, contre détachement du coupon n° 24 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source de 11 % sur le montant nominal, soit 18,23 F.
En cas d'option pour le prélevement forfaitaire, le complément libératoire sera de 11,42 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 0,46 F, faisant ressortir un net de 19,10 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code Général des Impôts.

SAPAR - Obligations à taux variable août 1982

Les intérêts courus du 17 février 1989 au 16 février 1990 seront payables à partir du 17 février 1990, à 495 F par titre de 5 000 F, contre détachement du coupon n° 8 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source de 11 % sur le montant nominal, soit 440,50 F.
En cas d'option pour le prélevement forfaitaire, le complément libératoire sera de 27,47 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 27,47 F, faisant ressortir un net de 456,33 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code Général des Impôts.

CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE
CAISSE NATIONALE DE L'ÉNERGIE

Obligations 15,30 % janvier 1983
Les intérêts courus du 7 février 1989 au 6 février 1990 seront payables à partir du 7 février 1990, à 688,50 F par titre de 5 000 F, contre détachement du coupon n° 7 ou estampillage du certificat nominatif, après une retenue à la source de 11 % sur le montant nominal, soit 610,50 F.
En cas d'option pour le prélevement forfaitaire, le complément libératoire sera de 38,21 F auquel s'ajouteront les deux retenues de 1 % calculées sur l'intérêt brut au titre des contributions sociales, soit 15,30 F, faisant ressortir un net de 634,99 F. Ces retenues ne concernent pas les personnes visées au III de l'article 125 A du Code Général des Impôts.
Tous ces titres ont été dématérialisés (article 94, alinéa II - loi du 30 décembre 1981 et décret n° 83-359 du 2 mai 1983), le montant des intérêts sera porté au crédit du compte du bénéficiaire chez l'intermédiaire habilité choisi par lui.

Oblig
SICAV COURT TERME RÉGULIÈRE
INVESTIE EN VALEURS D'ÉTAT OU GARANTIES PAR L'ÉTAT

La SICAV PREMIÈRE OBLIG continuera à distribuer les revenus qu'elle comptabilise. Toutefois, la clientèle de PREMIÈRE OBLIG qui préférerait la capitalisation des revenus, a la possibilité de souscrire sans frais, à la SICAV COMPTAVALOR, qui, depuis l'exercice clos le 29 septembre 1989, réinvestit automatiquement les revenus de ses porteurs. Cette possibilité d'exonération des droits d'entrée sur la SICAV COMPTAVALOR est ouverte jusqu'au 30 juin 1990 et s'applique dans la mesure où la souscription fait suite au rachat, le même jour et pour le même montant, d'actions de la SICAV PREMIÈRE OBLIG.

ComptaValor
SICAV COURT TERME MONÉTAIRE
POUR GÉRER VOS DISPONIBILITÉS A COURT TERME

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
Plus de 4000 guichets à votre service

Hewlett-Packard Co franchit la barre des \$ 12 milliards de commandes pour son exercice 1989, clos le 31 octobre 1989.

	1989	1988	
Chiffres d'affaires	\$ 11,899 milliards	\$ 9,831 milliards	+21 %
Commandes	\$ 12,160 milliards	\$ 10,070 milliards	+21 %
Résultats nets	\$ 829 millions	\$ 816 millions	+2 %
Résultats par action	\$ 3,52	\$ 3,36	+5 %
Dividendes	\$ 0,36	\$ 0,28	+29 %
Total de l'actif	\$ 10,075 milliards	\$ 7,858 milliards	+28 %

* Sans l'acquisition d'Apollon, le bénéfice net par action se serait élevé à \$ 3,75, soit une augmentation de 12% par rapport à 1988.

Paiement du dividende trimestriel
Hewlett-Packard Co distribuera un dividende de 10,5 cents par action au titre du 2ème trimestre de son année fiscale 1990. Ce dividende sera mis en paiement le 11 avril 1990 pour les détenteurs d'actions au 21 mars 1990.

Le rapport financier est disponible auprès de HP France: 60 77 83 83 - poste 11-25

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

Oblicic Mondial La Sicav Obligataire Internationale

Sicav de capitalisation
OBLICIC MONDIAL a été transformée en Sicav de capitalisation après AGE du 6.12.1989 et n'a pas distribué de coupon en janvier 1990. Elle absorbera la Sicav ECUCIC, Sicav obligataire en "E.C.U." le 15 mars 1990.

Le Président Jean-Pierre Ravissé a déclaré :
"OBLICIC MONDIAL, dans un contexte incertain sur les marchés mondiaux, en 1989 a résisté grâce à une politique défensive et a offert à ses actionnaires une protection contre les risques de change dans le cadre d'une gestion prudente.
En 1990, la fusion avec la Sicav ECUCIC et le FCP EURO-OBLIGATIONS (ayant le même objectif de gestion) diversifiera le portefeuille et permettra une gestion encore plus rationnelle face aux aléas des marchés et des taux."

AGO du 15.01.1990

Consultez les valeurs liquidatives de nos Sicav en FCP sur Minitel 36.15 code ASSOCIC

Groupes CIC. En intelligence avec vous

Le Simco
UNION POUR L'HABITATION

Le Conseil d'administration s'est réuni le 25-janvier 1990, sous la présidence de M. Georges Mazard.

ACTIVITÉS DE LA SOCIÉTÉ
Au 31 décembre 1989, le montant cumulé des loyers émis s'élevait à 392 826 000 F contre 359 322 000 F, le 31 décembre 1988. A cette date, le patrimoine était louté à hauteur de 98 %.
Par ailleurs, la Commission nationale d'urbanisme commercial a émis un avis favorable au réaménagement du centre commercial d'Evry.
Le rythme des ventes a été soutenu, 191 cessions ayant été conclues en 1989, pour un montant de 63 600 000 F, dégageant une plus-value brute de 43 000 000 F.

POLITIQUE D'ARBITRAGE
Le Conseil a décidé de poursuivre et d'accroître la politique d'arbitrage du patrimoine, dans le souci d'en améliorer encore la qualité en le recentrant sur Paris et la région parisienne, et en utilisant au mieux les possibilités d'investissements en locaux commerciaux.
Dans le même esprit, le Conseil a décidé d'entreprendre, sous réserve de l'obtention des autorisations nécessaires, la réalisation de deux nouveaux immeubles à usage d'habitation, à Puteaux et à Paris XIX, dont la livraison interviendra au cours du second semestre 1991.
Le programme d'arbitrage en cours et celui décidé ce jour permettront également, tout en respectant la règle de répartition entre les habitations et les commerces, d'envisager la réalisation de 9 000 m2 de bureaux, dans le courant de l'exercice ou au début de 1991.

34, rue de la Fédération
75737 Paris Cedex 15
Tél. : 45.75.62.58

BSN
PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

Le chiffre d'affaires cumulé du Groupe BSN s'est élevé à 48,7 milliards de francs pour l'exercice 1989 contre 42,3 milliards de francs en 1988.

Après recensement des données de l'exercice 1989 pour tous les produits de la société, les données par Branche d'Activité sont les suivantes :

(en millions de francs)	1989	1988
Produits Frais	12.627	11.065
Epicerie	9.936	9.177
Biscuits	11.119	8.275
Bière	6.188	6.260
Champagne, Eau minérale	4.320	3.476
Emballage	5.557	4.997
	49.747	43.250
Cessions internes	(1.078)	(1.073)
TOTAL GROUPE	48.669	42.177

Le chiffre d'affaires de 1989 tient compte des opérations intervenant au cours de l'exercice, à partir de leur date de réalisation : cessions des sociétés Intermarché Belles en France, Sarcos en Italie et Jumbo en Angleterre, de la société de pâtes La Pasticaria en Espagne, de la branche Biscuits, les données par Branche d'Activité sont les suivantes :

Le conseil de vote est :

- Le chiffre d'affaires 1989 enregistré en habitat les ventes des sociétés : HP Foods, Les 4 Pains, Mouton-Franchard et Grand Lapeyre, sociétés acquises au cours de l'exercice précédent, dans le chiffre d'affaires total du groupe présente-empare en 1989.
- Le chiffre d'affaires 1989 de la Branche Epicerie ne comprend plus les ventes de Biscuits, société cédée fin 1988.

A l'ensemble, structure et taux de change compris, l'augmentation du chiffre d'affaires par Branche est la suivante :

Produits Frais	15,6 %
Epicerie	6,8 %
Biscuits	2,0 %
Bière	7,6 %
Champagne, Eau minérale	18,2 %
Emballage	5,0 %
TOTAL GROUPE	8,0 %

Pour vous informer en permanence sur BSN, consultez votre minitel : 36.16 CLIFF.

EDWY PLENEL
MOURIR
A OUVÉA
ALAIN ROLLAT

Prix Elie Faure
1989

Pierre Skira
LA NATURE
MORTE
De l'Antiquité à Morandi
240 pages, 180 illust. 880 FF

SKIRA

FORMATION
PROFESSIONNELLE

ANGLAIS RAPIDE
ET EFFICACE
Cours intensifs toute l'année
courant
vraie des affaires.
Cours particuliers toutes langues
à Paris: 75005 Paris (face gare Saint-Lazare)
Tél. : 45-22-51-18

FACTEUR-REVISEUR
formation à partir du 2 avril au métier de réviser
recevoir attaché à une rédaction - stage en entreprise
mardi 10 février à 9 h Niveau 3de - 3.
JOURNALISME
presse et communication
formation à partir du 2 avril aux techniques de base de
la rédaction - stage en entreprise - sélection samedi 10 février à 9 h
niveau d'information - jeudi 9 février à 17 h.
31, rue de Beaubourg 75001 Paris. 42 41 58 58

faites-vous
vos talents?

« Humain, source de réussite? Oui, à condition
de capter les talents, d'en canaliser les énergies.
CDM vous propose une gamme HORIZON 92 pour
aider à MANAGER votre développement en
une stratégie de développement technique,
industrielle, financière, économique, managériale
des implantations commerciales et industrielles.

CDM
CENTRE DE MANAGEMENT
11001
Tél. 72 20 25 20
PARIS
Tél. M 43 31 16 40

Le Monde
L'IMMOBILIER

maisons individuelles
bureaux
Locations
GROUPE ASPIN
34, rue de la Fédération
75737 Paris Cedex 15
Tél. : 45.75.62.58

MARCHÉS FINANCIERS

La Banque de France ferme les guichets de la Banque industrielle de Monaco

La Commission bancaire, organisme de contrôle des banques au sein de la Banque de France, a fermé lundi 29 janvier les portes de la Banque industrielle de Monaco (BIM) en raison d'opérations aventurées sur les titres de la clientèle et de crédits non déclarés régulièrement.

Après les banques libanaises et une banque portugaise, c'est au tour d'un établissement financier monégasque d'avoir ses guichets fermés sur ordre de la Commission bancaire. Après « une enquête effectuée sur place », l'organisme de contrôle des banques a relevé de graves irrégularités dans la gestion de la Banque industrielle de Monaco, établissement dirigé et contrôlé par la princesse Isabelle de Bourbon-Parme et dont le total de bilan atteint 750 millions de francs. Selon la Commission bancaire, la situation de la BIM s'est « profondément dégradée » en raison d'opérations aventurées sur les titres de la clientèle, opération qui se serait déroulée dans le secteur immobilier très actif sur la Côte d'Azur et qui engageait la responsabilité de la banque.

A cela s'ajoutent des « provisions à constituer sur des crédits compromis ». Des prêts supérieurs à plusieurs fois le montant des fonds propres (37 millions de francs) de l'établissement auraient été accordés à un bruit qui court, une rumeur de franchise en faillite du Sud-Ouest, dont le créateur, M. Jean-Marc Fauré, a été récemment arrêté en Suisse. La Banque de France ajoute également que « certains de ces crédits, excessifs par rapport à la surface financière de la banque, ne figurent pas dans les déclarations réglementaires adressées périodiquement à la Commission bancaire ». Autrement dit, des prêts non conformes auraient également été accordés à des entreprises non solvables de la région et dissimulés qui plus est aux autorités de contrôle. Enfin, la commission bancaire ajoute que « les opérations passives et actives de l'établissement sont parfois effectuées dans des conditions irrégulières ».

Un administrateur judiciaire, M. André Mouillon, a été nommé à la tête de la BIM. Il est chargé de rechercher une solution de reprise dans le cadre de la procédure commerciale applicable à la principauté. D'ores et déjà, des représentants intéressés par une vitrine à Monaco seraient sur les rangs.

Y. M.

Un tribunal annule les mesures anti-OPA de la Dresdner Bank

Un tribunal de la région de Francfort vient d'annuler, sur requête d'une association de défense du petit actionnaire, la décision prise en avril dernier par le conseil d'administration de la Dresdner Bank de limiter les droits de vote à 10 % des titres par actionnaire. Les dirigeants de la banque avaient imaginé d'introduire cette limitation s'ils auraient acquis la conviction qu'un action-

naire indésirable tenterait de prendre le contrôle de la banque. La Cour a estimé que, dans la mesure où aucune durée n'était fixée, cette mesure revenait à transférer les droits inaliénables de l'actionnaire au management de la banque. La Dresdner s'est refusé à tout commentaire. Elle se réserve néanmoins le droit de faire appel après étude minutieuse des attendus.

Le groupe Delmas-Vieljeux a renforcé son secteur maritime en 1989

L'année 1989 s'est terminée pour le groupe Delmas-Vieljeux sur des résultats très satisfaisants. M. Alain Wils, administrateur directeur général, qui présentait les résultats provisoires de l'année écoulée le 29 janvier, a déclaré : « Si l'on prend le chiffre d'affaires total (3,1 milliards de francs), il a augmenté de 32 % ; si l'on considère le résultat net (320 millions), il est en progression considérable puisqu'il a atteint 137 millions en 1988 ». Ce résultat tient compte des plus-values réalisées à l'occasion de la vente du siège social situé avenue Matignon, dans le 8^e arrondissement.

La part du chiffre d'affaires réalisée dans le secteur maritime est renforcée puisqu'elle atteint 70 % au lieu de 60 % en 1988. Cela est

dû notamment à l'acquisition de la société ANZOL qui exploite quatre navires entre l'Australie, la Nouvelle-Zélande et la côte ouest des États-Unis.

M. Wils a par ailleurs précisé que les résultats estimés pour 1990, à périmètre constant, devraient faire apparaître une progression de 5 % à 10 %. Il a ajouté que le groupe serait réorganisé, au cours de l'année, autour de trois pôles stratégiques : une division « Afrique de l'Ouest », secteur traditionnel du groupe, en retrait relatif, une division internationale tournée notamment vers l'Asie et le Pacifique et un pôle Europe où le groupe compte se diversifier notamment dans le secteur de la distribution et du stockage.

La crise de la chaussure en Grande-Bretagne

Sears ferme deux cents boutiques

British Shoe Corporation, filiale spécialisée de Sears Grande-Bretagne, premier distributeur de chaussures dans le Royaume-Uni, a mis en place un plan de restructuration : celui-ci prévoit la fermeture de deux cents magasins, et l'ouverture de soixante-dix nouvelles boutiques. Un millier de salariés sont touchés par ce plan, bien que la direction ait affirmé sa volonté de reclasser le plus possible de salariés dans les autres unités de la firme, qui exploite au total près de mille cinq cents magasins, sous une dizaine d'enseignes différentes.

Ce plan de restructuration devrait nécessiter un investissement de 40 millions de livres ster-

ling (380 millions de francs), et être largement couvert par la vente des magasins. La division chaussures de Sears Grande-Bretagne (qui comprend des chaînes de magasins aux Pays-Bas et en Irlande) a contribué pour 106,5 millions de livres (un peu plus de 1 milliard de francs) aux résultats du groupe, qui ont atteint 237,7 millions de livres au cours du dernier exercice connu, se terminant en janvier 1989.

Au cours du semestre se terminant en octobre dernier, les bénéfices du commerce de détail des chaussures ont baissé, passant de 41,3 millions de livres à 31,6 millions.

EN BREF

□ La Banque d'Angleterre accepte un relèvement des provisions bancaires. — La Banque d'Angleterre a annoncé aux banques commerciales du Royaume-Uni qu'elle était favorable à un relèvement de 50 % des provisions sur les créances accordées aux pays du tiers-monde. En application des directives antérieures, les banques commerciales britanniques ont constitué des provisions qui représentent de 30 % à 35 % des crédits accordés à ces pays.

□ Chimie : le groupe Sanofi acquiert une société américaine. — Sanofi, filiale d'Elf-Aquitaine spécialisée dans la pharmacie, a acquis la société américaine Continental Flavor and Fragrances (CFF), fabricant d'arômes et de parfums implanté en Californie. CFF emploie environ deux cents

personnes pour un chiffre d'affaires de 300 millions de francs. Cet achat consolide les positions de Sanofi dans les biotechnologies, les arômes et les parfums, domaine dans lequel le groupe a déjà acquis l'américain Stern en décembre dernier.

□ RECTIFICATIF. — Dans notre article « Deux objectifs pour le GATI en 1990 » (le Monde du mardi 30 janvier, page 19), des coquilles ont introduit des contre-sens. Concernant l'agriculture (en bas de la quatrième colonne), l'objectif est de « réduire » et non de « lever » les subventions publiques. Les taxes à l'importation (début de la cinquième colonne) feraient l'objet d'une « tarification » et non d'une « vérification », comme nous l'avons écrit par erreur.

NEW-YORK, 29 janvier

Baisse limitée

A l'issue d'une séance marquée par d'amples fluctuations, la Bourse de New-York a terminé la séance de lundi sur une petite baisse, le Dow Jones abandonnant 5,85 points, à 2 553,38 points. Le marché était peu actif, affirmant les professionnels. En effet, quelques 151 millions de titres ont été échangés. Le nombre de titres en baisse a largement dépassé celui des hausses : 948 contre 537. Le cours de 457 actions est resté inchangé. La séance avait plutôt bien commencé en raison d'une légère détente des taux d'intérêt sur les marchés obligataires dans la matinée et de la réaction technique après un recul de plus de 7 % depuis le 3 janvier. Mais la remontée, par la suite, des taux d'intérêt a tout remis en cause. Le taux moyen des bons du Trésor à trente ans, principale référence du marché, atteignait 8,53 % en milieu de journée, contre 8,51 % vendredi dernier. Le désarroi constaté sur le marché des « junk bonds » a pesé sur les titres faisant l'objet d'OPA surtout dans le secteur des transports, ce qui a accentué les dégagements peu de temps avant la clôture. Quelques courtiers en quête de bonnes affaires ont toutefois contribué à un redressement de dernière minute.

VALEURS	Cours de 29 jan.	Cours de 30 jan.
Alcoa	62 1/2	60 1/2
A.T.C.	60	57 3/8
Bowling	29 3/4	29 1/8
Chrysler	29 3/4	29 1/8
Eastman Kodak	37 7/8	37 1/2
Exxon	46 3/4	45 1/2
General Electric	62 1/2	61 3/4
General Motors	41 3/4	41 1/8
IBM	96 7/8	97 1/2
ITT	53 7/8	53 1/2
Johnson & Johnson	67 3/4	66 1/2
Pharm	45 1/2	45 1/8
Schlumberger	148 1/2	137 1/4
U.S. Steel	21 3/8	21 1/8
U.S.A.	22 3/8	22 1/8
Westinghouse	63 1/2	63 1/4

LONDRES, 29 janvier

Calme

L'annonce, vendredi dernier, d'une forte réduction du déficit de la balance des paiements courants britanniques en décembre a encore contribué, lundi, à la bonne tenue de la Bourse de Londres. L'indice Footsie a gagné 14,3 points, à 2 328,8, à la fin de la première séance du terme boursier. Le marché est, néanmoins, resté calme, car les opérateurs ne se sont pas précipités pour faire des achats. Quelques 419 millions de titres ont été échangés. La plupart des secteurs ont bénéficié d'achats, notamment ceux de l'automobile, que des magasins, des assurances, de la chimie, des pétroles et des banques. Ces dernières ont été particulièrement fermes avant l'annonce, le mois prochain, de leurs résultats. Le groupe pharmaceutique Wellcome a bondi, les opérateurs espérant que l'American Food and Drug Administration se prononcera en faveur du Retrovir, médicament utilisé pour la prévention de symptômes du sida. Blue Arrow, la première compagnie mondiale de placement de malin d'œuvre, s'est effondrée sur l'annonce d'une baisse de 13,3 % de son bénéfice annuel. Les fonds d'Etat étaient bien orientés, tandis que les mines d'or s'affaiblissaient légèrement.

FAITS ET RÉSULTATS

□ Spie-Batignolles : résultat net en hausse de 25 % en 1989. — Le groupe Spie-Batignolles (bâtiment, travaux publics) a dégagé, en 1989, un résultat net de l'ordre de 250 millions de francs, en progression de 25 % par rapport à l'exercice précédent, à savoir, le 29 janvier, la société. En 1989, le groupe a réalisé un chiffre d'affaires consolidé de 26 milliards de francs, en hausse de 26 % par rapport à 1988. Les prises de commandes se sont établies à 28 milliards de francs, en augmentation de 29 % par rapport à l'année précédente.

□ Docks de France étend son réseau en Floride. — Docks de France vient de signer un protocole d'accord pour reprendre, pour un peu plus de 100 millions de dollars, une chaîne de trois cent vingt-huit magasins de proximité à l'enseigne « Huntley's Jiffy », dans le nord-est et le centre de la Floride, ainsi que dans l'est de la Géorgie. Docks de France détient, dans la même région, une filiale de deux cent vingt-neuf magasins, L'Hamp Food Stores. Huntley's Jiffy a réalisé, au cours de l'exercice 1988-1989, un chiffre d'affaires de 251 millions de dollars (plus de 1 460 millions de francs), contre 129 millions pour Docks USA.

PARIS, 29 janvier

Légère hausse

Un léger mouvement de reprise s'est esquissé lundi rue Vivienne, entraînant par son sursaut, le CAC-40 après avoir ouvert sur une note positive de 0,22 % s'appréciant de 0,63 % en début d'après-midi. L'équilibre sur ce gros indice de 0,95 %. Ce mouvement n'était pas isolé en Europe, puisque Londres et Madrid notamment enregistraient également des scores positifs à l'ouverture des transactions. Quelques heures auparavant, Tokyo avait donné le ton en gagnant 0,8 % dans un marché très calme. Toutefois, les intervenants sur l'ensemble de ces places restaient très prudents, jugeant cette reprise la secousse des dernières semaines et en particulier des dernières séances. Les pessimistes sont, certes, toujours en nombre, mais ils ne parviennent pas à précéder, comme la révélation d'un sondage RES pour la Tribune de l'Expansion. En un mois, ce nombre a été multiplié par trois, représentant 38,4 % des personnes interrogées, un niveau jamais atteint en 1988. Les optimistes représentent encore 30,8 % des investisseurs consultés.

Cette tendance à broyer du noir se confirme lundi avec la poursuite de la hausse de l'or, valeur refuge par excellence, et le faible niveau des transactions sur le marché à règlement mensuel. A Londres, l'once de métal jaune s'échangeait à 420,76 dollars, contre 418,50 dollars à la veille du week-end.

A Paris, le marché des actions était si calme que les principales fluctuations se faisaient avec peu de volume : 80 certificats du groupe Victoire échangés provoquaient une envolée des cours de plus de 5 %... 125 titres BIP négociés faisaient perdre à cette valeur près de 4,5 %.

Les pétroliers se distinguaient néanmoins et les gastronomes suivaient avec intérêt l'évolution du titre OMC après les numéros d'OPA sur ce groupe tactile, qui pourraient lancer les Chargeurs.

TOKYO, 30 janvier

Soutenue

La séance de mardi s'est achevée sur une note soutenue en raison de la fermeté du yen. L'indice Nikkei a gagné 41,97 yens, à 37 215,67, soit une hausse de 0,1 %.

La stabilisation des cours sur le marché obligataire et le sentiment que les valeurs avaient récemment atteint leur plus bas niveau ont contribué à la reprise du marché, constatant les opérateurs.

Celui-ci a été calme, avec 450 millions de titres échangés. Les valeurs liées à la sidérurgie et à la construction ont été recherchées. Les titres à forte capitalisation aussi. En revanche, Sony a cédé du terrain après avoir annoncé une émission d'obligations convertibles pour financer son expansion aux États-Unis.

VALEURS	Cours de 29 jan.	Cours de 30 jan.
Alcatel	1 810	1 820
Canon	1 860	1 820
Fujitsu	2 440	2 480
Honda Motor	1 820	1 820
Mitsubishi Electric	2 310	2 290
Mitsubishi Heavy	1 110	1 120
Sanyo	1 850	1 810
Toyota Motor	2 480	2 480

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours de 29 jan.	Cours de 30 jan.
Amstel & Associés	432	432
Amstel	126	126
B.A.C.	219	219
B. Dreyfus & Associés	578	578
Compagnie Générale	190	190
B.I.C.M.	868	868
Bolton	407	407
Bolton & Associés	285	285
Châles de Lyon	2010	2010
Châles	740	740
Compt. Ind.	750	750
C.A.I. de Fr. (C.C.I.)	980	980
C.A.M.E.	1805	1805
C. Equ. Bisc.	340	340
C.E.S.P.	250	250
Châles d'Orsay	680	680
Châles	720	720
Compt. Ind.	271	271
Compt. Ind.	1173	1173
Compt. Ind.	388	388
Dafis	600	600
Dafis	1071	1071
Dafis	478	478
Dafis	213	213
Dafis	185	185
Dafis	16 80	16 80
Dafis	217	217
Dafis	807	807
Dafis	355	355
Dafis	921	921
Dafis	265	265
Dafis	303	303
Dafis	145	145
Dafis	300	300
Dafis	1080	1080
Dafis	401	401
Dafis	232	232
Locomix	155	155
Matra Communication	211	211
Matsubara, Matsubara	235	235
Mitsubishi	185	185
Mitsubishi (Paris)	202	202
Mitsubishi-Daimler	1300	1300
Oliver-Legros	240	240
Oliver-Legros	842	842
Oliver-Legros	500	500
Oliver-Legros	82	82
Oliver-Legros	610	610
Oliver-Legros	612	612
Oliver-Legros	801	801
Oliver-Legros	380	380
Oliver-Legros	241	241
Oliver-Legros	326	326
Oliver-Legros	278	278
Oliver-Legros	325	325
Oliver-Legros	112 30	112 30
Oliver-Legros	425 20	425 20
Oliver-Legros	535	535
Oliver-Legros	339 80	339 80
Oliver-Legros	133 80	133 80
Oliver-Legros	228	228
Oliver-Legros	278	278
Oliver-Legros	185	185
Oliver-Legros	465	465
Oliver-Legros	180	180
Oliver-Legros	1008	1008

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ LEMONDE

Marché des options négociables le 29 janvier 1990

Nombre de contrats : 17 488.

VALEURS	PRIX d'exercice	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		Mars 90	Juin 90	Mars 90	Juin 90
Alcatel	920	13,10	28	—	—
Bouygues	600	22,50	—	23	—
CGE	520	31	46	14,10	—
Elf-Aquitaine	560	24,10	48	18	20
Ermenegildo Zegna	50	13,50	—	1,80	3,15
Hercules	1 500	33	—	—	—
La Sarge-Coppée	160	20	—	13,50	17
Michelin	160	—	16	—	9
Midi	1 400	45	—	67	—
Paribas	680	43	—	20	—
Perreot-Ricard	1 600	9,30	—	—	—
Peugeot SA	775	29,50	57	37	45
Rhône-Poulenc CI	440	15	—	—	—
Saint-Gobain	640	9,50	23	54	—
Société Générale	1 600	—	—	22	38
Société Générale	520	23,50	—	22	43
Suez Financière	440	27,50	43	10	—
Thomson-CSF	140	6,80	11,50	8	9,90

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 29 janvier 1990

Nombre de contrats : 40 369.

COURS	ÉCHÉANCES		
	Mars 90	Juin 90	Septembre 90
Dernier	102	102,48	102,70
Précédent	101,96	102,46	103,02
Options sur notionnel			
PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE
	Mars 90	Juin 90	Mars 90
102	0,59	1,50	0,65

INDICES

CHANGES	BOURSES
Dollar : 5,67 F	PARIS (INSEE, base 100 : 29-12-89)
Le dollar poursuivait, le mardi 30 janvier, son mouvement de baisse entamé vendredi, à la suite de la publication de mauvais résultats économiques aux États-Unis. La devise américaine est tombée, lundi, à son plus bas niveau contre le deutschemark depuis avril 1988, à 1,6717 D.M. A Paris, elle s'échangeait mardi à 5,67 F, contre 5,6820 F la veille à la cotation officielle.	26 jan. 29 jan.
FRANCOFONIE	Valeurs françaises : 944
Dollar (en DM) : 1,675	Valeurs étrangères : 99,7
TOKYO	(SBF, base 100 : 31-12-81)
Dollar (en yen) : 143,22	Indice général CAC 518,8 528,7
MARCHÉ MONÉTAIRE	(SBF, base 1000 : 31-12-87)
(effets privés)	Indice CAC 40 : 1 886,75 1 904,71
Paris (30 jan.) : 105/103 1/4	NEW-YORK (Indices Dow Jones)
New-York (29 jan.) : 83/164 1/4	Industrielles : 2 599,23 2 593,38
	LONDRES (Indices & Financial Times)
	Industrielles : 1 851,5 1 863,9
	Mines d'or : 370,9 368,6
	Fonds d'Etat : 81,64 81,77
	TOKYO
	29 jan. 30 jan.
	Nikkei Dow Jones : 37 173,7 37 215,67
	Indice général : 2 731,76 2 736,76

GARDEZ VOTRE PORTEFEUILLE SUR MINITEL

LE MONDE DE LA BOURSE

Pour suivre en direct l'évolution de chacune de vos valeurs et le montant global de votre portefeuille

BOURSE

36-15 LEMONDE

PARIS:

[illegible]

LA BOURSE SUR MONTE
36.15 TAPEZ

options négociables le 29 janvier

ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
Quantité	Prix	Mars	Avril
		denier	denier
925	17.50	-	-
400	22.50	-	-
750	22.50	23	-
400	31	16.18	-
50	24.10	18	-
1 000	23.50	1.80	3.18
100	23	-	-
100	-	13.50	17
1 000	45	-	9
400	45	67	-
1 000	20.50	30	-
400	20.50	37	-
400	17	-	65
1 000	17	54	-
400	21.50	22	28
400	21.50	10	43
100	17	8	-
	11.50	8	100

MATIN
 0 0 - Matin en polynésie du 29 janvier 1990
 page 1

OPÉRATION DE VENTE		
	Sept. 90	Sept. 91
1.67	1.67	1.54

INDICES

COURSES	
PARIS (SEEK 100-28-489)	
1st year	30 mos.
2nd year	30 mos.
3rd year	30 mos.
4th year	30 mos.
5th year	30 mos.
6th year	30 mos.
7th year	30 mos.
8th year	30 mos.
9th year	30 mos.
10th year	30 mos.
11th year	30 mos.
12th year	30 mos.
13th year	30 mos.
14th year	30 mos.
15th year	30 mos.
16th year	30 mos.
17th year	30 mos.
18th year	30 mos.
19th year	30 mos.
20th year	30 mos.
21st year	30 mos.
22nd year	30 mos.
23rd year	30 mos.
24th year	30 mos.
25th year	30 mos.
26th year	30 mos.
27th year	30 mos.
28th year	30 mos.
29th year	30 mos.
30th year	30 mos.
31st year	30 mos.
32nd year	30 mos.
33rd year	30 mos.
34th year	30 mos.
35th year	30 mos.
36th year	30 mos.
37th year	30 mos.
38th year	30 mos.
39th year	30 mos.
40th year	30 mos.
41st year	30 mos.
42nd year	30 mos.
43rd year	30 mos.
44th year	30 mos.
45th year	30 mos.
46th year	30 mos.
47th year	30 mos.
48th year	30 mos.
49th year	30 mos.
50th year	30 mos.
51st year	30 mos.
52nd year	30 mos.
53rd year	30 mos.
54th year	30 mos.
55th year	30 mos.
56th year	30 mos.
57th year	30 mos.
58th year	30 mos.
59th year	30 mos.
60th year	30 mos.
61st year	30 mos.
62nd year	30 mos.
63rd year	30 mos.
64th year	30 mos.
65th year	30 mos.
66th year	30 mos.
67th year	30 mos.
68th year	30 mos.
69th year	30 mos.
70th year	30 mos.
71st year	30 mos.
72nd year	30 mos.
73rd year	30 mos.
74th year	30 mos.
75th year	30 mos.
76th year	30 mos.
77th year	30 mos.
78th year	30 mos.
79th year	30 mos.
80th year	30 mos.
81st year	30 mos.
82nd year	30 mos.
83rd year	30 mos.
84th year	30 mos.
85th year	30 mos.
86th year	30 mos.
87th year	30 mos.
88th year	30 mos.
89th year	30 mos.
90th year	30 mos.
91st year	30 mos.
92nd year	30 mos.
93rd year	30 mos.
94th year	30 mos.
95th year	30 mos.
96th year	30 mos.
97th year	30 mos.
98th year	30 mos.
99th year	30 mos.
100th year	30 mos.

7/17/77 372863
131.76 1726.79

... ..

OTRE PORTAFOLIO SUR MINIEL

LA BOURSE

une de chacune de
notre portefeuille

BOURSE

16.15710012

...and the

Figure 1 consists of two scatter plots. The left plot shows a positive correlation between the number of children and the number of children in the household. The right plot shows a negative correlation between the number of children and the number of children in the household.

...and the

[illegible]

Comptant (selection)

SICAV (selection)

29/1

VALEURS	% du nom.	% de coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Finale inst.	Rechat net	VALEURS	Emission	Finale inst.	Rechat net	VALEURS	Emission	Finale inst.	Rechat net	
Obligations						Étrangères															
Exp. 1.50 % 77	119 30	6 082	C.I.C. Financ. de C.I. Malaisie	216	Magnolia Lightbr.	147	Ver...	308 10	A.A.A.	1122 60	1086 22	France-Ind. Soc.	113 43	102 72	Parafinco Indus.	179 30	176 78				
6.00 % 78/83	86 96	5 397	Chimie Ind.	2380	Magnolia S.A.	141 70	Western S.A.		Actia	237 17	230 82	France-Indus.	443 47	432 85	Parafinco	687 45	687 45				
10.00 % 78/84	700 75	4 350	Chimie Ind.	828	Magnolia S.A.	176 10	Western S.A.		Actia	553 83	572 37	France-Indus.	458 18	453 42	Parafinco	287 90	280 13				
12.25 % 80/80	100 70	8 712	Chimie Ind.	380 10	Magnolia S.A.	376 10	Western S.A.		Actia	850 73	855 13	France-Indus.	458 18	453 42	Parafinco	762 26	760 13				
12.25 % 82/80	101 65	10 258	Chimie Ind.	770	Magnolia S.A.	223	Western S.A.		Actia	874 60	849 25	France-Indus.	119 17	118 08	Parafinco	1185 10	1172 48				
12.25 % 82/80	101 65	10 258	Chimie Ind.	3340	Magnolia S.A.	335 10	Western S.A.		Actia	874 60	849 25	France-Indus.	119 17	118 08	Parafinco	1185 10	1172 48				
12.25 % 82/80	101 65	10 258	Chimie Ind.	3340	Magnolia S.A.	335 10	Western S.A.		Actia	874 60	849 25	France-Indus.	119 17	118 08	Parafinco	1185 10	1172 48				
12.25 % 82/80	101 65	10 258	Chimie Ind.	3340	Magnolia S.A.	335 10	Western S.A.		Actia	874 60	849 25	France-Indus.	119 17	118 08	Parafinco	1185 10	1172 48				
12.25 % 82/80	101 65	10 258	Chimie Ind.	3340	Magnolia S.A.	335 10	Western S.A.		Actia	874 60	849 25	France-Indus.	119 17	118 08	Parafinco	1185 10	1172 48				
12.25 % 82/80	101 65	10 258	Chimie Ind.	3340	Magnolia S.A.	335 10	Western S.A.		Actia	874 60	849 25	France-Indus.	119 17	118 08	Parafinco	1185 10	1172 48				
12.25 % 82/80	101 65	10 258	Chimie Ind.	3340	Magnolia S.A.	335 10	Western S.A.		Actia	874 60	849 25	France-Indus.	119 17	118 08	Parafinco	1185 10	1172 48				
12.25 % 82/80	101 65	10 258	Chimie Ind.	3340	Magnolia S.A.	335 10	Western S.A.		Actia	874 60	849 25	France-Indus.	119 17	118 08	Parafinco	1185 10	1172 48				
12.25 % 82/80	101 65	10 258	Chimie Ind.	3340	Magnolia S.A.	335 10	Western S.A.		Actia	874 60	849 25	France-Indus.	119 17	118 08	Parafinco	1185 10	1172 48				
12.25 % 82/80	101 65	10 258	Chimie Ind.	3340	Magnolia S.A.	335 10	Western S.A.		Actia	874 60	849 25	France-Indus.	119 17	118 08	Parafinco	1185 10	1172 48				
12.25 % 82/80	101 65	10 258	Chimie Ind.	3340	Magnolia S.A.	335 10	Western S.A.		Actia	874 60	849 25	France-Indus.	119 17	118 08	Parafinco	1185 10	1172 48				
12.25 % 82/80	101 65	10 258	Chimie Ind.	3340	Magnolia S.A.	335 10	Western S.A.		Actia	874 60	849 25	France-Indus.	119 17	118 08	Parafinco	1185 10	1172 48				
12.25 % 82/80	101 65	10 258	Chimie Ind.	3340	Magnolia S.A.	335 10	Western S.A.		Actia	874 60	849 25	France-Indus.	119 17	118 08	Parafinco	1185 10	1172 48				
12.25 % 82/80	101 65	10 258	Chimie Ind.	3340	Magnolia S.A.	335 10	Western S.A.		Actia	874 60	849 25	France-Indus.	119 17	118 08	Parafinco	1185 10	1172 48				
12.25 % 82/80	101 65	10 258	Chimie Ind.	3340	Magnolia S.A.	335 10	Western S.A.		Actia	874 60	849 25	France-Indus.	119 17	118 08	Parafinco	1185 10	1172 48				
12.25 % 82/80	101 65	10 258	Chimie Ind.	3340	Magnolia S.A.	335 10	Western S.A.		Actia	874 60	849 25	France-Indus.	119 17	118 08	Parafinco	1185 10	1172 48				
12.25 % 82/80	101 65	10 258	Chimie Ind.	3340	Magnolia S.A.	335 10	Western S.A.		Actia	874 60	849 25	France-Indus.	119 17	118 08	Parafinco	1185 10	1172 48				
12.25 % 82/80	101 65	10 258	Chimie Ind.	3340	Magnolia S.A.	335 10	Western S.A.		Actia	874 60	849 25	France-Indus.	119 17	118 08	Parafinco	1185 10	1172 48				
12.25 % 82/80	101 65	10 258	Chimie Ind.	3340	Magnolia S.A.	335 10	Western S.A.		Actia	874 60	849 25	France-Indus.	119 17	118 08	Parafinco	1185 10	1172 48				
12.25 % 82/80	101 65	10 258	Chimie Ind.	3340	Magnolia S.A.	335 10	Western S.A.		Actia	874 60	849 25	France-Indus.	119 17	118 08	Parafinco	1185 10	1172 48				
12.25 % 82/80	101 65	10 258	Chimie Ind.	3340	Magnolia S.A.	335 10	Western S.A.		Actia	874 60	849 25	France-Indus.	119 17	118 08	Parafinco	1185 10	1172 48				
12.25 % 82/80	101 65	10 258	Chimie Ind.	3340	Magnolia S.A.	335 10	Western S.A.		Actia	874 60	849 25	France-Indus.	119 17	118 08	Parafinco	1185 10	1172 48				
12.25 % 82/80	101 65	10 258	Chimie Ind.	3340	Magnolia S.A.	335 10	Western S.A.		Actia	874 60	849 25	France-Indus.	119 17	118 08	Parafinco	1185 10	1172 48				
12.25 % 82/80	101 65	10 258	Chimie Ind.	3340	Magnolia S.A.	335 10	Western S.A.		Actia	874 60	849 25	France-Indus.	119 17	118 08	Parafinco	1185 10	1172 48				
12.25 % 82/80	101 65	10 258	Chimie Ind.	3340	Magnolia S.A.	335 10	Western S.A.		Actia	874 60	849 25	France-Indus.	119 17	118 08	Parafinco	1185 10	1172 48				
12.25 % 82/80	101 65	10 258	Chimie Ind.	3340	Magnolia S.A.	335 10	Western S.A.		Actia	874 60	849 25	France-Indus.	119 17	118 08	Parafinco	1185 10	1172 48				
12.25 % 82/80	101 65	10 258	Chimie Ind.	3340	Magnolia S.A.	335 10	Western S.A.		Actia	874 60	849 25	France-Indus.	119 17	118 08	Parafinco	1185 10	1172 48				
12.25 % 82/80	101 65	10 258	Chimie Ind.	3340	Magnolia S.A.	335 10	Western S.A.		Actia	874 60	849 25	France-Indus.	119 17	118 08	Parafinco	1185 10	1172 48				
12.25 % 82/80	101 65	10 258	Chimie Ind.	3340	Magnolia S.A.	335 10	Western S.A.		Actia	874 60	849 25	France-Indus.	119 17	118 08	Parafinco	1185 10	1172 48				
12.25 % 82/80	101 65	10 258	Chimie Ind.	3340	Magnolia S.A.	335 10	Western S.A.		Actia	874 60	849 25	France-Indus.	119 17	118 08	Parafinco	1185 10	1172 48				
12.25 % 82/80	101 65	10 258	Chimie Ind.	3340	Magnolia S.A.	335 10	Western S.A.		Actia	874 60	849 25	France-Indus.	119 17	118 08	Parafinco	1185 10	1172 48				
12.25 % 82/80	101 65	10 258	Chimie Ind.	3340	Magnolia S.A.	335 10	Western S.A.		Actia	874 60	849 25	France-Indus.	119 17	118 08	Parafinco	1185 10	1172 48				
12.25 % 82/80	101 65	10 258	Chimie Ind.	3340	Magnolia S.A.	335 10	Western S.A.		Actia	874 60	849 25	France-Indus.	119 17	118 08	Parafinco	1185 10	1172 48				
12.25 % 82/80	101 65	10 258	Chimie Ind.	3340	Magnolia S.A.	335 10	Western S.A.		Actia	874 60	849 25	France-Indus.	119 17	118 08	Parafinco	1185 10	1172 48				
12.25 % 82/80	101 65	10 258	Chimie Ind.	3340	Magnolia S.A.	335 10	Western S.A.		Actia	874 60	849 25	France-Indus.	119 17	118 08	Parafinco	1185 10	1172 48				
12.25 % 82/80	101 65	10 258	Chimie Ind.	3340	Magnolia S.A.	335 10	Western S.A.		Actia	874 60	849 25	France-Indus.	119 17	118 08	Parafinco	1185 10	1172 48				
12.25 % 82/80	101 65	10 258	Chimie Ind.	3340	Magnolia S.A.	335 10	Western S.A.		Actia	874 60	849 25	France-Indus.	119 17	118 08	Parafinco	1185 10	1172 48				
12.25 % 82/80	101 65	10 258	Chimie Ind.	3340	Magnolia S.A.	335 10	Western S.A.		Actia	874 60	849 25	France-Indus.	119 17	118 08	Parafinco	1185 10	1172 48				
12.25 % 82/80	101 65	10 258	Chimie Ind.	3340	Magnolia S.A.	335 10	Western S.A.		Actia	874 60	849 25	France-Indus.	119 17	118 08	Parafinco	1185 10	1172 48				
12.25 % 82/80	101 65	10 258	Chimie Ind.	3340	Magnolia S.A.	335 10	Western S.A.		Actia	874 60	849 25	France-Indus.	119 17	118 08	Parafinco	1185 10	1172 48				
12.25 % 82/80	101 65	10 258	Chimie Ind.	3340	Magnolia S.A.	335 10	Western S.A.		Actia	874 60	849 25	France-Indus.	119 17	118 08	Parafinco	1185 10	1172 48				
12.25 % 82/80	101 65	10 258	Chimie Ind.	3340	Magnolia S.A.	335 10	Western S.A.		Actia	874 60	849 25	France-Indus.	119 17	118 08	Parafinco	1185 10	1172 48				
12.25 % 82/80	101 65	10 258	Chimie Ind.	3340	Magnolia S.A.	335 10	Western S.A.		Actia	874 60	849 25	France-Indus.	119 17	118 08	Parafinco	1185 10	1172 48				
12.25 % 82/80	101 65	10 258	Chimie Ind.	3340	Magnolia S.A.	335 10	Western S.A.		Actia	874 60	849 25	France-Indus.	119 17	118 08	Parafinco	1185 10	1172 48				
12.25 % 82/80	101 65	10 258	Chimie Ind.	3340	Magnolia S.A.	335 10	Western S.A.		Actia	874 60	849 25	France-Indus.	119 17	118 08	Parafinco	1185 10	1172 48				
12.25 % 82/80	101 65	10 258	Chimie Ind.	3340	Magnolia S.A.	335 10	Western S.A.		Actia	874 60	849 25	France-Indus.	119 17	118 08	Parafinco	1185 10	1172 48				
12.25 % 82/80	101 65	10 258	Chimie Ind.	3340	Magnolia S.A.	335 10	Western S.A.		Actia	874 60	849 25	France-Indus.	119 17	118 08	Parafinco	1185 10	1172 48				
12.25 % 82/80	101 65	10 258	Chimie Ind.	3340	Magnolia S.A.	335 10	Western S.A.		Actia	874 60	849 25	France-Indus.	119 17	118 08	Parafinco	1185 10	1172 48				
12.25 % 82/80	101 65	10 258	Chimie Ind.	3340	Magnolia S.A.	335 10	Western S.A.		Actia	874 60	849 25	France-Indus.	119 17	118 08	Parafinco	1185 10	1172 48				
12.25 % 82/80	101 65	10 258	Chimie Ind.	3340	Magnolia S.A.	335 10	Western S.A.		Actia	874 60	849 25	France-Indus.	119 17	118 08	Parafinco	1185 10	1172 48				
12.25 % 82/80	101 65	10 258	Chimie Ind.	3340	Magnolia S.A.	335 10	Western S.A.		Actia	874 60	849 25	France-Indus.	119 17	118 08	Parafinco	1185 10	1172 48				
12.25 % 82/80	101 65	10 258	Chimie Ind.	3340	Magnolia S.A.	335 10	Western S.A.		Actia	874 60	849 25	France-Indus.	119 17	118 08	Parafinco	1185 10	1172 48				
12.25 % 82/80	101 65	10 258	Chimie Ind.	3340	Magnolia S.A.	335 10	Western S.A.		Actia	874 60	849 25	France-Indus.	119 17	118 08	Parafinco	1185 10	1172 48				
12.25 % 82/80	101 65	10 258	Chimie Ind.	3340	Magnolia S.A.	335 10	Western S.A.		Actia	874 60	849 25	France-Indus.	119 17	118 08	Parafinco	1185 10	1172 48				
12.25 % 82/80	101 65	10 258	Chimie Ind.	3340	Magnolia S.A.	335 10	Western S.A.		Actia	874 60	849 25	France-Indus.	119 17	118 08	Parafinco	1185 10	1172 48				
12.25 % 82/80	101 65	10 258	Chimie Ind.	3340	Magnolia S.A.	335 10	Western S.A.		Actia	874 60	849 25	France-Indus.	119 17	118 08	Parafinco	1185 10	1172 48				
12.25 % 82/80	101 65	10 258	Chimie Ind.	3340	Magnolia S.A.	335 10	Western S.A.		Actia	874 60	849 25	France-Indus.	119 17	118 08	Parafinco	1185 10	1172 48				
12.25 % 82/80	101 65	10 258	Chimie Ind.	3340	Magnolia S.A.	335 10	Western S.A.		Actia	874 60	849 25	France-Indus.	119 17	118 08	Parafinco	1185 10	1172 48				
12.25 % 82/80	101 65																				

[illegible]

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55 B1-B2, page 4330

marché continu

e: coupon détaché - o: offert - *: droit détaché - d: demandé - ♦: prix précédent - ★: marché continu

La querelle du Cachemire

Le Pakistan envisage des « représailles massives » en cas d'« agression » indienne

NEW-DELHI
de notre correspondant
en Asie du sud

La tension diplomatique entre l'Inde et le Pakistan a pris un tournant décisif depuis un mois. A Islamabad, le gouvernement de M. Benazir Bhutto a souligné, mardi 30 janvier, que ses forces armées étaient « prêtes à recourir à des représailles massives » en cas d'« agression » indienne.

A l'issue d'une réunion spéciale du cabinet fédéral, le ministre de l'information, M. Ahmed Safed Awan, a indiqué que le Pakistan continuait à soutenir le « mouvement d'indépendance » au Cachemire, tout en réaffirmant que son pays n'apporte aucune assistance ou aide matérielle aux militants indépendantistes, mais seulement un « soutien moral ».

De son côté, le ministre des affaires étrangères, M. Yaqub Khan, dont la récente visite à New-Delhi a eu pour conséquence d'exacerber le différend entre les deux capitales, a estimé que la question du Cachemire nécessitait une « attention immédiate ».

Cette préoccupation d'Islamabad est confirmée par la convocation spéciale des deux chambres du Parlement pakistanais, le 10 février, pour discuter de la situation. M. Yaqub Khan a dénoncé l'usage de la force par l'Inde pour réprimer le « mouvement de libération » au Cachemire et a demandé que la population de cette région puisse exercer son droit à l'autodétermination.

En Inde, le gouvernement de M. V. P. Singh a eu recours aux grands moyens pour ramener le calme dans la vallée du Cachemire (le Monde du 24 janvier). L'armée et les forces paramilitaires ont reçu récemment d'importants renforts et la presse étrangère est désormais de facto

interdite à Srinagar, capitale de l'Etat du Jammu et Cachemire.

Les pressions des « faucons »

Ces troupes ont également été déployées sur la frontière, c'est-à-dire le long de la « ligne de contrôle » qui sépare les deux pays et qui a été imposée par les Nations-Unies, en janvier 1949, à la suite de la première guerre indo-pakistanaise.

A New-Delhi où, comme à Islamabad, le réveil de la querelle du Cachemire fait quotidiennement les gros titres de la presse, le gouvernement est soumis aux pressions des « faucons », c'est-à-dire du parti hindouiste de droite, le BJP (Bharatiya Janata Party), qui n'hésite pas à envisager la nécessité d'un conflit armé avec le Pakistan pour résoudre l'impasse actuelle.

M. V. P. Singh est, d'autre part, confronté à une offensive politique du parti du Congrès de M. Rajiv Gandhi, prompt à lui faire porter la responsabilité de la crise actuelle et à l'accuser de faiblesse face au ton de plus en plus martial adopté par le Pakistan. Dans chaque pays, les considérations de politique intérieure jouent leur rôle dans cette escalade de la tension diplomatique.

Au Pakistan, le chef-ministre du Pendjab et chef de file de l'opposition, M. Nawaz Sharif, en fait un cheval de bataille contre M. Benazir Bhutto et réclame un soutien international pour les « combattants de la liberté » du Cachemire.

LAURENT ZECCHINI

URSS

M. Gorbatchev : personne ne doute de l'unité allemande

M. Mikhaïl Gorbatchev a estimé, mardi 30 janvier, que l'idée de l'unité allemande ne faisait pas de doute, mais nécessitait des deux Etats allemands une préparation minutieuse et un sens des responsabilités. Il a tenu ces propos juste avant d'entamer des entretiens au Kremlin avec le premier ministre allemand, M. Hans Modrow.

Pré de préciser son point de vue sur l'unification des deux Etats allemands, M. Gorbatchev a déclaré que la question de l'unité

« n'était pas inattendue. En principe, personne ne la met en doute ». De son côté, le numéro un du Parti communiste est-allemand (SED-PDS), M. Gregor Gysi, déclare, dans une interview publiée mardi par le journal ouest-allemand Bild, qu'il n'est pas du tout opposé à l'unification de son pays à la RFA, estimant qu'il s'agit d'un processus qui ne peut plus être enrayé. « Mais il est irresponsable, ajoute-t-il, d'agir comme si c'était possible demain. Ce qui se passe actuellement est trop rapide et chaotique pour moi ». — (Reuter.)

Réforme de la grille de la fonction publique

M. Durafour propose un relevé de conclusions aux syndicats

Au terme de quinze heures de discussions, M. Michel Durafour, ministre de la fonction publique, devait soumettre aux syndicats, mardi 30 janvier en fin de matinée un relevé de conclusions, contenant ses dernières propositions pour la réforme de la grille des fonctionnaires.

La réforme de la grille permettrait de consacrer quelque 35 milliards de francs sur sept ans à la modernisation de la fonction publique. S'y ajouteraient une part variable en fonction de la croissance économique (10 milliards de francs sur sept ans dans l'hypothèse d'une croissance de 3,7 %) et l'enveloppe de 20 milliards de francs déjà accordée aux enseignants, policiers, gardiens de prison et fonctionnaires des finances.

Au cours de la nuit, les syndicats ont obtenu que la catégorie D (ouverte aux sans diplôme) disparaisse progressivement par un

effort de formation et de réqualification des emplois en catégorie C. Cette dernière ainsi que la catégorie B (niveau bac) bénéficieront d'un élargissement de l'espace indiciaire qui permettra d'allonger les déroulements de carrière certains fonctionnaires de catégorie A (niveau licence), tels les professeurs certifiés.

Par ailleurs un « nouvel élément de rémunération » (1,2 milliard) sera créé pour prendre en compte la technicité, les responsabilités et les sujétions particulières de certains emplois. Un « classement indiciaire intermédiaire » à mi-chemin entre les catégories B et A sera mis en place afin de rémunérer les compétences des fonctionnaires de la catégorie B, dont le niveau de formation est supérieur à bac + 2.

Au total, la part fixe de l'enveloppe budgétaire atteindrait 12 milliards sur sept ans pour les salariés de l'Etat, soit 35 milliards pour l'ensemble des actifs et retraités des trois fonctions publiques (Etat, collectivités territoriales et hôpitaux).

Alors que la CFDT avait quitté dès lundi soir la réunion, qu'elle a qualifiée de « mascarade », le « groupe des cinq » (CFDT, FEN, autonomes, CFIC, CGC) paraissait plutôt favorable à un accord. FO estime ne pas avoir obtenu satisfaction et s'inscrit d'un « événement » de la fonction publique.

Enfin, le relevé de conclusions prévoit de créer un groupe de travail qui réfléchira à une possible suppression des quatre catégories (A, B, C, D) de la fonction publique et à la constitution d'une grille commune.

JEAN-MICHEL NORMAND

BOURSE DE PARIS

Matinée du 30 janvier

En progression

La séance était orientée à la hausse, mardi matin 30 janvier, l'indicateur instantané affichant + 0,21 % à l'ouverture et + 0,37 % en fin de matinée. Les plus fortes progressions sont enregistrées par Axa-Midi-Assurances (+ 6,7 %), Spie Batignolles (+ 5,7 %), BP France (+ 4,6 %), Thomson TP (+ 4 %), et Casino ADP (+ 3,2 %). Notons en baisse Groupe Victoire (- 4,4 %), la Redoute (- 4,1 %), Danart (- 3,9 %), et Institut Mérieux (- 3,7 %).

(Publicité)

CACHEMIRE AU MASCULIN

Le clan du Milliardaire n'est pas un club de... milliardaires

Le vrai, l'authentique, le pur cachemire, savez-vous réellement ce que c'est ? Il faut pouvoir composer une de ces merveilleuses coupes de ce prodigieux tissu réalisé par Scabal pour mesurer la différence entre un beau cachemire et ce sublime cachemire « Milliardaire ». Le nom peut paraître prétentieux, mais les grands créateurs de la mode masculine n'ont pas trouvé ridicule la prétention de l'appellation : le logo « Milliardaire » n'est-il pas aujourd'hui la référence majeure inscrite à l'intérieur de vêtements proposés à des prix vertigineux, destinés à une clientèle particulièrement huppée.

Il faut ici donner un grand coup de chapeau au Club David Shift d'avoir, avant le grand boom de l'hiver, eu le courage d'acheter une quantité impressionnante de ces vestes et manteaux coupés dans l'incomparable cachemire « Milliardaire » de Scabal.

Aujourd'hui, dans les salons du leader des discounters de luxe, au 1^{er} étage du 4, rue Marbeuf, 9^e, les hommes les plus raffinés viennent choisir le plus beau cachemire du monde, vestes à 3.995 F, par-dessus à 5.995 F, des prix qui justifient quelques infidélités à leur habituel habit. Du lundi au samedi, de 10 heures à 18 heures.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

La fête !

J'ai l'air mauvaise, moi, aujourd'hui ! Non, c'est vrai, ils arrêtent tous de bosser, les mecs de la SNCF, du RER, de l'EDF, de l'équipement, d'Air Inaz, les employés de banque, les internes, les taxis, les routiers, les chefs de clinique, les biologistes et je sais plus qui... Ah ! si, les archéologues ! Ils sont sortis de leurs trous pour aller gueuler devant la Pyramide du Louvre tellement qu'ils sont excités.

Chacun y met du sien pour faire régner une atmosphère de fesse dans le pays. Embouteillages monstres, opérations escargot, autoroutes bloquées. Des millions de banlieusards et de provinciaux vont pouvoir se cailler bien paillard sous la pluie, sur des quais de gare désertés, ils verront même pas passer la TGV. Dans les aéroports bondés, c'est pas leur attache, les voyageurs pour Bordeaux, Lille, Lyon ou Marseille, c'est leurs lacets de souliers. Les ménages pourront se contenter d'ouvrir des boîtes de conserve, because plus de gaz, plus d'électricité. Les malades hospitalisés vont couper au bistouri. Et à la BNP, bientôt au CCF et au Crédit Lyonnais, on arrête les frais.

Et je te descends dans la rue et je te manifeste, et je te

scande des slogans, et je t'agite des benderoles et je te soulève ma blouse blanche pour te montrer mon cul. C'est la fête, c'est le 14-Juillet !

Pour tout le monde, sauf Bibi. Moi, je suis là, comme un con, vissée à mon clavier dans mon placard à balai. C'est vraiment pas juste ! Pourtant, ce matin, au réveil, quand j'ai entendu sur RTL — ah ! oui, parce que j'ai oublié de vous dire, même les confrères de Radio-France et de FR 3 se sont croisés les bras — quand j'ai entendu l'interminable énumération de ce qui ne marcherait pas cette semaine, je me suis rencoignée sous ma couette, sûre que j'aurais droit à ma petite grève de métro habituelle.

En bon non, pour une fois, rien ! Enfin, c'est pas possible ! Ils sont vraiment nuls à la RATP. Aucun sens civique. Allez, quel, un bon mouvement ! Revendiquez, bande de feignants ! Moi, je vous préviens, si vous ne stoppez pas immédiatement le trafic sur ma ligne, la ligne 7 Mairie-d'Ivry - Aubervilliers, cet après-midi, à Chausse-d'Antin, j'assomme un agent de conduite à coups de parapluie et je le viole sur un banc. Compris ?

En raison de la hausse de la taxe

Le prix de l'essence

va augmenter le 1^{er} février

Le prix du supercarburant à la pompe va augmenter de 9 centimes par litre jeudi 1^{er} février, à cause de la hausse annuelle de la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP), qui sera cette année de 2,5 %, selon l'Union des chambres syndicales de l'industrie du pétrole (UCSIP). A cette occasion, l'organisation professionnelle fait une fois de plus remarquer que la France reste l'un des pays d'Europe où le super hors taxes est le moins cher, mais où le prix à la pompe est parmi les plus élevés, en raison du poids de la fiscalité.

Hors taxes, le prix du super en France est de l'ordre de 1,23 franc le litre, contre 1,66 franc au Pays-Bas, 1,57 franc en Belgique, de 1,42 franc en Allemagne fédérale, de 1,41 franc en Grande-Bretagne. En revanche, toutes taxes comprises, le super français vaut en moyenne 5,08 francs à la pompe, contre 4,77 francs en Belgique, 4,15 francs en Allemagne et 3,83 francs en Grande-Bretagne.

Elf-Aquitaine rachète les actifs d'Amoco en Grande-Bretagne

Premier groupe pétrolier français, Elf Aquitaine a déposé pour 1989 une marge brute d'auto-financement de 23,3 milliards de francs (dont 17 milliards dans la chimie) et une hausse de 20 % d'une année sur l'autre.

Le résultat net du groupe s'accroît de 40 % pour s'élever à 10 milliards de francs. Il s'agit là de résultats provisoires présentés mardi 30 janvier par le nouveau président du groupe, M. Loïc Le Floch Prigent pour sa première intervention publique depuis sa nomination à la tête d'Elf au mois de juillet 1989.

M. Le Floch Prigent a profité de l'occasion pour annoncer l'acquisition de toutes les activités raffinage-distribution du groupe américain Amoco en Grande-Bretagne pour un prix qui n'a pas encore été rendu public. Cette reprise qui s'inscrit dans le cadre de l'internationalisation des activités, permettra à Elf de détenir ainsi 4 % du marché britannique, avec notamment sept cents stations-service contre quatre cent cinquante auparavant.

L'ESSENTIEL

SECTION A

L'évolution dans les pays de l'Est 2-3

Le projet de budget américain 6

La Nouvelle-Calédonie sur les sentiers de la paix 8

Un entretien avec M. Gérard Longuet

« M. Mitterrand doit être l'arbitre et l'animateur d'un dialogue avec l'opposition » 7

SECTION B

Fouad Saleh expulsé du tribunal 9

L'affaire des cliniques marseillaises

Les enquêteurs s'interrogent notamment sur le financement de certaines opérations à Marseille, où l'on commence à parler de narco-dollars 9

Médecins : conflit dans l'impasse

Manifestation et échec des premières discussions... La grève des internes et des chefs de clinique continue 10

« Le Baladin du monde occidental »

Le chef-d'œuvre de John Millington Synge est monté au Théâtre de la Ville par Jacques Nichet. De la traduction aux interprètes, un parcours sans faute 19

L'art de la caricature

Les recettes du dessin politique depuis le dix-neuvième siècle 20

Vers un accord Hershant-Berlusconi

Le patron du Figaro et l'homme d'affaires italien devraient parvenir à un nouvel accord pour diriger la Cinq 24

M. Guillaume attaqué et défendu

Plusieurs syndicats d'Antenne 2 prennent la défense de M. Philippe Guillaume 24

Le succès du Festival BD d'Angoulême

..... 24

SECTION C

L'emploi au Japon

Faible chômage et pénurie de main-d'œuvre 25

La grève des routiers

A Marseille, il ne reste que « les yeux pour pleurer » 25

Le déficit d'EDF

4 milliards de francs en 1989, deux fois plus que prévu 25

IMAGINA

L'image de synthèse permet aujourd'hui de réaliser des villes imaginaires, de créer des monstres ou d'animer des acteurs artificiels 29

Services

Abonnements 32
Annonces classées 33 à 40
Cartes 23
Campus 10
Marchés financiers 42-43
Météorologie 23
Mots croisés 23
Radio-Télévision 21
Spectacles 22

La télématique du Monde :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde »
daté 30 janvier 1990
a été tiré à 563 993 exemplaires.